

L'aiguillon vert en RFA

La rupture de la coalition du Parti social-démocrate et des Verts en Hesse constitue la première conséquence majeure des récentes élections législatives en RFA. Elle s'accompagne d'un drame personnel : le retrait de la vie politique de M. Holger Börner, ministre-président, figure symbolique d'un social-démocratie ancrée dans les syndicats et la classe ouvrière. Épuisé physiquement et moralement, il abandonne à son destin un parti profondément divisé sur sa stratégie de reconquête du pouvoir.

Lors des élections au Bundestag, le SPD est parvenu, de justesse, à éviter la catastrophe que lui prédisaient les Cassandre d'outre-Rhin. Son effritement est passé au second plan, éclipsé par les pertes plus irrégulières des chrétiens démocrates du chancelier Kohl.

Il semblait qu'ainsi il avait gagné le répit nécessaire pour procéder sans précipitation à sa mutation idéologique et à la relève de ses principaux dirigeants.

C. scénario a été mis à mal par le succès relatif des Verts - 8,3 % des suffrages sur le plan national - et surtout par l'évidence de leur enracinement dans le paysage politique ouest-allemand.

Le SPD n'est plus maître de son calendrier. Dans ses bastions les plus solides, comme Hambourg et la Hesse - deux Länder qui n'ont jamais connu d'autres gouvernements que ceux dirigés par des sociaux-démocrates - le sort de ce parti plus que centenaire est suspendu au bon vouloir des derniers venus sur la scène politique. De plus, les thèmes introduits par les écologistes dans les débats politiques - refus radical de l'énergie nucléaire civile, retrait total des missiles de l'OTAN du territoire de la RFA, place des femmes dans la vie politique - gagnent du terrain dans de larges secteurs du SPD.

Nécessité faisant loi, une unité de façade avait été préservée dans le parti au prix de concessions idéologiques nuisant à sa crédibilité. On ne peut tout à la fois préconiser l'abandon avant dix ans de la production nucléaire d'énergie électrique et soutenir, comme M. Börner, la mise en route de coûteuses installations de retraitement du plutonium.

L'écueil - provisoire ? - de cette nouvelle majorité à gauche des chrétiens démocrates, appelée de ses vœux par M. Willy Brandt, peut assurer au chancelier Kohl une certaine tranquillité pour les premiers temps de son mandat.

L'aiguillon vert peut évidemment accélérer la mutation inéluctable du SPD en un parti social-démocrate de type nouveau, dirigé par des hommes jeunes à même d'être entendus par les nouvelles générations.

« Les élections de 1981 ne sont pas encore jouées », écrit malicieusement Daniel Cohn-Bendit, figure de proue des Verts de Francfort à la veille des dernières élections au Bundestag. Il faudrait cependant, pour que cette « nouvelle alliance » du SPD et des Verts ait des chances de l'emporter un jour, qu'elle renonce à faire passer l'utopie avant le réalisme politique.

Koweït aux portes de la guerre
Un reportage dans l'émirat du Golfe
(Lire page 4)

Nouveaux bombardements

L'Irak et l'Iran relancent la « guerre des villes »

L'Irak et l'Iran relancent la « guerre des villes ». L'aviation irakienne a célébré à sa manière le huitième anniversaire de la République islamique en reprenant, le mercredi 11 février, le bombardement des villes iraniennes. L'Irak a riposté en lançant un nouveau missile sol-sol sur Bagdad, le dixième depuis le début de l'année. Ce jeudi matin, l'aviation irakienne a bombardé un quartier présidentiel de Téhéran, tuant plusieurs civils, dont deux enfants. Selon l'agence d'information iranienne un nombre non précisé d'habitations ont été endommagées.

TÉHÉRAN
de notre envoyé spécial

Le huitième anniversaire de la République islamique a été célébré, mercredi 11 février, au rythme de la guerre : il a été marqué par une série de raids de l'aviation irakienne sur plusieurs villes d'Iran, alors que des centaines de milliers de personnes manifestaient dans les rues. En relançant ainsi la guerre des villes, après une relative accalmie ces derniers jours, l'Irak a voulu marquer le coup, alors que l'Iran était une date symbolique, celle du 11 février 1979, qui vit la proclamation de la République islamique. Selon les médias iraniens, neuf villes ont été touchées, notamment Boroujerd et Khorramabad (centre du pays), Ouroumich et Tabriz (nord-ouest) et la ville sainte de Qom (au sud de Téhéran). Aucune indication n'a été fournie sur le nombre des victimes.

L'opération irakienne a également visé la capitale. Mais cela relevait plutôt de l'intimidation, puisque, selon les autorités, des chasseurs irakiens, à deux reprises, dans la matinée puis en début de soirée, se sont contentés de franchir le mur du son au-dessus de Téhéran. Ils ont provoqué une réplique immédiate de la DCA et le déclenchement d'une brève alerte aérienne. Mais si Bagdad entendait terroriser la capitale, ce fut raté.

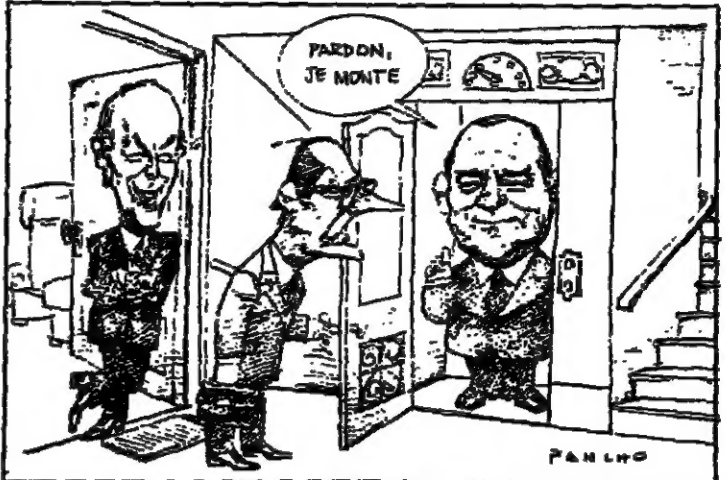
ALAIN FRACHON.

(Lire la suite page 3.)

Le raccourcissement du mandat présidentiel

Les idées de M. Giscard d'Estaing perturbent la majorité

Les idées de M. Giscard d'Estaing sur le raccourcissement du mandat présidentiel troublent la majorité. M. Chirac met en avant l'union de la majorité pour justifier la prudence, sinon la réticence avec laquelle il a accueilli cette proposition, à laquelle sont hostiles M. Gaudin et les barristes. Aussi, M. Denis Baudouin, son porte-parole, a-t-il indiqué, le jeudi 12 février : « Soucieux de l'union de la majorité, le premier ministre est prêt à se prêter à des entretiens avec les membres du gouvernement et avec les responsables de la majorité avant d'arrêter officiellement sa position. »



Lire nos informations page 8

Une économie prospère, une diplomatie mesurée

La Finlande sans complexes

Le ministre finlandais des affaires étrangères, M. Paavo Väyrynen, est attendu à Paris, vendredi 13 février, pour une visite officielle. Les relations franco-finlandaises sont sans problème majeur, et M. Väyrynen vient en représentation d'un pays convaincu d'avoir choisi la bonne voie, celle de la neutralité.

HELSINKI
de notre envoyé spécial

Il ne faudrait pas se tromper d'époque. Le temps où la Finlande, miraculée de l'après-

guerre, semblait en suris, sa souveraineté suspendue à la mansuétude intéressée de son immense voisin, ce temps-là est bien loin, même s'il reste enfoui au fond de la mémoire collective. Le chétif petit pays affligé du lourd fardeau des réparations et d'un également pesant « traité d'amitié » avec l'URSS, est, au train où vont les choses, en passe de rattraper le niveau de prospérité de son autre voisin, le riche cousin suédois. Les paroles de l'hymne national « Notre pays est pauvre et le sera toujours » sont pleines d'une fierté cachée,

mais on aurait bien tort de les prendre au pied de la lettre.

En matière de modernisme, la Finlande, souvent à la pointe des techniques, et qui exporte un quart de son produit national, pourrait donner des leçons à plus d'un « grand » pays d'Europe de l'Ouest. Résultat, les Finlandais ont perdu leurs complexes, mais ont gardé une politique étrangère dont presque plus personne dans le pays ne conteste les mérites.

Si la susceptibilité nationale restait en éveil, et si Helsinki, « finlandisation » sans toujours un peu comme une insulte, on en est presque à considérer ceux qui uti-

liseraient encore ce mot avec l'indulgence qu'on doit aux ignorants. Ceux qui ne savent pas que « c'est une politique choisie et non imposée, et qu'elle a permis à la Finlande de ne rien céder sur les principes de la démocratie », comme l'explique un des principaux artisans de la politique extérieure du pays.

Cela dit, si bien des choses ont changé, d'autres n'ont pas bougé, et avant tout, bien sûr, la géographie.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 6.)

Sécurité routière

Sanctions doublées pour les conducteurs en état d'ébriété.

PAGE 34

La manifestation des instituteurs

Trente-cinq mille participants.

PAGE 10

M^{me} Aquino et les militaires

La présidente des Philippines face au malaise de l'armée.

PAGE 5

Le Monde

DES LIVRES

■ Les dernières nouvelles de William Goyen. ■ Qian Zhongshu révélé aux Français. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Et l'âme ? demande Brigitte », de Jean Bernard ; « Que pense Walter ? », de Gérard Morillard. ■ La chronique de Nicole Zand. Pages 13 à 21

Un entretien

avec M. Marchelli

« Nous sommes en train de perdre la bataille de la compétitivité », déclare le président de la CGC.

PAGE 31

Le sommaire complet se trouve page 34

Reprise en main et concurrence avec les télévisions privées

A2 et FR3, malades du soupçon

TF1, la « 5 », TV6 occupent depuis des semaines le devant de la scène. Mais Antenne 2 et FR3 (où une partie du personnel a débrayé le mercredi 11 février pendant deux heures contre d'éventuels licenciements) sont également touchées par les mutations de l'audiovisuel.

Ainsi, la chasse serait ouverte. Tandis que se déploie le grand ballet incertain des acquéreurs autour de TF1, de la « 5 » et de la « 6 », la future télévision publique - Antenne 2 et FR3 - se déchire comme aux plus grandes époques. Dans les rédactions, certains dressent les listes des martyrs en sursis ou déjà exécutés. Les nouveaux présidents nommés par la CNCL se défendent avec indignation de toute intention assassine.

Rude tâche pour l'enquêteur. Car, derrière les lucarnes, tout le monde ment. L'information télévisée n'a sûrement pas assez changé pour justifier les cris d'orfèvre des uns. Mais les changements, mutations, « promotions » qui se multiplient sur les deux chaînes sont certainement moins innocents que ne le proclament les autres.

Oui, on ment. Avec machiavélisme ou naïveté, par stratégie ou par frayeur. Les plus enflammés des journalistes - et leurs collègues de la presse écrite qui leur servent de relais - mentent en

attribuant au moindre changement de taille-crayons des motivations politiques. Et les nouveaux chefs mentent en invoquant des prétextes techniques qui ne trompent personne.

« J'ai milité pour le maintien de Geneviève Guicheney », assure René Han, nouveau président de FR3. Geneviève est une bonne présentatrice, et je ne voulais pas lui faire de peine. Moyennant quoi la « bonne présentatrice » de Soir 3, évincée, a fait des adieux discrets à son public, le 6 février. A cette journaliste - sympathisante de la gauche, mais « on » jure que cela n'a évidemment pas compté - on avait proposé la présentation des journaux du week-end, en duo. Christian Bernadac, directeur de l'information sur FR3, peut bien démontrer, calculs à l'appui, que l'on n'aurait pas vu Geneviève moins souvent à l'antenne, c'était maigre.

A Antenne 2, même intoxication. Ils veulent à tout prix reprendre cette rédaction en main, assurent-ils y a quelques semaines François Ponchelet, grand manitou dudit journal. Tous les couloirs frémissaient alors de terrifiantes rumeurs : pour remplacer Claude Sérillon - qui ne se cache pas de pencher à gauche, même si les téléspécialistes, eux, sont bien en peine de le situer, comme l'atteste un récent sondage SOFRES-le-

Monde, - on allait faire appel à Patrick Poivre d'Arvor, dont chacun rappelait avec effroi qu'il venait d'assurer l'animation de la fête du RPR.

C'était imminent, c'était fait. « Poivre » piaffait déjà dans le hall de l'immeuble de l'avenue Montaigne. Moralité : Sérillon dispense toujours, à 20 heures, ses sourires qui, paraît-il, irritent tant Matignon. Et Ponchelet est tenté d'accepter - sans qu'il ait apparemment été besoin de le torturer - la tutelle des journaux du matin.

Si l'on admet que tout le monde ment. Claude Sérillon a sans doute du souci à se faire. Jean-Marie Cavada, nouveau directeur de l'antenne d'A2, ne tresse-t-il pas ses louanges ? « C'est un vrai show-man, un des seuls à savoir se déplacer sur un plateau. Et il est loin d'être incompétent. » « Ce n'est tout de même pas une étoile de première grandeur », corrige-t-on dans l'entourage de Claude Contamine, président d'Antenne 2. A propos, qu'en pense ce dernier ? Rien, bien entendu. « Les présentateurs sont tous bons », finit-on par arracher à M. le président d'Antenne 2 au terme d'un entretien en forme de supplice réciproque.

LAURENT GRELSAMER
et DANIEL SCHNEIDERMAN.
(Lire la suite page 25.)

صكنا من الاجل

Débats

LIBERTÉ DE CONSCIENCE LIBERTÉ DE SURVIVRE

Des libérations de dissidents viennent de soulever un peu la chape de plomb pesant sur les opposants au régime soviétique. Etienne Pinte demande que la France accentue sa pression pour élargir la brèche. On viole aussi les droits de l'homme en France, estime Joseph Wresinski, en ne luttant pas suffisamment contre la grande pauvreté.

Les prisonniers modèles de Hassan II

« L'absence, la persécution et la persécution de votre Majesté ont fait triompher le choix démocratique basé sur le pluralisme, le multipartisme et le cadre de la monarchie constitutionnelle et du renforcement des fondements de la liberté et de la stabilité (...). Le génie politique de votre Majesté s'est manifesté par l'idée de la Marche verte (au Sahara). Ces deux grandes réalisations hessaniennes resteront liées à l'Auguste Personne de votre Majesté dans la mémoire de toutes les générations », etc.

Ces boursoufflures s'étaient sur plusieurs pages. On pense à un pastiche. C'est pourtant un extrait d'une vraie lettre que huit prisonniers politiques marocains réputés « républicains » ont dû récemment signer pour obtenir du roi Hassan II l'amn, le pardon : « Après douze années passées en prison (...) nous sollicitons votre grâce et votre bienveillance », etc.

L'essentiel, dira-t-on, est que ces prisonniers de conscience soient maintenant libres. Peut-être, mais revenons un peu en arrière. Il y a dix ans ce mois-ci, plus de 200 accusés antimonarchiques et pour la plupart hostiles au partage sans autodétermination du Sahara espagnol entre Maroc et Mauritanie étaient jugés à Casablanca, après quinze mois de garde à vue et plusieurs autres mois de prévention. Les pièces à conviction : tracts, journaux, livres, opinions, etc. Les seules violences en cause : celles subies par certains prisonniers... (1)

Verdict : 173 peines de prison, dont 44 à perpétuité (y

compris 39 par contumace). Depuis lors on ne compte plus les personnalités françaises approchant le roi Hassan II qui ont tenté d'obtenir l'élargissement de prisonniers dont le tort est de ne pas penser comme tout le monde au Maroc. Après bien des efforts, M^{me} Danièle Mitterrand a obtenu que l'un des détenus, l'ingénieur d'origine juive Abraham Serfaty, puisse se marier en prison.

« Le roi veut qu'on lui demande pardon », concluait un ancien président du Conseil français revenant de Rabat. D'où la fameuse missive. Mais la grande majorité de la quarantaine de prisonniers restants, parmi lesquels les cinq condamnés à perpétuité — MM. Fakhiani, Nouda, Mouchtari, Serfaty, Zaaza — refusaient de le signer, préférant la geôle au reniement d'eux-mêmes. Prisonniers modèles, ils occupent leur temps en étudiant (vingt licences passées, vingt thèses en préparation).

Douze ans n'est-ce point assez, même pour des hommes trop fiers pour s'agenouiller ? Ils ne sont pas royalistes, c'est vrai. Mais la dynastie alsacite, qui se veut à la fois traditionnelle et moderne, ne voit-elle pas que les dix monarchies florissantes en Europe — et notamment dans la proche Espagne — ont éduqué les républicains en les traitant aussi bien et parfois même mieux que les monarchistes.

BOUAZZA BEN BOUAZZA, chercheur.

(1) Voir le livre de Claude Arian, *Rencontre avec le Maroc*. La Découverte (Le Monde du 13 août 1986).

La violation des droits de l'homme en France

Sans un minimum de moyens économiques et sociaux, un citoyen ne peut jouer efficacement son rôle.

par JOSEPH WRESINSKI (*)

On a coutume d'entendre dire que la violation des droits de l'homme serait le seul fait des pays totalitaires. Et certes, si les droits de l'homme sont abordés par le seul biais des libertés civiles et politiques, cela reste scandaleusement, douloureusement vrai. Mais il est d'autres façons de violer des droits de l'homme, et celles-ci, qui concernent tous les pays, y compris la France, consistent simplement à abandonner une partie de la population — quelque deux millions de personnes — dans l'état de grande pauvreté ou de misère.

Depuis trente ans, des équipes du mouvement ATD Quart-Monde tiennent à jour le récit des faits et gestes de la grande pauvreté. Voici quelques-uns de ces constats découlant de cet effort de longue haleine.

Les familles dans la grande pauvreté n'ont souvent pour toit qu'un hangar, un camion défilé, une tente ou encore qu'une cave ou un logement vétuste et malsain dans un quartier urbain attendant la rénovation. Les pères n'obtiennent pas d'emploi stable, notamment car leur adresse, non officiellement enregistrée, ne permet pas de les atteindre. Les foyers se trouvent parfois sans autorisation, et cela suffit, paradoxalement, pour déclarer non rece-

vables leurs demandes répétées d'un logement adéquat dans la commune. Or que devient la liberté de circulation quand on ne peut réellement se fixer nulle part ? Dans certains cas, elle peut tourner en obligation de circuler, les municipalités se revoquant mutuellement des familles dont elles ne veulent pas sur leur territoire.

La précarité du logement empêche aussi de chercher un emploi, alors que travailler serait la seule chance de trouver la garantie d'un toit. Imaginons d'ailleurs les obstacles à l'emploi que signifie habiter un lieu non desservi par les transports publics, un lieu où le travailleur ne peut se reposer convenablement, ni se laver, ni tenir ses vêtements présentables.

Sans logement décent, sans travail, sans ressources, parfois sans possibilité de gîte quelque part, les familles les plus pauvres se trouvent également privées d'autres droits : du droit de fonder une famille notamment, du droit à la santé entre autres.

Nous voyons, dans les zones d'habitation les plus défavorisées, des hommes encore jeunes perclus

de rhumatismes parce que toute leur vie se passe dans le froid, l'humidité ou les courants d'air. Nous voyons des mères de famille épuisées à tenir un ménage à bout de bras dans des conditions sous-humaines. Nous voyons des enfants qui, dans des logements malsains, se blessent, ne dorment pas et sont sans cesse malades. Se trouve alors remis en cause le droit à la famille, les enfants étant placés sous le prétexte que, ailleurs, ils seront protégés.

Un esprit de courage extraordinaire

A cause de leur dénuement, des parents peuvent être déçus de leurs droits parentaux. Pour les enfants, est aussi compromis le droit à l'instruction. Les études statistiques le disent sans ambiguïté. En dépit des nombreux efforts pour démocratiser l'enseignement, l'échec scolaire

(*) Fondateur du mouvement Aide à toute détresse (ATD) Quart-Monde, et auteur d'un rapport sur la grande pauvreté qui vient d'être présenté au Conseil économique et social (voir *Le Monde* du 11 février).

demeure, sauf exception, du fait des conditions socio-économiques des familles.

L'absence de droits économiques, sociaux et culturels paralyse la vie associative : lorsqu'on est hébergé de manière précaire ou condamné à l'errance, s'en va la possibilité de bâtir de véritables amitiés ? Des foyers réduits à l'assistance publique ou privée n'ont guère le goût ni les moyens de s'organiser entre eux ni de se mêler à des foyers plus favorisés. Les parents d'élèves qui échouent n'ont pas le droit à des organisations de parents d'élèves. Celui qui n'a pas de ressources suffisantes et stables ne fait pas connaître ses difficultés à une organisation de consommateurs.

Toute une partie de la population nationale n'est pas entendue dans les enceintes où sont consultés les partenaires sociaux officiellement reconnus. Mâtrisant mal la lecture et l'écriture, ces familles ne comprennent pas non plus les programmes des partis politiques et, ne disposant pas des moyens élémentaires de la communication, elles ne peuvent expliquer leur situation de précarité extrême à des hommes politiques.

La famille en grande pauvreté révèle donc que l'absence des droits économiques, sociaux et culturels compromet les droits civils et politiques.

Et, en dépit de tout cela, ce dont nous pouvons, ce dont nous devons témoigner, c'est l'extraordinaire esprit de courage qui anime toutes ces familles obligées de consacrer toute leur énergie à survivre dans la dignité au jour le jour.

Comment se fait-il que des droits reconnus à l'homme parce qu'il est un homme deviennent en réalité des droits qu'il ne peut exercer qu'à condition de disposer d'un minimum de moyens ? Dans ces circonstances, comment veiller à ce que tous disposent des moyens voulus ?

Les plus pauvres vivent dans des situations, et en tirent des réflexions, que d'autres ne peuvent pas imaginer en leurs noms et places. Pour essayer de résoudre ces questions, nous avons conscience que l'interrogation des plus pauvres nous est indispensable. La reconnaissance serait déjà, pour eux, un changement fondamental de situation, puisque d'être considérés comme partenaires indispensables à l'avancement des droits de l'homme mettrait fin à une première exclusion de tout ce qu'entendrait la communauté nationale pour l'avenir de ses membres.

Une nation ne peut laisser en arrière une partie des siens, exclue des responsabilités et des droits élémentaires reconnus à chacun.

Le gouvernement peut mieux faire...

Notre pays n'a pas l'imagination des Etats-Unis pour pousser l'URSS à respecter les accords d'Helsinki

par ETIENNE PINTÉ (*)

La création par Jacques Chirac d'un secrétariat d'Etat aux droits de l'homme a été accueillie avec espoir par tous ceux qui, depuis de nombreuses années, se battent sans répit pour que la dignité de l'homme soit respectée dans tous les pays où elle est bafouée. Cette initiative est à l'honneur de ce gouvernement et marque son originalité et sa personnalité. Elle rappelle aux Français que nous avons longtemps représenté, aux yeux du monde, la patrie des libertés. Cette démarche contraste paradoxalement avec celle d'une gauche qui avait monopolisé par le verbe la défense des droits de l'homme.

Cependant, malgré la bonne volonté de Claude Malhuret, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, la tutelle pesante, frileuse, timorée du Quai d'Orsay, qui se retranche derrière le mauvais alibi d'une fausse efficacité de l'action secrète, ne lui a pas encore permis d'accomplir la mission que lui a confiée le premier ministre. Claude Malhuret n'a trouvé ni sa place, ni sa tribune, ni le type d'action à mener pour faire entendre la voix de la France. Il représente néanmoins pour nous « cette petite espérance, tremblante à tous les vents, anxieuse ou moindrement soufflée (...). cette flamme impossible à éteindre » que chantait Péguy. Mais cela ne suffit pas, et le poète ajoutait à juste titre : « L'espérance voit ce qui n'est pas encore et qui sera... »

Le gouvernement sera donc jugé sur « ce qui sera ». Il faut à cet égard grand temps que Jacques Chirac installe enfin la commission consultative des droits de l'homme, cette instance si nécessaire et tant

attendue, créée le 30 janvier 1984, mais jamais réunie depuis lors. C'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Cette commission ne doit pas être pour le gouvernement un prétexte pour ne pas faire plus et mieux.

Le passeport de la liberté

J'attends du gouvernement qu'il ne se drape pas dans les considérations économiques et culturelles des accords d'Helsinki pour faire adopter par le Parlement une convention fiscale franco-soviétique, alors que ces accords comprennent aussi le respect des droits de l'homme, qui sont violés chaque jour par l'Union soviétique. J'attends du ministre des affaires étrangères qu'il fasse preuve d'autant d'imagination que les Etats-Unis, qui ont pris l'heureuse initiative de faire participer des membres du Congrès américain aux conférences sur l'application des accords d'Helsinki en les intégrant, comme observateurs, dans leur délégation. J'attends du secrétaire d'Etat aux droits de l'homme qu'il dénonce la nouvelle loi soviétique sur l'émigration, qui restreint encore plus la liberté de circulation et d'installation et qui interdit à 99 % de la population d'URSS la possibilité d'émigrer.

Je rêve qu'un jour la France convie officiellement Ida Nudel, la mère des « refuzniks », à venir rejoindre son cousin français et

obtienne, comme les Etats-Unis pour Tchubarovski, le passeport de la liberté qu'elle attend depuis quinze ans.

Je rêve qu'un jour la France obtienne des visas d'émigration pour tous les Shapiro de Leningrad, dont les enfants souffrent de ne pas s'appeler Ivanov, pour tous les Siapak, membres fondateurs du groupe de surveillance des accords d'Helsinki à Moscou, qui attendent depuis dix ans l'autorisation de rejoindre leur fils en Israël, pour les Zieman, dont les esprits et les intelligences se préparent depuis tant de temps à découvrir la liberté. Et puis, il y a tous les autres...

Que la France fasse entendre sa voix afin que les prisonniers d'opinion, ces prisonniers du silence, n'aient pas la tentation de la désespérance, mais que, grâce à nous, chacun d'eux puisse se dire, comme Elie Wiesel : « Parce que je me souviens, j'ai le devoir de rejeter le désespoir. »

(*) Député RPR des Yvelines.

SOVT

16 000 BIOGRAPHIES
DE PERSONNALITÉS SOVIÉTIQUES
SUR ORDINATEUR

SOVT, premier système mondial de banques de données sur l'élite soviétique, a été créé et est géré par le Monde sous la direction de Michel Tatu. Il contient les biographies des personnalités de l'élite soviétique dans tous les domaines : politique, administratif, économique, scientifique, militaire et culturel.

SOVT comprend également plus de 3 000 textes, dont extraits des discours de M. Gorbatchev, interventions au congrès du parti communiste, articles et déclarations officielles consacrés à Tchernobyl.

L'accès à SOVT se fait dans le monde entier à partir d'un terminal ou d'un micro-ordinateur, et même, en France, à partir d'un simple minitel.

Facturation selon le temps de connexion. Pas de droit d'entrée.

Renseignements et documentation :
écrire à
Michel TATU,
Le Monde-SOVT, 7, rue des Italiens,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-47-97-27
Tél. : MONDPAR 650572 F

Le Monde

Urgence

MAIS que sommes-nous devenus ? Où est passée la conscience du monde arabe ? Où a-t-il enterré son âme, son humanisme, sa passion pour la justice ? Mais où se sont réfugiés les hommes de cœur et de courage ? Pas une voix, une de ces voix qui comptent et qu'on écoute, ne s'est élevée ne serait-ce que pour crier, pousser un hurlement dans le visage froid, visage de marbre de ceux qui ne connaissent pas de politique que celle de la brutalité et du gangsterisme. Crier puis se taire pour entendre la respiration difficile d'enfants rendant l'âme parce qu'on les a condamnés à mourir de faim et de soif.

A Bar-el-Barajneh, à Rachidieh, à Chatila, dans la banlieue de Beyrouth, la mort rôde et prend son temps. Elle sème l'épidémie et l'humiliation. Elle arrache un à un les enfants venus au monde en un mauvais moment, sur une terre brûlée et meurtrie, dans des camps qu'on veut réduire en cimetière ou en fosse commune. Des Palesti-

niens sont ainsi encerclés par d'autres Arabes, par d'autres musulmans, et meurent lentement. Mais avant ils doivent souffrir, rendre le corps avant l'âme. De nouveau, ils sont expulsés de la vie, renvoyés au cœur de la douleur, à l'errance par-delà la mort.

Alors, dites-nous, à quoi sert un sommet, qu'il soit islamique ou arabe, s'il n'arrive même pas à extirper des camps de la mort des enfants qu'on assassine ? Dites-nous à quoi sert la Ligue des Etats arabes si elle reste impuissante face à l'intolérable ? On ne lui demande plus de régler les problèmes des Libanais et des Palestiniens, mais on est en droit de lui demander de faire quelque chose de concret — pas de discours — pour arrêter la mort gratuite d'enfants et autres innocents. Une mort décidée, programmée avec cynisme. Le monde arabe est, bien sûr, divisé. Tel est son destin depuis que le peuple palestinien est privé de sa patrie.

TAHAR BEN JELLOUL

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Larroque (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wauters.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Types LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde USPS 785-810 is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde c/o Speedpost, 46-46 39th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y., postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpost, U.S.A. P.R.C. 46-46 39th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Le conflit du Golfe

M. Tarek Aziz a évoqué avec M. Chirac l'initiative de paix de M. Perez de Cuellar

Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, a évoqué, mercredi 11 février, avec M. Jacques Chirac l'initiative de paix dans le conflit Iran-Irak lancée en janvier par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

Côté français, on a indiqué que la conversation avait porté sur les discussions en cours au Conseil de sécurité sur une éventuelle initiative de médiation générale pour mettre un terme à cette guerre.

A l'issue de l'entretien à l'hôtel Matignon, qui a duré environ une heure, M. Aziz a précisé, devant la presse, que cette rencontre avait été « très amicale et constructive ». Il a indiqué avoir parlé avec le chef du gouvernement des relations diplomatiques, qu'il a qualifiées de « bonnes et franches » et de la situation dans la région. « Nous avons discuté également des initiatives politiques sur lesquelles on travaille en ce moment », en vue d'un règlement pacifique du conflit, a-t-il dit.

Le ministre s'est enfin félicité de la position française qui soutient, comme elle l'a toujours fait, la cause de la paix, par ses efforts au Conseil de sécurité ou dans d'autres instances.

M. Tarek Aziz s'était également entretenu, au cours d'un déjeuner de travail, avec le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, des perspectives créées par l'initiative de paix de M. Perez de Cuellar.

De source autorisée française, on précisait que la visite du vice-premier ministre irakien n'a aucun lien avec celles effectuées récemment par deux autres membres du gouvernement de Bagdad : le général Abdel Jabbar Khalil Chachali, ministre d'Etat chargé des affaires militaires, reparti mercredi après un séjour de six jours en France, et M. Abdalwahab Mollah Jawish, ministre du commerce et de l'industrie, qui était venu il y a deux semaines discuter du rétablissement de la dette irakienne envers la France.

Relance de la « guerre des villes »

(Suite de la première page.)

A peine les milliers de manifestants qui, dans la matinée, descendaient joyeusement la principale artère de Téhéran, l'avenue de la Liberté, ont-ils levé le nez pour regarder en bas : « Mort à Saddam, mort aux Américains ! », avant de reprendre tranquillement leur chemin pour converger, sous un soleil éclatant, vers l'immense place de la Liberté, destination traditionnelle de toute grande manifestation téhéranienne.

A vrai dire, celle de mercredi tenait plus de la farandole et de la fête familiale que de la démonstration belliqueuse. On est venu avec les enfants et les grands-parents pour se mêler aux soldats en tenue beige, aux gardiens de la Révolution en tenue d'acier et aux basijis, ces unités de volontaires dont les membres arborent un bandeau rouge sur le front.

Entre deux slogans, arrêt linéaire et sandwich après des échappées installées le long du parcours ; en somme, une atmosphère bon enfant et plutôt sereine, n'éclosent les photos des « martyrs » (tués sur le front) brandies par certains des manifestants.

Place de la Liberté, le président iranien, M. Ali Khamenei, a tenu des propos sans surprise. Il a rappelé la détermination de l'Iran à poursuivre la guerre jusqu'à la chute du chef de l'Etat irakien, Saddam Hussein. Il a ironisé sur le débat agitant actuellement les milieux politiques à Washington : les émissaires américains de l'« Irangate » ont-ils bien contacté avec des modérés ou bien avec des radicaux du régime iranien ? Ni l'un ni l'autre, a répondu M. Khamenei : « Il n'y a ni radical, ni modéré, ni très modéré, dans notre appareil politique ; la voix unique est celle de l'Islam ».

Il est évidemment difficile de se prononcer sur le moral des Iraniens au seul jugé d'une manifestation syro-iranienne regroupant les Téhéranis les plus attachés au régime. Mais ce qui frappe dans la

capitale alors que la guerre se poursuit depuis six ans, c'est une impression de normalité : boutiques débordant de fruits et légumes, pesantes décontractées, habituels embouteillages-catastrophes, restaurants et cafés pleins, techniciens ou hommes d'affaires étrangers paisiblement installés à la cafétéria des grands hôtels. Le front paraît lointain, même si les raids de l'aviation irakienne rappellent que la guerre est partout.

De l'avis de nombreux témoins, les bombardements irakiens en zone urbaine sont apparemment loin d'avoir l'effet escompté à Bagdad. Ils n'auraient pas brisé le moral de la population et conforteraient au contraire une haine féroce de l'ennemi irakien chez la plupart des habitants — quels que soient par ailleurs leurs sentiments à l'égard de la République islamique. Comme il l'avait laissé entendre, l'Iran a répliqué aux opérations de l'aviation irakienne en lançant mercredi un nouveau missile sol-sol sur Bagdad, cependant que l'état-major annonçait une nouvelle opération dans le secteur ouest (Kurdistan) du front, baptisée « Fath-4 ».

ALAIN FRACHON.

La disette dans les camps palestiniens de Beyrouth

Bourj-el-Barajneh n'a toujours pas été ravitaillé

BEYROUTH de notre correspondant

Le ravitaillement du camp palestinien de Bourj-el-Barajneh inscrit dans la banlieue sud-ouest de Beyrouth, le plus touché par la disette des trois camps assiégés par la milice Amal, n'a pas en lieu comme prévu mercredi 11 février. Une nouvelle tentative devait être effectuée ce jeudi.

La raison invoquée par Amal est que les Palestiniens n'ont pas exécuté leur part des engagements contenus dans l'accord difficilement conclu à Damas entre son chef, M. Berri, et les anti-arabistes, concernant la restitution des positions convoitées à Amal par les Palestiniens autour de Magdouché.

Ces positions ont bien été évacuées par les Palestiniens, mais ont été remises à leurs alliés ou tout au moins aux rivaux et adversaires d'Amal, le Hizbollah (chite pro-iranien) et l'OPN (Organisation populaire nassérienne sunnite) ; M. Berri se déclare toujours disposé

à laisser ravitailler les camps dès que les Palestiniens auront exécuté leurs engagements prévus selon lui par l'accord comme un préalable et non comme une mesure simultanée au ravitaillement.

S'ils n'ont pas encore obtenu les vivres et les médicaments qui manquent cruellement à Bourj-el-Barajneh ainsi que, moins dramatiquement, à Chatila et Rachidiyeh, les Palestiniens ont réussi à élargir le monde et à le faire bouger en leur faveur. Des pays arabes de toutes tendances (Arabie Saoudite, Algérie, Maroc, Libye, Jordanie, Egypte), d'Europe — la France prenant la tête du mouvement et la Suisse lui conférant le poids de son autorité morale à travers le CICR, — d'URSS, sous la forme d'une déclaration du fils de M. Gromyko, directeur de l'Institut d'Afrique, comme du Vatican, affluent les interventions auprès de Damas et les offres d'envois de vivres et de produits pharmaceutiques.

On estime à Beyrouth qu'après des tiraillements plus ou moins longs

du ravitaillement finira par parvenir aux camps, ce qui constituera un succès pour M. Arafat ; puis que Damas laissera se tasser l'agitation et, à travers Amal, fera rétablir le siège. La tactique du pourrissement de la guerre des camps s'étant avérée payante puisqu'elle se révèle à la longue asphyxiante pour les Palestiniens, Israël est de nouveau entré en scène ce jeudi matin en effectuant un raid aérien contre les positions palestiniennes du secteur de Seïda Magdouché.

Le sort des otages

Si l'affaire des camps polarise l'attention, celle des otages occidentaux marque le pas depuis que la tension immédiate est retombée avec le report sine die de l'ultimatum expirant le 9 février concernant les otages détenus par le Djihad islamique pour la libération de la Palestine, quatre professeurs dont trois américains. Rien non plus de nouveau au sujet de M. Terry Waite, sinon des révélations — sujettes à

caution — de la télévision des forces libanaises (milices chrétiennes) selon lesquelles il aurait été emmené à Chmeisar, dans le nord-est de la Bekaa, dès le lendemain de son arrestation par ses interlocuteurs-ravisseurs, le 20 janvier, et qu'il serait depuis lors déplacé chaque jour d'un village à l'autre dans cette région.

M. Waite aurait tenté de se jeter de la voiture immédiatement après son arrestation mais aurait été rattrapé et copieusement frappé. M. Berri, le chef d'Amal, continue d'annoncer la « libération prochaine » du prisonnier, mais il exprime prudemment le délai en termes de « jours ou de semaines ».

C'est dans ce contexte que le président libanais, M. Amine Gemayel, entame une tournée européenne qui doit le mener successivement à Bruxelles, Londres et Paris. Durant son absence, les négociations syro-libanaises qui marquent elles-mêmes le pas se trouvent de facto suspendues pratiquement jusqu'à la fin du mois de février.

LUCIEN GEORGE.

L'ASALA menace de reprendre les attentats en France

Beyrouth (AFP). — L'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA) s'est manifestée mercredi 11 février pour la première fois depuis quatre mois en menaçant de reprendre les attentats en France « si ses militants et les militants arabes (détenus en France) » n'étaient pas relâchés.

Dans un communiqué manuscrit en arabe parvenu au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth, l'ASALA affirme que « la vague d'explosions reprendra dans les rues de France » si le gouvernement français ne libère pas ces militants dont il ne fournit pas les noms.

Dans son dernier communiqué, le 6 octobre dernier, l'ASALA avait réclamé « la libération rapide des trois militants Varoujan Garabédjian, un de ses dirigeants, Ibrahim Abdallah, le chef présumé des FARL (Fraternités armées révolutionnaires libanaises) pour l'Europe, et Anis Naccache, qui dirigeait le commando ayant tenté d'assassiner,

en juillet 1980 à Paris, M. Chirac ou Béchir.

La libération de ces trois prisonniers est également demandée par le Comité de soutien aux prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (SPPA), qui avait revendiqué la plus grande partie des attentats qui avaient fait 11 morts et 156 blessés à Paris en septembre dernier.

L'ASALA avertit qu'elle « visera tous les intérêts français et sabotera les centres économiques alors que les ports et aéroports seront considérés comme des objectifs militaires ».

« Nous sommes conscients que le peuple français innocent subira les conséquences de nos opérations militaires », souligne également le communiqué, qui invite l'opinion publique française à « défendre ses intérêts face à son régime dévotionnaire qui sert les intérêts du régime fasciste turc et les plans américains ».

Après la demande de M. Mitterrand

Le gouvernement « invite à la mobilisation de la communauté internationale »

M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP, a exprimé, mercredi 11 février, la « gratitude » de l'OLP et du peuple palestinien à la suite de la « noble initiative » du président français, M. François Mitterrand, et de la déclaration du chef du gouvernement, M. Jacques Chirac, concernant la « tragédie » des camps de réfugiés palestiniens au Liban, indique l'agence palestinienne d'information Wafa. M. Arafat a en outre écrit à l'adresse du chef de l'Etat et du premier ministre français « certaines propositions » pour le secours de la population des camps assiégés depuis plus de quatre mois.

A la suite de la déclaration de M. Mitterrand au conseil des ministres demandant au gouvernement d'envoyer des vivres aux camps palestiniens, M. Jacques Chirac, selon un communiqué du Quai d'Orsay, a donné des instructions nécessaires pour qu'une aide alimentaire soit mise, dès que possible, à la disposition des camps de réfugiés.

Le communiqué indique d'autre part que le gouvernement « a, le 7 février, lancé un appel pressant à toutes les parties concernées et à la communauté internationale pour qu'elles interviennent en faveur des victimes innocentes. Il est parallèlement intervenu auprès des autorités de plusieurs Etats pour leur demander d'user de leur influence sur les assignations ».

« Constatant que son appel n'a pas été suivi d'effets, le gouvernement français, ajoute le communiqué, le réitére solennellement et a entrepris de nouvelles démarches auprès du comité international de la Croix-Rouge, de l'UNRWA et du secrétaire général des Nations unies afin d'examiner avec eux par quels moyens il pourrait être mis en œuvre sous la forme de secours humanitaires aux populations civiles des camps ».

« Le gouvernement français invite la communauté internationale tout entière à se mobiliser et à agir solidairement pour que des vivres et des médicaments puissent être acheminés aux assiégés et que les blessés puissent être évacués en toute sécurité ».

EGYPTE

Le résultat du référendum sur la dissolution du Parlement semble acquis d'avance

LE CAIRE de notre correspondant

Près de 14 millions d'électeurs égyptiens sont appelés, ce jeudi 12 février, à se prononcer sur la dissolution ou non de l'Assemblée du peuple (Parlement) ; une consultation de pure forme dont l'issue ne fait pratiquement aucun doute.

Un sondage effectué par le quotidien caennais Al-Ahram pré-

voit 96 % de « oui » à la dissolution de l'Assemblée. Cette quasi-unanimité n'est pas uniquement due à certaines pratiques qui font que dans tous les référendums organisés en Egypte depuis trente ans les « oui » ont obtenu plus de 90 %. Le décret du président Moubarak sur l'opportunité de dissoudre le Parlement (le Monde du 6 février) a été approuvé par l'ensemble de l'opinion publique. Les lois votées au pas de charge, les débats clôturés à peine commencés et les divers scandales (le frère de M. Rifat El Mahgoub, président de la Chambre, a été inculpé pour corruption) sont responsables de cette image peu reluisante que s'était forgé le Parlement égyptien en mai 1984. C'est d'ailleurs une des raisons qui ont poussé M. Moubarak à prendre sa décision, alors que son parti disposait de 394 sièges sur les 458 de l'Assemblée.

Quant à l'opposition, qui avait dénoncé la « falsification » des élections de 1984 et même une violente campagne contre la non-conformité de la Chambre à la Constitution, elle ne peut qu'être satisfaite. Toutefois, ce qui compte pour les cinq partis d'opposition légale est moins la dissolution que son corollaire : les élections législatives anticipées, qui auront lieu durant la première quinzaine d'avril. Lors d'un congrès général tenu le 5 février, l'opposition a demandé à M. Moubarak d'adopter plusieurs mesures « pour garantir des élections honnêtes et démocratiques ». Parmi ces mesures figurent la démission du chef de l'Etat de la présidence du Parti national démocrate (majorité au pouvoir), l'abrogation de la loi sur l'état d'urgence en vigueur depuis l'assassinat du président Sadate en 1981, la formation d'un gouvernement « neutre » pour superviser les élections et, surtout, l'abrogation « de la clause des 8 % ». Selon la loi électorale, tout parti n'ayant pas

obtenu plus de 3 % des voix au niveau national n'est pas représenté au Parlement. Cette clause avait vain à l'opposition de n'obtenir que douze des sièges de l'Assemblée en 1984, malgré les 27 % de suffrages en sa faveur.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les chefs de l'opposition se sont réunis le mardi 10 février. Ils ont élaboré un projet visant à réunir les cinq partis sur les listes du parti Wafd (libéral, 38 députés) en vue de tourner l'obstacle des 8 %. Le Parti des libéraux socialistes (0,5 % des voix en 1984) et celui de l'Ouma (islamiste, qui n'a pas participé aux précédentes élections) ont donné leur accord, tandis que le Parti socialiste du travail (7 % des voix) et le Rassemblement progressiste unioniste (4 %) ont demandé un délai de quelques jours avant de se prononcer. Les deux partis de gauche n'ont d'ailleurs pas encore décidé s'ils participeront à la consultation ou s'ils la boycotteront comme lors des élections sénatoriales en octobre.

Reste, enfin, l'inconnue que constituent les Frères musulmans, qui ne disposent pas d'un parti légal. En 1984, ils s'étaient présentés sur les listes du parti Wafd. Mais cette alliance n'a pas tenu longtemps, puisque les huit députés de la confrérie ont gelé leur activité au sein du Wafd. En effet, si le nouveau guide suprême, le cheikh Mohamed Aboul Nasr, soutient les revendications de l'opposition, il ne s'est pas encore prononcé en ce qui concerne une éventuelle alliance, les Frères musulmans pouvant toujours, en dernier recours, se présenter comme candidats indépendants et briguer les 48 sièges pourvus au scrutin nominal majoritaire.

La loi électorale amendée en décembre prévoit, en effet, un scrutin de liste à la proportionnelle pour 400 sièges et un autre nominal majoritaire pour les 48 sièges restants. ALEXANDRE BUCCIANTI.

Diplomatie

M. Philippe Husson est nommé ambassadeur à Ottawa

M. Philippe Husson, inspecteur général adjoint des affaires étrangères, est nommé ambassadeur à Ottawa en remplacement de M. Jean-Pierre Cabouat, a-t-on annoncé mercredi 11 février au Quai d'Orsay.

(Né le 22 juillet 1927, diplômé de l'Institut d'études politiques, docteur en droit, ancien élève de l'ENA, M. Philippe Husson est entré à l'administration centrale en 1956 (affaires marocaines et tunisiennes), après avoir été placé durant deux ans à la disposition de la résidence générale au Maroc. Il a ensuite été en poste à Bucarest (1958-1961), Moscou (1961-1964), Washington (1964-1967), de nouveau à l'administration centrale (relations culturelles), puis, de 1969 à 1971, chef adjoint de la section diplomatique de l'Institut des hautes études de défense nationale. M. Husson a ensuite été affecté une première fois à Ottawa, de 1971 à 1974, de nouveau à Moscou et, en 1977, comme représentant permanent adjoint auprès des Nations unies à New-York, puis ambassadeur en Finlande de 1981 à 1983 et, enfin, nommé

inspecteur général adjoint des affaires étrangères.]

M. Curien ambassadeur de France

Le conseil des ministres du mercredi 11 février a, par ailleurs, décidé d'élever à la dignité d'ambassadeur de France M. Gilles Curien, qui avait été nommé conseiller diplomatique du gouvernement en 1983 et représentant permanent de la France à l'OTAN en 1984.

On a, d'autre part, appris, mercredi, aux Nations unies à New-York, que M. Claude de Kéroul, qui vient de quitter ses fonctions de représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations unies pour le développement, avait été nommé « ambassadeur de bonne volonté » du Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (FNUAP). Il exercera cette fonction bénévolement.

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

SOFRES L'ETAT DE L'OPINION

Clés pour 1987

Simone Veil - Michel Delebarre - Olivier Duhamel - Jérôme Jaffré - Jean Boissonnat - Annick Percheron

Le chômage terroriste ? La cohabitation ? L'argent ? Le racisme ? Le mouvement étudiant ? Le football ? L'affaire du carrefour du développement ? etc.

Les grands sondages de la Sofres analysés et commentés.

S E U I L

صكنا من الامم

Le Monde
sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Les dossiers chauds du proche-Orient : otages, Irak-Iran

3615 TAPÉZ **LEMONDE**

LA REVUE DU

MINITEL

LE MINITEL Ce mois-ci une grande enquête sur les délinquants du Minitel

SUR ÉCOUTES

Il n'est pas nécessaire d'acheter un ordinateur pour apprendre à s'en servir.

INITIATION AUX ORDINATEURS PERSONNELS

Une vue générale des utilisations chez soi ou au bureau. Ce cours vous aidera à répondre à la question : « Puis-je ou ne puis-je pas ? »

AVANT D'ACHETER

Vous voulez acquérir un micro-ordinateur. Ce cours vous indiquera les différentes étapes pour faire le bon choix.

L'AFFAIRE MULTIPLAN

Comment se familiariser et contrôler ses données financières d'une façon simple et efficace.

PROGRAMMER EN BASIC

Ce langage simple ne fera pas de vous un expert mais vous permettra de dialoguer avec votre ordinateur

CROQUEZ L'APPLE IBM ET AUTRES

Les choses compliquées deviennent simples. Apprenez l'utilisation, les graphismes, etc.

52, Jardins Boileau, 92800 Puteaux La Défense 8.
Tél. : 49-00-05-00

RER : la Défense, sortie Parvis, passage entre tours Atlantique et Crédit lyonnais
Boulevard circulaire : sortie 4, parking Boileau

VU?

LONDRES

650 F

ALLER-RETOUR

TARIF 1 MOINS UN.

Pour bénéficier de ce tarif, trois conditions :
- le billet aller-retour doit être acheté au plus tard la veille du départ ;
- réservation du retour : la veille du départ ;
- réservation du retour : la veille du départ ;
Ce tarif est valable jusqu'au 14 avril 1987 pour tout séjour de 14 jours au plus.

Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à Air France ou à votre Agent de voyage.

AIR FRANCE

هكذا من الاصل

Proche-Orient

Le conflit entre l'Irak et l'Irak

Le Koweït aux portes de la guerre

FAILAKA
de notre envoyée spéciale

Sur la plage de sable blanc, des moutons importés d'Australie errent à la recherche de quelques maigres touffes d'herbe. Des barques de tôle ondulée dressées en carré constituent leur enclos. Quelques tentes blanches çà et là, et un drapeau koweïtien. « Poste militaire, interdit d'approcher », avertit Mohamed, notre chauffeur. A une demi-heure d'aéroglossier de la ville de Koweït, la petite île Failaka

Au large du Golfe, au sud de l'île Boubiyah, Failaka n'a rien d'une forteresse. Les quelques postes militaires visibles paraissent modestes. Fonctionnaires le matin, pêcheurs l'après-midi, les habitants - trois mille environ - coulent encore des rues étroites et sablonneuses contrastes singulièrement avec les buildings rutilants et les artères de la capitale. L'ancien puits a cependant été abandonné et l'eau est amenée quotidiennement par bateaux. Quelques symboles de l'ère pétrolière aussi : des rangées de HILM,

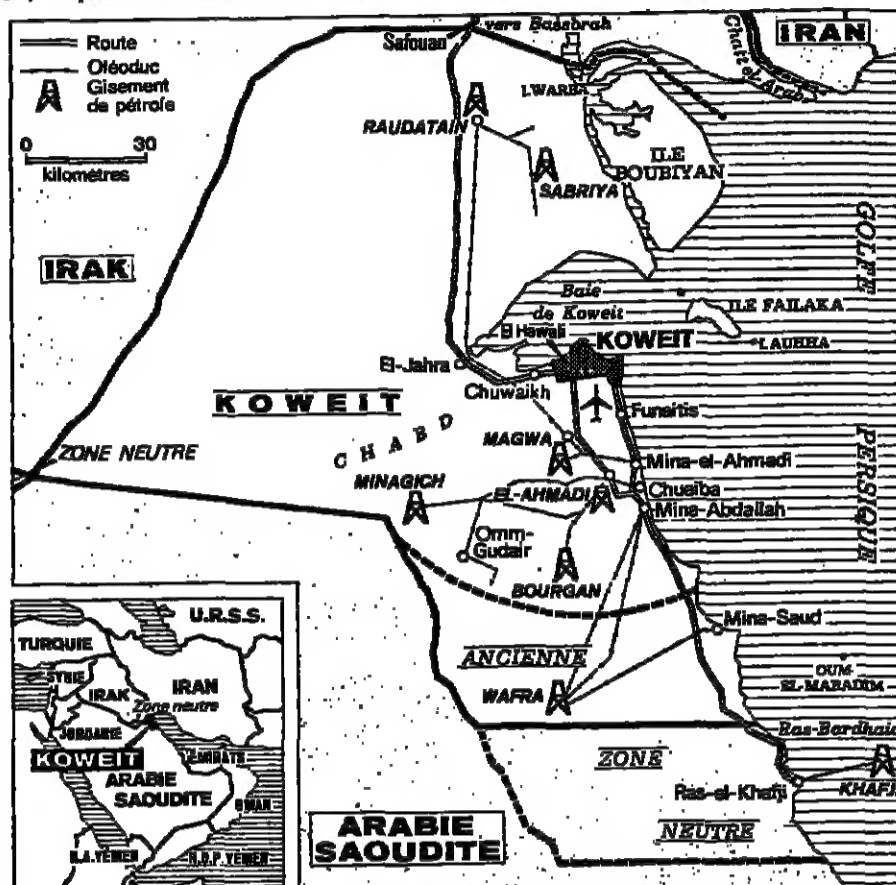
draient trop de terrain, se venger sur l'« objectif » qui représente le Koweït. Déjà, à quatre reprises, des bombardiers irakiens se sont posés sur des bases koweïtiennes au retour d'opérations-longue distance. Avec ou sans autorisation... Le flou demeure et la discrétion est de rigueur. C'est aussi de nuit que sont acheminées, par longs convois routiers, les armes à destination de l'Irak, livrées au port de Chuhaiba. Si près du front, la rade de Koweït est ouverte aussi bien aux marines soviétique qu'américaine. Un symbole de la politique d'équili-

estime-t-on, peut garantir la pérennité de l'Etat.

Sans illusions sur la capacité de résistance de son armée en cas d'attaques d'envergure, le Koweït joue quand même le jeu ; le service militaire est devenu plus strict, les périodes sont plus régulières. Forte de quinze mille hommes environ, l'armée koweïtienne, à l'image du pays, a le souci de son indépendance et s'entraîne dans différents pays de l'Ouest comme de l'Est.

En attendant, les Koweïtiens ne peuvent que faire confiance à l'armée irakienne, tout en suivant avec inquiétude les combats autour de Bassorah. « La Bourse est un bon baromètre de l'évolution de la bataille », explique un observateur, qui ajoute : « La chute de Bassorah serait comme une bombe atomique pour le Golfe, qui serait brusquement séparé de l'Irak. » Est-ce dans cette perspective que le retour de l'Egypte, puissance militaire incontestable, dans le giron islamique a été salué avec tant de chaleur à Koweït ? Peut-être. Impuissant à peser sur le sort des combats, les Koweïtiens naviguent avec prudence, au mieux de leurs intérêts. « Quel qu'il arrive, conclut un commerçant optimiste, quand les canons se seront tus, il faudra reconstruire, et à ce moment-là, nous espérons être encore là et en profiter. » Une évidence que beaucoup minimisent.

FRANÇOISE CHIPPAUX.



12 kilomètres de long sur 7 de large - paraît paisible. C'est pourtant là que s'est écroulé à l'extrémité du village un missile, iranien selon toute probabilité. « Cela a fait un bruit formidable », dit Mohamed. Le missile n'a pas fait de dégâts, mais l'affaire a été jugée suffisamment sérieuse pour que, dès le lendemain, les ministres koweïtiens de l'intérieur et de la défense viennent en inspection.

petites maisons à un étage - les Koweïtiens n'aiment pas les habitations en hauteur - occupées par les expatriés, avec d'élégants jardins ; une imposante mosquée en construction, don d'un riche héritier ; quelques belles villas et les puissants moteurs hors-bord qui équipent les barques de pêche. Celles-ci ont remplacé les vieux bâteaux des pêcheurs de perles. Près du village, un complexe touristique de quatre cent cinquante « chalets » abrite chaque été quatre mille à cinq mille touristes pendant les week-ends. Qui dirait, assis au petit café indien de Failaka à déguster un poisson grillé servi avec le curry, que l'on se trouve là au large de ce Golfe, devenu la mer de tous les dangers pour les pétroliers qui le sillonnent ?

Dans l'œil du cyclone, l'émirat de Koweït fait officiellement comme si la guerre n'existait pas. La ville aux mille lumières, avec ses autoroutes qui se croisent et se recroisent, vit au rythme des affaires, singulièrement ralenties, tout à la fois à cause du krach boursier de 1982, de la chute du cours du pétrole et, bien sûr, de la guerre Iran-Irak, qui a gravement compromis le commerce.

« La guerre, commente un homme d'affaires, a changé les mentalités et les comportements. Brusquement, les Koweïtiens ont pris conscience de la fragilité de leur situation et de la précarité de leur oasis de paix. Aujourd'hui, on dépense moins, facilement, et au rythme des affaires, singulièrement ralenties, tout à la fois à cause du krach boursier de 1982, de la chute du cours du pétrole et, bien sûr, de la guerre Iran-Irak, qui a gravement compromis le commerce.

Les prétentions de l'Irak

La dernière offensive irakienne - Karbala 5 - à la veille du sommet islamique, a été suivie avec une grande inquiétude mais aussi un certain fatalisme. « La prise de Fao, raconte un diplomate, avait provoqué une énorme frayeur, mais petit à petit tout le monde s'est habitué. » Les irakiens sont à moins de 25 kilomètres des côtes koweïtiennes de l'île Boubiyah. Cette île stratégique, reliée au continent par un pont de 2,4 kilomètres que l'on n'a plus de droit d'approcher, est inhabitable et pratiquement inhabitée puisque son sol, boueux, alluvionnaire, est instable. Seule la route stratégique construite le long de ses côtes permet le déplacement de militaires koweïtiens qui y sont installés depuis la fin de 1984. Autant sans doute pour se prémunir contre une éventuelle percée irakienne que contre une occupation irakienne intempestive.

Car, pour le petit Koweït, l'allié irakien est presque aussi redouté que l'ennemi iranien. Personne n'a oublié ici les prétentions irakiennes sur l'émirat.

La crainte que l'armée de Bagdad puisse occuper des îlots koweïtiens pour mieux assurer la défense de la zone sud du front, entraînant ainsi directement le Koweït dans la guerre, est bien réelle. Comme celle de voir les irakiens, en cas où ils per-

bre que même avec succès l'émirat. « Pour se protéger, explique un diplomate, le Koweït multiplie les contacts tous azimuts et réussit à avoir des amis partout. » Le cinquième sommet islamique, qui vient de se tenir à Koweït, a été à cet égard un nouveau succès de la diplomatie koweïtienne, qui a réussi à réunir dans la salle nombre de frères ennemis, notamment arabes. Malgré son soutien à l'Irak, le Koweït n'a pas rompu avec l'Iran, et l'ambassade de la République islamique, couverte de portraits de l'imam Khomeiny, fonctionne toujours dans la capitale. « Les communications ne sont pas coupées avec Téhéran, note un homme d'affaires, et des accords existent toujours. » Nombre de chiites d'origine iranienne résident à Koweït, et, si les voyages pour voir la famille restée en Iran se sont raréfiés, des contacts demeurent.

Pas de concessions

Pourtant, même si le sujet est ici tabou, la guerre du Golfe a creusé un fossé de plus en plus large entre les sunnites majoritaires et les chiites, qui constituent 30 % des sept cent mille Koweïtiens. « Le village est progressif et constant, affirme un expatrié de longue date. On ne se reçoit pratiquement plus entre communautés, et, si la tolérance est encore de mise chez les plus âgés, chez les jeunes c'est la séparation. » Bien intégrés dans la société et l'économie koweïtiennes, les grandes familles chiites ne se distinguent en rien de leurs coreligionnaires sunnites, mais une certaine suspicion demeure quant à leur état d'esprit réel. Le doute sur la loyauté des chiites est suffisamment grand pour que ceux-ci aient été écartés de tous les services de sécurité chargés de la protection du sommet islamique. Le Koweït a, en revanche, fait appel à quelque cinq cents agents des services égyptiens « prêtés » par le président Mubarak.

Les attentats qui ont secoué à plusieurs reprises l'émirat depuis 1983 ont été suffisamment sérieux pour inquiéter les autorités. Celles-ci n'ont cependant fait montre d'aucune faiblesse vis-à-vis de leurs auteurs et n'ont pas cédé aux diverses demandes de Washington et de Paris pour l'élargissement des dix-sept prisonniers condamnés après les attentats contre les ambassades française et américaine, dont le Djihad islamique revendique à Beyrouth la libération contre celle des otages occidentaux. « Nous n'accepterons aucune demande à cet égard car cette question concerne le Koweït seul et aucun autre pays », déclarait encore récemment Cheik Sabah, ministre koweïtien des affaires étrangères, avant d'ajouter : « Il n'y a aucun rapport entre des personnes qui ont commis un crime à Koweït et des innocents enlevés au Liban. »

Le temps n'est pas aux concessions, et le sentiment qui prévaut ici est que tout signe de faiblesse pourrait être fatal. Seule la fermeté,

Grand Maghreb

« A travers sa revue de presse, sa revue des revues et sa revue des livres, Grand Maghreb vous informe toutes les 6 semaines sur l'actualité des pays du Maghreb et des communautés de France : immigrés et rapatriés. »

« Vous lirez, en outre, dans chaque numéro, une série d'articles originaux : »

« Tandis que Jacques Chirac se rend successivement à Alger et Rabat, Paul Bata nous livre une magistrale étude sur la politique maghrébine de la France, du général de Gaulle à François Mitterrand. »

« Adieu la gauche ! Bonjour la droite ! Alain Rollot s'intéresse à 1986 : une année charnière pour les Pieds-noirs. »

« Confusion dans les mots, complexité du phénomène. Intégrisme ? fondamentalisme ? islamisme ? François Burgat tente de démêler l'écheveau. »

« Article aussi précis que passionnant de Jean-Marc Pipet sur "Sport et islam". »

« En Tunisie, des élections législatives sans surprise puisque l'opposition les a boycottées. »

« 17 octobre 1981 à Paris, 6 mois après le putsch, 6 mois avant Evian, le bras de fer continue entre de Gaulle et le F.L.N. Ce sera la sanglante répression des manifestations d'octobre à Paris, analysée par Benjamin Stora. »

« Depuis un an, la Mauritanie, Ahmed Souleïl s'interroge : après une décennie de sécheresse et une instabilité politique chronique, le pays entre dans la voie du redressement. Mais que d'obstacles ! »

« Les rapports de l'Algérie avec les pays arabes ? Pour Ali Bouaziz, c'est la permanence du fait national qui les caractérise avant tout. »

« Le Code de la nationalité sera-t-il réformé ? Robert Sed analyse le projet de loi. Ezzeddine Mestiri s'entretient avec le sociologue Hervé Le Bras : une réforme dangereuse ! »

Merci de m'envoyer les n°
☐ 53 (32 F)
☐ 54 (32 F) à l'adresse suivante :
M. _____

Envoyez ce bon + votre chèque à
Grand Maghreb, B.P. 45
38402 ST-MARTIN-D'HERES

Asie

PHILIPPINES : le malaise au sein de l'armée

Quand les « soldats de l'an I » n'entendent pas être des laissés-pour-compte...

MANILLE
de notre envoyé spécial

« Si les 43% de militaires qui ont voté « non » lors du référendum constitutionnel étaient des rebelles en puissance, le gouvernement aurait ses jours comptés. Je ne pense pas que ce soit le cas, mais le message n'en est pas moins clair : il y a un profond malaise dans l'armée. » Le colonel d'aviation de la base de Villamor à Manille, théâtre fin janvier de l'un des coups de force militaires contre le gouvernement Aquino, qui nous tient ces propos, ne cache pas sa loyauté à la présidence. Mais il n'en est pas moins prudent et il a préféré un entretien à son domicile : à la base de Villamor, il se sent un peu encerclé (60% des militaires ont voté contre la Constitution).

Des officiers les plus radicalement opposés à M^{re} Aquino, dont certains furent pourtant les héros de la révolution de février 1986, et qui nous disent aujourd'hui sans ambages qu'ils se feront porter

malades le jour de la célébration de la rébellion militaire, à ceux qui sont loyaux au gouvernement, en passant par les indécis, un même sentiment domine : la frustration.

Les « soldats de l'an I » de la « révolution » philippine se sentent les mal-aimés du nouveau pouvoir. Les jeunes turcs s'estiment trahis, et les modérés ont l'impression d'avoir été abandonnés. « d'être des citoyens de deuxième classe », nous dit ce colonel d'aviation. Les officiers putschistes ne sont que la partie apparente d'un iceberg. Des trois principales factions (neutre, favorable à l'ancien ministre de la défense, M. Enrile, et pro-Marcos) qui divisent le corps des officiers, ce sont assurément les plus déterminés et les plus politisés. Il y a chez eux un idéalisme de la tradition martiale et du rôle de l'armée protectrice de la nation, conjugué à de fortes ambitions personnelles.

Ces officiers estiment que l'armée a donné le pouvoir à M^{re} Aquino et que celle-ci doit tenir compte de l'opinion des militaires dans la dé-

La présidente Cory Aquino, mercredi 11 février, a prêté serment à la nouvelle Constitution en s'engageant à faire régner « la loi et l'ordre ». La cérémonie a été assombrie par la reprise des combats avec la guérilla communiste. Selon un bilan non officiel, vingt-deux personnes ont été tuées depuis l'expiration de la trêve, le 8 février. Les militaires doivent, pour leur part, jurer fidélité à la nouvelle Constitution dans les prochains jours au sein de leurs unités respectives.

En n'en est pas moins un proche collaborateur du général Ramos par ses fonctions au service de renseignement de l'armée. « Il reste qu'il faut aussi comprendre ce qui a poussé ces hommes à agir et remédier aux causes de leur révolte avant de brandir le glaive de la loi. Il faut manier celui-ci avec prudence, car sinon on risque uniquement d'aggraver les ressentiments. » Pour diffuser leurs idées, les officiers politisés, et séduits en puissance, profitent de l'indiscipline qui résulte du système de patronage et de loyautés personnelles qui a prévalu pendant le régime Marcos. Avec la chute de ce dernier, ce système a perdu son point de référence unificateur et l'esprit de faction s'est développé. Ils jouent surtout d'un des rares ferments d'unité parmi les militaires : l'anticommunisme.

Indiscipline et esprit de faction

Sans doute nombre d'officiers qui composent le groupe RAM (organisation informelle de colonels et de capitaines favorables à une réforme des forces armées), fer de lance de la rébellion militaire qui porta le coup de grâce à Marcos, ont-ils des opinions moins radicales. Les jeunes officiers pro-Enrile, qui constituent la force vive de ce mouvement, sont aujourd'hui quelque peu isolés au sein de celui-ci.

Le RAM n'en constitue pas moins le principal groupe de pression au sein du corps des officiers. Ainsi c'est une délégation représentant une centaine de ses membres qui dissuadé en janvier le général Ramos, chef d'état-major, de donner l'assaut aux rebelles occupant le siège de la chaîne de télévision n° 7. « La mutinerie ne peut certes être tolérée », nous dit un officier qui faisait partie de cette délégation, mais

parmi les militaires. « Nous demandons à être traités sur un pied d'égalité », nous dit un colonel loyal au gouvernement Aquino. « Si l'on est tolérant pour les communistes, on doit l'être aussi pour l'armée : on nous accuse d'avoir violé les droits de l'homme. Je ne nie pas qu'il y a eu des abus, mais les communistes qui sont responsables des mêmes crimes doivent aussi être jugés. » Notre interlocuteur fait en outre valoir qu'un sergent ne gagne guère plus de 2 000 pesos par mois (100 dollars). « Lorsque mes hommes ont appris que le gouvernement prévoyait de verser 1 million de pesos à chaque rebelle qui rendrait les armes, beaucoup se sont sentis laissés pour compte : avec leur retraite, ils ne peuvent même pas espérer s'acheter une maison. »

Le général Ramos face au mécontentement

Ces sentiments de frustration ont contribué à réactiver des organisations d'entraide parmi les hommes de troupe, qui ont créé des clivages horizontaux entamant la structure hiérarchique. C'est le cas des Guardians (les gardiens). Héritiers d'une autre organisation, El Diablo, née au début des années 80 et dissoute par Marcos, les guardians constituent un système d'entraide économique fondé sur la fraternité des soldats. Ils rassemblent soixante-dix mille membres sur les cent soixante-quinze mille hommes que compte l'armée philippine.

Avec la désintégration du système de loyautés autour de Marcos, les Guardians sont devenus un groupe de pression politique. Déjà, El Diablo avait manifesté son soutien au général Ver lorsque celui-ci fut compromis dans l'assassinat de Ninoy Aquino en août 1983. De même les Guardians, qui jouèrent un rôle important dans la rébellion de février 1986, fournirent les hommes qui occupèrent la chaîne de télévision 7. C'est par leur entremise que sont passés les fonds importants, en provenance des politiciens d'opposi-

tion, qui ont fini dans les poches des soldats rebelles de ces dernières semaines. La campagne anti-Aquino au sein de l'armée a, d'autre part, été orchestrée au cours de meetings des Guardians.

Tous ces ressortissants rendent certains officiers disponibles pour des aventures politiques et beaucoup de leurs hommes vulnérables aux manipulations des putschistes. Le général Ramos, chef d'état-major général, tente de remédier à ce malaise en agissant à plusieurs niveaux. D'abord en obtenant du gouvernement une amélioration des conditions de vie des soldats (une augmentation des soldes, en particulier). Il s'est, d'autre part, fait l'écho de l'irritation des militaires en reprochant au gouvernement d'avoir empêché de participer au référendum les soldats qui, en raison de leur affectation, n'étaient pas dans leur cantonnement d'origine. Sa crédibilité dans l'armée n'en a pas moins été entamée au cours de ces derniers mois : aux yeux des officiers politisés, le général Ramos a trahi une attente et fait désormais passer des ambitions personnelles (succéder en 1992 à M^{re} Aquino) avant les intérêts de l'armée. Le général est critiqué en particulier pour ne pas avoir forcé le gouvernement à prendre en compte ces « recommandations » présentées en novembre à la présidence par l'armée.

De toute façon, le général Ramos devrait quitter sous peu ses fonctions (il a dépassé la limite d'âge, et son mandat, prolongé par M^{re} Aquino, expire en mars). A la faveur d'un remaniement ministériel attendu, il pourrait devenir une sorte de super-ministre de l'intérieur chargé des problèmes de sécurité. « Ce n'est pas le changement du chef d'état-major qui remédiera au malaise dans l'armée », nous dit cependant un officier du RAM. « M^{re} Aquino doit faire un geste envers les militaires. On nous demande de renouveler notre serment à la Constitution comme si on se méfiait de nous. »

PHILIPPE PONS.

CHINE

Mise en garde aux journalistes étrangers

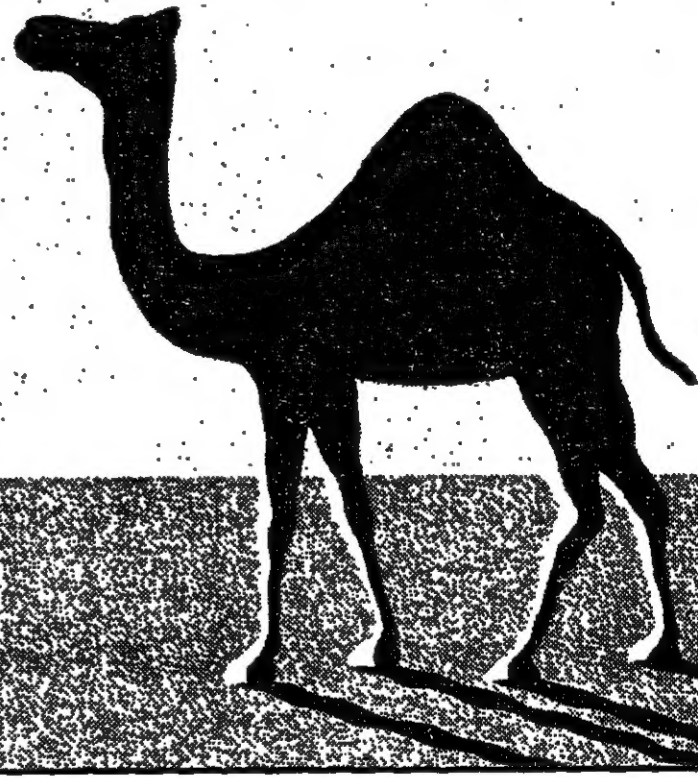
Pékin. — Le gouvernement chinois a donné, mercredi 11 février, des exemples de ce qu'il considère comme des activités « anormales » de la part de journalistes étrangers accrédités en Chine, en réponse aux questions de ces derniers à la suite de l'expulsion de l'un des correspondants de l'Agence France-Presse, à Pékin (le Monde du 5 février).

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a ainsi énuméré le fait de s'introduire dans des zones interdites aux étrangers, de photographier des installations militaires, de payer ou d'employer d'autres moyens incorrects pour obtenir des informations confidentielles et

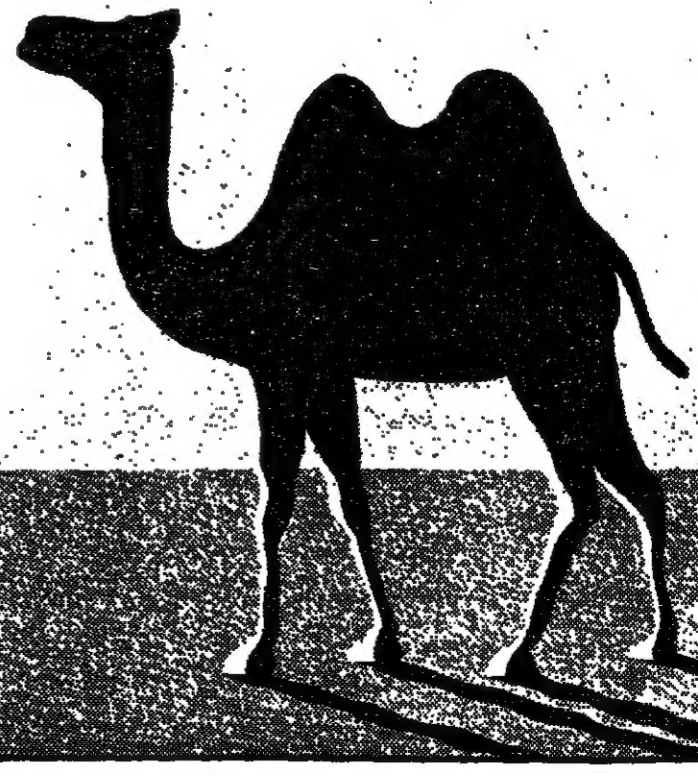
de s'introduire dans une université ou un établissement de recherche ou un enseignant. Il s'est toutefois refusé à indiquer si ces exemples s'appliquaient aux « activités incompatibles avec la qualité de journaliste » que le contre-espionnage chinois a reproché au journaliste de l'AFP, Lawrence MacDonald.

Le porte-parole a assuré que les correspondants étrangers « peuvent avoir des relations normales » avec les citoyens chinois, mais a de nouveau enjoint les journalistes de « ne pas se mêler » de l'expulsion de l'un de leurs collègues. — (AFP, UPI.)

Le Bonheur.



Le Club.



سكنا من الامم

Europe

La Finlande sans complexes

(Suite de la première page.)

La Finlande d'aujourd'hui, comme celle de 1948 et comme, selon toute vraisemblance, celle de l'an 2000, a 2 000 kilomètres de frontière commune avec l'URSS. Si différent qu'il puisse être, par le style, de son illustre prédécesseur Urho Kekkonen, l'actuel président, M. Mauno Koivisto n'a pas tardé, après son entrée en fonctions, en 1982, à se comporter de manière à peu près identique, sur le fond, à l'égard de l'URSS. Bon voisinage et traité d'amitié obligent, ce chef d'Etat d'un pays neutre prend beaucoup plus souvent le chemin de Moscou que celui de Washington. D'une manière plus générale, la diplomatie finlandaise se garde toujours de toute remarque caustique ou simplement clairement critique à l'égard de la politique de Moscou, même dans ses aspects les moins reluisants, l'Afghanistan par exemple. L'euphémisme reste considéré comme l'un des beaux arts, y compris dans certaines brochures officielles qui évoquent les causes de la guerre soviéto-finlandaise ou d'autres chapitres sensibles des relations entre les deux pays.

« L'impôt de l'amitié »

Mais ce n'est pas seulement à l'égard de Moscou que la Finlande évite les excès de langage. Jamais ici on ne s'est lancé dans des diatribes anti-américaines à la Olof Palme, et, même à l'égard de l'Afrique du Sud, on s'est efforcé de garder une certaine mesure. Cette modération — certains diraient peut-être cette prudence — on la retrouve aussi un peu dans la presse, et, là encore, pas seulement vis-à-vis de l'URSS. A d'autres la polémique, les points d'exclamation et les commentaires bien sentis. Cela n'empêche pas, souligne-t-on, de traiter tous les sujets, y compris les plus délicats. Avec toutefois, ajoute un journaliste, une retenue un peu plus marquée pour ce qui touche au grand voisin. Privilege dont, dit-il, ne bénéficient pas par exemple, les régimes de Varsovie ou de Bucarest — dont les représentants à Helsinki protestent parfois contre certaines

émissions de la télévision finlandaise. « L'impôt de l'amitié », poursuit-il plaisamment, n'est dû qu'à Moscou, pas à ses alliés.

Il arrive pourtant que les Soviétiques s'irritent de telle ou telle émission, d'autant que la télévision finlandaise est regardée en Estonie soviétique. Mais, affirme un officiel, c'est à présent très rare, et sans aucun effet. D'ailleurs, ajoute un diplomate, les communiqués communs soviéto-finlandais ne contiennent désormais plus la petite phrase qui évoquait le rôle des médias dans la préservation de l'amitié entre les deux pays.

Il y a bien quelques cas de censure pure et simple. Un film finno-américain, *Arctic Heat*, a été interdit l'an dernier. Comment savoir si c'était en raison de certaines scènes trop violentes, ou trop antisoviétiques, ou les deux ?

Mais que pèsent ces petites timidités dans un pays où l'« américanisation » culturelle progresse à grands pas, où la moitié des programmes de télévision sont en anglais (il y a aussi une chaîne francophone par câble), et où la jeunesse semble se désintéresser totalement de ce qui peut se passer en Union soviétique. Même l'étude du russe est négligée : 0,4 % des élèves le choisissent comme première langue étrangère, contre 86 % pour l'anglais, et 8 % pour le suédois, qui est l'une des deux langues officielles du pays, au même titre que le finnois. Même le commerce avec l'URSS, régi par des accords de *clearing* (impliquant l'équilibre des échanges), tout en restant de première importance pour l'économie du pays, ne représente plus l'an dernier qu'un cinquième des échanges extérieurs.

Bien sûr, certains Finlandais, surtout parmi ceux qui ont eu l'occasion de connaître, en des temps infiniment plus durs, les qualités des uns et des autres, semblent éprouver une plus grande sympathie pour les Russes, en tant qu'individus, peut-être, que pour ces Suédois parfois taxés d'un soupçon d'arrogance. Mais c'est là affaire de psychologie, de tempérament, de vieux souvenirs

historiques parfois. Il y a belle lurette, en revanche, que le système soviétique ne séduit plus personne, ou presque. Les communistes, à présent divisés en eurocommunistes et prosoviétiques, ne sont plus une force politique qui compte vraiment, et les prochaines élections, en mars prochain, pourraient bien marquer une nouvelle phase de leur déclin.

La politique étrangère d'Helsinki ne devrait pas s'en trouver le moins du monde modifiée. Affaire de raison et non de cœur, elle est de plus épargnée par les joutes — elles-mêmes plutôt paisibles — de la politique intérieure.

Ce caractère quasi immuable n'est pas pour autant une incitation à la passivité. Les Finlandais entendent jouer un rôle actif, agir aussi concrètement que possible en faveur de la détente, que ce soit au sein de

la CSCE, née à Helsinki, qu'au service de l'ONU, quitte à se porter volontaires pour des tâches parfois ingrates, comme au Liban, où le contingent finlandais de la FINUL a été renforcé.

Tout naturellement, la situation militaire en Europe du Nord et dans les zones maritimes attenantes, infestées de sous-marins en tout genre, intéresse grandement Helsinki. Les Finlandais souhaiteraient qu'on arrive à un accord sur la notification préalable des manœuvres navales, à l'instar de ce qui a été convenu pour les manœuvres terrestres, mais Britanniques et Américains ne sont guère enthousiastes. Dans le même esprit, le président Koivisto a publiquement évoqué, sur le mode interrogatif et en termes enveloppés, le risque d'un accroisse-

ment de la tension dans cette zone. Là encore, on se garde bien de jeter la pierre à qui que ce soit.

Et un responsable remarque que la faible profondeur des eaux littorales épargne à la Finlande les désagréments subis par la Suède. Quant à l'extraordinaire amoncellement d'armements dans la presqu'île soviétique de Kola, on souligne qu'il s'agit avant tout d'armements stratégiques. Et puis, en novembre, le numéro deux du Kremlin, M. Ligatchev, venu en visite à Helsinki, a annoncé le retrait de certains missiles à courte portée des zones proches de la frontière finlandaise. Certes, explique doucement un responsable des affaires étrangères, il s'agissait vraisemblablement d'armes obsolescentes remplacées par d'autres, stationnées un peu plus loin de la frontière. Mais c'est tout de

même « un motif de satisfaction psychologique ».

Tout va bien donc, et il n'y a décidément aucune raison de remettre en cause une politique largement éprouvée depuis des décennies. Ceux qui, y compris certains Finlandais, trouveraient ce consensus général un peu pesant, qui rêveraient d'incartades ou de surprises, risquent d'en être longtemps pour leurs frais. Comme le disait, en privé, le président Koivisto à l'un de ses interlocuteurs : « Si vous voulez du drame, allez au théâtre ». Les dirigeants finlandais n'ont pas d'états d'âme, ou alors ils les cachent bien. Et leur politique étrangère reste à la place qu'ils lui ont fixée, aidés par la géopolitique : entre l'Est et l'Ouest, c'est-à-dire au Nord-Est.

JAN KRAUSE.

Un entretien avec M. Väyrynen, ministre des affaires étrangères

« Nous ne demandons rien, c'est pourquoi on nous apprécie »

HELSINKI
de notre envoyé spécial

M. Paavo Väyrynen est un homme pressé. Et il ne cache pas ses ambitions. A quarante ans, il s'est déjà déclaré candidat à la présidence de son pays. En attendant, il est président du Parti du centre et ministre des affaires étrangères. Il pourrait bien devenir premier ministre après les élections de mars prochain. On dit qu'il n'entretient pas les meilleures relations avec l'actuel chef du gouvernement, M. Sorsa, un social-démocrate. Mais sur la politique étrangère le consensus semble parfait. C'est ce qu'il nous a expliqué dans un bref entretien — en anglais, pour gagner du temps.

Selon lui, c'est « une grande chance » pour la Finlande que sa politique extérieure soit l'objet d'un tel consensus. « Ce n'était pas le cas dans les années 50 et 60. Après la guerre, beaucoup de gens étaient sceptiques à l'égard de la politique menée par les présidents Paasikivi puis Kekkonen et avaient

peur de l'URSS. Maintenant cette politique a fait ses preuves. » Les seuls débats dans l'opinion portent « sur des points de détail ». Par exemple, sur les fonds dévolus à la coopération. La Finlande consacre 0,55 % de son budget à l'aide au développement. Mais ce pourcentage « s'accroît rapidement » et devrait atteindre 0,7 % en 1988.

A qui va cette aide ? Les quinze pays bénéficiaires appartiennent à divers systèmes politiques. La Vietnam et l'Egypte ouvrent la liste. « C'est le reflet de notre politique de neutralité », dit-il. Autre sujet de débat dans l'opinion : l'attitude à l'égard des réfugiés (jugée par certains trop restrictive, d'autant qu'il est très difficile d'obtenir un permis de séjour en Finlande). La Finlande n'en reçoit qu'une centaine par an, uniquement dans le cadre des programmes de l'ONU. Actuellement, tous viennent du Sud-Est asiatique. C'est peu, mais, comme l'a souligné auparavant un proche collaborateur de M. Väyrynen, la Finlande essaie de compenser qualitativement son faible effort quantitatif.

On accueille des réfugiés à problèmes, des infirmes, par exemple.

Et ceux qui fuient l'URSS, réussissent à franchir — ce qui n'est pas un mince exploit — la frontière ? La réponse du ministre, cette fois, est catégorique : « Non, nous ne livrons pas les réfugiés soviétiques à l'URSS. »

Pourquoi le président Koivisto n'a-t-il éprouvé neuf fois depuis son entrée en fonctions le besoin d'aller en URSS ? « Il y a eu beaucoup d'obstacles » (Brejnev, Andropov, Tchemenoko). Mais, si l'on excepte ces cas, « le rythme moyen est d'une visite par an » (M. Koivisto ira encore à Moscou cette année). « C'est normal pour un pays voisin. » L'attitude de Moscou à l'égard de la Finlande n'est-elle changée ? « Non, mais le ton des Soviétiques, désormais, n'est plus rogne. Ils nous traitent en égaux et font preuve d'une grande discrétion. Nous n'avons aucun motif de récrimination. [...] Dans le passé, il leur est arrivé de soutenir le Parti communiste finlandais d'une manière incorrecte, mais plus maintenant. Ils ne cherchent pas à

changer notre système politique, ni nous le leur. »

Sur l'Afghanistan, M. Väyrynen reste très évasif, répondant surtout que le problème est « très complexe ». D'ailleurs, la Finlande s'est toujours abstenue lors des votes à l'ONU à ce sujet. « Je pense que les Soviétiques ont une réelle volonté de trouver une solution. Cette solution devrait comprendre le retrait de leurs troupes. »

N'estime-t-il pas que la position de son pays reste assez mal comprise dans certains pays européens ? « La CSCE a été très bénéfique sur ce point. [...] Après la guerre, on éprouvait de la pitié à l'égard de la Finlande, puis c'est plutôt devenu de l'admiration. Maintenant, ces deux sentiments sont dépassés, c'est plutôt notre neutralité qui est appréciée. » D'une manière générale, souligne le président — et cela vaut aussi pour sa visite en France, — « nous ne demandons rien, c'est pourquoi on nous apprécie ».

J. K.

Madame, Monsieur,

Vous êtes l'un des 3.804.834 actionnaires de la Compagnie Financière de Paribas. Ce résultat est un véritable événement puisqu'il double en une seule opération le nombre de Français directement propriétaires d'actions.

Pour partager ce succès et pour que, sans exception, tous ceux qui l'ont souhaité deviennent actionnaires de Paribas, il a été attribué 4 actions au plus à chaque souscripteur. La Loi de Privatisation avait prévu que tout acquéreur de 10 actions de notre Compagnie aurait droit à une action gratuite. Cet avantage est bien entendu maintenu. Cela signifie que toute personne ayant demandé au moins 10 titres aura droit, si elle conserve pendant 18 mois les 4 actions attribuées, à 4/10^e d'actions gratuites ou à son équivalent. Les modalités de cette attribution vous seront précisées ultérieurement.

Dans l'immédiat, l'intermédiaire financier auprès duquel vous avez déposé votre ordre d'achat (banque, agent de change, guichet de poste, caisse d'épargne, comptable du Trésor) va vous confirmer votre acquisition.

Sachez que dès aujourd'hui Paribas est coté à la Bourse de Paris. Vous pourrez trouver tous les jours dans votre journal habituel l'indication de son cours sous l'intitulé «Paribas» à la rubrique au «Comptant». Vous pouvez donc dès à présent acheter ou vendre des actions Paribas.

Madame, Monsieur,

Avec 3.804.834 actionnaires, Paribas réalise grâce à votre confiance une nouvelle performance. Une performance qui est aujourd'hui un défi, celui de la relation que nous voulons établir avec vous, celui de l'information claire et précise que nous vous devons.

PARIBAS 

Paribas - Actionnariat, 3 rue d'Antin, 75002 PARIS - Tél.: (1) 46.24.11.11.

Europe

ESPAGNE : malgré de nouvelles propositions du gouvernement

Les lycéens maintiennent leur mot d'ordre de mobilisation

Plusieurs dizaines de milliers d'élèves du secondaire ont manifesté, le mercredi 11 février, dans les principales villes espagnoles. Pour la première fois, les manifestations étaient convoquées de manière conjointe non seulement par les organisations représentatives des lycéens, mais aussi par la puissante centrale syndicale Commissions ouvrières, proche du Parti communiste.

MADRID de notre correspondant

Ces manifestations semblent toutefois avoir mobilisé bien plus les lycéens que le monde du travail. La plus importante a réuni, à Madrid, environ dix mille personnes, qui ont défilé derrière une grande banderole sur laquelle on pouvait lire : « *Unión, en avant, obreros y estudiantes* ». A la tête du cortège figuraient, outre les dirigeants lycéens, le secrétaire général des Commissions ouvrières, M. Marcelino Camacho, et celui du Parti communiste, M. Gerardo Iglesias. Comme à l'accoutumée, à l'issue du défilé, face au ministère de l'Éducation, un petit groupe de « provocateurs », étrangers à la manifestation selon les organisateurs, a lancé des projectiles sur les forces de l'ordre et bariolés les vitrines environnantes. La police a chargé pour disperser les perturbateurs, qui ont tenté de dresser des barricades dans les petites rues adjacentes.

À Barcelone, à la fin de la manifestation, qui avait rassemblé six mille à sept mille lycéens, des jeunes ont lapidé le Palais du gouvernement autonome catalan, sans que la police intervienne. Dans d'autres villes, en revanche, comme à Murcie ou à Orense, des heurts se sont produits avec les forces de l'ordre. Les plus sérieux ont eu lieu à Bilbao, où s'est déroulée durant deux heures une véritable bataille rangée. À l'issue de la manifestation, le siège local du gouvernement régional basque a été bombardé de cocktails

Molotov et de pierres. La Ertzaintza, la police autonome, a chargé pour disperser les manifestants, qui ont riposté en élevant des barricades. Des groupes de lycéens ont par ailleurs interrompu la circulation en de nombreux endroits du pays, notamment dans le nord de Madrid, où ils ont provoqué des embouteillages de plusieurs kilomètres.

Parallèlement aux manifestations de rue, la grève des lycéens commencée lundi se poursuit. Selon les dirigeants du mouvement, elle toucherait quelque 90 % des élèves, tandis que le ministère parle de 50 %. La confusion est d'autant plus grande qu'un débrayage décidé par les lycéens est venu se joindre celui des professeurs de l'enseignement secondaire privé, particulièrement mal rétribués, qui demandent à bénéficier des mêmes avantages sociaux que leurs collègues du secteur public. En outre, les professeurs d'université non titulaires se sont, eux aussi, mis en grève pour obtenir un nouveau statut.

Une réforme de la sélection

Le Syndicat des étudiants a annoncé que les mobilisations se poursuivraient (une « marche nationale » des lycéens sur Madrid est prévue pour vendredi) jusqu'à ce que le gouvernement accepte toutes les revendications des protestataires. Une perspective qui semble encore lointaine : une nouvelle réunion de cinq heures a eu lieu mercredi entre le Syndicat des étudiants et les responsables du ministère de l'Éducation. Si l'on fait état de part et d'autre de légers progrès, les positions respectives restent toutefois encore très éloignées (1).

En ce qui concerne la sélection, le ministère a proposé une réforme en deux temps : les modalités techniques de l'examen d'entrée à l'université pourraient être modifiées dès l'année scolaire prochaine. En outre, une refonte totale du système se produirait dans le cadre d'une nouvelle législation d'ensemble sur l'ensei-

gnement secondaire, qui sera élaborée en consultation avec les organisations lycéennes. Ces dernières demandent toutefois que le gouvernement accepte le principe de la suppression pure et simple de l'examen d'entrée.

Sur le plan financier, les divergences restent de taille. Les lycéens demandent que tous les étudiants dont le revenu familial mensuel est inférieur à 150 000 pesetas (7 500 francs) bénéficient non seulement de l'accès gratuit à l'université, mais également d'une subvention proportionnelle à leur niveau de revenu, d'un montant maximum équivalent au SMIC. Le gouvernement propose, lui, la suppression des droits d'inscription pour les universitaires dont le revenu familial est inférieur à 120 000 pesetas (5 800 francs) avec un programme de bourses pour les frais scolaires complémentaires.

Le gouvernement mise sur un essouffement progressif du mouvement lycéen, alors qu'approche la date des premiers examens partiels.

Le Syndicat des étudiants, de son côté, cherche à donner une nouvelle impulsion à la mobilisation en s'associant aux syndicats, à un moment où le climat social se détériore sérieusement. Pour la première fois depuis 1984, patronat et syndicats n'ont pu se mettre d'accord sur un accord-cadre établissant un niveau national unique « fourchette » d'augmentation salariale. Aussi la négociation a-t-elle commencé secteur par secteur ou entreprise par entreprise, ce qui a multiplié les conflits. Les mineurs des Asturies et de Huelva se sont mis en grève lundi, les travailleurs de SEAT ont fait de même mercredi, et plusieurs mouvements de débrayage sont à prévoir prochainement dans des secteurs sensibles, comme celui des transports.

THIERRY MALINIAK.

(1) En revanche, la Confédération espagnole des associations de lycéens - organisation préexistante au mouvement de contestation, représentée dans les instances de concertation - avait bien accueilli la veille les propositions du ministère.

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : un rapport des autorités

L'état d'urgence aurait permis de réduire sensiblement l'agitation dans les cités noires

L'état d'urgence instauré le 12 juin dernier porte ses fruits. Il a permis, selon le Bureau gouvernemental de l'information, de réduire de 70 % l'agitation dans les townships au cours de la seconde moitié de l'année 1986.

JOHANNESBURG de notre correspondant

Selon les chiffres avancés par cet organisme, seule source d'information sur la situation dans les cités noires, invérifiables, on est passé de soixante-huit incidents par jour en moyenne pendant le premier semestre à vingt au cours du second. Il y a aussi une diminution du nombre des morts de 62 % (655 contre 251) ; 70 % d'entre eux auraient été victimes de violences entre Noirs, dont plus de 50 % ont péri par le feu (479, parmi lesquels 307 voués au supplice du « collier » : un pneu arrosé d'essence autour du cou).

Des statistiques encourageantes pour M. Stoffel Van der Merwe, ministre adjoint de l'information, mais qui ne permettent pas encore de lever l'état d'urgence. « Il faut que le climat, a-t-il indiqué, soit plus propice aux réformes ». Après huit mois de restrictions draconniennes, les forces de sécurité ne sont pas venues à bout des troubles. Chaque jour, le Bureau de l'information fait état d'incidents, la plupart du temps des jets de pierres, même si les responsables notent que les agressions contre l'armée et la police ont chuté de 75 % depuis la fin juin.

En raison de l'impossibilité pour la presse de rendre compte de ce qui se passe dans les cités noires, et de faire état d'informations autres que celles fournies par le gouvernement, cette baisse, indéniable, certes, reste sujette à caution quant à son importance. Des organismes indépendants avancent des chiffres beaucoup plus élevés en ce qui concerne notamment le nombre de morts. L'Institut des relations raciales parle de 1 298 tués en 1986, soit 352 de plus

que le pouvoir, et d'un total de 2 326 depuis le début de l'agitation, en septembre 1984, jusqu'à la fin de l'an dernier. Il constate cependant que la moyenne des morts est passée de 6,4 par jour avant l'état d'urgence à 2,1 après son imposition.

Cette diminution sensible du nombre des victimes et des incidents enregistrés a pour prix une répression sans précédent. Le Comité de soutien aux parents des détenus (DPSC) précise que, depuis le 12 juin, environ 25 000 personnes ont été arrêtées en vertu de l'état d'urgence, dont 10 000 âgées de dix-huit ans et moins et 3 000 femmes. Dix mille seraient toujours incarcérées et parmi elles 4 000 mineurs. Des chiffres que se refusent toujours à confirmer les autorités, estimant qu'il n'est pas « dans l'intérêt de l'ordre public » de publier le nombre et le nom des détenus, sauf si ceux-ci le sont pour une période supérieure à trente jours.

À propos des mineurs, le nouveau ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, a déclaré cette semaine au Parlement qu'il déploierait leur emprisonnement mais que s'ils étaient relâchés « ils recommenceraient à jeter des pierres, des cocktails Molotov, à intimider les autres » et que de ce fait « ils devraient donc de nouveau être interpellés ». L'emprisonnement des mineurs noirs a provoqué la colère du Prix Nobel de la paix, Mgr Desmond Tutu, face à l'indifférence du monde occidental.

Pour compléter cet état de la répression, le DPSC signale que 672 personnes ont comparu dans 108 procès en vertu des textes sur la sécurité interne et que 487 d'entre elles ont vu leur inculpation levée ou ont été acquittées. Enfin, il y a actuellement en Afrique du Sud plusieurs centaines de personnes (les autorités refusent de donner leurs noms) « restrictées », c'est-à-dire dont les activités sont restreintes, ce qui signifie qu'elles ne peuvent se livrer à aucune forme d'action politi-

que. Elles s'ajoutent aux 180 autres dont il est interdit de rapporter les propos, qu'elles soient vivantes ou décédées, qu'elles vivent en Afrique du Sud ou non. Est-il besoin de rappeler que la liberté de réunion, sans autorisation explicite, n'existe pas, pour comprendre avec quelles armes le pouvoir parvient à ramener un calme précaire et à étouffer les aspirations de la population noire ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

TCHAD

L'aviation libyenne a bombardé Fada

L'aviation libyenne a bombardé Fada, dans l'Ennedi, a annoncé, mercredi 11 février, la radio tchadienne. Cette localité, reprise récemment par les Tchadiens après de furieux combats, est pratiquement déserte, mais les forces de N'Djamena sont nombreuses dans les environs en prévision d'une contre-attaque libyenne. La radio indique que les bombardements de Zouar, dans le Tibesti, sont presque quotidiens.

Le Tchad a été le principal objet des questions posées à M. Sassou Nguesso, chef de l'Etat congolais et président en exercice de l'OUA, lors d'une conférence de presse à la fin de sa visite officielle en France, mercredi. M. Sassou Nguesso a tenu des propos nettement en retrait de ses déclarations antérieures (*Le Monde* du 12 février). Il a affirmé qu'il ne jouait pas le jeu libyen et ne doutait pas de la légitimité du gouvernement de N'Djamena, ni de son droit à faire appel à l'armée française. Evoquant sa précédente condamnation des « ingérences extérieures, qu'elles soient libyennes ou françaises », il a dit : « Nous n'avons pas cherché à placer la France ou la Libye sur un même plan, mais nous avons voulu éviter une confrontation directe et tenté de voir avec ces deux pays dans quelle mesure ils pouvaient retirer leurs troupes. »

GLOBE DE FÉVRIER, SPÉCIAL SIDAMOUR



CE MOIS-CI DANS GLOBE
28 PAGES DE VACCIN
ET TROIS "PTITS CADEAUX"
POUR CONTINUER À FAIRE L'AMOUR
MALGRÉ LE SIDA

GLOBE
le mensuel

SONDAGE EXCLUSIF IPSOS-GLOBE-GIPHAR : "LA SEXUALITÉ DES ANNÉES SIDA"

ARCATSIDA 17 RUE DE TOURNON 75006 PARIS. YVES SAINT-LAURENT. PIERRE BERGÉ. AGENCE TERRE NEUVE. PIERRE CORBY-PUBLICCONTACT. CHRISTOPHE GIRARD.

سكزا من الامم

صكزا من الالجل

Politique

A l'«Heure de vérité», M. Giscard d'Estaing veut promouvoir l'union des Français et l'union de l'Europe

« Je ne suis pas candidat à l'Elysée »

Comme l'on traduit les sondages effectués auprès des téléspectateurs par la SOFRES, M. Valéry Giscard d'Estaing a réussi une bonne prestation au cours de son «Heure de vérité» du mercredi 12 février. M. Giscard d'Estaing a «été tout à fait au sommet de lui-même», a apprécié le président de l'UDF, M. Jean Lecanuet. Le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, a jugé sa prestation «franche et loyale». Soucieux de ne développer auprès de l'opinion que des sujets consensuels tels que l'Europe, la réduction de la durée du mandat présidentiel, la «collaboration-coopération», l'ancien président de la République a surtout créé l'événement en annonçant qu'il ne briguerait pas, en 1988, l'Elysée, mais qu'en revanche, il était bel et bien candidat à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. «Je crois qu'il a choisi le bon moment et qu'il a ainsi dégagé l'horizon politique», s'est félicité M. Lecanuet.

A propos de l'élection à la présidence de la commission des affaires étrangères, M. Gaudin a admis que la candidature de M. Giscard d'Estaing «serait une solution». En revanche le député des Bouches-du-Rhône s'est montré moins enthousiaste à l'idée d'un référendum sur la réduction du mandat présidentiel, craignant que celui-ci ne «tourne au plébiscite».

Le vrai-faux non-candidat

« Je ne suis pas candidat à la présidence de la République », a-t-il dit. M. Giscard d'Estaing est officiellement non candidat déclaré à l'Elysée. Compte tenu des sondages du moment et de sa position marginale au sein de la majorité, c'est le contraire qui eût surpris. En revanche, sa propension à se déclarer ainsi ne partant pas de la course à la présidence de la République est plus étonnante.

Ce renoncement signifie-t-il soutien anticipé à la candidature de M. Barre ? Apparemment pas, puisque, comme il l'a toujours annoncé, M. Giscard d'Estaing préfère réserver son «bon choix» jusqu'à la fin de cette année. Serait-il alors prêt à désigner, devant la France libérale, son ou ses dauphins ? Il s'en garde bien. Aurait-il vraiment le désir d'abandonner toute ambition ? Aucune raison de le penser. Au contraire, regardant une nouvelle fois la France au fond des yeux comme pour mieux officialiser l'engagement, M. Giscard d'Estaing a dit aux Français que, «bien entendu», ils pourraient «toujours compter sur lui».

Reculer pour mieux sauter

Cette déclaration ressemble donc à ce qu'on pourrait appeler une vraie-fausse non-candidature, venant d'un stratège qui sait que, en politique, il faut aussi savoir reculer le cas échéant pour mieux sauter.

Car, dans l'immédiat, une telle déclaration présente quelques avantages. En se retirant provisoirement du jeu présidentiel, M. Giscard

d'Estaing va pouvoir peser de plus en plus son image d'homme libre et désintéressé et, par là, dépassionner les jugements sur sa personne. Ce qui ne peut que favoriser sa remontée dans l'opinion et aider, par la même occasion, son accession à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Il va pouvoir ensuite, tout à loisir, entretenir sans difficulté le consensus sur le seul programme qu'il se contente aujourd'hui d'efficher et que personne ne songeait à refuser : «La réunion des Français et l'union de l'Europe» ; se permettre encore de critiquer le gouvernement sans encourir les reproches qui tombent sur la tête de M. Raymond Barre. Prendre des initiatives telles que la réduction du mandat présidentiel, sans forcément être accusé de faire la courte échelle à M. Mitterrand, alors que cela paraît être l'objectif de l'opération. Rappelons constamment les règles du bon fonctionnement de la collaboration, sans se faire suspecter de collaboration. Et, enfin, surveiller à la jumelle la guerre froide entre M. Chirac et M. Barre pour, «le moment venu», brandir le drapeau blanc.

Ainsi M. Giscard d'Estaing pourrait-il, loin des passions et des turbulences préélectorales, retrouver un second souffle tandis que les autres s'essouffent, se refaire une virginité politique tandis que les autres, «au charbon», se salignent. La position de reculer est la position la plus confortable qui soit. M. Giscard d'Estaing vient de s'y installer confortablement.

DANIEL CARTON.

M. Valéry Giscard d'Estaing a annoncé, mercredi soir 11 février, au cours de l'émission «L'heure de vérité», qu'il ne sera pas candidat à la prochaine élection présidentielle. Cette information a été écoutée avec la plus grande attention par les ministres libéraux présents sur le plateau d'Antenne 2, autour de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication. L'ancien chancelier allemand, M. Helmut Schmidt, avait également répondu à l'invitation de l'ancien président de la République.

« J'ai déjà servi. C'est à l'autre de servir à leur tour, et je souhaite qu'ils réussissent. Je ne suis pas candidat à l'élection présidentielle », M. Giscard d'Estaing a toutefois ajouté, en s'adressant directement aux téléspectateurs : « Je ne voudrais pas que vous croyiez que je vous abandonne. Je ne voudrais pas que vous disiez : « Giscard nous laisse tomber ! ». La fonction présidentielle, pour moi, ce n'est pas une fonction. C'est le moyen de conduire une action qui reste la même [...] ; soit les Français, soit l'Europe. Et bien entendu, s'il y avait des circonstances difficiles ou s'il y avait des problèmes graves qui se posent pour notre pays, vous pourriez toujours compter sur moi ».

Tout en affirmant que la période 1974-1981 à l'Elysée avait été pour lui «un grand moment de [sa] vie», il a estimé qu'aujourd'hui son projet était autre : « Il est de servir l'unité des Français et l'union de l'Europe ».

M. Giscard d'Estaing a également souligné que « la majorité ne se déchire pas et que la France ne se déchire pas ». Les deux candidats potentiels de la majorité, MM. Barre et Chirac, devront pour cela adopter « une démarche qui respecte l'unité actuelle de la majorité ».

Un président, une monnaie pour l'Europe

M. Giscard d'Estaing a de nouveau abordé la question du référendum sur la réduction de la durée du mandat présidentiel : « Si le gouvernement ne le propose pas, profitant du droit d'initiative des parlementaires et, avec d'autres, je le proposerai parce que je crois qu'il faut faire avancer en France la capacité que nous avons de moderniser rationnellement nos institutions ».

D'autre part, le député du Puy-de-Dôme s'est déclaré prêt à se porter candidat à la présidence de la com-

mission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, si le bureau du groupe UDF le lui demande.

M. Giscard d'Estaing a une nouvelle fois insisté longuement sur la nécessité « de faire l'Europe », nécessaire, s'est-il félicité, qui « commence à apparaître aux gens parce qu'ils ont compris que l'Europe est la meilleure façon de lutter contre le chômage et le terrorisme ». L'ancien président a renouvelé son souhait d'accélérer la création d'une monnaie européenne, « seule manière de mettre fin à la crise du dollar ». De même a-t-il précisé sa pensée sur l'élection au suffrage universel direct d'un président pour l'Europe — « comme moi ou d'autres » — à l'échéance de l'année 1995. Provisoirement, il estime qu'on peut imaginer « le conseil européen chargé de quelconque un issu de son rang ou en ayant fait partie de suivre particulièrement la marche vers l'espace unique européen » ; le président serait assisté d'un vice-président représentant, tous les six mois, un pays de la Communauté.

Interrogé par la suite sur la politique économique du gouvernement, M. Giscard d'Estaing a assuré que « la direction générale ne peut être différente de la direction

actuelle », et que, « au total, cette politique est proche du centre », depuis « le changement de cap senti au début de cette année ».

Parlant de la collaboration de rapprocher les deux moitiés de la France », toutefois, M. Giscard d'Estaing constate que depuis quelques mois la collaboration est devenue une « collaboration ambiguë ». Il faut en revenir, selon lui, à une « coopération ambiguë ». D'où son souhait qu'en 1987 « la collaboration fonctionne mieux, c'est-à-dire que le président de la République et le premier ministre travaillent plus ensemble... chacun respectant les compétences de l'autre ».

Invité ensuite à s'exprimer sur le comportement du Front national, M. Giscard d'Estaing a souligné que « la société française soit tolérante ». « Il y a deux choses, a-t-il expliqué, que nous devons rejeter catégoriquement : l'antisémitisme et le racisme ».

Une présidence enviable

Etre président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale accorde plus de prestige que de pouvoir réel. La bataille pour ce poste ardent est donc essentiellement affaire de symbole.

Des six commissions permanentes du Palais-Bourbon, celle des affaires étrangères est celle qui a le moins à intervenir dans le processus législatif. En revanche, elle peut jouer un rôle très important dans la conduite de l'action diplomatique gouvernementale. Son président peut organiser régulièrement des auditions du ministre des affaires étrangères et obtenir ainsi, à huis clos, des informations que le Quai d'Orsay ne soumet pas toujours publiquement. Le président est personnellement tenu au courant de l'activité diplomatique puisqu'il reçoit le double de tous les télégrammes envoyés par les ambassades de France au ministère ; mais les « messages personnels » des ambassadeurs au ministre ne lui sont pas transmis.

Comme tous les présidents de commissions, celui-ci dispose d'une légère prime de fonction et d'un secrétaire renforcé. Surtout, disposant d'un titre officiel, il peut facilement voyager à l'étranger et être reçu par les autorités politiques des pays visités. Mais un ancien président de la République a-t-il besoin d'un titre supplémentaire pour avoir de telles rencontres ? Il a aussi, il est vrai, le plaisir de présider le club le plus chic du monde politique : trois anciens premiers ministres (MM. Barre, Mauroy et Fabius), un ancien président de l'Assemblée (M. Mermaz), des anciens ministres en grand nombre (MM. Biegar, Foyer, Gorse, Peyrefitte, Chevènement, Dumas, Henu), des chefs de parti (MM. Jospin, Le Pen) ou de groupe (M. Lejoly).

Cette candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing va-t-elle calmer ou au contraire aggraver la crise au sein de l'UDF ? Elle va en tout cas amener le bureau du groupe à se prononcer puisqu'il est toujours saisi de la candidature de M. Bernard Stasi. Son président, M. Jean-Claude Gaudin, l'a expliqué, le jeudi 12 février, au micro de France-Inter. Il a ajouté que le choix de l'ancien président de la République « serait une solution ». Nombreux sont ses amis qui partagent cette analyse, même du côté des baristes, tant chacun craint qu'un nouvel affrontement entre M. Stasi et M. Jean-François Deniau n'aboutisse, comme en octobre, à l'élection de M. Roland Dumas. Aussi M. Gaudin militait pour la solution amorcée mercredi soir. Mais M. Raymond Barre, lui-même, a pris des engagements fermes vis-à-vis de M. Stasi. La belle est dans le camp des centristes.

Th. B.

Durée du mandat présidentiel : un vœu pieu ?

Quand il s'agit de remplacer « sept » par « cinq » (ou « six ») dans le premier alinéa de l'article 6 de la Constitution qui détermine les conditions d'élection du président de la République, l'affaire n'est pas simple.

M. Valéry Giscard d'Estaing a demandé au premier ministre de prendre l'initiative d'une telle révision constitutionnelle ; si M. Jacques Chirac ne l'écoute pas, il a annoncé qu'il agirait lui-même, en tant que député du Puy-de-Dôme. Il en a parfaitement la possibilité. Mais l'ancien président de la République a oublié un acteur essentiel : l'actuel titulaire de la charge. La Constitution est en ce point plus claire : sa révision ne peut être menée à bien que par accord du chef de l'Etat, du premier ministre et du Parlement (et même, précisément, des deux Chambres de celui-ci).

Contrairement aux autres projets de loi, l'initiative n'appartient pas au chef du gouvernement, mais, « sur sa proposition », au président de la République. Les parlementaires disposent eux aussi du droit d'initiative, mais, le gouvernement étant maître de l'ordre du jour du Parlement, il peut pratiquement empêcher l'Assemblée nationale et le Sénat de trouver le temps de débattre d'une telle proposition, s'il ne souhaite pas qu'elle soit discutée.

Une réforme constitutionnelle, que son initiative émane de l'exécutif ou du législatif, doit d'abord être adoptée, en termes identiques, par les deux Chambres ; pratiquement tous les juristes sont d'accord sur cette interprétation, en dépit du précédent de 1962, quand le général de Gaulle avait fait approuver par référendum l'élection du président de la République au suffrage universel, malgré l'opposition de la majorité des deux Assemblées.

Référendum ou réunion en Congrès

Une fois obtenu l'accord du Parlement, le chef de l'Etat intervient, puisque c'est lui qui décide de soumettre à référendum la proposition de réforme si elle est d'origine parlementaire. Si l'initiative a été prise par l'exécutif, c'est encore lui qui choisit la deuxième étape : soit référendum, soit confirmation par les députés et les sénateurs, réunis en Congrès, à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. Mais ce choix présidentiel est soumis à l'approbation du gouvernement. Alors que, pour décider une consultation référendaire, au titre de l'article 11 de la Constitution, pour les projets qui ne concernent pas une révision de la Loi fondamentale, le

président de la République n'a pas besoin du contreseing du premier ministre, ses actes concernant l'application de l'article 89 (la procédure de révision) sont soumis, comme la plupart de ses décisions, au contreseing.

Dans le cas précis de la réduction du mandat présidentiel, une autre possibilité existe. Il est généralement admis que les votes conformes de l'Assemblée nationale et du Sénat, qui, à l'initiative du président Georges Pompidou, à l'automne 1973, en avaient fixé la durée à cinq ans, restent juridiquement valables. Il ne reste plus qu'à franchir la dernière étape — soit le Congrès, soit le référendum, — devant laquelle avait reculé alors le chef de l'Etat. Si M. François Mitterrand et M. Chirac en sont d'accord, l'affaire peut aller très vite, surtout si la voie référendaire est choisie.

Mais si M. Chirac se refuse à une telle initiative — ne serait-ce que parce qu'elle pourrait faciliter une nouvelle candidature de M. Mitterrand, — l'idée du député du Puy-de-Dôme pourrait bien être ensevelie dans les méandres des procédures parlementaires, et n'être qu'un vœu pieu.

THIERRY BRÉHER.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Pons : le FLNKS a de moins en moins d'audience

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer est revenu satisfait de son nouveau séjour en Nouvelle-Calédonie. M. Bernard Pons a en effet assuré, le mercredi 11 février, au cours d'une conférence de presse, que « le climat est complètement changé » dans le territoire et que, « à la période de lassitude générale, de doute et d'incertitude succède une période de retour à la confiance et un certain optimisme ».

Selon M. Pons, les « comités de lutte » du FLNKS ont « de moins en

moins d'audience » auprès de la communauté mélanésienne et font « de moins en moins peur ». Evoquant ses visites à différentes tribus loyalistes, le ministre des DOM-TOM a déclaré : « Beaucoup de personnes m'ont dit avoir appartenu au FLNKS et être aujourd'hui lassés des actions de ce mouvement. Je leur ai dit de cesser d'avoir peur et que la politique extrémiste du FLNKS ne débouchera sur rien. » A l'appui de ses impressions.

Le ministre des DOM-TOM en tire la conclusion que « le FLNKS

était sous perfusion [du temps des gouvernements socialistes], mais maintenant, comme il n'y a plus de perfusion, son état de santé ne doit pas être très bon ».

M. Pons a réaffirmé sa volonté de créer sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, autour de Bindjini, un centre urbain « pour rééquilibrer le poids de Nouméa » : « Les premiers crédits sont disponibles pour la réalisation d'infrastructures : une première tranche de travaux va être engagée pour la réalisation d'un hôpital ».

Enfin, M. Pons a tenu à souligner que l'effectif total des troupes présentes en Nouvelle-Calédonie ne s'élevait plus aujourd'hui à 8 000 hommes — comme cela avait été rapporté dans nos colonnes, — mais très exactement à 5 861 militaires de toute catégorie, puisque par rapport à l'année dernière il y a en Nouvelle-Calédonie « 1 200 gendarmes et 200 CRS en moins », alors qu'il n'y a que « 600 militaires de plus », utilisés, a-t-il dit, « à des actions humanitaires ». Autrement dit, il y a aujourd'hui dans le territoire un soldat pour dix Canaques, contre un pour huit il y a quelques mois.

A. R.

M. Tjibaou : les moribonds seront au rendez-vous

NOUMÉA de notre correspondant

Le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a estimé, le jeudi 12 février à Nouméa, que le ministre des DOM-TOM, M. Pons, avait fait « un mauvais diagnostic » dans son analyse de la situation calédonienne. « L'ancien secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemaitre, avait fait les mêmes constats après avoir rendu visite aux mêmes chefs avec peut-être plus de monde », a commenté le chef de file indépendantiste, avant d'ajouter : « M. Pons arrivera donc au même résultat... il y a toujours, au départ, cette impossibilité de comprendre une situation coloniale, à poursuivre M. Tjibaou, — donc de la dépasser en imaginant des solutions viables pour un pays

qui a l'ambition d'une présence dans le Pacifique sud ».

Ironisant à propos de l'« état de santé » du mouvement indépendantiste évoqué par le ministre des DOM-TOM, M. Tjibaou a précisé : « M. Pons aura sa réponse en temps voulu, les moribonds seront au rendez-vous, aux échelles que le FLNKS fixe ».

En ce qui concerne la décision d'un éventuel boycottage du référendum prévu l'été prochain, M. Tjibaou a rappelé la résolution de la dernière convention de FLNKS tenue à Arama à la fin janvier : « Nous attendons le vote du projet de loi au Parlement avant de nous prononcer... En attendant, a-t-il ajouté, nous jouons la carte diplomatique et celle de la réorganisation interne du mouvement ».

F. B.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 26 FÉVRIER 1987 à 14 heures
APPARTEMENT
composant entrée, salle à manger, 3 chambres, cuisine, w.-c. CAVÉ au 4^e étage du Bâtiment sur cour, porte à droite en montant à
PARIS (16^e) - 20, rue Lescaur
MISE A PRIX : 70 000 F
S'adresser à Maître BERTRAND, avocat, 15, bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS, tél. 48-05-15-66 - Maître LE BOULLONNÉZ, avocat, 24-26, rue Gallieni, 92130 ANTOY, tél. 45-47-01-29.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL, le JEUDI 26 FÉVRIER 1987, à 9 h 30
UN APPARTEMENT DE 3 P.P. à BOISSY-ST-LÉGER
(94) - 7 et 8, place des Tilleuls, 5, pl. de la Boule
6 et 7, place de la Chénie - au 3^e ét. bdt. D7, escal. 7 avec CAVÉ
S'adr. M^{re} Serge TACNET, av.
Tél. 47-06-94-22 - M^{re} Guy BODRIOT, av. 15, bd Malesherbes, PARIS (8^e), Tél. 45-22-04-36. Ts avocats pr Trib. gde inst. de CRÉTEIL - Sur les lieux pour visiter, le 18 FÉVRIER 1987, de 15 h à 16 heures.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 26 FÉVRIER 1987 à 14 heures
PROPRIÉTÉ à ANTONY (Hauts-de-Seine)
114-116, avenue du Président-Kennedy
Composant, au rez-de-chaussée : cuisine, salle à manger, grand living, w.-c., buanderie - au 1^{er} étage : lingerie, salle-de-bains, une petite chambre, deux grandes chambres, au-dessus grande parquerie - chauffage central, sur un terrain de 779 m² environ (occupé par la gare st-Jac)
MISE A PRIX : 400 000 F
S'adresser à Maître ALAIN FRICAUD, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine, 2, bd Saint-Denis, 92400 COURBEVOIE, tél. 47-88-26-92 - Sur place pour visiter : le MARDI 24 FÉVRIER 1987 de 14 h à 15 heures.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence télex/bureau maubé
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/42-96-41-12 56bis, rue du Louvre, 75002 Paris

LOGICIEL PC
Le sur-mesure pas tellement plus cher que le prêt-à-porter
LOGISYSTEMS - Tél. : 43-53-39-16



Politique

Les débats au sein du PCF

M. Marchais : nul n'a été mis sur la touche ou privé de parole

Dans un long article de l'Humanité du jeudi 12 février, intitulé « Poursuivons les efforts engagés », M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, affirme que « les communistes discutent au sein de leur parti avec tranquillité, sérénité, rigueur ». Le dirigeant communiste dénonce « la télévision, comme la presse liée à la droite ou au PS, [qui] n'en finissent pas de dissier sur la « purge » que connaîtrait actuellement notre parti et sur les « déshonorements » que celle-ci entraînerait ». Selon lui, face à cette « campagne », les communistes ressentent « une exaspération croissante devant une telle mauvaise foi, une telle malhonnêteté ».

Revenant sur les démissions de MM. Poperen et Rigout, il souligne que personne n'a été « exclu, mis sur la touche ou privé de parole ». De même, personne n'a été « démis de sa fonction » dans le cadre d'un « procès ». M. Marchais reproche à M. Rigout d'opérer un « amal-

game » entre ceux qui ont « un point de vue différent [de la direction] au sein du parti » et « la fraction liquidatrice qui a les honneurs de la presse ». « Ceux qui escomptent, en multipliant les provocations, l'effacement du parti, le conduire à un ne sait quelle « crispation » au nom de la « discipline », écrit-il, se trompent d'époque ».

Le député du Val-de-Marne déclare que « les communistes ne s'affrontent pas entre eux, actuellement », tout en indiquant qu'ils discutent des démissions de MM. Poperen et Rigout, « sur les raisons de celles-ci et de la campagne anticomuniste qui s'est développée à ce propos ».

Affirmant que « les communistes qui se sentent à l'aise » avec la politique du parti « sont en plus grand nombre qu'au moment du vingt-cinquième congrès », il dénonce implicitement la création d'un collectif de coordination des renou-

veurs (le Monde du 3 février). « Cette activité liquidatrice est actuellement réprimée par la quasi-totalité des communistes (1). Ceux qui ont pris la grave décision de s'y livrer, disent, ressentent cet isolement croissant et tentent de la pallier par des initiatives de plus en plus provocatrices et inacceptables ».

(1) Aux représentants de quinze départements réunis dans le collectif des renouveaux se seraient joints, d'après nos informations, des communistes de neuf autres (Bouches-du-Rhône, Seine, Haut-de-Seine, Indre, Lot-et-Garonne, Oise, Sarthe, Seine-et-Marne et Val-de-Marne).

M. Blotin : campagne anticomuniste

De son côté, M. Pierre Blotin, membre du bureau politique du PCF, ancien directeur de l'école centrale du parti, a indiqué, le mercredi 11 février, que les « suites » des démissions de MM. Rigout et Poperen des instances dirigeantes du PCF, « ont de quoi décevoir nos adversaires ». Le parti est plus uni qu'il y a vingt-cinq ans, a-t-il répondu à une question, il a établi un rapport, sur le mode interrogatif, entre les déclarations critiques de M. Rigout faites à Rome en juin 1984 (1) et la campagne dirigée, selon lui, contre le PCF à la veille du congrès de février 1985.

Concernant les problèmes que rencontre la fédération du Finistère (les opposants ont rassemblé quatre cents personnes, le 8 février) et particulièrement celui de la remise des cartes 1987, M. Blotin a indiqué qu'il était question « de mettre fin à une pratique » qui veut que la fédération « ne voie pas la couleur de l'argent » des cartes remises. Il a affirmé que les assemblées populaires réunies la semaine dernière à Brest avaient attiré « sept cents personnes, dont trente-quatre ont adhéré ».

(1) A Rome, en juin 1984, alors qu'il était encore ministre de la formation professionnelle dans le gouvernement Mauroy, M. Rigout avait expliqué que M. Marchais appartenait, aux yeux de l'opinion, comme « l'homme de l'échec » du PCF.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 11 février. À l'issue du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

LA POLITIQUE DE LA MUSIQUE

Ces orientations reposent sur cinq priorités :

1) Le développement de l'éducation musicale. — Il sera poursuivi et amplifié autour des objectifs suivants : renforcer l'éducation musicale dans les établissements scolaires ; conforter l'enseignement dispensé dans les conservatoires et les écoles de musique ; favoriser la pratique de la musique par les amateurs.

2) L'encouragement à la formation et à l'insertion professionnelle des musiciens. — Il se traduira par :

Un effort particulier en faveur de la rénovation matérielle et pédagogique de l'enseignement supérieur spécialisé, dont la réalisation de la Cité de la musique de La Villette constituera l'une des illustrations ;

Un soutien marqué à l'insertion professionnelle des jeunes musiciens, grâce à la mise en œuvre de filières spécifiques et à une participation plus grande des institutions musicales à cet objectif.

3) L'amélioration du fonctionnement des institutions de production et de diffusion musicales. — Les modalités de fonctionnement du palais Garnier et du nouvel équipement musical de la Bastille seront déterminées prochainement au vu des conclusions d'une mission d'étude placée auprès du président du Théâtre national de l'Opéra de Paris.

4) La mise en valeur du patrimoine musical. — Trois secteurs feront l'objet d'initiatives prioritaires : la musique sacrée, la musique française classique et baroque

et la facture instrumentale française.

5) L'encouragement de la création musicale et de la chanson française. — Dans ce cadre, le régime de TVA applicable à l'édition phonographique fera l'objet d'un examen particulier.

En outre, les grands moyens de diffusion audiovisuels seront incités à un effort de production et de promotion de la musique et de la chanson française.

LE PROGRAMME DES COMMÉMORATIONS PATRIOTIQUES EN 1987

Le secrétaire d'État aux anciens combattants a présenté au conseil

des ministres une communication sur le programme des commémorations patriotiques en 1987.

Une journée du souvenir sera organisée dans toute la France le troisième dimanche de juin, soit le 21 juin, afin de rendre un hommage solennel à toutes les victimes des événements d'Afrique du Nord à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la cessation des combats en Algérie.

L'année 1987 marquera également le soixante-dixième anniversaire de l'entrée des États-Unis dans la guerre de 1914-1918. Une cérémonie nationale aura lieu le 14 juin au mémorial de l'escadrille Lafayette à Marne-la-Coquette.

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Jean Prada, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président de chambre à la Cour des comptes ; M. Gérard Ducher, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président de chambre à la Cour des comptes ; M. Antoine Brunet, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes ; M. Bertrand Fraga-

ard, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes ; M. Bernard Messegue, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes ; M. Philippe Lissac-Lamoignon, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes ; M. Bernard Per-

ria, administrateur civil, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes ; M. Jean-François de Valpierre, maître des requêtes au Conseil d'État, est nommé conseiller d'État.

Sur proposition du ministre des affaires étrangères, M. Gilles Carieu, ministre plénipotentiaire hors classe, est élevé à la dignité d'ambassadeur de France.

Sur proposition du ministre de l'intérieur, M. Maurice Siegel, préfet hors cadre, est placé en position de service détaché ; M. Guy Mer-

rien, préfet, commissaire de la République du département de la Haute-Saône, est nommé préfet hors cadre ; M. François Lefebvre, sous-préfet hors cadre, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Haute-Saône.

Sur proposition du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, M. Jean Giocast, administrateur civil, est nommé inspecteur général de l'équipement.

Sur proposition du ministre de l'agriculture, M. André Chavarot, administrateur civil, est nommé directeur général de l'alimentation ; M. Pierre Coubeles, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, est nommé directeur de l'espace rural et de la forêt ; M. Henri-Pierre Caland, administrateur civil, est nommé directeur des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi.

Sur proposition du ministre de l'agriculture, M. André Chavarot, administrateur civil, est nommé directeur général de l'alimentation ; M. Pierre Coubeles, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, est nommé directeur de l'espace rural et de la forêt ; M. Henri-Pierre Caland, administrateur civil, est nommé directeur des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi.

Sur proposition du ministre de l'intérieur, le conseil des ministres a prononcé la dissolution du conseil municipal de la commune de Cases-de-Pène (Pyrénées-Orientales).

La thèse du complot

INTÉRIEUREMENT, mais sûrement, la direction du PCF accumule les pièces du dossier. Un jour ou l'autre, la thèse du complot sera sortie pour démontrer la duplicité de MM. Claude Poperen et Marcel Rigout, démissionnaires des instances dirigeantes du parti. Par petites touches, elle est affinée, suivant une ligne zigzagante, par les différents dirigeants du PCF.

Après avoir mis dans un premier temps les deux hommes à l'écart des « pratiques liquidatrices » formelles par ceux qui s'expriment en dehors du parti, l'équipe de M. Georges Marchais a opéré, dans un second temps, un revirement à 180 degrés. Après tout, ces deux dirigeants ne sont peut-être pas aussi innocents qu'on l'avait pensé ou qu'ils ont voulu le faire croire, semblent suggérer les dirigeants communistes.

Invité de RMC, le 5 février, le secrétaire général prononce une phrase équivoque à propos des deux démissions de la semaine précédente : « Ce n'est pas un hasard si

elles sont intervenues au moment où, dans le parti, tous les communistes disent : « On se sent bien, on se sent mieux ». Pas un hasard ? Le même jour, M. Médine Grametz, membre du secrétariat du comité central, insiste sur « les critiques » formulées à Rome en juin 1984 par M. Rigout. Le 11 février, M. Pierre Blotin, membre du bureau politique, affirme que ces démissions « ont permis de relancer la campagne contre notre parti ». Ont permis ? Toutes ces formules recèlent beaucoup de sous-entendus, dont le plus simple est que MM. Poperen et Rigout ne seraient, en fait, que des éléments les plus avancés de cette « fraction liquidatrice » dénoncée par la direction. Celle-ci suggère, ainsi, que les uns et les autres sont tous taillés dans le même bois pour une conspiration ourdie de longue date. Assistera-t-on un jour à la dénonciation du « groupe » Poperen-Rigout, ou celle du « fil » Juquin ?

O. B.

Le Bonheur.



Le Club.



هكذا من الامم

Société

ÉDUCATION

Trente-cinq mille instituteurs ont manifesté à Paris

Ni Dieu ni maître-directeur

« Et hop ! Monory, plus haut que Devoquet ! » Les instituteurs qui ont scandé ce slogan pendant quatre heures, mercredi 11 février à Paris, ont été à la place de la Nation, n'espérant sans doute pas placer, par cette formule magique, leur ministre sur un piédestal. Mais ils ont tout de même réussi à lui faire battre quelques records. Mieux que ses prédécesseurs, MM. Haby en 1977 et Beullac en 1979 et 1980, M. Monory est parvenu à mobiliser les instituteurs contre sa politique.

Il y avait trente-cinq mille venus de toute la France pour crier leur refus des décrets instituant la fonction de maître-directeur, beaucoup plus nombreux qu'il y a sept ou dix ans lorsqu'ils exigeaient la revalorisation de leur fonction ou refusaient les fermetures de classes.

Engagés dans une spirale qui évoque inévitablement le mouvement des étudiants de l'automne dernier, la mobilisation des instituteurs a atteint un degré d'aucun observateur ne pouvait prévoir voici un mois. Lorsque quelques écoles du vingtième arrondissement de Paris se sont lancées dans l'action.

Mercredi, le SNI-PEGC avait mobilisé toutes ses forces pour regagner le terrain perdu sur les éclaircissements de la « coordination » (syndiqués et non-syndiqués), qui représentaient, la semaine dernière encore, près de la moitié de la première manifestation parisienne contre le décret sur les maîtres-directeurs.

Bonnets phrygiens et cornemuses

Du coup, c'est la grande famille des instits qui s'est retrouvée à Paris au complet : en ciré breton ou en manteau de ville, en anorak montagnard ou en canadienne campagnarde, cheveux ou cheveux gris, frais émoulus de l'Université ou blanchis sous le harnais de la commune, farfelus ou sévères, mains dans les poches pour les parisiens, mais dans les poches pour les provinciaux, ce qui donnait parfois au cortège des allures de grandes colonies de vacances. Et cette fois-ci les marcheurs s'étaient regroupés par département derrière les banderoles syndicales, où le SNI dominait très largement.

En tête du cortège, la sobriété pourtant était de rigueur. Aucun sigle sur le grand calicot. « Non aux maîtres-directeurs » qui ouvrait la manifestation et derrière lequel marchaient les responsables syndicaux, MM. Jacques Pommatat (SNI), Jean-Claude Barabant (SNI-PEGC) et un peu en retrait, Jean-Michel Bouillier (SGEN-CFDT) et Bernard Bolzer (SNUDI-FO). Aucune signature non plus sous le second slogan qui barrait les boulevards, « Tous responsables pour la réussite de vos enfants », et annonçait les dirigeants du SNES et de la tendance Unité et action de la FEN (où militent les communistes), avec, à leurs côtés, Jean-Claude Gayssot et Francis Chouet, dirigeants du PCF, et M^{me} Lydia Brovelli, secrétaire de la CGT chargée des problèmes d'éducation.

Puis, on pénétrait dans les profondeurs des délégations départementales, très nombreuses et souvent folkloriques : celle de l'Aveyron avec sa superbe chorale, les Niçois avec leurs grosses têtes de marionnettes, les Savoyards précédés par quelques lourdes cloches de troupeau, celle des Côtes-du-Nord, avec « Les instits sont durs comme le granit », les Lorrains, qui se targuaient de savoir « écarter les décrets vaches », celle de la Loire-Atlantique avec ses membres coiffés de superbes bonnets phrygiens, et bien d'autres encore, au rythme des fanfares, binious, crécelles, tambours, sifflots et cornemuses.

Numériquement noyée dans le flot de ces délégations, la « coordination nationale » formait la marche avec quelque cinq mille instituteurs soudés en rangs plus compacts et venus nombreux de la région parisienne. Mais, de loin les plus jeunes, les plus bruyants, les plus remuants malgré la pluie, épaulés par plusieurs sonos accompagnées de percussions et entraînés par quelques chanteuses manifestement plus habituées des concerts de rock que des fêtes de patronage, ils ont, indéniablement, donné le ton de l'ensemble de la manifestation.

Dans plusieurs cortèges départementaux, des groupes composés de syndiqués de toutes tendances et de non-syndiqués, intitulés « comité unitaire d'action » ou même « coordination unitaire », avaient une présence spécifique. Mais surtout les slogans mordants, les comptines ironiques, les banderoles d'inspiration libertaire inventées par la coordination depuis un mois, ont été plébiscités massivement. A tel point que personne ne s'étonnait qu'un slogan comme « La hiérarchie, c'est comme les étagères, plus c'est haut et moins ça sert » puisse s'échapper d'une sono placée non loin du secrétaire général du SNI-PEGC, syndicat très respectueux de la pyramide administrative et lui-même très stratifié. Le rejet d'un schéma hiérarchique nouveau était partout exprimé, l'autorité des « petits chefs » constamment ridiculisée.

« Il est plus facile d'être autoritaire... »

Beaucoup de manifestants avaient coiffés des képis, casquettes ou bicorns d'opérette, enfils des uniformes ou mis des masques de carnaval. Les Marseillais marchaient au pas cadencé derrière un adjudant gaulois hurlant des « han deus ». Les instituteurs du Pas-de-Calais résumaient la situation en vers : « Il existe déjà des chefs de gare, des sergents-chefs, des chefs-lieux, des couvre-chefs et des Gorbachefs. Chirac, Monory, retirez le décret d'urgence ». Dans le Maine-et-Loire, on proclamait tout simplement : « Ni Dieu ni maître-directeur ».

Les enseignants craignent que l'autorité nouvelle conférée aux directeurs ne mette en péril le fonctionnement collectif de l'école. « Il est plus facile d'être autoritaire que de travailler en équipe », expliquait une directrice d'école maternelle de l'Isère. « Monory veut casser l'ambiance. J'aime mon métier, à

condition que les gens travaillent tous ensemble », déclarait en écho une de ses collègues.

Et telle autre ajoutait, visiblement écoeuvrée : « On se défend depuis des années pour renouveler la pédagogie, pour ouvrir l'école sur l'extérieur, associer les parents à ce qui s'y passe. C'est bien dans cette liberté qu'on trouve notre motivation, sûrement pas dans nos salaires dérisoires. Alors, si le décret est appliqué, on arrêtera tout ça et on renverra les parents sur le directeur. Il n'aura qu'à s'expliquer avec eux, puisqu'il sera le chef. » L'espace du défilé, on en venait à oublier les multiples conflits ou inimitiés qui traversent les écoles, comme l'isolement dont souffrent bien des instituteurs, et l'on concentrait sa hargne sur ce « gâlon ridicule qui détruit tout ».

« De la galette pas des galons »

Au thème central de l'autorité, les manifestants de mercredi ont ajouté celui, plus classique mais toujours d'actualité, des moyens financiers et des suppressions de postes : « Des crédits, pas de képis ; de la galette, pas de galons », ou encore : « Vingt-cinq élèves par classe, c'est un maximum ». Une directrice du Finistère protestait contre l'insuffisance de son salaire, « argent de poche pour gosses de riches », et dérisoire pour une femme chef de famille.

Mais toute la vindicte de cette foule déterminée se concentrait sur la personne du ministre de l'Éducation nationale, avec d'innombrables slogans allant de l'ironie au mépris total, depuis le publicitaire « Unele Monory's, ça colle pas » jusqu'au « Monory dégage, retourne à ton garage » ou au cinglant « Caporal, nous voilà ». Replacé dans le contexte social de ces derniers mois, l'enjeu est clair lorsqu'on fait dire au ministre sur une pancarte : « Les étudiants, les aidés, les chômeurs, on n'a pas pu les mater, les instits, je vais me les payer ».

Dans l'ensemble du cortège, la détermination semblait si forte que les manifestants ne doutaient pas d'une reprise du mouvement après les vacances de février. Certains se déclaraient prêts à s'expliquer avec les parents d'élèves pendant leurs congés, à distribuer des tracts dans les stations de sports d'hiver ; d'autres préparaient déjà des grèves tournantes pour la rentrée. La marche à travers Paris avait fait monter la fièvre au point que les messages radicaux de la coordination pour une nouvelle « riposte nationale après les vacances si le gouvernement ne cède pas » avaient perdu leur caractère surréaliste. Le SNI lui-même avait su se mettre au diapason en appelant à « poursuivre l'action demain ».

Mais, entre la fermeté d'un gouvernement décidé à ne plus céder à la rue, le souci des appareils syndicaux de ne pas ébranler le paysage politique à quelques mois des élections présidentielles et enfin la crainte de l'hostilité des parents, la marge de manœuvre est très étroite.

PHILIPPE BERNARD et GÉRARD COURTOIS

REPÈRES

Sciences

Le CEA décerne deux prix

Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) vient de décerner à cinq ingénieurs deux prix scientifiques de 50 000 francs chacun. Le premier a été attribué à M. Edmond Tourneur du laboratoire d'électronique et de technologie de l'informatique (LETI), dépendant du CEA, pour ses travaux dans le domaine de l'imagerie et de la tomographie - observation anatomique par tranche - par rayons X et à qui on doit notamment d'avoir développé les scanners à rayons X de deuxième et troisième génération. Le deuxième prix a été attribué à quatre ingénieurs de l'Institut de recherche fondamentale du CEA, Jean-Pierre Cotton, Mohamed Daoud, Bernard Farnoux et Gérard Jannink, pour leurs travaux sur la structure de certains plastiques (polymères) effectuée dans le cadre du laboratoire mixte CEA-CNRS Léon-Brillouin de Saclay.

F. N.

Défense

M. Giraud ne privatisera pas les arsenaux

Le ministre de la défense, M. André Giraud, qui a reçu, mardi 10 février, pendant quatre heures, les syndicats des travailleurs de l'Etat, a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de privatiser les établissements d'armements, comme le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT). Insistant sur la nécessité de donner plus de souplesse commerciale au GIAT, il a souhaité pouvoir créer une société autonome, de statut privé, qui faciliterait la commercialisation des armements. En revanche, s'il est hostile à des licenciements avant d'avoir pu épurer d'autres formules pour diminuer les effectifs, M. Giraud n'a pas écarté des départs volontaires et des prétraitements.

JUSTICE

La Cour de cassation annule dans sa quasi-totalité la procédure de l'affaire Papon

L'instruction ouverte au tribunal de Bordeaux contre M. Maurice Papon, inculpé de crimes contre l'humanité depuis le 19 janvier 1983, devra être reprise dans sa quasi-totalité. C'est ce qu'a décidé, mercredi 11 février, la chambre criminelle de la Cour de cassation présidée par M. Henri Amégan, en annulant tous les actes de procédure accomplis dans cette affaire postérieurement au 5 février 1983 et en désignant la chambre d'accusation de Bordeaux pour reprendre l'examen du dossier.

Ce dossier avait été transmis à la chambre criminelle par le procureur de la République de Bordeaux à la fin de l'année 1986, en application de l'article 681 du code de procédure pénale, le magistrat instructeur, M. Jean-Claude Nicot ayant considéré, vers cette époque, qu'en plus de M. Papon, ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1942 à 1944, son supérieur à l'époque, M. Maurice Sabatier, préfet régional, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-dix ans, était susceptible d'être inculpé du même crime.

Mais la chambre criminelle a jugé que le dossier aurait dû lui être transmis beaucoup plus tôt. Elle relève, en effet, dans son arrêt que « figure au dossier où elle a été versée par transmission du procureur de la République portant la date du 5 février 1983, la photocopie de la sentence rendue par un jury d'honneur constitué à la demande de M. Papon par le comité d'action de la Résistance, et que cette sentence énonce notamment que M. Maurice Sabatier, ancien préfet régional de Bordeaux, a déclaré au jury d'honneur assurer l'entière responsabilité de la répression antijuive dans le ressort de sa préfecture ».

Ainsi, il aurait pu apparaître aussi bien au juge d'instruction qu'au parquet de Bordeaux que, dès cette date du 5 février 1983, M. Sabatier était susceptible d'être inculpé. Faut-il en conclure qu'il n'y avait pas eu de transmission de la République de transmettre le dossier à la Cour de cassation s'agissant d'un préfet ayant agi dans l'exercice

de ses fonctions, tous les actes de procédure accomplis postérieurement au 5 février 1983 se devaient d'être annulés. La chambre criminelle se réfère pour cela à sa jurisprudence constante en cette matière.

L'avis

du jury d'honneur

Cet arrêt a pour effet d'annuler la deuxième inculpation de M. Papon notifiée le 8 mars 1984, ainsi que celle de M. Jean Leguay, ancien secrétaire général de la police nationale de Vichy, qui avait été inculpé, pour sa part, à Bordeaux, le 29 octobre 1986. En revanche, demeure valable la première inculpation de M. Papon notifiée, elle, dès le 19 janvier 1983.

M. Maurice Papon, qui fut préfet de police à Paris de 1966 à 1967, puis ministre du budget (RPR) dans le dernier gouvernement de M. Raymond Barre, avait été mis en cause en 1981 par le *Canard enchaîné* qui fit état, contre lui, de documents portant sa signature et faisant apparaître qu'il concourut, de 1942 à 1944 à la déportation de juifs dans la région de Bordeaux. C'est alors que M. Papon, qui assurait avoir, en dépit des apparences, servi la Résistance, demanda en 1981 la constitution d'un jury d'honneur d'anciens combattants.

Cette instance, tout en lui reconnaissant un concours apporté aux résistants, constatait cependant qu'il « avait dû concourir à des opérations apparemment contraires à la conception que le jury se fait de l'honneur » et qu'il aurait dû démissionner de ses fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Gironde au mois de juillet 1942. Par la suite, des familles de victimes juives du nazisme déposèrent contre lui à Bordeaux une série de plaintes qui devaient entraîner une première inculpation de crimes contre l'humanité, celle du 19 janvier 1983, suivie d'une deuxième le 8 mars 1984.

J.-M. Th.

L'affaire du « Southern Raider »

Deux inculpés en fuite

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

Le feuilleton du *Southern Raider* - chalutier battant pavillon panaméen coulé le 9 octobre dernier dans le voisinage des terres australes et antarctiques françaises après avoir essuyé des tirs au but du patrouilleur *l'Albatros* - s'enrichit d'un nouvel épisode.

Le *Quotidien de la Réunion* du mercredi 11 février révèle, en effet, que le capitaine John Chadderton et son second, Alistair Annandale, se sont enfuis de la Réunion et se trouvent actuellement en Extrême-Orient. La fuite à l'étranger des deux principaux inculpés de l'affaire donne une tournure particulière à ce dossier et risque de compliquer davantage les relations entre la France et l'Australie.

Le capitaine du *Southern Raider* et son second - condamnés le 19 décembre à six mois de prison ferme et 15 000 francs d'amende chacun pour pêche illégale dans les eaux françaises et délit de fuite - avaient fait appel du jugement rendu par le tribunal correctionnel de Saint-Denis et étaient placés sous contrôle judiciaire avec interdiction formelle de quitter l'île.

Les deux hommes ont néanmoins réussi à s'enfuir de la Réunion, il y a environ trois semaines, après avoir embarqué sur un bateau dans le port de plaisance de Saint-Pierre en direction de l'île Maurice d'où ils ont pris l'avion pour Singapour. De l'île Maurice, John Chadderton et Alistair Annandale se sont rendus à l'ambassade d'Australie où leur a remis un nouveau passeport.

« Nous ne savons pas qu'ils étaient en fuite », ont expliqué les autorités diplomatiques mauriciennes au *Quotidien de la Réunion*. Nous ne pouvons pas nous opposer à la délivrance de passeports pour nos ressortissants. Seul le ministre peut le faire, avec des raisons valables. Mais bien souvent en pareil cas, la justice donne tort au ministre. M. Chadderton et Annandale pourraient justifier de leur identité, il n'y avait donc pas de raison qu'on ne leur délivre les passeports. Nous ne savons pas où ils sont allés, il semble qu'ils ne soient plus à Maurice ».

En réalité, les deux hommes du *Southern Raider*, au terme de leur escale mauricienne, ont pris l'avion pour l'Extrême-Orient. Alistair Annandale a rejoint sa société de planche à voile à Singapour, cependant que John Chadderton a continué sa route sur le Japon pour négocier de nouvelles affaires maritimes. « Nous devions être prochainement jugés devant la cour d'appel. Nous avons eu peur que le premier jugement soit confirmé, alors que nous sommes innocents. Nous pensons qu'il s'agit d'un jugement politique et non d'un jugement de justice. Nous n'avons plus confiance dans la justice française », a déclaré Alistair Annandale au *Quotidien de la Réunion*.

ALIX DIXOUX.

Au tribunal de Paris

Une condamnation pour diffamation envers la coopérative Longo-Mat

M. Jacques Clevenot, quarante-sept ans, directeur du *Courrier austral parlementaire*, a été condamné, lundi 9 février, à 5 000 F d'amende par la 17^e chambre correctionnelle de Paris, pour diffamation envers la coopérative agricole Longo-Mat, installée à Limans (Alpes-de-Haute-Provence) depuis 1973 et son secrétaire intercommunal, M. Roland Perrot. M. Clevenot devra également verser 3 000 Faux deux articles civils et supporter les frais d'une publication de ce jugement.

Le *Courrier austral parlementaire*, dont le rédacteur en chef est M. Jean Tassouan, chargé de missions au ministère de l'Intérieur, est distribué gratuitement à dix mille exemplaires aux administrations, services parlementaires et organes de presse par l'Association pour le développement des échanges et des relations internationales (ADERI). Dans l'article incriminé, la coopérative, qualifiée de « secte », était accusée d'avoir des activités contraires aux intérêts de la France.

Le tribunal, présidé par M^{me} Jacqueline Clavery, a estimé que les coupures de journaux produites par l'auteur de l'article « ne savaient pas elles seules, établir la vraisemblance des imputations poursuivies ».

MÉDECINE

Cent mille cas de SIDA en Europe d'ici trois ans selon les experts de la CEE

Le nombre de cas de SIDA recensés dans les douze pays de la Communauté européenne double tous les neuf mois et devrait atteindre 100 000 vers 1990, a annoncé le 11 février la Commission de la CEE. Cette même année, entre cinq et dix millions d'Européens seront séropositifs, estime M. Manuel Marin, commissaire chargé des questions de santé.

Trente-cinq nouveaux cas par semaine sont actuellement signalés. Pour chaque personne atteinte par la maladie, l'OMS estime qu'il y a entre 50 et 100 porteurs du virus. Les hommes représentent 90 % des cas recensés. 35 % des personnes atteintes ont entre trente et trente-neuf ans, 25 % entre vingt et vingt-neuf ans et 20 % entre quarante et quarante-neuf ans. Selon la Commission de la CEE, la prise en charge de chaque malade coûte entre 500 000 F et 1 million de francs.

D'autre part, la Commission a annoncé son intention de mettre en place une sorte d'« observatoire communautaire » qui comprendrait une petite équipe de fonctionnaires européens centralisant les expériences d'éducation du public en matière de SIDA. Pour les années 1988 et 1989, la Commission demande aux Douze d'attribuer à cette équipe un budget de 2 millions d'ECU (environ 140 millions de francs), de manière à diffuser dans la CEE les initiatives les plus fructueuses.

Pour la coordination des opérations de dépistage et de prévention, ainsi que des recherches viro-immunologiques et cliniques, la Commission souligne qu'elle a déjà demandé aux Etats membres une

enveloppe financière de 5,5 millions d'ECU pour la période 1987-1989. En matière de prévention du SIDA, la Commission estime qu'il faut « examiner en commun les réponses à apporter à un certain nombre de questions graves telles que la politique migratoire, la libre circulation des personnes, la liberté d'établissement et l'égalité d'accès à l'emploi ».

Enfin, sur les relations avec les pays en voie de développement dans lesquels l'épidémie de SIDA a pris parfois des proportions bien plus considérables qu'en Europe, la Commission propose une intervention concertée avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), auxquels la CEE est liée par la Convention de Lomé.

F. N.

Une progression géométrique

Pays	Oct. 83	Oct. 84	Oct. 85	Oct. 86
Belgique	38	65	118	180
Danemark	13	31	57	107
RFA	42	110	295	675
Espagne	6	18	63	201
France	94	221	466	1 050
Grèce	-	2	10	25
Irlande	-	-	-	12
Italie	3	10	92	367
Luxembourg	-	-	3	5
Pays-Bas	12	26	83	180
Portugal	-	-	-	40
Grande-Bretagne	24	88	225	512
Total	232	571	1 412	3 354

PROMENADE CULTURELLE
ECS
ENSEIGNEMENT PRIVE A DISTANCE
A LA DÉCOUVERTE DU MONDE
pour occuper vos loisirs apprendre et connaître...
Beaux-arts Musique
Littérature Cinéma
Histoire Techniques
90%
Documentation gratuite sur demande
1 rue Thénaud - 75005 Paris
Tél. (1) 48 34 21 89

La Cour de cassation vote dans sa quasi-totalité l'acquittement de l'affaire Pape

La Cour de cassation a rendu son verdict dans l'affaire Pape. Elle a acquitté les deux prévenus, le père et le fils, par un vote à l'unanimité. Les juges ont estimé que les preuves étaient insuffisantes pour condamner les accusés. L'affaire avait fait beaucoup de bruit dans la presse et avait attiré l'attention du public.

Les deux prévenus, le père et le fils, ont été accusés d'un crime. Ils ont été jugés par la Cour de cassation. Les juges ont rendu leur verdict après avoir examiné les preuves et les arguments des deux parties. Ils ont décidé d'acquiescer les deux prévenus.

Le verdict a été rendu à l'unanimité. Les juges ont estimé que les preuves étaient insuffisantes pour condamner les accusés. L'affaire avait fait beaucoup de bruit dans la presse et avait attiré l'attention du public.

Les deux prévenus, le père et le fils, ont été accusés d'un crime. Ils ont été jugés par la Cour de cassation. Les juges ont rendu leur verdict après avoir examiné les preuves et les arguments des deux parties. Ils ont décidé d'acquiescer les deux prévenus.

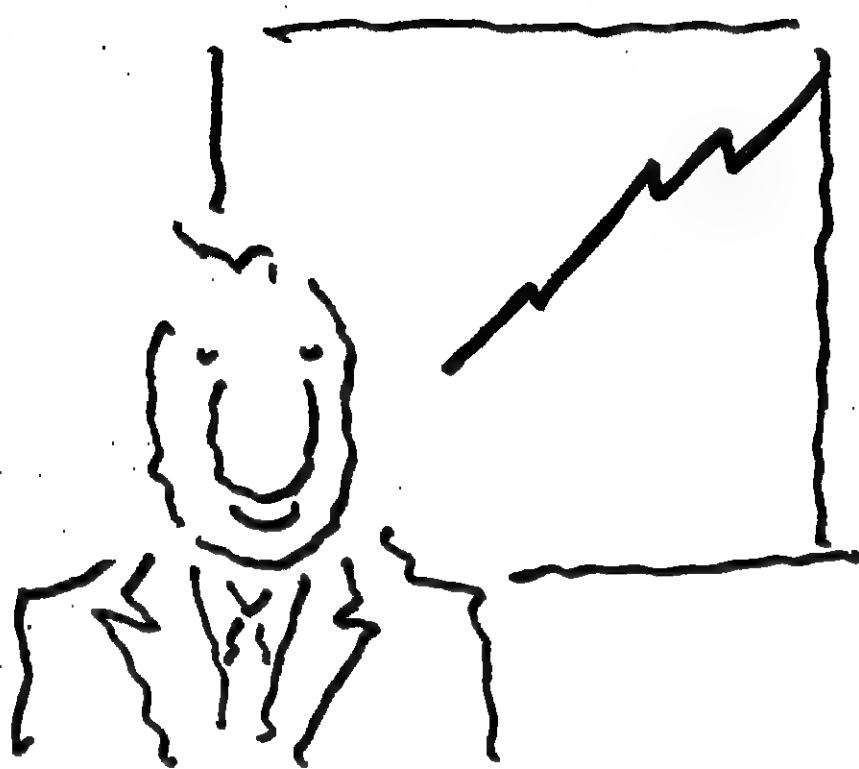
Deux inculpés en fuite

Deux personnes inculpées dans une affaire ont été déclarées en fuite. Elles ont disparu après avoir été jugées. Les autorités ont lancé une recherche pour les retrouver. L'affaire est toujours en cours d'instruction.

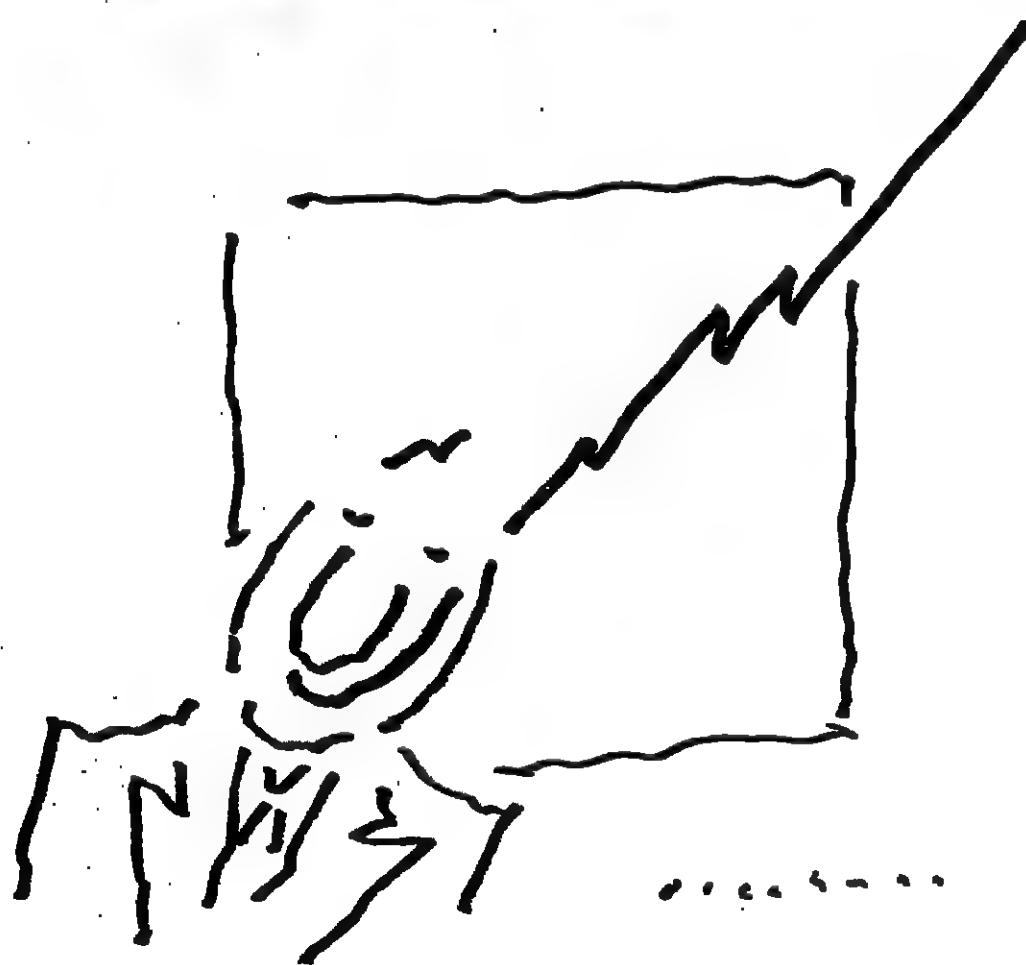
Les deux personnes inculpées ont été déclarées en fuite. Elles ont disparu après avoir été jugées. Les autorités ont lancé une recherche pour les retrouver. L'affaire est toujours en cours d'instruction.

Les deux personnes inculpées ont été déclarées en fuite. Elles ont disparu après avoir été jugées. Les autorités ont lancé une recherche pour les retrouver. L'affaire est toujours en cours d'instruction.

Le Bonheur.



Le Club.



هكذا من الامل

Société

En marge de l'affaire du Carrefour du développement

M^{me} Danièle Mitterrand contre « le Quotidien de Paris », « le Figaro », « France-Soir » et l'hebdomadaire « le Chardon »

Les affaires pénales à grand retentissement ne vont jamais sans quelque débat judiciaire né de leur évolution, avant même que ne soit achevée leur instruction. Celle du Carrefour du développement ne pouvait échapper à cette particularité. C'est ainsi que le mercredi 11 février se plaident, devant la première chambre du tribunal de Paris, un procès en diffamation intenté, sur le plan civil, par l'association La France avec vous que préside M^{me} Danièle Mitterrand, et par cette dernière agissant en son nom personnel contre le *Figaro*, *France-Soir*, le *Quotidien de Paris* et l'hebdomadaire *le Chardon*, l'association demandant au total 500 000 francs de dommages et intérêts et M^{me} Mitterrand le franc symbolique.

L'origine du procès était un interrogatoire de M. Yves Chailier par le juge d'instruction Jean-Pierre Michau, le 4 décembre 1986, au cours duquel l'ancien directeur du cabinet de M. Christian Nucci, invité à dresser un état des remises de fonds publiques qu'il soutient avoir effectuées illégalement mais sur ordre, mentionne, parmi les bénéficiaires, une quinzaine d'associations, dont La France avec vous qui aurait ainsi reçu en espèces une somme de 200 000 francs.

Cette information donnée au conditionnel par l'Agence France-Presse devait être reprise par le *Figaro* les 7, 11, 13 et 16 décembre, ainsi que par *France-Soir*, le 5 décembre, le *Quotidien de Paris* le 15 décembre et le premier numéro du *Chardon* daté 7-13 janvier 1987, en des termes qui sont apparus diffamatoires tant à l'association qu'à sa présidente, dont le nom ne pouvait manquer d'être cité.

Accusations et suspicions

Avocat des demanderesse, M^{re} Georges Kiejman ne doute pas que M. Chailier ait dit au juge d'instruction avoir effectué de telles remises, mais cela ne signifie pas que ce soit l'expression de la vérité. Aussi il était du devoir des journalistes, selon l'avocat, de s'enquérir auprès des dirigeants de l'association ainsi mise en cause de la réalité de tels versements. Car ce qui est vrai, en revanche, a exposé M^{re} Kiejman, c'est que La France avec vous — qui a pour objet de trouver des solutions, lorsque se posent des problèmes en France ou dans des

pays en voie de développement, en fournissant du matériel de première nécessité — vit de subventions publiques. Effectivement, en août 1985, elle a reçu 200 000 francs, mais de la façon la plus régulière, ce versement ayant été effectué par un virement du Trésor public.

Malgré, pour M^{re} Kiejman, l'utilisation faite par les journaux assignés des propos tenus par M. Chailier tendant, pour des raisons politiques évidentes, à porter des accusations ou, pour le moins, à entretenir des suspicions allant dans une direction bien précise.

« On a reçu pour argent comptant ce qui aurait dû être accueilli avec circonspection, dit-il. Certes, dans les articles du *Figaro*, on feint de s'interroger, mais en faisant état d'une caisse noire et en laissant entendre très clairement que l'association aurait accepté d'être le receleur de fonds publics détournés et en évoquant des pratiques aux frontières de la légalité. »

Les défendeurs, M^{re} André Ador, pour le *Figaro*, Marc-Noël Louvet pour *France-Soir*, Jean-Marc Varaut pour le *Quotidien* et Henri-René Garaud pour le *Chardon*, plaident tout à la fois l'absence de diffamation, la nécessité de surseoir à statuer jusqu'à ce que l'instruction pénale dans laquelle est inculpé M. Chailier arrive à son terme et aussi l'immunité qu'accorde la loi sur la presse par son article 41 au compte rendu fait de bonne foi d'un débat judiciaire.

Sur ce dernier chapitre, peut-on tenir pour un débat judiciaire une instruction protégée par le secret qu'a institué, en 1959, l'article 11 du code de procédure pénale ? Ce fut là un beau sujet de dissertation, car M^{re} Kiejman ne manqua pas de relever la publication, par le *Figaro* du 21 janvier, d'un article de M. Jean Bothorel invoquant précisément ce secret de l'instruction pour en dénoncer la violation par le *Monde*, qui, sans être nommé expressément, se trouvait alors visé pour avoir fait état lui aussi de procès-verbaux, tendant, eux, à la mise en cause de M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, dans la délivrance à M. Chailier du « vrai-faux » passeport qu'il reçut pendant sa fuite au Brésil.

Précisément, devait dire M^{re} Varaut au nom du *Quotidien de Paris*, ce qui a été publié et qui nous est reproché équilibrait, en quelque sorte, l'information donnée par d'autres sur cette affaire. Puisque certains publiaient dans le *Monde* des comptes rendus quotidiens de

l'instruction à partir d'informations dont ils ont le privilège, il ne faut pas s'étonner que d'autres aient publié de leur côté ce qu'ils savaient de l'aspect principal de cette affaire, qui reste un détournement de fonds publics. Et l'on ne voit pas pourquoi, ajoute-t-il, certains seraient condamnables alors que les autres se trouveraient assurés de l'impunité.

Ce fut, pour M^{re} Kiejman, l'occasion d'apprendre à son confrère que le *Monde* n'était pas à l'abri des poursuites, puisque, à la demande de

M. Charles Pasqua, il est cité en corrépondance par le parquet de Paris à une date fixée initialement au 16 mars et reportée au 25 mai, afin de répondre, lui aussi, du délit de diffamation.

Le tribunal, que présidait M. Robert Dietz dont c'était la première affaire depuis son installation à la présidence du tribunal de Paris, rendra son jugement le 25 mars.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

« Pas de conflit » pour le cas Apap

Apaisement au sommet

Le premier ministre ne souhaite pas que l'affaire Apap se transforme en un « conflit » entre le gouvernement et le président de la République. M. Boudou, porte-parole de M. Chirac avait tout d'abord estimé que le refus du chef de l'Etat de signer le décret de mutation du procureur de Valence était de nature à provoquer « l'ouverture d'un conflit » entre l'Elysée et Matignon.

Mardi, en effet, le porte-parole avait jugé que cette affaire « menait l'autorité du gouvernement » (le *Monde* du 12 février). M. Chirac, qui s'en est entretenu avec M. Mitterrand avant l'ouverture du conseil des ministres, mercredi, a donc fait savoir ensuite qu'il n'y avait pas à proprement parler de « conflit » à ce sujet. M. Boudou a précisé que se sujet « mineur » faisait partie des « mille et un nuances de la cohabitation ». M. Alain Chalon, directeur de la sécurité routière, à l'hôtel Matignon, qu'il prendrait en son temps les décisions qu'il est en son pouvoir de prendre.

Enfin, M^{re} Gendreau-Massatou, porte-parole de l'Elysée, indiquait dans l'après-midi : « Le président de la République exige simplement le respect des garanties statutaires accordées par la loi aux magistrats du parquet. La loi prévoit en effet, avant toute décision disciplinaire, l'avis d'une commission paritaire et la possibilité pour l'intéressé de présenter sa défense. »

De son côté, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, publiait un communiqué selon lequel : « Les Français peuvent

demander à M. Mitterrand une hostilité au renforcement de la lutte contre la drogue et souhaitent que la loi dans ce domaine soit plus permissive. Le président de la République doit s'en expliquer car l'objet est grave. Ne marquons pas en débat politique ou personnel ce qui est un problème de fond. »

Le respect de la loi

De même, M. Jean-Louis Debré, député RPR de l'Eure et ancien magistrat, considère que le refus de M. Mitterrand « est une caution à ceux qui prônent la non-application de la loi de 1970 sur la toxicomanie et la lutte en ce domaine ». Selon lui : « La décision du président de la République apparaît ainsi comme un coup porté à la justice, aux magistrats et à l'état de droit. »

En revanche, pour M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, M. Mitterrand s'est comporté en « garant de l'indépendance de la magistrature » ajoutant : « Cette mutation était en fait qu'une sanction déguisée sur laquelle le garde des sceaux n'avait pas compétence directe puisqu'elle relève de la commission de discipline du parquet. M. Alain Chalon ne paraît pas avoir pour principe de défendre l'institution judiciaire. A plusieurs reprises, il s'est placé en flagrant délit de comportement partisan et d'abus de droit. Le président de la République affirme une autre idée de la justice : celle du respect de la loi. »

Nouvelle revendication par Action directe de l'assassinat de Georges Besse

Le groupe terroriste rejette les attentats contre MM. Peyrefitte et Bruguière

Le groupe terroriste Action directe a formellement revendiqué l'assassinat, le 17 novembre à Paris, de Georges Besse, président-directeur général de la Régie Renault, dans un long document reçu, mercredi 11 février, par l'Agence France-Presse (nos dernières éditions du 12 février). Une première revendication avait été authentifiée par les enquêteurs après l'examen des tracts déposés à la station de métro Raspail peu après l'assassinat (le *Monde* du 20 novembre 1986).

Le document parvenu à l'AFP — vingt-six pages dactylographées — est d'une longueur inusitée. Il porte l'énigme à cinq branches du groupe. Comme les tracts retrouvés dans le métro, il est signé du Commando Pierre-Overney, du nom du militant maoïste tué par un vigile devant les usines Renault en 1973.

Reprenant la phraseologie habituelle du groupe, le texte commence ainsi : « Le 17 novembre, en éliminant la « brute » Besse, le commando Pierre-Overney a frappé au cœur même de la contradiction la plus forte au sein du consensus général de pacification et d'exploitation (...) dans le sens de l'offensive déchaînée (sic) en Europe de l'Ouest par la guérilla et le mouvement révolutionnaire. Cette action a « concrétisé et synthétisé l'escalade de l'antagonisme entre les classes, entre libération et oppression, entre pouvoir ouvrier et exploitation... »

Plus d'une page est consacrée à la carrière de Georges Besse, « élément avancé de la répression bourgeoise »

et pas moins de quatre pages à Renault, « depuis 1945, toujours au cœur des contradictions centrales du mode de production capitaliste ».

L'élément le plus intéressant de ce texte tient dans le fait qu'Action directe rejette implicitement toute responsabilité dans les tentatives d'attentats contre l'ancien ministre de la justice, M. Alain Peyrefitte, à Provins (Seine-et-Marne), le 15 décembre 1986, et contre M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction, à son domicile parisien, le 5 janvier, « en supposant, ajoute le texte, qu'elles soient l'œuvre de révolutionnaires et non de barbouzes de Pasqua-Pandraux » (sic). « Peyrefitte, poursuit le texte, n'a pas le rôle structurel et politique qu'on lui prête généralement. » Quant à l'action contre le juge Bruguière, elle est, selon Action directe, le sommet de l'inconstance politique « car « tenter d'abattre le juge, c'est prétendre que son action a été ou est dangereuse pour les combattants révolutionnaires ».

Action directe conclut par quatre mots d'ordre : « Généraliser l'action directe ouvrière contre la politique d'individualisation et de répression menée par le capital. Construire l'organisation communiste à partir des usines et des quartiers. Atteindre les sections spéciales. (Il s'agit des dispositions mises en place pour centraliser l'instruction et les poursuites en matière de terrorisme.) Construire le front politico-militaire en Europe de l'Ouest en tant que partie de l'affrontement mondial entre prolétariat international et bourgeoisie impérialiste ».

Malgré une décision en sa faveur

Un réfugié basque expulsé ne peut revenir en France

BIARRITZ de notre correspondant

M. Fernand Egileor, le réfugié basque remis à la police espagnole au mois d'août 1986, puis libéré trois mois après, ne pourra pas revenir en France, malgré la décision du tribunal administratif de Pau, ordonnant, le 27 janvier, la suspension de son arrêté d'expulsion (le *Monde* du 30 janvier).

Sans attendre l'examen, par le Conseil d'Etat, du recours présenté contre cette décision, le ministre de l'Intérieur a obtenu du président de la section du contentieux de la haute juridiction qu'il ordonne la suspen-

sion, à titre provisoire, du surrès à exécution prononcé par le tribunal administratif, procédure quasi interrompue à ce jour et qui se fonde sur le décret du 30 septembre 1953 ne nécessitant aucun attendu pour la motivation.

Les avocats de M. Egileor, M^{re} de Waquet et Richégarray, ne s'expliquent pas un tel acharnement de la part de M. Charles Pasqua, « si ce n'est, disent-ils, pour des raisons strictement politiques, notre client étant le premier des trente Basques espagnols renvoyés vers l'Espagne à venir devant la justice française ».

Ph. E.



...habitant
...monde dispar...

...habitant
...monde dispar...

...habitant
...monde dispar...

L'ultime habitant d'un monde disparu

Les dernières nouvelles de l'Américain William Goyen, écrites peu avant sa mort, en 1983.

TOUTE œuvre littéraire est une lettre postée anonymement à l'adresse de ce grand inconnu, le public. Parfois, les lettres sont en retard, ou le destinataire oublie de les ouvrir, et il faut alors que des curieux, un jour, s'en emparent pour que, enfin, le message arrive. La métaphore semblerait sans doute laborieuse mais elle est imposée par la secrète destinée de William Goyen. L'objet de ces lignes est de fournir une explication plausible de la respectueuse et modeste célébrité dont jouit ce grand écrivain.

Peut-être est-elle simple. Peut-être suffit-il de considérer que dans la fiction américaine, si peu portée au lyrisme, la prose de William Goyen possède cette intensité et cette solitude qui sont le propre de la poésie. Or dire d'un roman qu'il est poétique est bel et bien une manière de dénigrement, car le lecteur attend du roman qu'il lui propose une version de la réalité où celle-ci apparaîtrait, certes, exagérée, mais juste assez pour qu'il puisse mieux la voir. La vie que le lecteur exige est toujours, plus ou moins, sa propre vie, ou mieux, une existence qu'il imagine à partir de la sienne, moitié par contraste, moitié par décalque — la poésie apparaissant à ses yeux comme une substance tenue, vaporeuse, brouillant à dessein les contours de la vérité, incapable de respecter ses habitudes psychologiques, et moins encore de satisfaire ses désirs inavoués.

William Goyen est né en 1915, à Trinity, une petite ville de l'est du Texas, là même où la vaste plaine est arrêtée par une immense forêt propice aux légendes, où, du temps de

l'enfance de l'écrivain, il y avait encore une réserve d'Indiens. Il ne vécut que jusqu'à l'âge de sept ans dans cette région mais la maison natale, le grand fleuve où se baignait son père — et qu'un barrage, plus tard, devait assécher — ainsi que les personnages truculents de son entourage, et surtout leur langage souvent contaminé par l'espagnol du Mexique tout proche, constituèrent à jamais son paradis perdu, cet ailleurs dont tout écrivain a besoin pour chasser ses fantômes — la nostalgie et le remords étant, comme chacun le sait, les muses les plus entreprenantes.

Trois laconiques chefs-d'œuvre

Aussi, toutes les histoires que l'on trouve dans ses livres, on dirait que Goyen les a racontées pour l'enfant qu'il fut. D'où vient que, souvent, on pourrait comparer ses récits à des rêves, si toutefois l'on accepte l'idée que cette activité du dormeur pourrait bien être le plus ancien des genres littéraires. D'autres fois, par contre, il prend à bras-le-corps la réalité, avec une violence et une cruauté imperturbables, dignes de sa cadette, la grande Flannery O'Connor, dont il se rapproche en outre par la fascination que le Christ exerça toujours sur lui, au point qu'il écrivit un ouvrage sur Jésus, d'après l'Evangile selon Marc.

L'œuvre de William Goyen se compose de cinq romans et d'une cinquantaine de nouvelles, de quelques pièces de théâtre et de quelques poèmes. On commença de la publier en 1954, l'essentiel



William Goyen : le paradis perdu de l'enfance.

est aujourd'hui disponible en français — et, encore une fois, saluons bien bas Maurice-Edgar Coudreau qui fut son ambassadeur en France, comme de la plupart des Américains qui nous sont chers, Patrice Repussé poursuivant son apostolat (1).

Dans *Précieuse Porte* se trouvent réunies les dix dernières nouvelles que Goyen écrivit, à l'approche de sa fin, survenue à New-York, où il vivait avec sa femme, l'actrice Doris Roberts, en 1983. Depuis longtemps, il se savait condamné. Parmi ces nouvelles, trois au moins sont de laconiques chefs-d'œuvre — *Arthur Bond*, *J'ai eu cent bouches*, et celle, sublime, n'hésitons pas à le dire, qui donne son titre au recueil. Mais on sent que toutes ont été inspirées par une émotion véritable et comme urgente : on sent qu'il ne les a pas écrites pour étonner le lecteur mais parce qu'il se savait l'ultime habitant d'un monde étrange, déjà disparu, et qu'il était impératif pour lui de donner la parole aux morts et aux choses mortes de son enfance. Avant de les rejoindre.

Dépourillé à l'extrême, le style soigneusement nuancé de Goyen cède ici la place au parler d'étranges ignares, s'exprimant dans une langue vernaculaire qui évite, cepen-

dant, tout pittoresque. Et c'est leur parole toute nue que l'on entend, et parfois leur soliloque devant l'éternité.

Du coup — comme le traducteur a accompli sa tâche avec amour, — on touche à ce point où le ton — le ton, qui est beaucoup plus que le talent, — et la musique propres à Goyen sont nés, et où celle-ci a appris les cadences, la variété de couleurs, la délicate magie qui rendent si bien la tendresse inemployée qui gît dans ses créations.

HECTOR BIANCIOTTI.

★ *PRÉCIEUSE PORTE* de William Goyen, traduit de l'anglais par Patrice Repussé, Arcane 17, 206 p., 110 F.

— En préparation aux éditions Arcane 17 : le deuxième numéro de la revue *l'Envers du miroir*, entièrement consacré à William Goyen.

(1) Romans : *La Maison d'hôte*, traduit par M.-E. Coudreau, Gallimard (1954) dans « L'Imaginaire » ; *En un pays lointain*, trad. par M. Weil, Gallimard (1955) ; *Savannah*, trad. par H. Morisset, préf. d'Yves Berger, Grasset (1964) ; *Arcadie*, trad. par P. Repussé, Arcane 17 (1985).

Nouvelles : *Le Fantôme et la Chair*, trad. par M.-E. Coudreau, préface de Michel Mohr, Gallimard (1956) ; *Amour et autres nouvelles*, trad. par M.-E. Coudreau et P. Repussé, Jean-Michel Place, éditeur (1977).

Qian Zhongshu révélé aux Français

Un lettré humaniste de soixante-dix-sept ans dont le roman *la Forteresse assiégée* et Cinq essais de poésie paraissent enfin en France.

UN grand écrivain chinois vient d'être révélé au public français : Qian Zhongshu. Il ne s'agit ni d'un jeune auteur avant-gardiste ni d'un représentant de la « génération de la cinquantaine » qui tient actuellement le haut du pavé de la scène littéraire chinoise, mais tout simplement d'un lettré humaniste de soixante-dix-sept ans qui était déjà actif dans les années 40. Son nom mérite d'être désormais associé, en Occident, à ceux de Lu Xun, Mao Dun, Lao She ou Ba Jin.

Les sinologues connaissent Qian de longue date, et Simon Leys estimait, en 1983, que, si on voulait attribuer le prix Nobel à un écrivain chinois, seul Qian Zhongshu méritait d'être couronné, car « lui, c'est un écrivain de génie... son œuvre est d'une qualité exceptionnelle » (1). Mais aucune traduction française n'était à ce jour accessible. Cette lacune est maintenant comblée. Christian Bourgois publie coup sur coup *la Forteresse assiégée* et *Cinq essais de poésie*. Ces deux ouvrages relèvent de genres différents (le premier est un roman, le second un recueil de pièces de critique littéraire), et leur parution simultanée permet d'embrasser de confirmer l'opinion de Leys. Qian Zhongshu est incontestablement une des personnalités les plus brillantes, les plus attachantes du monde littéraire chinois.

La Forteresse assiégée, dont la première édition remonte à 1947, est le seul roman que Qian ait jamais écrit. Il raconte l'histoire d'un fils de famille, Fang Hong-jian, promis à un avenir brillant.

En effet, il rentre en Chine, après avoir étudié en Europe, à une époque (le début de la guerre sino-japonaise) où « aller à l'étranger équivalait à passer les examens mandarins sous la dynastie des Qing ». Le fait qu'il soit seulement titulaire d'un faux doctorat américain, qu'il a acheté, n'y change pas grand-chose. Fang fréquente un moment les salons de Shanghai, où plumitifs et moralistes précieux rivalisent de mondanité. Après avoir rasé une coquette qui le poursuit de ses assiduités, il est éconduit par celle qu'il courtise, et il se retrouve enseignant dans une université de province, aux confins du Hunan.

Querelles quotidiennes

En butte à l'injustice de ses supérieurs, qui refusent de renouveler son contrat, Fang finit par épouser, presque sans s'en rendre compte, une jeune ingénue qui semble bien folle et docile, mais qui se révèle une redoutable bataillesse, toujours prête à ergoter. Ils s'en reviennent tous les deux à Shanghai, où leur vie de couple n'est plus faite que de querelles quotidiennes. Le mariage apparaît alors au héros comme une forteresse assiégée : « Ceux qui sont au-dehors veulent s'y ruier, ceux qui sont dedans en sortent volontiers ».

A travers la vie médiocre de Fang, c'est une satire sociale sans précédent que nous livre l'auteur.

ALAIN PEVRAUBE.

(Suite page 21.)

(1) Cf. *le Monde*, 10 juin 1983.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Et l'âme ? demande Brigitte, de Jean Bernard
Que pense Walter ?, de Gérard Mordillat

La symphonie inachevée et ses couacs

C'EST qu'on appelle l'« âme », cette aspiration spirituelle et morale apparemment distincte du corps et de la société, qu'en reste-t-il sans les milliards de neurones de notre cerveau, et sans un minimum d'aisance matérielle et culturelle ? Cette double question, deux livres la posent, la même semaine, par des voies si éloignées — réflexion de savant humaniste, d'un côté, fiction néo-populiste de l'autre, — que leur rencontre tient du prodige, à moins qu'elle ne signale un des tourments de l'époque.

Le professeur Jean Bernard ne prétend pas faire œuvre de philosophe. Sollicité de répondre aux écoliers de son village de vacances, il a mis à la portée de tous les publics ses réflexions de grand médecin et de président du Comité d'éthique devant les problèmes moraux que posent les progrès de la biologie. En bon pédagogue, il commence par faire le point sur ces progrès.

On ne sait si la vingt et unième siècle sera religieux, comme l'annonçait Malraux, mais il devrait connaître la maîtrise, terrible si elle ne s'accompagne de nouvelles règles morales, de la génétique et du cerveau. La connaissance de ce dernier a accompli des pas de géant depuis trente ans, grâce à la neurophysiologie, à la neuro-immunologie. On sait désormais quelles substances transmettent nos volontés ou gouvernent nos amours.

Une fois n'est pas coutume : la biologie moderne a donné raison aux moralistes contre le racisme et pour la diversité qui, en liaison avec la sexualité et la mort, a arraché le monde vivant à l'uniformité de la bactérie, et donné leurs chances à cinq millions d'espèces.

Sous forme de brèves prières, de dialogues imaginaires (entre Claude Bernard et Changeux, par exemple), ou de conversations avec un philosophe qui ressemble étonnamment à Jean Guittou, Jean Bernard soulève, en se gardant d'y répondre péremptoirement, les questions de philosophie et de morale courantes que pose la science.

En quoi notre liberté est-elle entamée par notre code génétique ? Notre espérance de vie, en quoi dépend-elle des chromosomes et de nos conditions matérielles d'existence ? L'auteur rappelle que les médecins meurent plus tôt que... les instituteurs ! Depuis sa jeunesse très proche du monde littéraire et artistique, Jean Bernard s'interroge, son Paul Valéry à portée de main, sur la physiologie de l'acte créateur, qu'il s'agisse de chefs-d'œuvre ou de découvertes scientifiques. Y a-t-il une localisation cérébrale, ou une hormone, de l'inspiration ?

Si la sagesse et le sens moral relèvent de la pharmacologie, il serait temps que l'humanité se livre à un traitement dit « d'attaque ». La possibilité de gérer l'hérédité et de modifier chimiquement les comportements ouvre l'ère de la bioéthique, devant laquelle les sociétés libres se trouvent plus désarmées que d'autres, parce que plus discordantes.

APRÈS des débuts triomphants et triomphalistes, le siècle s'achève dans l'angoisse. L'humanité imposera-t-elle des bornes morales à son pouvoir scientifique ? Comme il en va de sa survie, on peut escompter que son instinct de conservation l'amènera à une mutation « par nécessité ». C'est l'espoir du philosophe consulté par l'auteur dans les allées du Luxembourg...

(Suite page 16.)

MAURICE ROCHE

72 F

Pictural & Cie

Maurice Roche
Je ne vais pas bien,
mais il faut que j'y aille

roman

Collection « Fiction »
Éditions Arcane

SEUIL

سكنا من الامم

DU LIBRAIRE



routes, les notices, les modes d'emploi, les prosologies, les plans, etc. Tous les territoires du quotidien sont ses lieux de chasse. Et si, pour Blaise, « le vrai présent n'est que le passé du futur », il ne désespère pas de trouver les voies du chaos intérieur.

Ce manifeste pour une cacophonie silencieuse ne manque pas de verve, mais l'auteur semble parfois presque trop sage, surtout si l'on compare ses écrits à ceux d'un dadaïste tel que Clément Pansaers (1885-1922), qui, en 1919, dans le *Pan-Pan au cul du nu nègre* (2), faisait voler en éclats toutes les bonnes manières littéraires. Pansaers ignorait, lui, les dérapages contrôlés et les clin d'œil au lecteur. Il ne connaissait que la démolition !

P. Dra.

★ 13427 POÈMES MÉTAPHYSIQUES, de Julien Blaine, col. « Le dit », Les Éditions Exil, 364 p., 120 F.

(1) Le premier titre de cette collection était un guide pratique du « service à la table ».

(2) Réédité dans *Bar Nisser et autres textes*, éd. Gérard Labovici, 1986.

RÉCITS

La méditation

lyrique

d'un quadragénaire

« Le 20 novembre 1985, j'ai eu quarante ans... Je me suis retrouvé en train d'écrire ces lignes sur un somptueux carnet prévu depuis longtemps pour cet usage, tel l'agneau élevé en vue du sacrifice... » Ainsi commence le « récit » d'Ariel Denia, *Un anniversaire*. Récit, ou plutôt « monologue hargneux, bavard, intarissable, pleurant, féroce, joyeux, sinistre... », à vrai dire genre littéraire bien difficile à définir, tour à tour provocant, poétique, métaphysique, ou s'exprime tantôt la célébration de la vie et la recherche d'authenticité, tantôt la connaissance de l'intérieur et la joie de se regarder vivre ou de s'écouter écrire.

Mais il comporte aussi un aspect intéressant de réflexion critique où sont stigmatisés « le sortisme, le malentendu, la complexité absurde des choses, la confusion du monde » et, au-delà des maledresses d'une certaine rhétorique et d'une emphase parfois lamarti-

enne, on ne peut pas ne pas être sensible à la méditation lyrique, à l'interrogation qui se heurte aux grandes énigmes de la destinée humaine : le sens de la vie — « le but de la vie, c'est acquiescer une idée de ce qu'est la vie... », — le temps, le vieillissement baudelairien — « n'est-ce que l'un des noms que porte l'inconnu ? Le présent échappe, le passé stupéfie, l'avenir épouvante ». Inédit mais riche, ce livre incalculable mérite d'être lu car on y rencontre souvent, au-delà d'un auteur, un homme.

F. N.

★ UN ANNIVERSAIRE, d'Ariel Denia, Gallimard, 148 p., 65 F.

EN POCHES

● Contribution linguistique aux sciences humaines, l'Homme de paroles, de Claude Hagège, fut un succès de librairie confirmé par plusieurs prix importants (« Folio-Essais », n° 49).

● « La résistance la plus vive au développement de la psychanalyse de groupe entre 1914 et 1932 provient, comme il était logique, de la psychanalyse de Freud. » L'ouvrage de l'inducteur de cette technique, Jacob Levy Moreno, *Psychanalyse de groupe et psychodrame*, est un classique réédité dans la collection « Quadrige » (PUF).

● Dans la collection encyclopédique « Le monde de... » (M.A. Éditions), deux titres : le *Rock*, de Thierry Frébourg et le *Baroque*, de Gérard de Cortanze (n° 30 et 31).

● Les trois volets de la *Cruelty* en rose, de Henry Miller, sont repris en Livre de poche : *Sexus* (n° 6267), *Plaisus* (n° 6268) et *Nexus* (n° 6269).

● Sixte récits aussi courts que macabres d'Ambrose Bierce, sous *Morts violentes* méchamment décriées, dans la collection « Les cahiers rouges », chez Grasset.

● Dans la même collection, les *Poèmes*, de Joseph Delteil, évocation épique et curieuse de la Grande Guerre, *Naissance de l'odyssée*, de Jean Giono, et enfin un choix de poèmes de Philippe Soupault, présentée par Serge Fauchereau.

● Paru en 1962, Jones était le recueil posthume d'un poète, Jean-Paul de Delezen, mort cinq ans plus tôt. Œuvre forte et singulière, mais introuvable depuis longtemps, Jones fait son entrée légitime dans la collection « Poésie/Gallimard » ; mais pourquoi cette présentation horizontale et incommode des poèmes ?

● C'est à bon droit que l'on qualifie l'œuvre d'Edith Wharton de « jamaïcaine » ; ainsi de ce beau roman, la *Récompense d'une mère*, traduit par Louis Gillet et présenté par Viviane Forrester (le GF-Flammarion), n° 454.

● Dans la même collection, Jean Dufournet présente une édition du *Miracle de Théophile de Rutebeuf*, suivi d'un important dossier (n° 457), et Simone Goyard-Fabre signe l'introduction d'une nouvelle traduction de *Périples* de Thomas More, due à Marie Delcourt (n° 480).

● La collection « Bouquins », chez Robert Laffont, poursuit son édition de Léo Malet avec un troisième volume qui contient les *Dernières Enquêtes* de Nestor Burne et commence la publication des *Fantômes* de Pierre Souvestre et Marcel Allain ainsi que celle des œuvres de Rudyard Kipling. Francis Lacassin est évidemment le maître d'œuvre de toutes ces publications.

● Le *Livre de la jungle* et le *Second Livre de la jungle* de Kipling sont également disponibles dans la collection « Presse-Pocket » (n° 2891 et 2892).

ROMANS

La petite fleur

d'Emile Copfermann

David Bercoff, survivant de la grande extermination, réapparaît à vivre dans la France fiévreuse d'après guerre. Afin d'éviter d'autres exilés, il change son nom en Léon Berco, épouse une Française, chrétienne de bonne souche, et devient propriétaire d'un fonds de commerce dans un port sur la côte atlantique. Caroline, sa fille, élevée selon les préceptes de l'Eglise catholique, ne découvre ses « étranges » origines que par l'indiscrétion d'un oncle athée et bavard. A cette époque, Caroline vit difficilement son adolescence entre un père redoutablement conformiste et une mère qui souhaite le mariage à un jeune homme convenable, descendant d'une vieille famille de négociants nantais. La jeune fille préfère le bistrot où se retrouvent ses petits camarades.

Nous sommes au début des années 60, la magie de Brigitte Bardot, de la Dauphine et de Sidney Bechet ensorcelle l'Hexagone ; la guerre, la misère, le chômage, le désespoir de vieux cauchemars oubliés, à la Grande Quinquillerie moderne, rue Neuve, noyée dans

les brumes de l'océan. Caroline préfère la liberté, toutes les libertés, et, surtout, Paris, qu'elle gagne en auto-stop avec Josette, son amie avertie. La course qui l'attend ne la mènera pas à bout de souffle, mais avant que la fille du quinquiller ne devienne Caro, le mannequin célèbre présent sur les couvertures des magazines parisiens et new-yorkais, l'apprentissage sera dur. La jeune fille n'a rien d'une arriviste sans dieu ni loi.

Cette ascension périlleuse de l'univers maussade des chambres de bonne et des emplois marginaux, jusqu'aux « sommets » à l'atmosphère raréfiée, qui étouffe même l'authenticité du désir, nous est rendue dans les plus belles pages du dernier roman d'Emile Copfermann. Nous retrouvons auteur de cette « arpentuse » de charmes les ondes sonores de la petite musique qui traverse les autres textes de cet écrivain nostalgique, toujours à l'écart des modes et de l'agitation du café littéraire parisien. Procédant par des touches rapides, impressionnistes, phrases courtes et dialogues incisifs, Copfermann recrée, plus qu'un certain air du temps, la vérité de deux ou trois personnages proches, familiers, qu'il est difficile d'oublier.

E. R.

★ L'ARPENTEUSE, d'Emile Copfermann, Ramsay, 350 p., 55 F.

EN BREF

● Le GRAND PRIX DE LITTÉRATURE DE LA VILLE DE BORDEAUX a été attribué cette année au dessinateur REMPLAIS.

● L'ACADÉMIE REMPLAIS vient d'attribuer son prix — cent bouteilles de beaujolais — à Alphonse Bonnard, pour son livre *Le Formateur* (Robert Laffont).

● Les PRIX DE POÉSIE « JEAN MALRIEU », récemment décernés à Marseille, sont allés cette année à Bernard Hreglich pour son manuscrit *Matrice Vierge*, à Philippe de Solms pour *La fleur de Jean*, et à Jacques Gossé pour *Procédure des lieux d'appel*. Le prix « Etranger » a été attribué à Wolf-Dietrich Schmarke, pour son livre *Messages clandestins et nouveaux poèmes*, traduit de l'allemand par Raeli Bécouan, édité par Noth.

● Un important cycle de conférences publiques intitulé LE LAÏC ET LE RELIGIEUX est organisé par Pierre Steiner (Paris-VII, UER de sciences humaines classiques). Après Jean-Pierre Verant, (5 février), et Maurice Olender, (12 février), il réunira Jean Bottéro (5 mars), Charles Malamoud (12 mars) et Elizabeth de Fontenay (26 mars). Chaque conférence, suivie d'un débat, a lieu à 21 heures au Centre Censier, Amphithéâtre A, 17, rue de Sorbion, 75005 Paris (informations complémentaires, tél. : 45-67-41-91).

● DOMOKOS KOSARY, président du comité national des historiens hongrois, fera deux conférences au Collège de France, le 19 (« Types de développement des petits États en Europe aux temps modernes ») et le 26 février (« Diversité des « Lumières » ». Le cas d'un pays marginal, la Hongrie). Ces conférences auront lieu à 17 h 30, dans la salle 6.

La mort de Paul Valet

Le moraliste du chaos

« DES centaines de millions de morts me regardent et m'attendent. Fuyez le poète ! » Cette apostrophe d'Émile Verhaeghe (Granit), son dernier livre, qui sera disponible début mars en librairie, et dont François-Xavier Jauard lui avait apporté, il y a quelques jours, les premiers exemplaires.

Paul Valet — de son vrai nom Paul Schwartz — naît en Russie en 1905. Il est considéré dans sa jeunesse comme un pianiste prodige, mais il abandonne le piano peu de temps après son arrivée en France. À l'âge de quinze ans, la langue française deviendra dès lors sa grande passion. Une passion exigeante et presque exclusive.

Devenu médecin, Paul Valet s'engage dans la Résistance durant l'Occupation et dirige les MUR (Mouvements unis de la Résistance) du département de la Haute-Loire. Il entrera alors d'écriture, considérant que la poésie — quelles que soient les circonstances — ne saurait être inféodée à une idéologie, à une classe, ou à un parti.

Paul Valet publie *Sans muselière*, en 1949, grâce à l'amitié de Guy Lévis Mano, qui éditera, par la suite, trois autres de ses livres. Le poète y résume un siècle, qu'il abhorre, en quelques vers :

Le vieux mourut dans la boue
[de Champagne].
Le fils mourut dans la crasse
[d'Espagne].
Le petit s'obstinait à rester
[propre]
Les Allemands en front du
[savon].

Pascal Pia, Maurice Sallat et Maurice Nadeau saluent alors

cette voix éraillée et unique qui veut réunir « dans une énorme gerbe de plaies sauvages tous les suppliciés de notre grand siècle de progrès ».

Peu à peu, Paul Valet dépouille son écriture jusqu'au fragment et à l'aphorisme. Mais, sous l'apparente sécheresse des formules, des orages et des ouragans secouent le lecteur.

Un « gisant debout »

Paul Valet deviendra, quinze ans durant, un « gisant debout ». Cette expérience de la maladie et de l'enfer blanc des hôpitaux psychiatriques, il en rendra compte en 1984 dans *Solitudes terrassées*, que publiera Guy Benoit aux éditions Mai hors saison. « Je n'ai jamais eu un contact aussi propre, aussi respectueux de l'homme qu'avec Benoit. Ce qui est arrivé entre nous dépasse les lois de la nature », nous confiait-il lors d'un entretien (1).

« Les grabataires voient le ciel à sa juste hauteur », disait ce moraliste du chaos qui savait user de tendresse lorsqu'il évoquait ses amis Michaux, Dubouffet et Cioran. Au printemps 1987 paraîtront aux éditions Le temps qu'il fait un *Cahier consacré à ce poète* : « Quand on est pour soi-même une cible vivante, il est dur de viser juste », écrivait Paul Valet, qui ne s'est jamais raté.

PIERRE DRACHLINE.

(1) « Le Monde des livres » du 6 avril 1984.

CIORAN

Aveux et Anathèmes

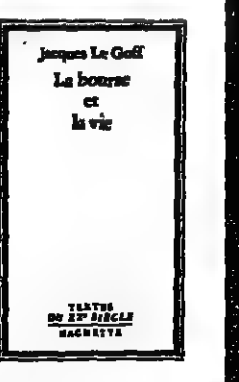
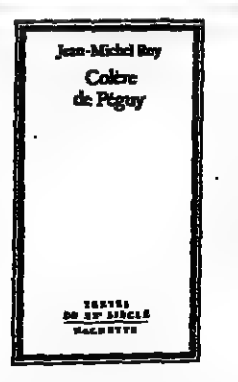
ARCADES
GALLIMARD

35 F. - 154 pages

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-28-80-72

TEXTES DU XX^e SIECLE

Collection dirigée par Maurice Olender



Dans la même collection :

Marc Augé, Un ethnologue dans le métro.

Marcel Benahou, Pourquoi je n'ai écrit aucun de mes livres.

Marcel Desjardins, Dionysos à ciel ouvert.

Julia Kristeva, Au commencement était l'amour. Psychanalyse et foi.

J. Laplanche et J.-B. Pontalis, Fantôme originel. Fantômes des origines. Origines du fantasme.

Nicole Loraux, Façons tragiques de tuer une femme.

Patrice Loraux, Les sous-main de Marx. Introduction à la critique de la publication politique.

Georges Perec, Penser/Classer.

Georges Perec, Je me souviens.

Tzvetan Todorov, Frère bonheur. Essai sur l'homme seau.

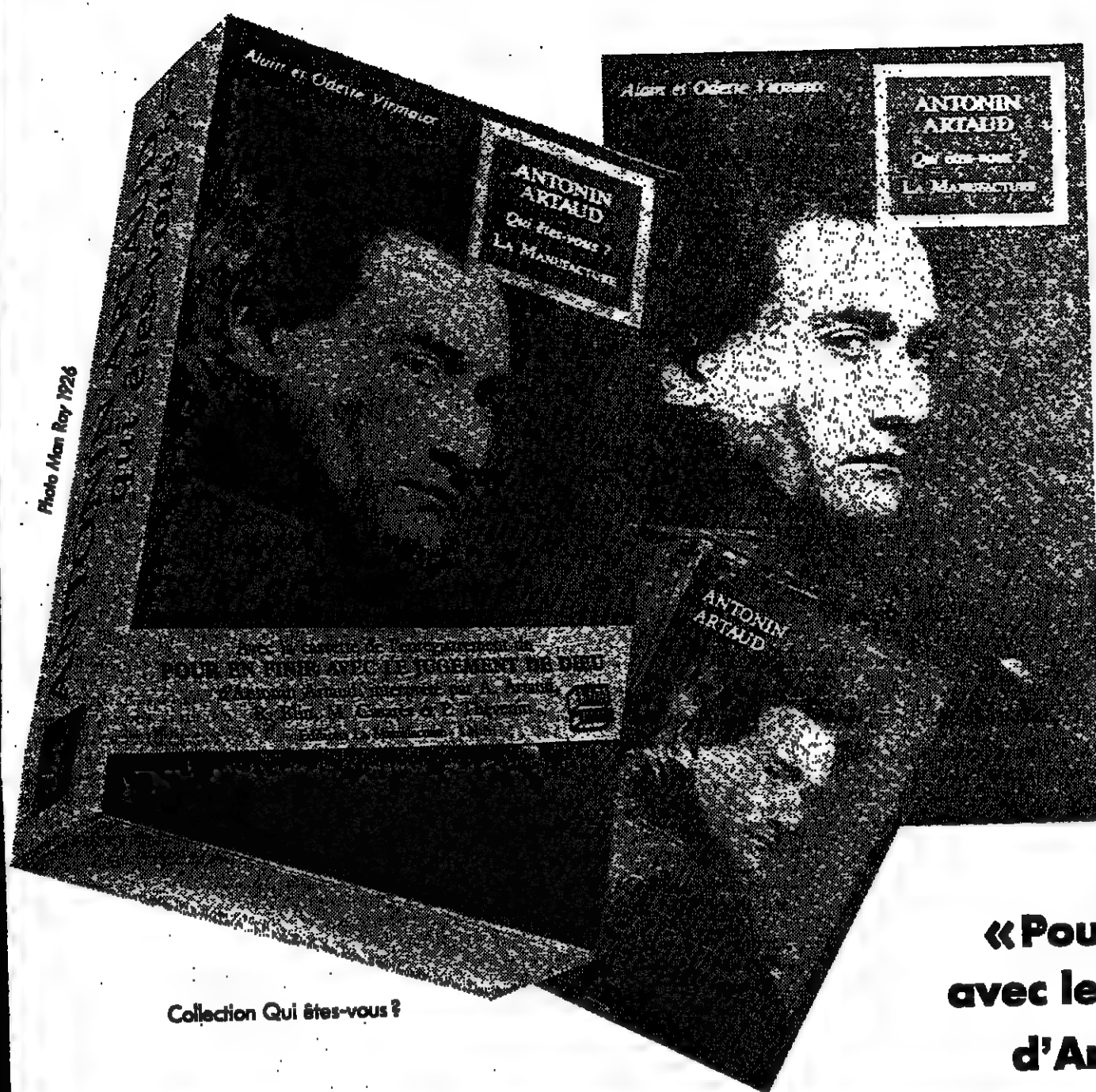
Jean-Pierre Vernant, La mort dans les yeux. Mythes de l'Autre en Grèce ancienne. Antécédents.

Hachette

حکذا من الامم

« Entendre Artaud beugler et vociférer, l'entendre apostropher le néant est stupéfiant. C'est magnifique. »

André Clavel L'Événement du jeudi



« Un document dont les années n'ont en rien émoussé l'extraordinaire violence poétique. »
P. Kéchichian, *Le Monde*

« L'un des événements littéraires les plus importants des 50 dernières années. »
Le Magazine Littéraire

« Un document inouï qui n'a rien perdu de sa saveur. »
Libération

« Fantastique coffret, plein de trésors. »
N. Casanova, *Le Quotidien de Paris*

120 F
**Une biographie
+ la cassette de :**
**« Pour en finir
avec le jugement de dieu »
d'Antonin Artaud**

la manufacture



Deux documents :

La mémoire blessée

Quand votre mère commence à perdre la mémoire, à oublier un rendez-vous, l'heure, un repas, ça fait sourire. Puis ça agace. Quand elle s'enferme dans le mutisme, oublie de se laver, se couche pour boire, disparaît trois jours sans se souvenir de rien, on commence à parler de sénilité précoce. De maladie mentale. Jusqu'au jour où un médecin en prononce le nom : Alzheimer. La maladie qui épouvante aujourd'hui les Américains presque autant que le cancer. « L'autre nom pour la folie » (c'est le sous-titre du livre). Les mots très simples d'une histoire trop vraie, d'un déchirement au quotidien, refus, problèmes, terreurs comprises sans fausses hontes ni exhibitionnisme. Déchirant, mais à lire. La traduction de Gabrielle Rolin est parfaite.

Cosmopolitan



88 F



72 F

La France du tiercé

Un homme qui mise tout sur un cheval ne peut être complètement mauvais.

« G. Konopnicki porte un regard attendu sur les courses. »
J.-F. Bouthors, *La Croix*

« La France du tiercé, petite merveille qui se déguste à petites gorgées ou cul sec... »
Globe

« Au poteau d'arrivée, Guy Konopnicki, flambeur de « nocturnes », nous fait marier. »
Patrice Delbourg, *L'Événement du jeudi*

« La France du tiercé se lit d'un trait et grouille d'anecdotes savoureuses. »
Homéric, Le Magazine Littéraire

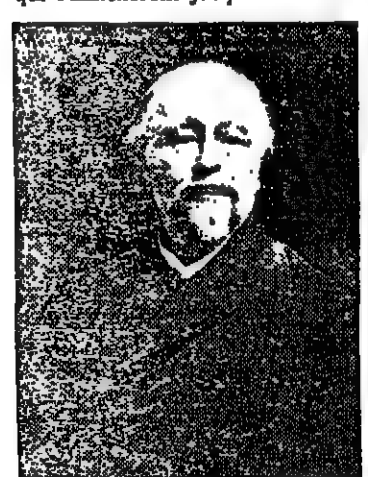
هكذا من الازل

● HISTOIRE

Taine
écrivain classique

Origines de la France contemporaine dévoilée, à défaut d'un maître à penser, un styliste au souffle puissant.

ORIGINES de la France contemporaine, à l'instar du *Capital* ou d'A la recherche du temps perdu, est l'œuvre d'une vie, même si Taine, comme Marx et Proust, a écrit d'autres livres. Rédigé et publié au long de deux décennies, de 1871 à 1893, cet essai de philosophie historique fut longtemps présenté en onze volumes, et il ne couvre pas moins de mille sept cents pages serrées dans l'édition qu'en offre aujourd'hui la collection « Bouquins ». C'est dire que l'immersion dans le texte ne peut qu'être prolongée, et qu'à cet égard Taine ne diffère pas de son devancier Michelet ni de son contemporain Renan, que les vastes synthèses n'effrayaient pas : on demeure au passage confondu par l'étendue des connaissances et des recherches maîtrisées dans leur œuvre par ces professeurs de l'autre siècle !



Taine : il se voulait philosophe avant tout.

On sait que Taine avait été aussi célèbre et influent qu'il est remis de nos jours. La réédition l'an dernier de son étonnante *Philosophie de l'art* (1), celle à présent des *Origines* ne le réinstalle-t-elle pas sans doute pas comme le maître à penser qu'il fut au long de la Troisième République.

Cependant, si l'on veut faire l'effort d'oublier ses héritiers non sollicités, tels Maurras et Barrès, qui l'annexèrent jusqu'à l'extinction de son écho, et pénétrer sans a priori dans les *Origines*, exemple même de la « méthode » de l'auteur, on en mesurera dès l'abord la richesse d'écriture.

Voltaire

« magicien impatient »

C'est qu'il y a erreur sur le titre. Taine n'avait pas réussi l'agrégation de philosophie, et il voulut toute sa vie en appeler d'un échec qu'il trouvait injuste. Il se prenait pour un philosophe, au point d'intituler *Philosophie de l'art* un brillant ouvrage d'histoire esthétique. De même, *Origines* est un essai sur un siècle d'histoire de France, 1789-1893, plus proche des globalisations de Braudel ou de Furet que de l'histoire chronologique de Michelet. Taine n'avait pas par hasard écrit antérieurement une *Histoire de la littérature anglaise* en cinq volumes, l'une des premières du genre ; il est un éminent comparatiste, familier de Carlyle et de Macaulay. Chez lui le style tenu n'est jamais plus accompli que dans le portrait croisé.

Les étonnements commencent dès la première des cinq parties de l'ouvrage, l'« Ancien Régime » : Taine parle de lui à la première personne et au présent, cite Stendhal, Heine et Tourgueniev, évoque le dix-huitième siècle et « le marquis perdu sur la frontière brûlée comme le lieutenant américain dans un blockhaus du Far-West au milieu des Sioux ». Cette minutieuse description de la France d'avant 1789, plaidoyer nuancé pour un clergé éclairé et réquisitoire accablant contre la noblesse, n'a pas d'équivalent. Dénonçant la gabegie, l'inconséquence, l'oisiveté, Taine propose une hallucinante visite à la Mai-

son royale de Versailles : « Sous Louis XVI, il y avait deux portecarreaux du roi qui, tous les matins, en habit de velours, l'épée au côté, venaient vérifier et vider s'il y avait lieu l'objet de leurs fonctions ; cette charge valait à chacun d'eux 20 000 livres par an... Si l'extrême politesse et l'extrême légèreté expliquent qu'en ce siècle la cheville ouvrière de l'éducation est le maître à danser », Taine fait sien ce jugement d'un contemporain : « La rareté d'un sentiment vrai est si grande que je m'arrête quelquefois dans les rues à regarder un chien ronger un os... »

Ennemi de l'Etat

Associant les formidables progrès des sciences exactes et morales des Lumières à l'esprit de la Révolution, Taine rejoint Montesquieu : « Dans une société humaine, toutes les parties se tiennent... ». Son chapitre sur l'esprit classique est un chef-d'œuvre de pénétration historique : on cherchera en vain plus superbe et plus juste appréciation de la langue française, parfaite, sans âme ni « imagination sympathique », inapte au réel, à l'opposé de l'anglaise : « Quand je lis Defoe, Richardson, Fielding, Smollett, Sterne et Goldsmith, je connais l'Angleterre du dix-huitième siècle... ». Aucun dénigrement cependant : pour Taine, « l'Europe n'a pas d'écrivains plus grands » que Montesquieu, Voltaire, Rousseau et Diderot, qu'il compare souverainement comme plus loin il situera Marat, Danton et Robespierre. Voltaire, « magicien impatient, hostile à l'ennui... »

Vient la Révolution et, chez Taine, la manifestation de l'esprit de réaction. La « souveraineté des passions libres », dont il a pour tant largement justifié l'explosion, l'horrible à ce point qu'en huit cent cinquante pages il n'écrit pas une ligne de simple compréhension du mouvement, sinon pour apprécier comme malgré lui l'énorme tâche constituante. C'est que le mal a un nom, l'Etat, monstre entretenu par la royauté et devenu « crocodile » sous la Révolution. C'est l'époque des grands principes résumés par le « censeur » Robespierre : changer l'homme contre son gré et pour son bien. Il n'est pas nécessaire d'être révisionniste pour s'effarmer de ces excès, comme de ceux nés des tentatives ultérieures du même ordre. En revanche, il éprouve dans la cinquième partie, le régime moderne, une intense admiration pour Napoléon I^{er}, « l'italien » : sans rien céder de son égoïsme assassin, Taine l'aboutit au nom des propensions impériales à l'égalité et à l'intégration.

Sa critique du Second Empire et des réformes sociales en cours depuis la défaite de 1870 n'est plus du même ordre : l'historien fait place au moraliste préoccupé du devenir des fondements de la société française. Que ceux qui ne voient en Taine que l'historien mécaniste de la race, du milieu et de l'époque, plongent dans les *Origines* : l'ennemi de l'Etat qu'est l'auteur paraît singulièrement contemporain aux tenants d'un libéralisme en mal de racines. Ses contradictions - idéologiques - c'est lui qui emploie le mot - demeurent, et en particulier son refus de considérer l'énergie des masses. Elles n'annulent cependant ni l'étendue scrupuleuse de l'enquête historique ni, surtout, son agrément littéraire.

OLIVIER BARROT.

★ ORIGINES DE LA FRANCE CONTEMPORAINE, d'Hippolyte Taine, Robert Laffont, collection « Bouquins », deux volumes de 840 et 860 p., 100 F. chacun.

(1) Voir le Monde du 21 mars 1986.

● RELIGIONS

Un œcuménisme
hors des sentiers battus

Le dialogue entre les Eglises chrétiennes s'enlise. Deux théologiens protestants demandent si les divergences actuelles justifient encore le maintien d'une séparation de quatre siècles.

Il y a belle lurette que les événements rapprochant les Eglises séparées depuis quatre siècles ne font plus les gros titres. L'œcuménisme s'enlise dans la routine ou l'affrontement de spécialistes.

Certes, les gestes symboliques ont toujours fait plus pour la cause de l'unité que les rencontres d'experts aux quatre coins du monde. Sans remonter au baiser de paix entre Paul VI et Athénagoras et à la levée des anathèmes, en 1965, entre catholiques et orthodoxes, la visite d'un pape à un temple luthérien de Rome en 1983 et la récente rencontre de prières à Assise entre des responsables chrétiens et non chrétiens ont représenté de réelles avancées œcuméniques.

Trois livres donnent la mesure des progrès accomplis depuis que l'Eglise catholique, lors de son dernier concile, a renoncé à la prétention de réunir tout le monde derrière elle, mais en même temps ils soulignent l'essoufflement des dialogues théologiques bilatéraux et multilatéraux.

Ils sont écrits par de grands théologiens luthériens - André Birmelé, Oscar Cullman - dont la passion pour cette cause ne s'est jamais démentie. Ils ont le mérite de ne pas verser dans le discours euphorique et de cerner avec précision l'étendue des difficultés qu'il reste à surmonter.

Pour nos deux théologiens protestants, le dialogue échappe toujours, comme sur un aimant, sur les questions ecclésiologiques.

Un « ample consensus »

Les furieux débats sur la « justification » (par la foi ou par les œuvres) qui, depuis Luther, ont empoisonné l'histoire des relations entre catholiques et protestants sont aujourd'hui dépassés. Le bilan impressionnant du dialogue luthéro-catholique que dresse André Birmelé souligne l'« ample consensus » réalisé sur la justification, c'est-à-dire les voies de salut en Jésus-Christ. Mais il n'a eu aucune suite en termes ecclésiologiques, c'est-à-dire sur le rôle et la répartition des ministères, sur la place de l'Eucharistie et des sacrements.

La « différence fondamentale » s'est ainsi déplacée : c'est la conception de l'Eglise, et plus précisément celle des ministères, qui perpétue la division. Chez les luthériens, le ministère est fonctionnel. Personnaliste, l'acte de foi peut se passer de la médiation d'un ministre ou de la sacramentalité d'une Eglise. Chez les catholiques, au contraire, le ministère est une forme de parti-

ou non fant-il continuer à tourner autour de l'obstacle ? Qui ou non ces divergences sur les ministères et la nature de l'Eglise justifient-elles encore le maintien d'une séparation quatre fois séculaire ? N'est-il pas temps au contraire de les admettre comme l'expression légitime d'un pluralisme dans l'Eglise universelle ?

Bref, c'est un véritable saut qualitatif qu'il propose au dialo-



CAGNIAT.

cupation au sacerdoce du Christ, et c'est elle qui détermine toute la structure hiérarchique de l'Eglise.

Bien sûr, aucune des Eglises n'ignore cette différence irréductible. A Lima en 1982, leurs représentants ont signé un document commun baptême, Eucharistie, Ministère, qui s'y rapporte directement : mais sa ratification en cours est laborieuse.

La question posée par Birmelé est une sorte de provocation : oui

ou œcuménisme. Et Oscar Cullman, quatre-vingt-cinq ans, ancien professeur à Paris et à Bâle, observateur protestant à Vatican II, dans un petit livre qui est son testament spirituel, va encore plus loin dans cette éthique de conviction : l'unité des chrétiens se fera « par » leur diversité, et non « malgré » elle.

Il croit moins que jamais à une sorte d'ONU des Eglises réconciliées et uniformisées. Son modèle n'est pas celui d'une fédération,

sorte de Conseil œcuménique de Genève élargi aux catholiques, ni d'une fusion. Il combat l'« impotence œcuménique » - celle des célébrations interconfessionnelles sauvages - autant que le « conservatisme », source de l'indifférence actuelle.

La méthode qu'il propose est révolutionnaire : il ne s'agit plus de chercher à éliminer des divergences, mais de les inclure dans un projet de « communauté d'Eglises séparées », gardant leurs éléments spécifiques et respectant ceux des autres.

Bouteilles
à la mer

Exégète, Oscar Cullman a trouvé une sorte de sésame dans le Nouveau Testament : « Partout où l'Esprit est à l'œuvre, la diversité naît au sein de l'unité ». Ce qui veut dire que chaque communauté ou Eglise particulière a sa charisme propre et que, si elle y renonce au profit d'un projet qui brouillerait les différences, on n'aboutirait qu'à un semblant d'unité.

Reste que Cullman bute sur le point de savoir quelle forme pratique donner à ce rassemblement d'Eglises et s'il faut lui donner une superstructure. Est-il possible, côté catholique, d'envisager une union sans le lien unificateur qu'est le pape ? Et puisque les protestants reconnaissent désormais la papauté comme une institution de droit humain (mais pas de droit divin), pourquoi ne le reconnaîtraient-ils pas comme président d'une communauté d'Eglises ? Même si elles ressemblent un peu à des bouteilles à la mer, ces initiatives traduisent une soif réelle de sortir l'œcuménisme des sentiers battus.

HENRI TRINCO.

★ LE SALUT EN JÉSUS-CHRIST DANS LES DIALOGUES ŒCUMÉNIQUES, d'André Birmelé, Le Cerf, 528 p., 169 F.

★ L'UNITÉ PAR LA DIVERSITÉ, d'Oscar Cullman, Le Cerf, 130 p., 59 F.

★ FACE A L'UNITÉ. Tous les textes officiels de la Commission internationale catholique-luthérienne, Le Cerf, 390 p., 92 F.

Le croissant contre la faucille

BEaucoup de sociologues ont désigné, ces dernières années, la fissure que constitue dans le béton soviétique le Sud musulman de l'Union. Rares sont ceux qui ont décrit la faille dans sa profondeur humaine et historique. Aucun n'y a apporté le luxe de détails fourni par Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier-Quelquejey. Si la faucille soviétique a espéré longtemps jouer les mantes religieuses et, sous couvert conjugal, dévorer son partenaire, le croissant d'Asie centrale, en revanche celui-ci n'a jamais songé sérieusement à consommer une mésalliance aussi « impie ». Cela est plus vrai aujourd'hui que jamais, à l'heure où le système islamique quasi universel constitue le plus formidable encouragement à la résistance qu'ait jamais reçu cette Asie musulmane colonisée par les Russes depuis les Românov.

Face au commissaire politique, face à l'armée rouge, c'est le soufflé, c'est-à-dire l'adepte des confréries islamiques, qui inspire le djihad (1) moral et éventuellement physique. Car dans ces confréries, comme en toute chose en Islam, le mysticisme et la foi font bon ménage avec l'engagement politique, et si nécessaire la lutte armée. Les Russes, dans la partie musulmane de leur empire, sont « doublement hais comme conquérants et comme infidèles athées ». Les fidèles de Mahomet ne peuvent digérer que la

Grande Encyclopédie soviétique ait décrit ainsi l'islam : « Il a toujours joué un rôle réactionnaire en tant qu'instrument d'oppression spirituelle des travailleurs ».

En 1942, au plus fort de la guerre mondiale, la nécessité des temps favorisait un rapprochement entre Staline et ses sujets musulmans. Le bon M. Khrouchtchev revint à la désislamisation à poigne. L'ardeur iconoclaste se relâcha après sa chute, et les représentants du Kramlin dans les contrées musulmanes revinrent à des méthodes moins violentes, tablant sur l'éducation ou sur les prébendes.

La guerre d'Afghanistan a provoqué un nouveau retour de manivelle dans le Sud soviétique, Moscou réalisant que si « la coopération avec un islam décadent et moribond pouvait être payante, elle devenait dangereuse avec un partenaire dynamique et plus mobilisateur que le marxisme-léninisme ». En réalité, si l'islam est en Union soviétique comme ailleurs, intellectuellement appauvri voire décadent, il n'a jamais été moribond quant à la foi et à l'espérance politique, grâce notamment aux multiples confréries, aussi influentes que clandestines. Une sorte de charbonnerie...

Cette réalité cruelle pour eux, les dirigeants soviétiques ne peuvent maintenant plus l'ignorer, vivement illuminée qu'elle est par les brasiers d'Iran,

d'Afghanistan et d'ailleurs. De même, la fiction de « l'URSS amie traditionnelle des musulmans » ne tient plus. La seule parade qu'a au pour l'instant trouver l'inventif Gorbachev à cette force qu'il sent grossir comme une tumeur dans le flanc méridional de ses Etats est d'y accentuer la russification... Ce faisant, il fournit de nouveaux éléments aux confréries dans leur sourde opposition au « communisme blanc-russe ».

Un long compte à rebours a commencé ! Nul ne sait quand il se terminera mais il est suivi, en toute confiance quant à l'issue, avec cette patience qui est un des atouts de l'islam, par une communauté multiple en ses langues mais unique en ses croyances, et qui comptera 65 millions d'âmes en l'an 2000, soit alors un quart du total de la population soviétique. Dans ce livre qui fut, à l'origine, un rapport commandé par le gouvernement américain, A. Bennigsen et C. Lemercier nous fournissent toutes les données du jeu. Il n'est qu'à s'installer pour le suivre, il sera passionnant...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ LE SOUFFI ET LE COMMUNISME (les confréries musulmanes en URSS) d'Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier-Quelquejey, Seuil (1986), 315 p., 125 F.

(1) La guerre sainte.

A signaler aussi...

★ L'Aventure de la Réforme, sous la direction de Pierre Chauvin. — Pour clore le quatre cent cinquantième anniversaire de l'introduction de la Réforme calviniste à Genève (1538-1986), un volume illustré réunit seize spécialistes du protestantisme. (Hermann et Desclee de Brouwer, 285 p., 490 F.)

★ Qui, je crois, d'Albert Chambon. — Un ancien ambassadeur explique ses raisons de croire en l'avenir des Eglises chrétiennes dans le tiers-monde et l'Amérique latine. Une invitation à sortir de l'Hexagone. (Le Cerf, 112 p., 45 F.)

★ Communautés ecclésiales de base, de Marcello Azevedo. — Un jésuite brésilien décrit un des phénomènes les plus controversés de la réalité des Eglises en Amérique latine. (Le Centurion, 236 p., 118 F.)

★ Les Structures du sacré chez les Arabes, de Joseph Chelhod. — Réédition non retouchée d'un ouvrage de base écrit il y a vingt ans et qui propose toujours une éclairante et solide approche anthropologique et spirituelle de l'islam, au-delà de l'actualité politique et religieuse. (Maisonneuve et Larose, 285 p., 126 F.)

★ Traité de l'amour, d'Ibn Arabi. — Le saint Jean de la Croix de l'islam avait inclus dans son œuvre maîtresse, les Conquêtes mystiques, un « traité sur l'amour ». L'amour de Dieu, l'amour des amants. Un grand texte traduit et présenté par Maurice Bioton. (Albin Michel, 320 p., 40 F.)

Une pédagogie de la liberté

Deux ouvrages pour mieux comprendre la tradition juive : le Livre brûlé et Introduction au Talmud et au Midrash

L'UNIVERS de la pensée juive est un vaste espace où le lecteur non averti risque sans cesse de se perdre. Les rabbins eux-mêmes parlent du Talmud comme d'un océan. Comment, en effet, ne pas être intrigué par cet amoncellement de pages où le commentaire côtoie sans cesse le texte, où des gloses se surajoutent les unes aux autres, où les marges ne sont que prétextes à l'inscription de nouvelles remarques ?

Il n'est pas très loin le temps où ces textes mystérieux qui, pour le judaïsme, sont indispensables à la compréhension du texte biblique, étaient confisqués et brûlés en public, accusés de diffuser l'hérésie. Deux récents ouvrages éclairent la véritable nature de ce que l'on a coutume d'appeler la tradition orale du judaïsme.

Le premier est une *Introduction au Talmud et au Midrash*, de H.L. Strack, célèbre orientaliste allemand du siècle dernier, dont le texte a été entièrement refondu et mis à jour par G. Stemberger. Maurice R. Hayoun s'est chargé de l'adapter et de le traduire en français. Ce volume savant sera d'une grande utilité pour tous ceux qui désirent comprendre dans quel cadre historique la tradition juive du commentaire, à la fois législatif et philosophique, s'est développée.

Il décrit aussi avec une grande précision la composition des principaux textes de la littérature rabbinique, s'efforce d'en éclairer la méthode et de présenter les générations de maîtres qui se sont suc-

cédé dans l'élaboration de cette pensée. Véritable guide dans la difficile approche du Talmud, ce livre constitue un manuel, au sens vrai du terme, qui comble incontestablement un vide pour le lecteur francophone.

D'une tout autre nature est l'ouvrage d'un jeune rabbin philosophe, Marc-Alain Ouaknin, *Le Livre brûlé. Lire le Talmud*. S'il commence, lui aussi, par présenter les modalités essentielles de la transmission du texte révélé dans le judaïsme et par décrire la manière dont l'oralité, visant à prendre le relais de l'écrit, est conçue comme un prolongement consubstantiel au texte lui-même, M.-A. Ouaknin cherche surtout à entamer une longue méditation sur le Livre.

La nécessaire liberté du lecteur

En 1808, un grand maître du hassidisme, Rabbi Nahman de Braslav, décida de brûler un de ses livres, auquel il donna par la suite le nom de *Livre brûlé*. Comment expliquer un tel geste ? N'est-il pas symbolique de l'ambiguïté du Livre, texte où l'inscription nécessaire de la vérité risque à chaque instant de la figer, de la faire mourir ?

Mais surtout, comment concilier l'acte même de la lecture, qui est apprentissage, avec la nécessaire liberté du lecteur, récepteur d'une parole qu'il doit à son tour transmettre et renouveler ? Ne faut-il pas, au fond, un jour brûler

les livres d'un feu qui n'aurait rien à voir avec celui des autodafés, pour que naisse une pensée libre et nouvelle ?

Telles sont les questions que, chemin faisant, pose *Le Livre brûlé*. Pour Marc-Alain Ouaknin, le geste de ce rabbin hassidique – tout comme la longue réflexion du Talmud sur les livres qu'il faut sauver si un incendie se déclare le jour du Shabbat – est le signe d'un souci constant de la tradition juive de ne pas transformer l'autorité du texte révélé en un discours à la fois totalisant et totalitaire. Derrière la question du Livre émerge le problème de la subjectivité.

Mobilisant tour à tour Jabès, Lévinas, Blanchot, cette réflexion se veut autre chose qu'une analyse apologetique. Somme toute, en faisant de la lecture, à travers la durée des siècles, un entretien infini où chacun est à la fois disciple et Maître, où sans cesse la parole et l'écoute se répondent, la tradition juive aurait mis en place une pédagogie de la liberté. Enseignement indispensable au jour d'hui, alors que le champ social et politique tend de plus en plus à envahir cet espace où se déploie le livre, l'individualité du lecteur, indispensable pour que la vérité elle-même ait un avenir.

DAVID KESSLER.

* INTRODUCTION AU TALMUD ET AU MIDRASH, de H.L. Strack G. Stemberger, traduction et adaptation de Maurice Hayoun, La Cerf, 432 p., 196 F.

* LE LIVRE BRÛLÉ, de Marc-Alain Ouaknin, Lieu commun, 418 p., 125 F.

La Tora ou la vie avant la loi

Alsacien vivant en Israël, Claude Vigée restitue, en poète, la variété et l'émotion des rites sacrés

C'est un chant. Poète, essayiste, Claude Vigée, né en Alsace, est l'un des rares écrivains juifs de langue française vivant en Israël. Son expérience religieuse vient moins de son éducation, dans une famille assimiliée et fort peu dévote, que d'un sens aigu du mystère. Tout petit, il cherche à deviner, dit-il, « ce qui se cache derrière l'activité bizarre de marionnettes affublées de châles de prière blancs rayés de noir ou d'azur, nus par une piété mécanique et moribonde ».

Mais c'est, comme l'on dit, une vocation tardive. Il faut la perte, dans l'horreur de l'extermination, d'une cinquantaine de siens – parents, voisins, amis, – et un séjour aux États-Unis, pour que cet Alsacien de Bischwiller redécouvre son patrimoine judaïque, limité et enfoui.

En matière de connaissances juives, il en est au niveau de sa « bar mitsva » en culottes courtes. Il se définit lui-même comme un « autodidacte ». La beauté de la langue lui sert de révélation : à travers l'hébreu qu'il se met à apprendre sur le tard, Claude Vigée découvre la substance musicale et sémantique de la Bible. Depuis 1960, il enseigne à Jérusalem.

Le Parfum et la Cendre, son dernier ouvrage majeur, en 1984, était déjà une sorte de méditation, sous forme d'entretiens, du livre de Jonas. *La Manne et la Rosée*

est une œuvre plus ambitieuse. Claude Vigée introduit le lecteur au cœur de son expérience religieuse, mais son livre est plus qu'un miroir ou un témoignage. Il est une sorte de plongée initiatrice dans la tradition juive, dans les plus belles pages de la littérature mosaïque et talmudique, dans la variété et l'émotion des rites sacrés.

Tendresse et nostalgie

Claude Vigée n'est pas théologien. Il fuit l'érudition. La Tora est, pour lui, moins une loi qu'un programme de vie. Son livre est accessible à tous. Le chrétien, en particulier, y puisera une lecture de la tradition juive plus ouverte, que ne lui laisse supposer l'habituel catalogue de prescriptions hermétiques du judaïsme.

Le privilège du poète est d'être un homme libre, mais Claude Vigée n'a rien de l'intellectuel subversif. Au contraire, son récit de la révélation divine dans le roc du Sinaï, celui de l'Exode après l'esclavage dans les « goulags » de l'Égypte pharaonique, celui de la Pentecôte au désert, entendent témoigner de la tendresse de Dieu pour l'homme.

Les pages les plus belles sont celles où il restitue, avec nostalgie, le climat des fêtes juives, dans le froid et le brouillard de

son Alsace natale. Il rapporte les odeurs de « pot-au-feu aux quenelles faites de farine de pain azyme ». Le lecteur se sent comme invité à la table familiale du nouvel an juif ou de Pessah.

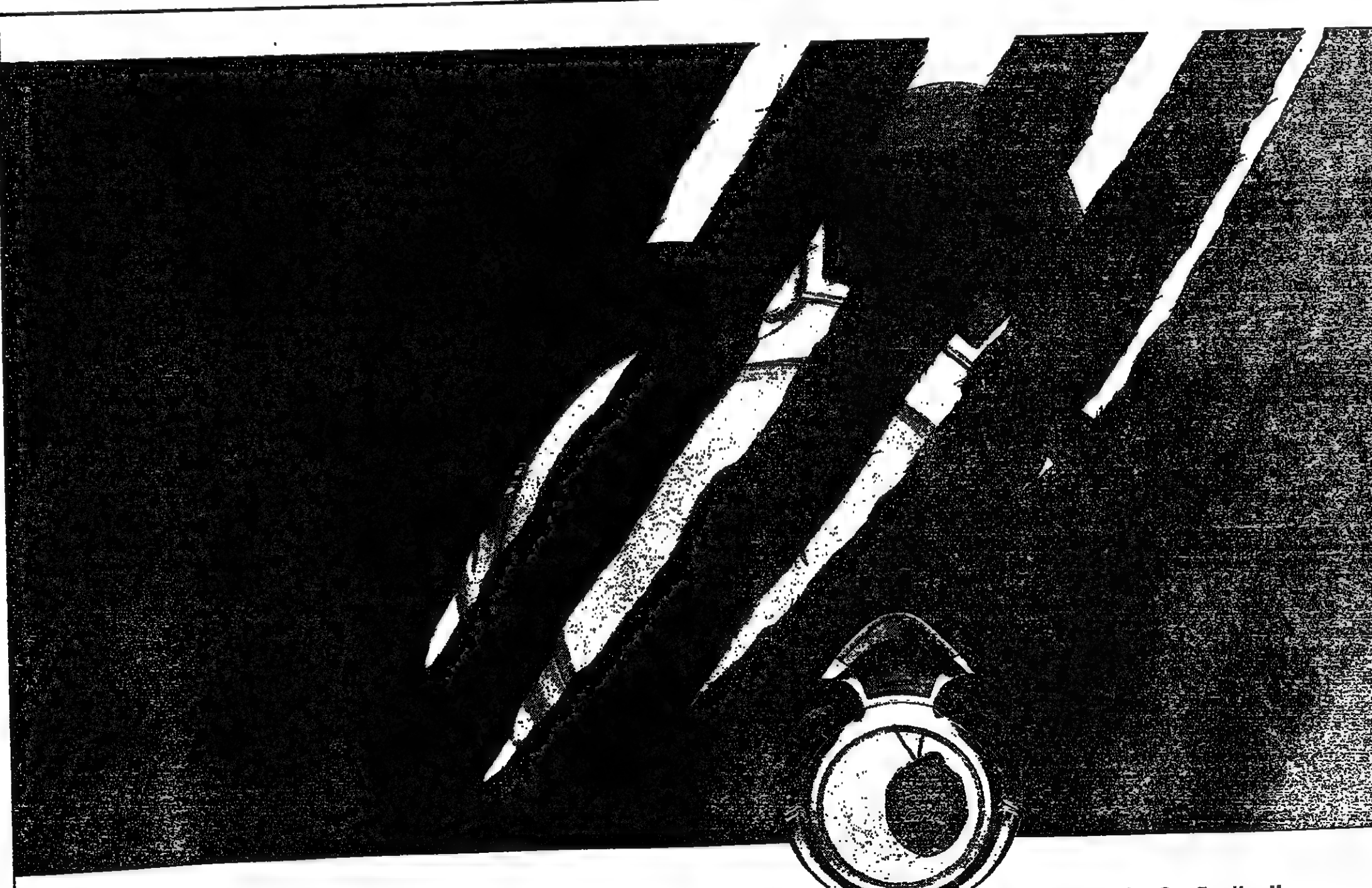
Homme libre, le poète n'entend cependant pas faire œuvre gratuite. Le Dieu du buisson ardent n'est pas « un Dieu-chose qu'on enferme dans une boîte, un tabernacle, une synagogue, une Église, un État dans ce monde ». Vigée a horreur du fanatisme religieux. Sa vision de l'homme, du temps, du monde, est tragique. Elle serait désespérante s'il n'y avait, dit-il, cette voix en nous qui précède toutes nos divisions. Son livre est un chant, mais aussi une prière et un cri.

H. T.

* LA MANNE ET LA ROSÉE : FÊTES DE LA TORA, de Claude Vigée, Desclée de Brouwer, 240 p., 99,50 F.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12



CARTIER JUSQU'AU BOUT DES GRIFFES

PARFUM
Panthère de Cartier
Paris

هكذا من الاجل

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

L'ÉTERNEL RETOUR DU DIVIN MARQUIS

La violence et le risque

par Michel DELON (*)

La guerre de tranchées est enfin terminée. Longtemps, adversaires et défenseurs de Sade ont échangé des injures : sadiques de droit commun pour les uns, poète de droit divin pour les autres. Ses œuvres apparaissent tout à tour comme une graphomanie d'érotomane et comme la révélation d'une beauté inouïe. En juin 1985 mourait Gilbert Lely, héritier moral de Maurice Heine et infatigable défenseur de la mémoire sadienne. Sa *Vie de Sade*, plusieurs fois rééditée, patiemment complétée au fil des découvertes, ouvrait la collection des *Œuvres complètes*, au Club du livre précieux. L'homme Sade y était justifié dans chacun de ses gestes, ses romans magnifiés comme l'illustration de l'amour fou. Avec Lely disparaissait sans doute le principe de l'inconditionnalité, en même temps que s'apaisait l'ancienne hystérie anti-sadienne.

Le Marquis serait-il donc devenu un auteur comme un autre ? Ce serait compter sans l'agressivité que distille son écriture. Il reste quelques comptes à régler. Jean-Jacques Pauvert qui, le premier, a donné à lire tout Sade, entreprend une nouvelle édition des *Œuvres complètes* (1) qu'il accompagne de deux essais : une introduction au texte proprement dit, confiée à Annie Le Brun, et une biographie dont il vient de faire paraître le premier tome. Gilbert Lely avait réuni la vie et l'œuvre dans une seule œuvre apologétique. Annie Le Brun et J.-J. Pauvert se répartissent la tâche, en toute complicité. La première se réserve les superlatifs et le lyrisme, au second reviennent les documents concrets, mais tous deux s'accordent pour « dénuider » — au sens où on dénuide des fils électriques — leur auteur, pour retrouver la violence et le risque de son texte.

Le noyau de nuit

On connaît Annie Le Brun, ses attaques contre un certain féminisme (*Lâchez tout*) (2) et ses enthousiasmes pour le roman noir (*Les Châteaux de la subversion*) (3). De la même encre corvine et inspirée, elle se livre à un jeu de massacre dont les victimes sont ceux qui ont cru expliquer Sade d'un mot, que ce soit, pour Paulhan, la littérature, pour Klossowski, le péché, pour Bataille, le sacré, pour Blanchot, la négativité, pour Foucault, la représentation classique, pour Barthes l'écriture... Fidèle à ses origines, Annie Le Brun n'ose pas ajouter : pour les surréalistes, l'amour. A l'image de son auteur, elle se veut violente et impatiente. Injuste s'il le faut, pour ramener l'attention sur le noyau de nuit de cette œuvre, l'insupportable paroxysme des *Cent Vingt Journées de Sodome*.

Débarassée de tant de douteuses transcendances, Annie Le Brun revient donc au texte, à celui des romans les plus cités (*Justine*, *Juliette*, la *Philosophie dans le boudoir*), mais aussi à celui du théâtre ou d'*Aline et Valcour*, somme sadienne méconnue. Son ton préemptoire et ses affirmations prophétiques peuvent irriter : pourtant ils ne légifèrent ni ne prétendent épuiser la vérité de Sade, ils restituent mimétiquement le choc qu'il provoque dans la nudité de son corps et de sa phrase. Ce choc qu'un hémistichisme résume : *Soudain un bloc d'abîme*.

A texte insupportable, homme dangereux. Une certaine modernité minimisait ses « crimes » pour mieux chanter son écriture. La démarche d'Annie Le Brun appelle comme son complément et son envers la biographie de Pauvert. Après les recherches de Maurice Heine et de Gilbert Lely, des mines de documents attendaient encore dans les archives.

Récemment un chercheur provençal, Henri Fauville, a fouillé les fonds d'Aix et d'Avignon pour établir l'histoire du château de Lacoste et restituer *Sade en Provence* (Edisud). Lacoste n'y est plus l'épave mythique chanté par les poètes, mais une terre concrète. Tout ce que signe Sade est amour, décidait Lely : tout ce que signe Sade est arrogance, répond H. Fauville qui brosse le

portrait d'un aristocrate imbu de ses privilèges, cramponné à des droits qui s'amenuisent, incapable de comprendre la mentalité de ses villageois. A la façon dont le château dresse aujourd'hui les pans de ses murs, la vie de son seigneur s'offre comme un champ de pierres et de contradictions dont il est difficile de tirer un monument biographique. Pauvert reprend les pièces du dossier, réexamine les affaires : la flagellation d'Arcueil, les pastilles à la cantharide et la sodomie de Marseille, les « petites filles » et le secrétaire de Lacoste. Il n'explique pas tout, mais écarte les réponses toutes faites pour échapper au dilemme du réquisitoire ou du plaidoyer.

Orages, tempêtes

Il s'interdit la divination, mais des bouffées de lyrisme soulèvent son récit quand il évoque, à la veille du scandale de Marseille, la détérioration de la météorologie : les gazettes font état d'orages, de tempêtes ; les vents du sud sont soudain sensibles au lecteur. De même, lorsque Sade dans une lettre parle de château, « irrémédiablement fermé, feux éteints » et de sa décision « par mille raisons, de voir très peu de monde cet hiver », Pauvert nous communique son trouble.

De cette plongée dans les archives, Sade sort transformé. Plus humain, dans son attente d'une affection paternelle, son amour des animaux, plus inquiet aussi : il ne peut plus plaider la persécution de sa belle-mère, indulgente jusqu'aux limites du possible, ni les simples outrances mentales avec Rose Keller à Arcueil ou les jeunes domestiques de Lacoste. Pauvert pose la question qui était devenue tabou : et si Sade était quand même sadique ? Ne nous hâtons pas de rendre sympathique, moderne ou littéraire une « innocence sauvage », qui mêle indistinctement le sang et l'encre. Le premier tome de sa biographie laisse l'aristocrate, lorsque se ferment les portes de Vincennes en février 1777. Il ne faudra pas moins d'une révolution pour les faire se rouvrir.

A Le Brun et J.-J. Pauvert dégagent ainsi le terrain. Le grand palimpseste critique était nécessaire pour écarter la suspicion judiciaire et faire entrer Sade dans l'institution scolaire. L'œuvre n'a plus besoin désormais de tels états. Aussi, la nouvelle série des *Œuvres complètes* se présentent-elles sans préfaces, les couvertures sont blanches : lavées de tout commentaire. De simples notices fournissent les indispensables repères bibliographiques. La collection du Club du livre précieux suit l'ordre chronologique des premières publications, mais aussi le hasard des découvertes de manuscrits. Des compléments s'y étaient ajoutés, pourtant.

Traque et trafic

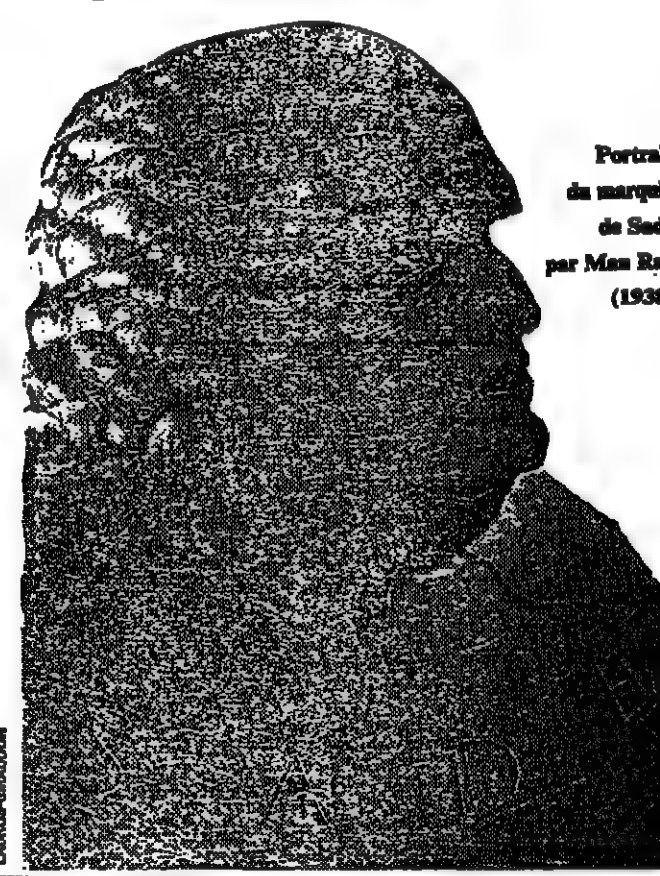
Le théâtre, exhumé des archives familiales par Jean-Jacques Brochier, y manquait encore. A. Le Brun et J.-J. Pauvert ont classé dans leur ordre de rédaction des papiers et des œuvres qui ont subi durant deux siècles la traque des policiers et le trafic des marchands. Mais pour sidérer d'émble le lecteur, ils plaquent en tête de la collection les *Cent Vingt Journées*, quitte à les faire suivre d'écrits de jeunesse, anodins sinon purement mondains.

Des quinze volumes prévus dans la nouvelle série des « Œuvres complètes », le tiers est paru. Les deux premiers présentent le travail du prisonnier de la Bastille, œuvres inédites de son vivant et brouillons d'œuvres futures. Avec *Justine* et la *Philosophie dans le boudoir* (tome III), *Aline et Valcour* (tome IV et V), on aborde les premiers textes publiés par le célèbre marquis. Ni commentée ni

critique, l'édition ne se veut pas non plus définitive. Elle met à la disposition du public une œuvre devenue introuvable. L'établissement des textes devra être plus tard revu. Et d'ici que s'achève le quinzième volume, le paysage aura sans doute encore changé. Un véritable chantier s'active, en effet, autour des manuscrits familiaux et des grands romans. Thibault de Sade promet chez Fayard quatre ou cinq volumes de *Papiers Sade*, tirés de ses malles. On découvrira enfin, les lettres feuilletées par les uns, brièvement citées par les autres, nombre aussi de documents nouveaux sur le père, la femme, la belle-mère du marquis. Une part proprement littéraire de cet ensemble concerne le *Voyage d'Italie*.

Thibault de Sade est aidé dans sa tâche par Maurice Lever qui, fort de cette information, annonce une autre biographie de Sade. Parallèlement à ce déchiffrement

Une nouvelle édition des œuvres complètes de Sade, un essai, des biographies, trois volumes de la Pléiade en préparation, des livres de poche..., tout un remue-ménage autour du prisonnier de Charenton, pour une fin de siècle sadienne.



Portrait du marquis de Sade par Max Ray (1938).

minutieux se préparent trois volumes de la « Bibliothèque de la Pléiade » qui établiront sur les éditions originales le texte des grands romans et, espérons-le, sur le rouleau manuscrit, celui des *Cent Vingt Journées*. Ils fourniront surtout l'annotation qui montrera de quelle marquerie d'emprunts, de collages, de citations et de détournements se constitue l'invention sadienne. Selon la formule de Paul Valéry que se plaît à citer Jean Deprun, l'un des grands sources de la brousse sadienne, le lion est fait de montons assimilés. La collection « Folio », elle, sortira avant le printemps l'*Idee sur les romans*, suivie de cinq nouvelles des *Crimes de l'amour*.

Le prisonnier de Charenton, pouvait-il rêver, à deux siècles de distance, pareil remue-ménage autour de son œuvre, pareil Apollinaire nous avait prévus : jusqu'à sa dernière décennie, le vingtième siècle sera sadien.

* SAUDAIN UN BLOC D'ABÎME, SADE (introduction aux œuvres complètes), d'Annie Le Brun, Fayard, 338 p., 95 F.

* SADE VIVANT I, UNE INNOCENCE SAUVAGE, 1740-1777, de Jean-Jacques Pauvert, Robert Laffont, 430 p., 120 F.

(1) Editions Pauvert.

(2) Le Sagittaire, 1977.

(3) Pauvert/Gardier, 1982 (reprint en « Folio-Essais »).

Le jour approche peut-être où l'on pourra considérer Sade comme l'un des plus grands romanciers de tous les temps, au lieu d'un cas clinique, d'une monstruosité biographique, d'un vampire totalitaire, et j'en passe. La commémoration de la Révolution française devrait être l'occasion de ce dévoilement. Laissons donc les Capétiens et les jacobins s'étriper verbalement autour de leurs marionnettes abstraites. L'éternel et divin marquis, lui, « détenu sous tous les régimes », devrait être enfin libéré ces jours-ci, après la mise au rancart de la guillotine — à laquelle, comme chacun s'obstine à l'ignorer, il n'a échappé que par hasard, sa condamnation à mort ayant bel et bien été prononcée par l'aimable Fouquier-Tiville. Un transfert de prison l'a sauvé au dernier moment. De la Bastille royale au couperet républicain, il n'y a eu, pour lui, qu'une marche. Ensuite, l'asile napoléonien et

Sade, encore

par Philippe SOLLERS

tion sans frémir : « La nature n'a créé les hommes que pour qu'ils s'amuse de tous sur terre, c'est sa plus chère loi, ce sera toujours celle de mon cœur » ?

Je le lis, je le relis, je découvre sans cesse dans ses récits des beautés nouvelles, j'avoue volontiers que je l'ouvre pour me mettre en forme, c'est aussi efficace et immédiat que Mozart. Il n'y a pas si longtemps, un soir, à la radio, je me suis amusé à lire des pages de la *Philosophie dans le boudoir* sur fond de *Così fan tutte*. Emoi chez les mélomanes idéalistes, partisans de l'innocence et de la pureté diaphane de leur compositeur préféré. Et pourtant, c'était l'évidence. Même énergie, même sens des ensembles, même art de la conversation continue, même rire sous-jacent, même traversée des corps. Il me semble avoir été un des premiers à dire que, contrairement à la lourde opinion reçue, tout ce qu'écrivait Sade était humour.

Inutile d'essayer d'en convaincre les maussades, on entend ou on n'entend pas cette raillerie qui passe à travers le gaspillage des situations, des organes, des suppléments, des spasmes, des discours. « Le passé m'encourage, le présent m'excite, le futur me rassure. » Quelle honte ! Quand nous savons bien que le passé doit nous rendre timides et modestes, que le présent est fait pour nous anesthésier parce qu'il n'est que trop sage de craindre l'avenir ! « Le bonheur tient à l'énergie des principes. » Comment peut-on affirmer cette éternité quand le bonheur, n'est-ce pas, dépend avant tout des autres, de leur opinion, de leur bienveillance ? Et enfin : « L'aliment principal du flambeau de la philosophie, c'est le frottement. » Voyons, voyons. Le frottement est-il ontologique ? Sade a écrit un délicieux divertissement, le *Philosophe soldat*, qui mériterait d'être aussi célèbre que le *Tartuffe*. Disons, pour faire vite : Montaigne, Molière, Sade, Proust, Céline.

Le crime et la jouissance

Une question : Sade aurait-il pu être possible autrement qu'en français ? Vous l'imaginez en allemand ? Oui, sans doute, mais alors en basculant immédiatement dans la réalité la plus sinistre. Non plus un texte, mais un hurlement noir. Les camps et Wagner remplaçant *Juliette* et *Don Juan* ? On voit que l'enjeu n'est pas mince. En anglais ? Fluct. Shakespeare est un bon exorciste. Faut-il brûler Sade ? A demandé naïvement quelqu'un après la charnière de la deuxième guerre mondiale. Il est toujours temps de vouloir brûler Sade. L'ennuyeux, c'est que la réalité, redevenant têtue, a tendance à redevenir folle dès qu'on nie en elle ce que Sade, et lui seul, a su déchiffrer. « Le vice amuse et la vertu fatigue. » Voilà tout. Préférons-nous recevoir l'information froide que des horreurs ont eu réellement lieu ou bien nous amuser du récit interminablement joyeux de l'horreur ? Ce serait inouï que la question se pose en ces termes. C'est pourtant ce que Sade n'arrête pas de nous dire. Cela devait lui sembler urgent.

Urgence qui tient sans doute à ceci : Sade prévoit une reproduction pérorée et mécanique des corps, une sorte de gestion de la mort rentable, il veut relativiser à jamais la répétition physiologique s'inventant des idoles et des justifications.

Blanchot-Sade

Les éditions Complexe, dans leur collection « Le regard littéraire », reprennent deux études de Maurice Blanchot, l'une consacrée à Restif de La Bretonne, l'autre à Sade. Un Sade chez qui la problématique de l'excès s'inverse en négativité, où le risque sans cesse renouvelé de la possession déjoue les médiocres sécurités de la propriété : Sade hors les lois.

* SADE ET RESTIF DE LA BRETONNE, de Maurice Blanchot, éd. Complexe, coll. « Le regard littéraire », 115 p., 45 F.

fications. A la grande entreprise industrielle de la mort jouant sur le mensonge d'une mort « naturelle », il oppose l'aveu incessant que le crime est la cause de toute jouissance, fût-elle, le plus souvent, inconsciente. Un des mots qu'il aura le plus écrit est sans doute celui de *secousse*. La fiction, comme la nature, s'ennuie. Elle n'est supportable que dans ses débordements, quand elle semble « prête à confondre tous les éléments, pour les contraindre à des formes nouvelles ».

Chez Sade, tout n'est que désordre et beauté, luxe, fureur et volupté. D'où l'intégration, par le roman, du théâtre et de la philosophie : la narration doit avaler, en les convulsant, les acteurs comme les raisonnements. L'érudition (celle de Sade est immense) n'est là que pour être brûlée dans le même esprit de relativité générale. Le temps emporte tout, efface tout ? La narration doit lui ressembler, la force romanesque est précisément de l'anti-temps à l'état pur, la plume qui court est faite pour foudroyer, divinement, les apparitions : « La foudre, entrée par la bouche, était sortie par le vagin : d'affreuses plaisanteries sont faites sur les deux routes parcourues par le feu du ciel. »

Château ou boudoir

C'est cette double négativité qui est à l'œuvre chez Sade, comme s'il avait découvert une mécanique absolument nouvelle d'annulation. Le monde ? « Je voudrais que l'univers cessât d'exister quand je bande. » Mais aussi : « Le frottement, l'illumination disparaît. » Est-ce que ce dernier aphorisme n'est pas charmant, d'une vérité toute concrète ? En principe — chacun le ressent avec stupeur, — Sade aurait dû devenir fou. Comme Nietzsche, au fond, à qui il aura sans doute manqué la soupape d'évacuation sensuelle, Nietzsche qui n'aura jamais été aussi proche de Sade qu'en notant : « Mieux vaut un monstre qui qu'un sentimental ennuyeux. » On a enfermé Sade, bien sûr, mais il n'a jamais délinqué : « Ce n'est pas ma façon de penser qui a fait mon malheur, c'est celle des autres. »

Le temps : pour le détruire, il y a deux moyens. L'isolement volontaire d'abord, le lien expérimental coupé de tout (*les Cent Vingt Journées*), château ou boudoir, « laboratoire et cabinet de machines » plein de « trappes, de couilles, de caches », en raccourci, en accéléré, on y verra se décomposer les apparences comme dans une réalité empoisonnée par elle-même. Le voyage ennuie (*Juliette*) : les voyez changeant, l'Italie se déploie (Sade est un voyageur attentif : voyez ses descriptions de Rome ou de Naples, quel dommage qu'il n'ait pas connu Venise). Le château : est-ce celui qu'essayera d'approcher plus tard l'arpenteur de Kafka ? Le voyage : quelqu'un a-t-il fait mieux dans les variations de paysages ? Au croisement des deux espaces : ce qu'on pourrait appeler la *femme-récit*, l'utopie la plus impossible de Sade. Un ange de volonté lucide, M^{me} de Lorraine, le sang transformé en or, la Sophie française, ange noir, aussi éloignée de la Sophia allemande et de l'éternel féminin que le jour de la raison peut l'être de la nuit du sentiment romantique.

La philosophie française ? C'est très simple : tout y est dédié à l'éducation des femmes. A partir de là, les problèmes sont considérés comme résolus. « La mère en prescrira la lecture. » La fille... De Sade à Gide, on peut mesurer la disparition de Sophie, l'avènement de la Sophia érotique et cosmique. M^{me} de Lorraine va devenir bientôt l'omniprésente M^{me} Bovary. Plus de châteaux en fête, plus de voyages tordus : la province planétaire. Sade en est-il été surpris ? Aurait-il été étonné de la destruction sans appel de son « principe de délicatesse » ? Est-il interdit de voir dans la *Recherche du temps perdu* un rappel obstiné de sa révélation de plein fouet ? « Voluptueux de tous les âges et de tous les sexes, c'est à vous seuls que j'offre cet ouvrage. » Les voluptueux sont dans l'invisible. La vérité aussi.

e Bonheur



D'AUTRES MONDES

« Sonny » Mehta, le sikh qui va conquérir New-York

LONDRES
de notre envoyée spéciale

DANS le petit monde de l'édition anglophone, ce fut la stupefaction quand Robert Bernstein, le PDG du groupe d'édition Random House à New-York, annonça, le 19 janvier, qu'un nouveau président de Knopf avait été choisi : Ajai Singh Mehta, quarante-quatre ans, directeur depuis quatorze années des publications de Pan Books de Londres, spécialisée dans les livres de format de poche, succédait à Robert Gottlieb, nommé rédacteur en chef du New Yorker, ce qui est une toute autre histoire (1).

Ce qui pouvait étonner dans cette nomination à la tête d'une des maisons new-yorkaises les plus prestigieuses et les plus sophistiquées, c'était qu'on ait cherché l'homme-miracle à Londres, dans cette industrie éditoriale anglaise qui ne tient pas le haut du pavé sur le marché mondial et qu'on a tendance à mépriser outre-Atlantique. L'Américain Peter Mayer n'avait-il pas été nommé directeur de Penguin, maison cinquantenaire ? Or, pour Knopf, en dépit de toutes les règles, on avait choisi un citoyen indien, éduqué à Cambridge, il est vrai : « Sonny » Mehta.

Lui-même n'a pas l'air d'y croire. « Parfois, quand j'y pense, je me dis qu'ils sont fous, que c'est un terrible malentendu et que je vais me réveiller », tout s'est passé tellement vite, pendant un week-end : appelé au téléphone le mercredi 14 janvier par Robert Bernstein, les Mehta arrivaient en Concorde à New-York le vendredi soir, et l'annonce de la nomination était faite le lundi. Lui-même avait déjà pris l'avion de retour pour Londres. « Une offre parable, cela ne se refuse pas », dit-il, continuant à régler ses affaires dans son bureau de Pan-Picador à Chelsea. Un gratte-ciel de métal et de verre d'une hauteur « européenne », avec une immense salle qui ressemble à la salle de rédaction du Washington Post — des bureaux entre des cloisons basses — et, au fond, vitré, le bureau du directeur : entre les étagères de livres, ce qui surprend, c'est, dans un coin, un superbe divan de psychanalyste en cuir fauve capitonné (l'importa-t-il avec lui ?).

et un tableau de 1960 où sont peints des photos : Graham Swift, Salman Rushdie, Tom Sharpe, Jackie Collins, Michael Herr, Oliver Sacks, ses auteurs traduits ou non encore traduits chez nous.

Malgré le tonnerre qui s'abatait soudain sur sa personne, il n'a pas changé le rendez-vous de février que nous avions prévu de longue date. Appelé par l'Amérique ou non, Sonny Mehta était en « grand » de l'édition. Cela se savait. Rien ne le préparait pourtant à devenir éditeur, à Londres ou à New-York. « Je suis né le 9 novembre 1942 à la Nouvelle-Delhi. Je suis Scorpion, dit-il. Le parfait Scorpion. Mon père était diplomate et résida actuellement à Vienne, où il est directeur général de la conférence sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire qui doit se tenir, je crois, à Genève en avril. Mes parents sont du Pendjab. Je suis sikh. »

Élevé en anglais, il a beaucoup voyagé, suivant son père dans différents postes. En Inde, il est allé à l'école primaire et a fait son service militaire. Puis il a fait ses études à Genève et à Cambridge, où il a étudié la littérature anglaise et l'histoire.

« En sortant de Cambridge, j'ai débuté dans l'édition, dans une petite maison. Cela m'a pris huit mois pour trouver une place. Je savais ce que je ne voulais pas faire. Je ne voulais pas devenir diplomate. Surtout pas. J'aurais aimé travailler dans le cinéma pour la télévision. J'avais vingt et un ans. J'ai aimé les livres. J'ai grandi obsédé par les livres, parce que tous les gens que je connaissais lisaient. Ils lisaient beaucoup et sur tous les sujets possibles. Je pense que j'ai subi l'influence des gens avec qui j'ai grandi. J'ai souvent pensé retourner vivre en Inde. J'aurais bien aimé revenir. Mais comme éditeur... »

AVEC un ami de Cambridge, il fonde Paladin Books, une collection de livres de poche dans laquelle, en 1970, il publie une grande découverte : la Femme arabe, de Germaine Greer, porte-drapeau du Mouvement de libération des femmes. Il devient directeur éditorial chez Granada, puis, en 1973 entre chez Pan, dont il a fait la plus grande maison anglaise d'édition de paperbacks (livres au



format de poche) derrière Penguin. Grand lecteur, d'un flair extraordinaire, il a aussi les qualités d'un gestionnaire, il a mené une politique d'édition en livres de poche (éditions, titres originaux) tout à fait nouvelle en Angleterre, avec des auteurs de best-sellers comme Jackie Collins, Arthur Hailey, Mario Puzo, Jack Higgins, Dick Francis. Des écrivains dont la critique parle peu mais qui peuvent vendre un demi-million ou un million d'exemplaires.

« Nous avons le catalogue des auteurs les plus commerciaux du pays. Et nous avons aussi les plus littéraires, expliquant, ce qui est la partie de mon travail qui me plaît le plus. J'ai eu beaucoup de chance, parce que j'ai eu l'emploi le plus passionnant de toute l'Angleterre : essayer de produire des livres de qualité pour une minorité, c'est-à-dire publier à quinze mille exemplaires des titres plus littéraires pour un public qui les découvre et les aime. » Pour Picador, il a constitué un catalogue prestigieux en format de poche : Salman Rushdie, Julian Barnes, Bruce Chatwin, Graham Swift, Jamaica Kincaid, Angela Carter, Raymond Carver, M. Agnew, mais aussi Samuel Beckett, Robert Musil, Elias Canetti, Italo Calvino, qui jusque-là n'avaient pas eu de succès en Angleterre.

Parmi ses derniers titres parus, signalons des premières publications en anglais : l'Enchanteur, de Nabokov, le Sourire du Jaguar, Un voyage au Nicaragua (The Jaguar Smile), de Salman Rushdie. Mais aussi Fantomas, d'Allain et Souvestre, publié pour la première fois en Grande-Bretagne !

Savoir trouver un public pour chaque livre et, en même temps, le plus de lecteurs possibles, voilà, idéalement, le travail de l'éditeur. « J'ai voulu reprendre des livres qui n'avaient jamais été publiés en poche ou qui étaient depuis longtemps épuisés : Henry Green (1905-1973), considéré par certains comme l'écrivain le plus doué de sa génération, le Baron Corvo, l'homme sans qualités de Musil en trois volumes, tout Calvino... Il s'agit de ramener à la surface un certain type d'écriture qui, jusque-là, n'avait pas rencontré son public, du moins en livres de poche ; et aussi de publier des livres à problèmes » qui n'avaient jamais été publiés chez nous parce que le public de l'édition reliée était trop mince et les livres considérés comme trop difficiles. L'un d'eux était Disparités (2), de Michael Herr, sur le Vietnam, qui avait été refusé par une quinzaine d'éditeurs avant que je le lise... et qui s'est vendu à 500 000... »

MAINTENANT, New-York l'attend en avril. Il va lui falloir affronter une maison prestigieuse, rivaliser avec la mémoire du grand Alfred Knopf — mort à quatre-vingt-cinq ans en 1984, et celle de Robert Gottlieb, qui avait succédé au fondateur et maintenu la tradition.

Sur le bureau, un colis venait justement d'arriver d'Amérique : deux tomes reliés sous emballage jaune intitulés AAK Portrait d'un éditeur. L'initiation va commencer. Il va devenir l'homme des Borzoi Books (3). Quelle va être l'attitude des éditeurs américains, cette formaliste et conciliante de sa supériorité, face à ce Sonny Mehta qu'ils connaissent déjà comme acheteur et qui se transforme en concurrent ? Cet indien qui, rebelle à la consigne, porte en tous lieux le jean, les sneakers et le t-shirt et qui, avec sa petite taille, son casque de cheveux noirs frisés,

sa barbe courte, ressemblerait à n'importe quel immigré s'il n'y avait ses yeux perçants éclairés de douceur attentive et d'intelligence...

ENCORE une fois, il va falloir qu'il se fasse accepter. Il se souvient : « Cela n'aide pas d'être un indien pour réussir à Londres. En Angleterre, les gens s'assimilent très lentement. L'édition, quand j'ai commencé, était un milieu très fermé qui excluait ceux qui n'étaient pas du même monde, si vous voyez ce que je veux dire. Il y avait une suspicion à l'égard de quelqu'un qui n'était pas né en Grande-Bretagne, même s'il était capable d'utiliser la langue selon les règles. Je suis dans la profession depuis vingt ans et je suis le seul indien, à ma connaissance, à atteindre la place que j'ai. Je pense qu'il y a très peu d'étrangers admis, si l'on excepte les immigrants de l'époque nazie : André Deutsch, lord Weidenfeld... Dans les cock-tails, par exemple, je sens bien que je ne ressemble pas aux autres... » Il éclate de rire : « Knopf... Ça n'est pas possible. J'ai rêvé... » J'ai reçu un nombre impressionnant de lettres de gens qui me disent de rester. Et même un télégramme d'Ivan Nabokov (de chez Albin Michel) : « On choisit un chef d'orchestre aveugle pour diriger Knopf... » (nre) (4). Départ prévu : le 1^{er} avril.

NICOLE ZAND.

(1) La nomination de Gottlieb, entré en fonction le 9 février, avait entraîné une sorte de guérilla au sein de l'hebdomadaire le plus traditionnel de New-York avec une lettre — signée notamment par Saul Steinberg, John Mc Phee, et même J.D. Salinger — demandant à Gottlieb de se retirer.

(2) Paru aux Editions Albin Michel sous le titre Futain de mort. Trad. Pierre Allen.

(3) Alfred A. Knopf, qui fut l'éditeur de Th. Mann, Joseph Conrad, Gide, Kafka, R. Chandler, Sartre, et aussi John Updike, Joseph Heller, D.S. Naipaul et tant d'autres, mort en 1984 à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, avait choisi comme symbole de sa maison le bœuf, l'animal sacré des hindous.

(4) Plaisanterie à propos d'homonymes sans lien de parenté avec Sonny : Zuba Mehta le chef d'orchestre, Ved Mehta, l'écrivain new-yorkais qui est aveugle.

Le Bonheur.



Qian Zhongshu révéle aux Français

(Suite de la page 13.)

L'école et sa famille sont ses cibles privilégiées. L'Université est un monde clos de préceptes incompétents et d'imposteurs qui n'ont de cesse de tramer les intrigues les plus sordides pour satisfaire des ambitions mesquines. La famille est régie par une éthique confucéenne rétrograde, qui, même si elle n'est pas toujours suivie à la lettre (les jeunes refusent ainsi de s'agenouiller devant l'antel des ancêtres), finit par ruiner les mariages.

Les Occidentaux — qui n'ont su apporter à la Chine que l'opium et la syphilis — s'échappent pas aux critiques, notamment les Français, sales, désordonnés et bruyants et qui, selon le bon mot de Bismarck, ont la caractéristique, lorsqu'ils sont diplomates de haut rang, d'être dans l'incapacité de s'exprimer dans la langue du pays où ils sont en poste.

L'épanchement de la tristesse

La Forteresse assiégée est un chef-d'œuvre. Tout ce qui manque aux autres romans chinois de la même époque est ici présent : une forme exemplaire, une composition rigoureuse qui enchaine harmonieusement les différents épisodes, un souffle et une concentration épiques qui créent des tableaux et des récits grandioses à partir d'événements quotidiens banals et que S. Servan-Schreiber et Wang L. ont parfaitement rendus en français.

Cette maîtrise stylistique, cette unité du ton et du rythme, on les retrouve dans les Cinq essais de poésie, qui sont aussi admirablement traduits par N. Chapuis. Le premier traite de poésie et de peinture chinoises. L'auteur y rapproche les conceptions classiques des Chinois selon lesquelles les poèmes sont des peintures invisibles ou sonores, et les peintures des poèmes visibles ou sans paroles, de celles du poète grec Simonide de Céos ou de Léonard

de Vinci, pour qui « la peinture est une poésie muette et la poésie une peinture aveugle (ou parlante) ».

Dans un autre essai, le Poète et ses griefs, Qian commente la thèse classique de la tradition littéraire chinoise : la souffrance est plus à même d'engendrer la création poétique que le plaisir. Un bon poète est avant tout l'expression ou l'épanchement de la tristesse, du tourment ou de la frustration. Sa fameuse introduction à la poésie des Song, enfin, est un modèle du genre. On comprend mieux pourquoi les œuvres de cette époque, peu appréciées par rapport à celles des Tang, ont parfois « un goût de viande sèche », comme disait Mao Zedong.

L'érudition de Qian Zhongshu et sa profonde connaissance, aussi bien du patrimoine littéraire occidental que du fonds culturel chinois, invitent sans cesse le lecteur à des rapprochements hardis, à des analyses brillantes. Il serait vraiment dommage de ne pas profiter de cette initiation à la critique littéraire chinoise, donnée par le plus grand des spécialistes. Aussi convient-il, après la lecture du roman, de se plonger sans tarder dans les essais de poésie.

ALAIN PEYRAUBE.

* LA FORTERESSE ASSIÉGÉE, de Qian Zhongshu, traduit du chinois par Sylvie Serran-Schreiber et Wang L., éd. Christian Bourgois, 424 p., 100 F.

* CINQ ESSAIS DE POÉSIE, de Qian Zhongshu, traduits du chinois par Nicolas Chapuis, éd. Christian Bourgois, 222 p., 100 F.

— A signaler également la parution, chez Actes Sud, de SUR LA MÊME LIGNE D'HORIZON, un récit de Zhang Xinxin, une romancière de trente-deux ans qui vit à Pékin. A travers l'histoire d'un jeune couple — elle prépare un concours, lui peint et dessine — Zhang Xinxin décrit la Chine d'aujourd'hui et ces Chinois de la nouvelle génération dont la vie privée demeure encore, malgré les changements, largement inconnue en Occident (traduit du chinois par Emmanuelle Pichon, 130 p., 79 F.).

Le Club.



Culture

THÉÂTRE

« Cabaret », au Théâtre Mogador

Savary aime le music-hall



Uta Lempert et Jérôme Savary dans Cabaret

Jérôme Savary n'abandonne pas ses amours, les paumés merveilleux du music-hall. Il reprend au Théâtre Mogador la comédie musicale Cabaret, créée l'an dernier dans son théâtre de Lyon.

Un jeune Américain arrive à Berlin, il veut écrire, n'a pas trop d'argent. Dans le train, il parle avec un Allemand qui va lui apprendre à vivre dans la ville de toutes les rencontres. C'est ainsi qu'il se présente pour Christopher Isherwood, c'est ce qu'il raconte dans son livre de nouvelles, *Adieu à Berlin* (J'ai lu). Joe Masteroff pour le livre, Fred Ebb pour les lyrics, John Kander pour la musique, on a tiré une comédie musicale, *Cabaret*. Bob Fosse en a tiré son fameux film. Jérôme Savary l'a adaptée pour la monter à Lyon, au Théâtre du VIII^e (le Monde du 24 mai 1985), dont il venait de prendre la direction. Il la présente au Théâtre Mogador à partir du 18 février — il en a également fait une version allemande pour le Théâtre de Düsseldorf.

Cabaret, c'est exactement le monde de Jérôme Savary, amoureux inconditionnel des gens de cirque et de music-hall. L'action se passe au début des années 30, à Berlin, circonscrite à un quartier, un vieux quartier dont les maisons et les gens ont connu des jours meilleurs. Tout le monde s'y connaît et s'y croise — l'ancienne bourgeoisie devenue logeuse, les danseuses qui se font un peu de monnaie la nuit, les gigolos, les touristes, Sally Bowles, la « vedette » d'une boîte brisquebalaie, le Kit Kat, dont Monsieur Loyd est un clown équivoque et

blasé, l'épicière juive, les braves gens et les autres, réunis par un même souci : survivre en ces temps de grande crise économique.

Au-dedans et au dehors du cabaret règne la même confusion des gens et des valeurs. Un mélange d'amitiés éphémères et d'indifférence, une lassitude née de cette misère qui semble ne jamais devoir finir, l'incertitude étroite des rêves saisis et évanescents avec le quotidien le plus trivial.

« Les personnages, dit Jérôme Savary, ne sont pas des héros, j'ai écrit *Sally Bowles* dit des héros, elle a un langage de petit oiseau, un peu cocu. Tu connais l'histoire de la strip-teaseuse qui a fait un procès à son patron parce qu'il ne voulait pas partir à la retraite ? Elle disait : « Je ne partirai pas avant mes soixante-cinq ans », elle en avait cinquante-cinq ans. Les gens du Kit Kat sont tous comme ça, ils vivent fermés sur eux-mêmes. Les autres aussi, l'épicière qui ne veut pas faire attention aux nazis parce qu'il est Berlinois depuis des générations. La nuit lui-même, ce n'est pas Hitler, c'est la lanterne locale de la section locale. L'Américain est le bon, brave démocrate. Il regarde ça avec l'assurance et la bonne conscience du type qui peut repartir chez lui quand il veut. Les gens ne sont pas des collabos, simplement ils sont trop fatigués pour avoir envie de réfléchir plus loin que le présent. C'est facile de dire « tirez-vous ». Oh, comment, avec quel argent ? »

La vision d'Isherwood n'est pas très dynamique, mais la pièce est tellement bien construite, la musique tellement euphorisante — certains me la reprochent d'ailleurs — que ça traduit un amour formidable pour la vie, pour Berlin.

Jérôme Savary aime Berlin. Il a travaillé avec Peter Zadek, sur un spectacle tiré d'un roman de Fallade qui raconte, comme *Cabaret*, la vie des petites gens pendant le nazisme. Savary réglait les intermèdes de music-hall qui punctuaient le spectacle : danses allégoriques, et un ballet Folies-Bergère avec danseuses nues à croix gammées — on en parle encore à Berlin.

« Ma réputation leur doit beaucoup, reconnaît Jérôme. Mais je me suis beaucoup intéressé à l'histoire. J'ai lu, j'ai vu des films, j'ai écouté des chansons de l'époque, j'étais complètement pris par l'ambiance. En plus, je connais l'Est. J'y ai monté un *Offenbach*. A l'Est, on retrouve les années 30 dans l'architecture des maisons, des quartiers, dans les brasseries, le restaurant où allait Brecht, les auberges avec les dessins qu'ils n'ont pas effacés. Sans le savoir, je préparais *Cabaret*. Et puis, mon amour du music-hall ne date pas d'hier. Ça côté-là je l'ai en somme répété avec *Bye, bye Show Bize* (1), qui n'était pas un spectacle abouti, mais je l'ai bien aimé. J'en ai fait une version allemande meilleure. Et c'est là que j'ai rencontré Uta Lempert — qui joue Sally Bowles.

« J'ai appris la discipline »

« Depuis longtemps, j'avais dans l'idée de faire *Cabaret*. Je devais attendre d'avoir trouvé Sally et acquis une certaine expérience. C'était ma première mise en scène à Lyon, dans un théâtre à moi, avec tout mon temps pour répéter. Je n'ai rien fait d'autre pendant la préparation, j'ai évolué. J'ai monté du lyrique (2). A travailler avec des orchestres et des chanteurs, j'ai appris la discipline, à m'organiser vite dans des galères comme la Scala, où on a quatorze jours pour

monter un opéra. On te donne tout ce que tu veux, mais pour un temps trop limité. Dans les théâtres allemands, c'est presque la même chose. Mais enfin, j'ai appris à disposer de beaucoup de moyens, si bien que je ne me crois plus obligé de surajouter des gags, des décors, des trucs qui coûtent. Rien ne me plaît davantage que de commencer par une boîte noire, et d'en faire sortir la magie. C'est la conception de *Cabaret*. C'est été à Taormina, dans le théâtre romain en plein air. Je vais monter le *Song* d'une nuit d'été. Je suis en train d'étudier une forêt télévisée. Il y aura des assistants sur les gradins, ils feront marcher les arbres qui, ensuite, se transformeront en colonnes.

« Comme M. Jourdain »

« Parmi les gens de théâtre, je me sens comme M. Jourdain, ajoute Jérôme Savary, qui présente à Lyon le Bourgeois gentilhomme, avec Michel Galabru. J'ai les mêmes étonnements envers les arts, les mêmes naïvetés. C'est souvent pour quoi je me plante. D'une certaine manière, je reste marginal. Naturellement, ça ne veut pas dire gauche, exclu. Non, plus maintenant, je le suis par mon éducation donc ma façon de faire qui n'ont rien de livresque. Je travaille plus que la plupart, et je n'ai toujours pas l'impression d'appartenir à ce monde. Je suis un peu extérieur, c'est pourquoi il m'arrive de bâcler, et alors je m'en vais, je fuis. Je suis anxieux, tu ne peux pas savoir. En même temps, comment faire. La punition de ce métier, c'est l'angoisse.

« A la Scala, je voulais m'en aller au premier jour de répétition. Se retrouver comme ça, devant quarante personnes qui te regardent, qui pensent que tu es grossi, perdu des cheveux... Et qu'est-ce que tu vas leur dire ? Ils attendent. Toi tu regardes quarante personnes qui te regardent toi. Les hommes politiques, je me demande comment ils tiennent. A Berlin-Est, je leur ai dit que j'étais cardiaque. Ils attendaient tellement, et je ne suis pas quel, je leur ai dit : « J'ai un problème au cœur, j'ai oublié mes pilules ». J'ai couru chez moi, j'habitais à côté avec ma femme et notre bébé. Je lui ai dit : « On s'en va ». Elle m'a raisoné, j'ai pris une douche. Je me suis changé. J'y suis retourné, je les ai fait rire et d'un coup, je suis devenu impérial. Parce que je sais aussi me rasseoir et dominer. Dans ce métier, il faut.

COLETTE GODARD.

* Théâtre Mogador, à partir du 18 février.

(1) *Bye Bye Show Bize* a été créé à Milan et, après une tournée en France, a été présenté à Mogador.

(2) Savary a monté des opérettes, des opéras dont Don Giovanni, la Fière échouée. Il prépare le *Barbier de Séville*, les *Contes d'Hoffmann*, et une reprise de la *Fidèle enchanée*.

« Les Bas-Fonds », de Gorki, par la Taganka de Moscou

Du mélodrame au french-cancan

Après la Cerisaie, de Tchekhov, le Théâtre de la Taganka de Moscou présente à Paris les Bas-Fonds, de Maxime Gorki, dans la mise en scène d'Anatoli Efros, son directeur mort il y a un mois, le 13 janvier.

L'expression « les bas-fonds » est une traduction inexacte du titre russe de Gorki. Ce titre français donne à croire que la pièce aborde, avec gravité, une plaie de la société, les conditions très noires d'un sous-proletariat. Alors qu'en fait Gorki se propose simplement de nous faire connaître quelques femmes et hommes qu'il a rencontrés en marge, sur des quais, dans des aires de nuit.

La traduction juste du titre russe serait moins lourde, quelque chose comme « Au fond » ou « En bas ». Et, aux yeux de Gorki, les vrais bas-fonds, ce ne sont pas les retraites de sans-emploi qui vivent en liberté, ce sont bel et bien les usines, dont « l'ennui fait périr tout ce que les gens ont de vivant... car rien ne dégrade l'être humain comme la patience et la soumission aux forces extérieures », dit Gorki.

Dans la pièce de Gorki, le chapeleur, la marchande de beignets, le voleur, la prostituée, le serrurier, sont libres de leur temps, de leurs

actes, ce ne sont pas des esclaves enfermés seize heures par jour dans des caves à répéter des gestes mécaniques — cauchemar qu'a connu Gorki à seize ans, à Nijni-Novgorod, à la suite de quoi il prit le parti de se tuer, tant vivre lui paraissait absurde.

Et c'est l'achat, par Gorki, d'un revolver de l'armée, d'occasion. C'est Gorki qui, de nuit, va se planter juste au bord de la rivière, tournant le dos à l'eau, calculant que l'impact va l'envoyer dans le courant, et qui se tire une balle dans le cœur. La belle traversée du ponton. Transport à l'hôpital. Opération. Quand Gorki rouvre les yeux, comprend qu'on l'a récupéré, il saisit un flacon de chlorhydrate. Deuxième tentative. Lavage d'estomac.

A la sortie de l'hôpital, il lui faut passer devant un tribunal ecclésiastique, le consistorio local de l'Eglise orthodoxe. Gorki fait front : « Je le menaçai de me pendre à la porte de l'église. » Il est excommunié pour sept ans.

C'est cela, pour Gorki, les vrais bas-fonds, les jours sinistres des usines qui vous laissent sans force. En comparaison, les va-et-vient décrits dans sa pièce, respirent. « Ils étaient détachés de la vie ordinaire et parlaient d'être créés une vie à eux, indépendante des mœurs et joyeuse. Sans soucis et amoureux du risque. »

C'est pourquoi, lorsque la pièce est créée en « Théâtre artistique de Moscou ouvert à tous », le 18 décembre 1902, Nemirovitch-Danchenko recommandait à Stanislavski (ils étaient tous deux les metteurs en scène) « une légèreté alerte qui fait tout le charme de la pièce », et précisait : « Il faut la jouer de telle sorte qu'aucun détail tragique ne se fausse. »

Echafaudage tubulaire

La mise en scène des Bas-Fonds que présente la Taganka est assez déconcertante. Le décor est un haut échafaudage tubulaire, comme il y en a sur la façade des immeubles en ruine. Dans les interstices des tubes, à différentes hauteurs, ont été aménagées des niches individuelles (une niche par personnage) fermées par des doubles battants qui s'ouvrent de temps en temps, brusquement, comme les coucoucs suisses.

C'est un dispositif amusant. Ça n'est pas neuf, cela a déjà servi à mettre en scène des comédies-vaudevilles d'une certaine mécanique, d'une certaine abstraction (des Labiche, mais pas tous). Mais la pièce de Gorki, comme beaucoup de courts récits de lui qui sont des croquis d'après nature, vifs et forts, n'est pas abstraite : elle voudrait faire toucher une vérité de la vie.

Et certes Nemirovitch-Danchenko a raison de parler d'une « légè-

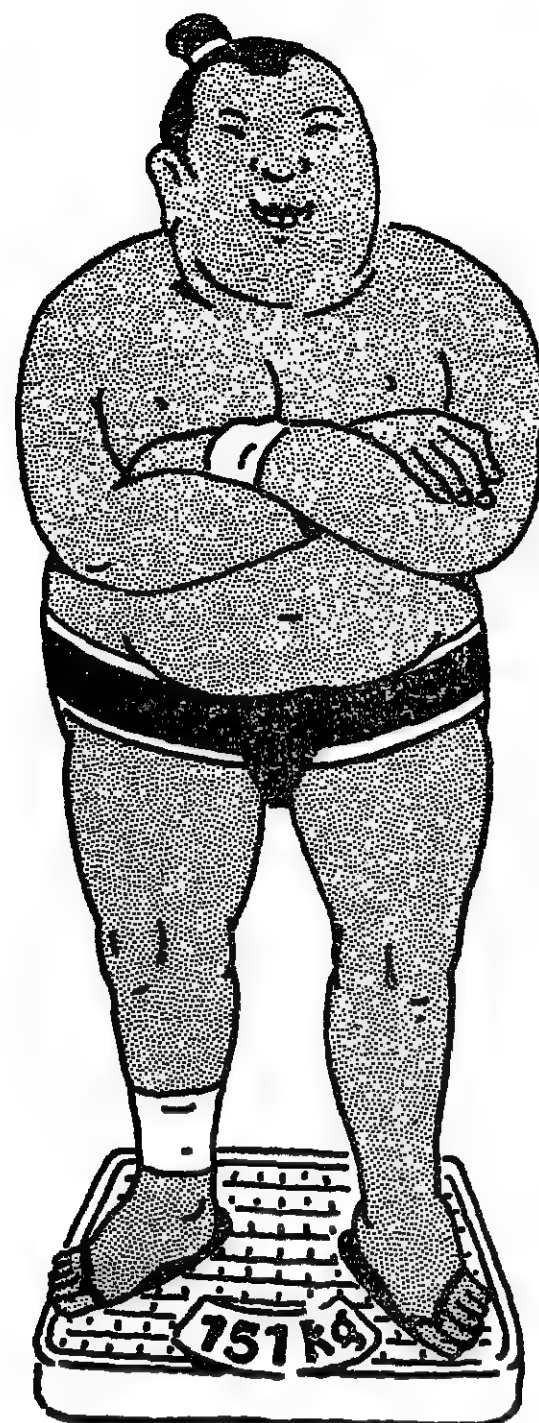
re alerte », mais de là à nous envoyer dans les micros, pour un oui ou pour un non, comme fait la Taganka, des sortes de mazurkas très french-cancan, puis des douceurs azuréennes de concertos mozartiens, non ! C'est carrément à côté.

En revanche, l'un des points forts de l'acte II de la pièce (l'acte que Tchekhov préférait), c'était une surprenante désinvolture possible que les protagonistes montraient, spontanément, devant le décès d'une femme physique. Et c'est tout à fait dans le ton de l'insolence et de l'amour-propre de ces marginaux. Or, là, la mise en scène de la Taganka, par des silences et des éclairages noirs appuyés, fait basculer la pièce dans le drame. Comme si Efros, le metteur en scène, n'avait pas su ce qu'il voulait.

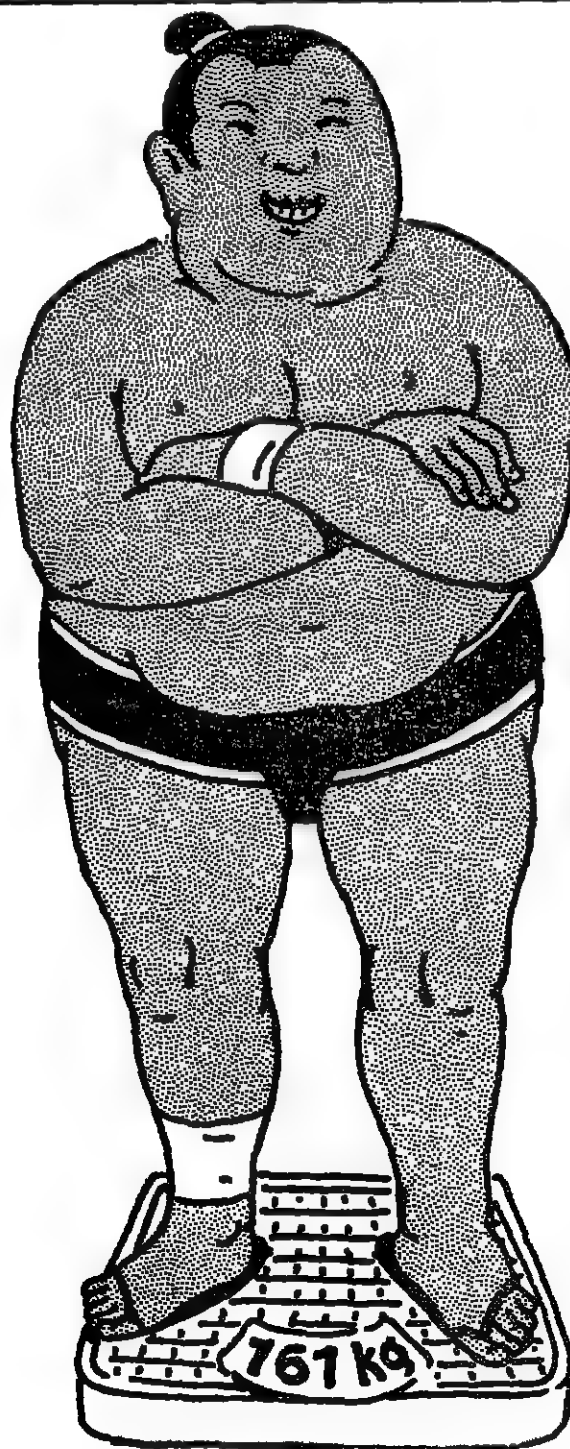
Les acteurs ont, pour la plupart, un jeu de convention, extérieur, sauf Natalia Salko et Victor Semenov, plus sobres. La grande comédienne Alla Demidova est, hélas, absente de ces Bas-Fonds. Peut-être par souci d'originalité, le Théâtre de la Taganka défigure cette grande pièce de Gorki qui éclairait, par des figures très singulières, la réflexion de Tchekhov : « Notre planète se trouve peut-être dans la dent creuse d'un monstre. »

MICHEL COURNOT.

* Théâtre de l'Odéon, 20 à 30, les 12 et 13 février. Tél. : 43-25-70-32. La pièce est en langue russe, avec traduction simultanée.



Le Bonheur.



Le Club.

* Théâtre de l'Odéon, 20 à 30, les 12 et 13 février. Tél. : 43-25-70-32. La pièce est en langue russe, avec traduction simultanée.

هكذا من الامم

Communication

La compétition autour des télévisions privées

La stratégie d'Havas a été sacrifiée deux fois à la raison d'Etat

Epreuve difficile pour M. Pierre Dautier. Le président d'Havas devait tenter, ce jeudi 12 février, de justifier devant son conseil d'administration les étranges manœuvres du groupe sur le terrain de la télévision privée. A un mois d'intervalle, Havas a en effet fait éclater deux candidatures : celle qui lui liait à la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et à Paribas pour la reprise de la « 5 », puis celle qui l'associait à Hachette pour le rachat de TF 1.

Ce double abandon, à deux mois de la privatisation de l'agence, suscite bien des interrogations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du groupe. Havas a-t-elle été manipulée par les pouvoirs publics qui contrôlent son capital ? Ou bien sa direction a-t-elle, de son propre chef, joué un coup de poker qui s'est mal terminé ?

Officiellement, seule la seconde hypothèse est retenue. Avec un touchant ensemble, le ministère de la culture et de la communication, celui de l'économie et des finances, le président de la Commission nationale de la communication et des libertés tiennent depuis deux jours le même discours : la rupture de l'association Havas-Hachette démontre qu'il n'y a jamais eu de pressions de l'Etat et que les alliances se font et se défont dans la plus grande transparence selon les dures lois de la compétition.

La réalité est beaucoup plus complexe. Pourquoi Havas a-t-elle rompu, début janvier, sans préavis et sans concertation, son alliance avec la CLT et Paribas scellée à peine quelques semaines plus tôt ? Seule réponse plausible : le gouvernement a prévenu discrètement M. Dautier que la candidature de M. Robert Hersant — qui délaisse alors TF 1 pour la « 5 » — était inévitable.

La compétition est donc sans espoir, et l'alliance entre deux groupes qui se disputent le marché publicitaire de la presse et de la télévision, impensable. M. Dautier abandonne donc ses partenaires en réduisant à néant leurs espoirs et va tenter sa chance sur TF 1, aux côtés d'Hachette. Une décision que M. Dautier, proche de M. Jacques

Chirac, n'a pas pu prendre sans l'assentiment de Matignon. Le gouvernement ne voit dans ce renversement d'alliances que des avantages. L'association entre Havas et Hachette forme un groupe de taille européenne et permet de surveiller de près M. Jean-Luc Lagardère, patron d'Hachette. De plus, l'Etat aura le contrôle de TF 1 pendant toute la période séparant la cession de 50 % du capital au groupe de repreneurs et la mise en vente du reste des actions.

Pourtant, un mois plus tard, ce beau montage s'effondre. Essentiellement pour trois raisons. La première tient aux difficiles négociations entre Havas et Hachette. Pour ne pas transgresser la loi sur les concentrations, Havas a dû se contenter de 15 % dans le tour de table. Impossible de prétendre aux postes-cités de la future chaîne privée que M. Lagardère entend contrôler. Les dirigeants d'Havas ne se résignent pas facilement à jouer les *sleeping partners*.

Ne pas retarder la privatisation

Un deuxième écueil plus grave se dessine bientôt autour du prix de vente de TF 1. Durant la dernière quinzaine de janvier, les responsables d'Havas négocient quasi quotidiennement avec le cabinet de M. Edouard Balladur. Ils savent, dès le début, que la part du groupe des repreneurs va être alourdie d'une surcote de 33 %. Or Havas ne dispose que de 600 millions de francs à mettre sur la table au lieu du milliard de francs qu'on va lui demander. Certes, l'agence peut se procurer ses fonds par une augmentation de capital.

Mais la manœuvre est incompatible avec la prochaine privatisation d'Havas. Les milieux boursiers estiment que l'action du groupe est déjà surcapitalisée : vingt-six fois ses bénéfices actuels alors que la moyenne est de dix-huit pour des groupes équivalents sur le marché international. Rue de Rivoli, on pense même qu'il faut faire baisser rapidement le cours de l'action pour faciliter une mise sur le marché qui s'annonce délicate.

Les dirigeants d'Havas suggèrent alors de retarder la privatisation de l'agence pour lui laisser le temps de digérer l'achat de TF 1. Refus de M. Balladur, qui tient pour des raisons politiques à ne pas retarder le programme prévu : peut-on prendre le risque de laisser, en cas de crise politique grave, Havas aux mains d'une autre majorité ? Reste à se tourner vers les banques pour emprunter les fonds nécessaires. Mais celles-ci se montrent réticentes. Les garanties politiques d'une prolongation de l'autorisation au-delà du délai de dix ans sont insuffisantes.

Havas est donc dans une situation financière difficile quand survient le troisième et décisif écueil : la signature, le 5 février, d'un accord définitif entre la CLT et la Lyonnaise des eaux pour reprendre la sixième chaîne. Déjà actionnaire majoritaire de Canal Plus, Havas ne peut pas participer au tour de table de TF 1 et rester actionnaire de la CLT si celle-ci contrôle une autre chaîne. C'est trop, en regard de la loi sur les concentrations : il faut choisir entre TF 1 et la participation au capital de la CLT.

Ce choix, M. Dautier a désespérément tenté de l'éviter. Il avait même proposé à la CLT de l'associer au tour de table sur TF 1 ou de lui rétrocéder ultérieurement une part de ses actions si la Compagnie renouait la compétition. En vain.

Pour Havas, l'alternative est simple : d'un côté l'achat de TF 1 en position minoritaire avec ses difficultés de financement, de l'autre, les confortables dividendes de la CLT et les bénéfices de sa régie publicitaire. Information et publicité (contrôlée par Havas), qui représentent deux tiers des résultats du groupe. A deux mois de la privatisation d'Havas, choisir TF 1 serait suicidaire. M. Dautier doit se résigner : c'est entre l'infécondité de M. Balladur et l'ultimatum de la CLT, il a perdu sa partie de poker. Havas devra rabattre ses ambitions audiovisuelles sur Canal Plus et la CLT.

Le bilan de ces dernières semaines n'est guère brillant : deux fois sacrifiée à la raison d'Etat, la stratégie du groupe paraît hésitante aux yeux de ses partenaires français et étrangers. JEAN-FRANÇOIS LACAN.

M. Robert Hersant critique le principe d'une sixième chaîne généraliste

Invité au Conseil national des collectivités territoriales pour l'audiovisuel (CNCTA) en même temps que les autres candidats à la sixième chaîne, M. Robert Hersant a rompu, mercredi 11 février, le silence qu'il s'imposait depuis plusieurs mois sur le dossier télévisuel. Exprimant en vision du prochain paysage audiovisuel français, le patron de Figaro a ainsi dénoncé les projets de transformation de la TV-6 — actuellement thématique musicale — en une chaîne généraliste. Il a également réitéré que son projet de reprise de « La 5 » comportait une dimension régionale et multiplierait l'ouverture de fenêtres vers des télévisions locales.

Jolie tribune ! Henri de Turenne (projet Goldsmith), Peby Geizez (UGC), Jean Drucker (CLT-Métropole), représentants des groupes Hachette et Bouygues, de la Lyonnaise et de la Générale des eaux, et puis... Robert Hersant en personne (accompagné de Philippe Ramond, le directeur de son projet de télévision), venus répondre à la question du jour : « Que peuvent apporter les nouvelles télévisions aux régions, départements et villes ? » Au lendemain du dépôt fébrile des candidatures à « La 5 » et à TV-6, la réunion des challengers était assurément un beau coup, et si les réponses des candidats manquaient parfois de précision — tous, sans exception, étaient favorables à une coopération avec des télévisions locales — l'intervention de M. Hersant provoqua l'événement.

D'abord par sa critique du projet esquissé par certains — la Lyonnaise alliée à la CLT — de faire de TV-6 une chaîne généraliste comme les autres. Projet dangereux pour l'équilibre du paysage audiovisuel, a commenté M. Hersant en précisant que le marché publicitaire ne permettrait pas la survie de deux autres chaînes généralistes à côté de TF 1, dont les recettes pourraient atteindre 4 milliards de francs en 1988. Le schéma précédent d'une sixième chaîne très thématique et ciblée avec un budget

publicitaire moindre et complémentaire des autres chaînes avait visiblement sa préférence.

Ensuite, par la révélation de la dimension régionale de son projet sur la cinquième chaîne. Un projet qui s'inspire d'un système de network à l'américaine et prévoit, grâce à l'utilisation de l'antenne Télécom-1 pour diffuser la chaîne, des décrochages locaux, « techniquement faciles et peu coûteux », précise M. Philippe Ramond. Un appel général serait donc lancé, au lendemain de l'ouverture de la CNCTA à l'adresse de tous ceux — collectivités locales ou régionales, journaux, associations — qui souhaitent lancer une télévision locale, afin qu'ils se joignent au projet.

Ces fenêtres au sein du programme national ne pourront en aucun cas s'ouvrir durant le *prime time* (aux heures de forte audience) mais bénéficieront de la souplesse d'une grille qui inclura des rediffusions. Disposant de leur tranche comme elles l'entendent, les stations locales n'auront, à l'égard du réseau, aucun lien de dépendance. « Elles doivent posséder une pleine responsabilité dans le domaine éditorial », a affirmé M. Hersant, son groupe ayant apparemment abandonné toute idée de créer ou susciter lui-même des télévisions locales liées à ses journaux.

L'intérêt du système ? « Avant tout, l'attachement de la chaîne, nous l'appelons M. Philippe Ramond. Pour nous rapprocher de la « une », qui touche 98 % du territoire, le meilleur moyen est d'être plus proche des gens et de leur offrir, grâce à de nombreux relais, la télévision de proximité. Aucune station locale ne pourra financer plusieurs heures quotidiennes de programme. Voilà donc que nous leur apportons une fréquence, un programme national, un savoir-faire technique... En échange, qu'elles proposent par exemple une courte météo locale après un bulletin national, et nous gagnerons aussi des téléspectateurs ! »

Pour le reste l'état-major Hersant garde encore le secret, notamment sur ses programmes, et malgré les sollicitations des responsables d'hebdomadaires de télévision, soucieux, à cause de délais contraignants d'impression, de connaître très vite les émissions susceptibles de prendre le relais de « La 5 », le 1^{er} mars prochain. On se garde bien également de faire des pronostics ; mais la visite de MM. Hersant et Ramond la semaine passée dans les locaux de « La 5 », rue Jean-Guyon, suivie de celle de MM. Berlusconi et Seydoux dans les studios du boulevard Péreire, avait tout de même des allures de symbole.

ANNICK COJEAN.

Sports

La disqualification de Marc Lopez pour dopage

L'haltérophilie sous anabolisants

Pourquoi moi ? C'est ce cri de victime frappée par l'injustice que vient de lancer l'haltérophile Marc Lopez. Champion de France le 11 décembre dernier dans la catégorie des 82 kg, ce moniteur de sport à Créteil vient de confesser publiquement, dans une lettre aux journaux, qu'il a utilisé des produits anabolisants, le Dynamol et le Brimobolan, pour accroître sa force musculaire. Mais il s'indigne d'avoir été écarté des sélections nationales pour cela.

Il accuse la Fédération d'haltérophilie de lui avoir offert, ainsi qu'à ses camarades, les moyens médicaux de prendre des substances illicites. Et il pense qu'il est le bon émissaire d'une opération de « blanchissage » de ce sport.

Depuis qu'a débuté des années 60, la médecine américaine John Ziegler a eu la malencontreuse idée d'essayer les anabolisants pour accroître la force des joueurs, de fonte, l'haltérophilie a été gravement contaminée par cette forme de dopage. Elle accroit la masse musculaire très rapidement mais entraîne aussi de sévères troubles hormonaux et tendineux.

Les accidents mortels qui se sont produits (le Belge Roger Rysdewer en 1978) ou les confessions dramatiques de repentis (le Finlandais Kaarlo Olavi Kangasniemi, nuqué brisé par une barre de 160 kg) n'ont pas arrêté l'escalade des « charges ». La recherche de la performance à tout prix fait-elle oublier

à ces sportifs le risque qu'ils prennent ?

Les pouvoirs publics français ont décidé d'attaquer le mal à la racine : les réseaux pour se procurer des substances dopantes sont assimilés à des circuits de distribution de drogue. Les fédérations sportives les plus concernées — cyclisme et haltérophilie — ont clairement été mises en garde. Un coup de filet pendant les Six Jours de Paris a conduit à l'arrestation de plusieurs « soigneurs », aux valises pleines de « produits miracles ». La Fédération d'haltérophilie a décidé de faire elle-même le ménage : le contrôle effectif après les derniers championnats de France a révélé que Marc Lopez était « positif ».

Le directeur technique de la FFH, Marcel Paterni, se dédouane-t-il ainsi à bon compte ? Une polémique est engagée dans laquelle tout le monde fuit ses responsabilités. Marc Lopez n'a pas le sentiment d'avoir mal agi ou triché en prenant des anabolisants : il a fait « comme les autres ».

L'association n'a pas l'impression d'être injuste en le sanctionnant : après avoir beaucoup fermé les yeux elle avait prévenu qu'elle serait sévère. Mais cela ne fait pas avancer d'un pouce la réflexion sur l'amélioration des performances humaines qui est à la croisée des chemins du sport et de la recherche médicale et scientifique.

ALAIN GRAUDO.

CNRS

Une décision du Directeur Général du Centre National de la Recherche Scientifique en date du 31 janvier 1987 a fixé au 16 février 1987 la date à laquelle la liste des électeurs aux quarante-cinq sections du Comité National de la Recherche Scientifique préalablement arrêtée par le Directeur Général, sera déposée au Centre National de la Recherche Scientifique, Secrétariat Général de la Commission Electorale, 23, rue du Maroc à Paris (19^e), où elle pourra être consultée par toute personne intéressée.

Les réclamations contre cette liste peuvent être adressées au Président de la Commission Electorale, à l'adresse susmentionnée, jusqu'au 3 mars 1987 inclus (24 heures).

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Dans l'encart paru dans le Monde daté du 11/2/87, il fallait lire : Directeur Général du Centre National de la Recherche Scientifique.

LES CHEVALIERS DE TAPIE

Ils sont dans l'ombre. Mais leur patron ne tarit pas d'éloges sur leur compte : ils redressent les entreprises en un éclair. Ils sont les meilleurs, les mieux payés... Le Monde Affaires a découvert les hommes de Tapié.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

Qui peut racheter TF 1 ?

Havas a jeté l'éponge. Quel groupe va maintenant prendre le risque d'investir 3 milliards de francs pour une hypothétique rentabilité sur dix ans ?

Slalom parallèle entre Salomon et Rossignol :

skis, chaussures, fixations... Les deux grands fabricants de matériel, jusque-là complémentaires, seront demain d'impitoyables concurrents.

Les intellectuels de Cap Gemini.

L'annuaire électronique, les logiciels d'Eureka et de la navette Hermès : ce sont eux : Ils ont construit la première entreprise européenne de matière grise.



Le Monde

Chaque vendredi, les affaires c'est l'affaire de tout Le Monde.

* Prochain numéro : demain.

Communication

A2 et FR3, malades du soupçon

la critique le principe
chaîne généraliste

(Suite de la première page.)

Bien malin qui saura déchiffrer ses intentions. Nul ne le verra jamais s'étrangler devant les nudités de « Sexy Folies » ou s'effrayer de tel ou tel dérapage de la rédaction. Mais que de fureurs rentrée ! Que de fausses impuissances dominées ! Cet énarque, ancien directeur de cabinet d'Alain Peyrefitte, puis directeur de télévision dans les années 60, ce « bruyant » de l'ORTF, comme l'appellent quelques-uns qui ne l'aiment guère, se contente pour l'heure de sursauter quand on prononce certains mots devant lui. Question : « Quelle place souhaitez-vous accorder à la culture moderne ? » Réponse, sèche, comme l'antique : « Moderne, moderne, pour vous, Molière n'est pas moderne ? » Question : « Votre chaîne doit-elle consacrer un magazine aux faits de société ? » Réponse : « Les faits de société, je ne sais pas ce que c'est. Nous traitons le contingent et le permanent ».

Et de louer les mérites de l'émission « Droit de réplique », par laquelle les partis politiques répondent aux communications du gouvernement, summum, selon lui, de l'équilibre dans le temps de parole. Et d'inviter ses journalistes et ses responsables des programmes à ne pas surcharger leurs textes d'adverbes, à pratiquer l'indépendance, « surtout par rapport à vos préjugés », à respecter les valeurs familiales et religieuses.

Il se défend, bien entendu, d'avoir été envoyé à ce poste par l'hôtel Matignon pour « faire le ménage ». Tout comme son collègue René Han : « Jacques Chirac, je ne l'ai jamais rencontré. Il n'a jamais éprouvé le besoin de me recevoir, ni moi d'être reçu par lui. Je ne suis militant d'aucun parti. Cela dit, je ne peux pas vous forcer à me croire ».

Entré à l'âge de vingt-deux ans à la Radiodiffusion française, René Han, contrairement à Claude Contamine, est un pur produit maison. Commissaire politique, lui ? Grand boucher égaré d'une chaîne crypto-communiste, ingouvernable pour cause d'éparpillement de Rennes à Strasbourg, de Lille à Nice ? « L'ampleur et la portée de la critique sont telles que c'est ridicule », rétorque à peine René Han, qu'il suffit de voir une fois pour se rendre compte qu'il n'est pas un homme d'investives ni d'oukases.

Six minutes d'excitation

Mais le très court M. Han n'est-il pas celui qui a supprimé « Taxi », le magazine d'information de Philippe Alfonsi, mis au panier après moins d'une année de diffusion ? « Il manquait 16 millions de francs. Voilà la doctrine, cette décision à contre cœur. Nous avions choisi Philippe, retenu son idée. C'est une émission que j'avais lancée et que j'aimais beaucoup ». On se pince. Voilà un « boucher » à qui le dérapage répugne apparemment. « J'ai de l'estime pour lui, assure Serge Moati, directeur général de FR 3 de 1981 à 1985. Je ne vais pas débattre sur mes succès, mais avant d'avoir vu ce qu'il font. Arrêtons le ping-pong idéologique ».

Sacré ping-pong, et qui colle à la peau. C'est peut-être la plus lourde hantise d'Antenne 2 et de FR 3 dans leur combat qui commence contre les « privées ». Quand Patrick Poivre d'Arvor rappelle avec raison : « C'est sous une télé dite giscardienne que Mitterrand a été élu, et sous une télé dite socialiste que les socialistes ont accumulé trois échecs électoraux », il plaide dans le vide. Le jouteur est trop tentant, et les revanches aussi. A Matignon, certains mauvais conseillers tapotent en bouillonnant sur leurs bureaux de style en soupissant : « Bien sûr, nous ne voulons pas de chasse aux sorcières, mais Dieu que c'est long ! »

Et voilà pourquoi votre télévision, même si vous ne vous en apercevez pas à l'écran, est devenue folle. Certains de n'avoir pas trouvé en son président un allié mais un cheval de Troie, la rédaction d'Antenne 2, éperdue d'indépendance, occupe toutes les moutures, s'égare dans la commission d'enquête sénatoriale sur les violences lors des manifestations étudiantes sous prétexte qu'il demande — horreur, le godel n'est pas loin — les noms et adresses des journalistes qui ont « couvert » ces événements. Elle soupçonne de velléités normalisatrices son nouveau directeur de la rédaction, Elie Vannier, finale-

ment nommé après que plusieurs autres candidats se sont résoués, lorsqu'il se propose de regrouper toute la rédaction au même étage de l'immeuble. L'éparpillement précède-t-il bien l'indépendance de toutes les éditions, que Vannier se propose de rationaliser : « Pas pour des raisons politiques, précise-t-il. Jamais je ne nommerai ni n'invierai personne pour des raisons politiques. Mais jamais non plus je ne m'interdirai de prendre une décision pour des raisons politiques ».

Les nouveaux dirigeants de la chaîne découvrent une rédaction « bloc de granite », frondeuse et fière de sa personnalité. « Elle a le goût de l'indépendance, du commentaire », résume Bernard Rapp, l'un des présentateurs de

changeant jamais de tête à la télévision, Pierre Sabbagh présente-t-il toujours le journal ».

La grande fierté de la rédaction d'Antenne 2, au fond, c'était d'avoir définitivement enterré l'époque de la fin du giscardisme, celle, se souvient un journaliste, où l'on entendait le matin Alain Duhamel lire sur Europe 1 un « papier » sur le rôle des femmes dans la société française, Patrice Duhamel enfoncer le clou sur TF1 à 13 heures, et Jean-Pierre Elkabbach, dans l'après-midi, suggérer bouillamment, en conférence de rédaction que l'on fasse présenter le journal de la « 2 » par une femme. En finir avec ce rôle de diffuseur des idées, même éclairées, lancées par le monarque, opposer son « professionnalisme » à tous les pouvoirs,

et son neuvième rédacteur en chef de « Soir 3 » depuis huit ans.

Aucune entreprise normalement constituée ne peut résister à cela, assure Geneviève Guichon. La manière dont cette chaîne a été traitée est insensée. Plus que toute autre, cette chaîne qui n'en finit pas de se débarrasser de sa réputation de « télévision des préfectures », et emploie au total six cent quarante journalistes, dont à peine un dixième à Paris, vit au rythme des échéances électorales, superposant des strates de journalistes d'origines diverses, et congédiant ses PDG selon l'air du temps.

Après cinq folles années au cours desquelles FR 3 a vécu à l'heure de la décentralisation active et militante, c'est le grand retour du balancier. L'heure des

bien sûr, se bousculent dans le fond de commerce de la chaîne : les Drucker, Chancel, Ruggieri, Decaux, Pivot et les autres. « Mais imaginez une seconde, redonne un homme de sérail, que Pivot, Chancel ou Jacques Martin nous quittent. Nous sommes dépendants de cinq ou six vedettes. Que TF1, la « 5 » ou la « 6 » arrivent lestés d'un chèque alléchant, et c'en est fait des stars de la « 2 ».

Un pavé de plusieurs heures

Chacun s'interroge aussi sur l'impact des futures obligations de service public, imposées par un cahier des charges « coercitif ». Diffuser les émissions religieuses chaque dimanche matin de 9 heures à midi constitue « à la fois un ghetto religieux et un pavé de plusieurs heures dans la grille », regrette Marcel Julian, qui fut le premier président-directeur général d'Antenne 2. De quoi faire docilement rigoler les « privées », chuter l'audience, et décourager quelques annonceurs.

Ce serait cependant faire injure aux deux nouveaux présidents-directeurs généraux que de penser qu'ils n'ont pas leur petite idée de ce que doit être le « look service public » sur les petits écrans. Des idées, ils en ont. L'inconvénient, c'est que ce sont souvent les mêmes. En résumé : faisons sérieux. « Chiant », disent les mauvais esprits. « Il faut jouer la réflexion, la connaissance, la culture, souhaite René Han. Faire une télévision incitative à la rencontre d'autre chose ». Et, comme en écho, Claude Contamine : « Il y a deux ou trois choses qui sont absentes de l'antenne. Des œuvres de fiction faisant référence à de grands textes littéraires, tout ce qui tourne autour de l'histoire ».

Tous ses interlocuteurs sortent de leurs entrecuirs convaincus que le président d'Antenne 2 souhaite aussi davantage de sciences, d'architecture, d'archéologie. Là encore, les non-dits, et les sous-entendus nourrissent invectives et suspensions. « C'est un homme d'un autre siècle. J'ai eu l'impression de retourner à l'ère glaciaire », murmure, averti, un visiteur de Claude Contamine. Dans les couloirs, on se moque d'un homme qui aurait confessé n'avoir jamais vu « Moi, je », l'un des magazines vedettes de la chaîne. « Le rock ne sera jamais une culture », aurait-il encore déclaré.

De toute évidence, la nouvelle direction d'Antenne 2 se sent plus proche d'un modèle culturel classique que d'une culture intégrant pêle-mêle la BD, le rock, les clips et ce qu'on qualifie, toujours au 7^e étage, de « contingent ». Lorsqu'il est question d'émission de qualité, le président pense spontanément à la remarquable adaptation du *Dialogue des Carmélites*, de Georges Bernanos, ou à l'*Éducation sentimentale*, de Flaubert, rarement à des émissions susceptibles de drainer une très large audience. « Pourquoi pas, résume un producteur, mais alors, disons carrément qu'on tourne le dos à la concurrence ».

Visiblement, Antenne 2 nourrit un projet de grille qui, sans bouleversements majeurs, soit de bon ton, « convenable » pour tout dire, puisque le mot est volontiers prononcé. Une télévision dont la vitrine idéale pourrait être la Comédie-Française, le Louvre et l'Opéra, en arrière-plan, quelques magazines « grand public mais haut de gamme », non exclusif du sacro-saint tiercé ! Une télévision assez éloignée de celle d'un Marcel Julien qui réclamait « des moments de folie » ou d'un Pierre Desgraupes qui parlait volontiers sur la recherche et la culture.

Deux ou trois pétards

En bonne logique, le nu à l'écran n'empêche pas l'adhésion de la nouvelle présidence. Les malades et les mousmousses complaisamment exhibés ont été dans une émission présentée par Christophe Dechavanne lui ont défilé, croit-on savoir.

En lutte contre toutes les morosités, Pascale Breugnot, qui est à l'origine de « Moi, je », « Sexy folies », « Vive la crise », « Psy show », etc. assure : « Nous avons un formidable fonds de commerce. Il suffit de deux ou trois pétards pour qu'on dise : Antenne 2 est la plus inventive, la plus forte ». Et Marcel Julian de déclarer : « Je suis sûr que Claude Contamine a conscience qu'il ne peut pas classer la chaîne à moins de faire la part belle au privé ».

C'est que la concurrence « va être extravagante », selon le

président-directeur général de FR3. Sans grands moyens financiers, René Han et toute son équipe ont décidé, à partir de septembre, avec leur nouvelle grille de programmes, de lutter seulement dans la tranche 18-22 heures pour faire de l'audience. Le reste, tout le reste — y compris le dimanche soir — marquera la « différence » de FR3. Avec le concours de la « 1 », présidée par l'historien Georges Duby, qui assumera la responsabilité éditoriale et financière de six « Journées à thème » sur FR3. La première, le 1^{er} mai, sera consacrée au dixième anniversaire de Beau-

bourg. Les embarras financiers de FR3 ont largement déterminé plusieurs choix, dont le refus des stars. « On ne fera jamais Champs-Élysées », indique Charles Greber, directeur des relations extérieures. « C'est une politique insensée pour nos moyens et, j'ajoute, en tout état de cause », dit René Han. Si A2 l'orphe bien du côté de Bernanos, FR3, elle, regarde vers Victor Segalen. Voilà qui est bien, tout à leur honneur. Mais comment se fait-il que nos présidents-directeurs généraux deviennent muets sur les années 80 ?

« J'ai l'impression d'assister à la projection d'un film vieux de dix ans », s'exclame un journaliste de FR3. Claude Sérillon s'interroge : « Quels sont les hommes neufs ? Je ne vois rien d'inventif. On nous propose une définition très lourde de la télévision. Cela fait restauration ». Voilà le hic : le spectre d'une renaissance d'un service vieux jeu, façon ORTF, avec ses grands et toutes ses baloutises. A propos d'Antenne 2, quelqu'un persifle : « Claude Contamine se pose en diffuseur. Il ne doit guère se demander si les téléspectateurs reçoivent bien ses cadeaux ».

Tout cela est-il raisonnable, alors que la concurrence est d'ores et déjà agressive, comme en témoigne un incident récent ? C'était le

A2

En 1987, le budget d'Antenne 2 s'élève à 2 519,7 millions de francs. La part de la redevance sera de 774,7 millions et celle de la publicité de 1 688 millions. Environ 1 400 millions seront consacrés à la réalisation de programmes et 428 millions aux informations et aux émissions sportives. La chaîne emploie 1 362 collaborateurs dont 236 journalistes.

FR 3

Le budget de FR 3, toujours en 1987, sera de 2 735 millions de francs. La part de la redevance est de 2 256 millions et celle de la publicité fixée à 390 millions. FR 3 emploie 3 404 collaborateurs, dont 614 journalistes à Paris et en province.

soir du dixième anniversaire de Beaubourg. Sur l'esplanade, Claude Sérillon et un journaliste de TF1 attendaient en direct que le président de la République arrivât à la cérémonie. 20 h 02, le président arrive. Claude Sérillon se précipite sur lui pour l'interviewer. Mais plutôt que de supporter que l'image du présentateur d'A2 apparaisse sur TF1, le caméraman de TF1 donne un coup sur la caméra d'Antenne 2, la mettant ainsi hors service. « Il y a dix ans, cela n'aurait pas été aussi sauvage », commente Elie Vannier.

Une chose est sûre : « La rencontre avec le privé, c'est comme Orange, ça va se jouer », assure Patricia Charneliet, l'une des présentatrices du 13 heures sur A2. Et c'est très bien. Avec leurs rêves d'une BBC à la française, les présidents d'Antenne 2 et de FR3 résisteront-ils à la secousse ? Y a-t-il place, en France, pour deux chaînes vouées à la culture classique et au bon ton alors que d'autres chassent les stars, battifolent dans la facilité et les flonflons ?

« Il faut être sérieux sur le fond, mais spectaculaire dans la présentation », préconise Claude Contamine. Les deux présidents-directeurs généraux envoyés au front, par un de ces heureux hasards qui jalonnent la vie des haut fonctionnaires bien-pensants, sont-ils les mieux placés pour éviter de confondre culture et soporifique, sérieux et frileux ? Sauront-ils souder leurs équipes, faire éclore les enthousiasmes, opposer leur « charisme » aux sollicitations financières des « privées » pour garder les meilleurs ? Le moins que l'on puisse dire est que l'élan n'est pas encore donné.

LAURENT GRELLER et DANIEL SCHNEIDERMAN



journal de 20 heures. Et Paul Amar, chef du service politique : « On se veut un peu sociologues. Donner les faits, oui, mais aussi l'analyse ». Traduction décrite au étage, celui de la direction : « Les journalistes sont majoritairement à gauche. C'est ainsi ».

Certains dérapages, il est vrai, peuvent donner prise aux critiques du septième étage. Ainsi ce journal, présenté par Claude Sérillon, où l'on accorde une minute à l'explication du projet de loi du garde des sceaux, Alain Chalon, sur le traitement à réserver aux drogués, et six minutes à l'assassinat de texte par le docteur Francis Curtes. Le journal à peine terminé, Albin Chalon appelle François Pochelet : « Vous avez exécuté ma politique. Off the record, un chef de service reconnaît : « OK. On a déconné. Ça arrive aussi ».

Trop souvent, estime la direction. Et de citer encore la « couverture » du mouvement étudiant. Le reportage sur la première manifestation de la FEN, entraînée par une escouade de dirigeants socialistes, a provoqué un haut-le-cœur. De bonnes âmes ont crié à l'overdose. Au septième étage, on croit se souvenir qu'une journaliste, en pleine grille de la SNCF, interviewait ainsi un gréviste : « Savez-vous que M. Chirac même contre vous la même politique que M. Thatcher contre les mineurs anglais ? » « Dans notre métier, c'est ce que l'on appelle une leading question (question directrice), non ? »

Voilà comme on crée un climat de tous les soupçons. Dès lors, Jean-Marie Cavada et Elie Vannier peuvent déclarer en chœur : « Nous ne sommes pas là pour couper des têtes et briser ce qui marche », tout le monde retient l'épigramme du président-directeur général : « Si on ne

choisit souverainement d'inviter tel ou tel ministre sur le plateau de « 20 heures », voilà le « contrat minimum » de la rédaction d'Antenne 2.

C'est seulement au prix du respect de ces quelques principes que la rédaction se déclare prête à digérer le grand bouleversement que ses nouveaux maîtres rêvent de lui imposer. Car le chaudron d'idées est en ébullition. L'arrivée des « privées », toujours elles, va imposer à Antenne 2 et FR 3 de revoir de fond en comble leurs journaux d'information. Rascoquement de la « grand-mère » du « 20 heures », institution, tout au long de la journée, de flashes d'information : parfois, en brasse des projets.

Dans cette recherche frénétique d'idées nouvelles, tous les regards sont braqués sur le « 19-20 » de FR 3, qui, explique fièrement René Han, « a donné un coup de vieux à tous les autres journaux de toutes les autres chaînes ». Les caméras ne sont plus plantées dans un studio au silence de cathédrale, mais au cœur d'une salle de rédaction bourdonnante, par des présentateurs qui ont rompu la veste et n'hésitent pas — sacrilège ! — à plaisanter à l'antenne.

Les « Wisigoths » dans Rome

Cela ne suffit pas à Christian Bernadac, qui concède encore un grand lifting en plusieurs étapes, pour « Soir 3 ». « C'est l'arrivée des Wisigoths à Rome, s'insurge un journaliste. Ils détruisent le forum, le sénat, les thermes de Caracalla. On change pour changer. C'est l'histoire du galon ». Car voilà un autre obstacle sur la route des Wisigoths : la lassitude des journalistes, témoins fatigués de trop de réformes. FR 3 en est à son cinquième PDG depuis 1981

jacobs a de nouveaux sonnet, et les mutations n'ont pas tardé. Huit directeurs régionaux sur douze ont été remerciés. « Je n'aurai pas l'hypocrisie de reconnaître que j'ai cherché des socia-listes pour les remplacer, reconnaît René Han, mais nous n'avons pas demandé de carte politique ».

On l'ignorait, mais FR 3 est une grande convalescente, enfin revenue d'un voyage en Utopie, le Sésail de la télévision. « De 1980 à 1985, notre audience était passée de 18,5 points à 7,5, explique René Han. Nous sommes aujourd'hui ramenés à 18 ». Pour autant, FR 3 n'est pas tirée d'affaire. Ce géant glouton aspire 75 % de son budget en frais de fonctionnement et dans les structures régionales. « Nous n'avons donc que 25 % de cash pour les programmes nationaux », conclut René Han. Et un handicap au départ. « Cela confine tout simplement à la paralysie », résume Henry Chapier, rédacteur en chef adjoint. Là encore, l'ombre de Sésail.

Curieusement, au moment où la loi prescrit à FR 3 et Antenne 2 de relayer le défi pour offrir aux téléspectateurs français une télévision de qualité, certains ne voient de salut que dans une privatisation partielle de la « chaîne des régions ». « Dans deux ans, FR 3 sera privatisée. Vous savez, ça peut se vendre par appartements », résume FR 3 Limousin, cela ne sera pas cher », pronostique, lugubre, un journaliste.

Sans être aussi sombres, d'autres commencent à se livrer à un bilan critique de la production maison en matière de programmes. « Les programmes, parlons-en ! lance un producteur d'Antenne 2. Qu'avons-nous sorti depuis dix ans ? Des « Chiffres et des lettres », le « Grand Echiquier », Boulevard. Tout ce qui gonfle aux hormones ». Les stars,

Sports

microphilie sous anab

CNRS

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LA TEMPÊTE, Théâtre Gérard-Philippe (en italien), (42-43-00-39), 20 h 30.

PAPERS D'ARMÉNIE, Théâtre de la Ville (42-43-00-39), 21 h.

LE MARIAGE DE FIGARO, Châtelet (47-37-81-15), 20 h.

BEAU RIVAGE, Comédie de Paris (42-41-00-11).

LES CORDONNIERS, Studio Berthelot, Montreuil (43-48-81-33), 20 h 30.

BOIS PARIS

BOULOGNE-SUR-MER, Le Journal intime de Sally Mara au Centre de développement culturel (21-30-28-01), 20 h 30.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), à 19 h 30: The Paul Taylor Dance Company.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), à 20 h 30: Le Songe d'une nuit d'été.

CHATELAIN (47-37-81-15), Grand Théâtre: à 20 h: Le Mariage de Figaro; à 21 h: Les Femmes d'Alceste.

ODÉON (43-25-70-32), à 20 h 30: Les Femmes d'Alceste; à 21 h: Les Femmes d'Alceste.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), à 18 h 30: Les Femmes d'Alceste; à 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

TEP (43-64-80-80), à 19 h: Les Femmes d'Alceste.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-91-19-33), à 20 h 30: Intégrale des airs de concert de Mozart (Gloria Rolando, Harry Dworkin).

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), à 20 h 45: Le Roi des Champs-Élysées; à 21 h: Le Roi des Champs-Élysées.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (43-31-28-34), à 20 h 30: Yiddish cabaret.

Les autres salles

AMANDIERS (43-66-42-17), 20 h 30: La Diva Clémence.

ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30: Harold et Maude.

ARCANES (43-38-19-70), 20 h 30: La Soule au clair de lune.

ARLEQUIN (45-89-45-22), 20 h 30: Mémor.

ARTISTIC-ATREVIANS (43-55-27-10), 21 h: Circé et le chandelier.

ARTS-HERBERTOT (43-87-23-23), 21 h: Artiste.

ATELIER (46-06-49-34), 21 h: Adriane.

ATHÉNÉE (42-47-27-27), salle L. Jouvet, 20 h 30: Le Diable au corps; à 21 h: Le Diable au corps.

BATACLAN (47-00-30-12), 20 h 30: La Diva Clémence.

BOUFFES PARISIENS (43-66-04-34), 21 h: La Nigra.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

CARTOUCHE, Th. de la Tempête (43-28-36-36), 20 h 30: La Diva Clémence; à 21 h: La Diva Clémence.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés. Réservation au prix préférentiel avec la Carte Club.

Jeudi 12 février

Le music-hall

CIBRA (43-57-99-36), 20 h 30: J. Vass.

ESCALIER D'OR (42-74-22-77), 20 h 45: Les Femmes d'Alceste.

ESPACE MARAIS (43-71-10-19), 20 h 30: L'Île des esclaves.

ESSAÏON (42-78-44-42), 19 h: Les Femmes d'Alceste.

FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30: Un beau saut.

GAITE-MONTMARTRE (43-20-60-56), 21 h: Les Femmes d'Alceste.

GALERIE 55 (43-26-43-51), 19 h: Les Femmes d'Alceste.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15: Les Femmes d'Alceste.

MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE (42-71-01-05), 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

LE MERLE MOQUEUR (45-46-12-43), 22 h: Les Femmes d'Alceste.

LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE (43-71-30-85), 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

PALAIS DES CONGRÈS (47-38-40-45), 21 h: Les Femmes d'Alceste.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 21 h: Les Femmes d'Alceste.

THÉÂTRE GREVIN (43-23-01-92), 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

La danse

(Voir tableaux adjoints.)

AMERICAN CENTERS (43-36-21-50), 21 h: Les Femmes d'Alceste.

BASTILLE (47-37-42-14), 21 h: Les Femmes d'Alceste.

CABARET DE LA DANSE (45-57-45-35), 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Les concerts

Cyprien Katoari, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

Salle Caron, 20 h 30: Les Femmes d'Alceste.

cinéma

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

CROCODILE DUNOIS (Am., v.a.), à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LES FILMS NOUVEAUX

ASSOCIATION DE MALPAYS: film français de Claude Zidi. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

ASSOCIATION DE MALPAYS: film français de Claude Zidi. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

ASSOCIATION DE MALPAYS: film français de Claude Zidi. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

ASSOCIATION DE MALPAYS: film français de Claude Zidi. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

ASSOCIATION DE MALPAYS: film français de Claude Zidi. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

ASSOCIATION DE MALPAYS: film français de Claude Zidi. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 2

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 12 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20.30 **Série** : *Columbo*.
Émission de François de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Wollner.
L'homme du mois : Jacques Servier, n° 4 de la pharmacie française ; Points de repère : les obstacles à surmonter par l'économie française en 1987 ; L'oubliage : L'industrie américaine ; Les châteaux de montagne.
23.15 **Documentaire** : Centre Pompidou, 10^e anniversaire.
23.20 **Journal**.
23.35 **Magazine** : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

L'ÉPRUVÉ SOVAC 1986 pour la recherche médicale, d'un montant de 350 000 F, a été décerné le 11 février 1987 à l'unité de biologie des membranes, dirigée par M. Daniel LOUARD de l'Institut PASTEUR, pour ses travaux sur le diagnostic des tumeurs digestives.
Par ailleurs, a également été remis à l'Institut PASTEUR, un chèque de près de 1 million de francs représentant les dons recueillis par SOVAC auprès de ses clients, grâce à son opération "SOYEZ DISPONIBLE POUR L'INSTITUT PASTEUR".

- 20.35 **Cinéma** : La tête dans le sac. □ Film français de Gérard Lauzier (1984). Avec Guy Marchand, Maria Boreman, Panny Bastien, Patrick Bruel, Riton Liebman, Sidi Amadi.
L'album de Lauzier est devenu une vague comédie de succès dont les gags valent du boulevard, avec quelques courtes conventions.
22.00 **Journal**.
Présenté par Daniel Billaud, en direct du Festival international de télévision de Monte-Carlo.
23.15 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20.35 **Cinéma** : M.A.S.H. ■■ Film américain de Robert Altman (1970). Avec Elliott Gould, Donald Sutherland, Tom Skerritt.
Un humour volontairement « bête et méchant » pour

festiver la guerre et la dévotion de l'organisation militaire. Des scènes d'humour. Avec le temps, le caractère de provocations s'émoussie.

- 22.30 **Journal**.
23.00 **Préface** à la nuit.

CANAL PLUS

- 20.35 **Cinéma** : *Dragées au palais*. ■■ Film français de Jacques Barlatier (1963). Avec Guy Bedos, Sophie Desmaris, Jean-Pierre Marielle, Francis Blanche, Alexandra Stewart, Jean-Paul Belmondo, Simone Signoret, Marina Vlady.
22.05 **Flash d'informations**. 22.15 **Cinéma** : *Le plus cher*. ■■ Film américain de Joseph Sargent (1963). Avec Christina Raines, Joe Lando, Emilio Estevez, Marieloree Costello, Louis Giamberini. 23.50 **Cinéma** : *Réalisme*. ■■ Film anglais de John Boorman (1981). Avec Nigel Terry, Helen Mirren, Nicholas Clay, Charles Langh, Paul Giamatti, Nicol Williamson. 2.15 **Documentaire** : *Châteaux français* et *cinéma*.

LA « 5 »

- 20.30 **Cinéma** : La maison des otages. ■■ Film américain de William Wyler (1955). Avec Humphrey Bogart, Frederic March, Arthur Kennedy. *Suspense policier et conflit psychologique, œuvre du bien et du mal. C'est un peu lourd mais bien joué.* 22.30 **Série** : *Kojak*. 23.25 **Série** : *Supercopter*. 0.20 **Série** : *Baretta*. 1.15 **Série** : *Kojak*. 2.10 **Série** : *Star Trek*.

TV 6

- 20.30 **Cinéma** : *Feux croisés*. ■■ Film américain d'Edward Dmytryk (1947). Avec Robert Mitchum, Robert Ryan, Robert Young, Gloria Grahame. *Un film dramatique et psychologiquement remarquable, décalant l'intolérance.* 22.00 **6 Tonic**.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Cinéma** : *Le grand jeu*. 21.30 **Magazine** : *Les nouvelles*. *Expanded Voice Company (Ravoo) : groupe vocal allemand. Concert enregistré le 7 janvier à la Maison de Radio-France.* 22.30 **Nuits magiques**. 0.10 *De jour en lendemain*.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Concert** (donné le 9 janvier 1987 au Grand Auditorium) : Variations sur un thème de Haydn, op. 56, de Brahms ; Concerto pour violon et orchestre n° 1 en sol mineur, op. 26, de Bruch ; Symphonie n° 2 en ré majeur, op. 73, de Brahms, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Léopold Hager ; 1^{er} violon, Jacques Prat. 22.30 *Les sélections de France-Musique*. A 23.00, *Révisions* de : 24.00, *Romantisme à la française : une route infaisable* !

Vendredi 13 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 18.00 **Série** : *Alfred Hitchcock présente...*
18.30 *Révisé de vous voir (suite)*.
17.00 **Variétés** : La chance aux chansons.
17.25 *La vie des Botes*.
17.50 **Feuilleton** : *Hulk, on s'effrite*.
18.20 *Midi-Journal*, pour les jeunes.
18.40 *Jeu : La roue de la fortune*.
19.05 **Feuilleton** : *Santa-Barbara*.
19.40 *Cocorocochy*.
20.00 **Journal**.
20.30 *D'accord, pas d'accord*.

LA SAMARITAINE : VOUS Y VIENDREZ !

LE MARCHÉ AUX AFFAIRES

Toutes, toutes, toutes les affaires à faire !

Samaritaine

- 20.35 **Variétés** : *Grand public*.
Émission de Patrick Sabatier.
Invité : Jean Poiret. Avec Gold, Milva, Michel Fugère, Lina Parker, Viviane Reed, Amanda Lear, Level 42, Philippe Cataldo.
22.00 *La séance de 10 heures*.
Avec Jean Poiret, pour le *Miroir*, et Roger Hanin, pour la *Réunion*.
22.30 **Feuilleton** : *Heimat*.
23.25 **Documentaire** : Centre Pompidou, 10^e anniversaire.
23.30 **Journal**.
23.45 **Magazine** : *Premier balcon*.
0.00 **TSF**. Télévision sans frontières.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 18.05 *C'est encore mieux l'après-midi*.
17.35 *Révisé A 2*.
18.05 **Feuilleton** : *Madame est servie*.
18.30 **Magazine** : *C'est la vie*.
18.50 *Jeu : Des chiffres et des lettres*.
19.15 *Actualités régionales*.
19.40 *Le nouveau théâtre de Boulevard*.
20.00 **Journal**.
20.30 **Série** : *Deux flics à Miami*.
Magazine *Intégrité* de Bernard Pivot.
Sur le thème : Vers la création générale ? sont invités : Pierre Bouteiller et Alain de Sédiry (Les voix de la France), Michel Henry (La barbarie), Bruno Lussan (Bouillon de culture), Philippe Soliers (Le cœur absolu) et Jean-Paul Enthoven, qui parlera de deux livres de E.M. Cioran : *Aveux et anathèmes*, *Des larmes et des saluts*.
22.35 **Journal**.
22.45 **Ciné-club** : *Le signe du lion*. ■■ Cycle les années 60.
Film français d'Éric Rohmer (1959). Avec Jean Hain, Van Donde, Michèle Girardon, Jill Olivier, Paul Crauchet.
► Un musicien américain, vivant en bohème à Saint-Germain-des-Près, tombe à la clocharde pendant l'été, après avoir eu faire un héritage.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18.00 **Documentaire** : *Vive l'histoire !*
Les mémoires du Croquet.
17.00 **Feuilleton** : *Demain l'amour*.
17.25 *Dessin animé : Lucky Luke*.
17.30 *3.2.1. Contact*. La nuit et le corps.
18.00 **Feuilleton** : *Edgar, détective cambrioleur*.
18.25 *La cuisine des jumeaux*.
18.30 **Feuilleton** : *Le roi des dauphins*.
18.57 *Juste ciel, petit horizon*.
19.00 *La 19-20 de l'information*.
De 19.15 à 19.35, actualités régionales.
19.55 *Dessin animé : Ulysse 31*.
20.05 *Joux : La classe*.
20.30 **Feuilleton** : *Les aventuriers du Nouveau Monde*. 3 épisodes.
21.30 *Portrait* : Paul Bocuse.
22.25 **Journal**.
22.50 **Préface** à la nuit.

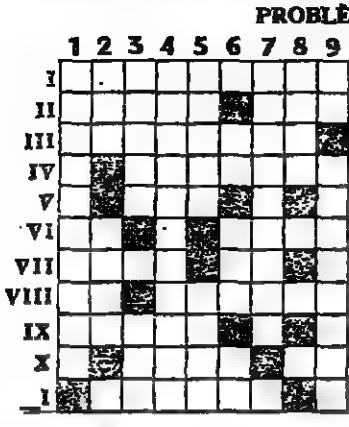
CANAL PLUS

- 14.00 **Cinéma** : *L'homme*. □ Film français de Claude Zidi (1977). Avec Jean-Paul Belmondo, Raquel Welch, Charles Gérard, Julien Guimar, Dany Saval, Aldo Masciocchi.
15.50 **Cinéma** : *Ginger et Fred*. ■■ Film italien de Federico Fellini (1985). Avec Gennaro Martini, Marcello Mastroianni, Franco Fabrizi. 17.50 **Série** : *Cabos cadés*.
18.05 **Flash d'informations**. 18.05 *Dessin animé*.
18.15 *Jeu : Les affaires sont les affaires*. 18.45 *Top 50*.
19.15 *Zénith*. 19.50 *Flash d'informations*. 19.55 *Feuilleton* : *Le grand jeu*. 20.00 *Flash d'informations*. 20.05 *Flash d'informations*. 20.10 *Flash d'informations*. 20.15 *Flash d'informations*. 20.20 *Flash d'informations*. 20.25 *Flash d'informations*. 20.30 *Flash d'informations*. 20.35 *Flash d'informations*. 20.40 *Flash d'informations*. 20.45 *Flash d'informations*. 20.50 *Flash d'informations*. 20.55 *Flash d'informations*. 21.00 *Flash d'informations*. 21.05 *Flash d'informations*. 21.10 *Flash d'informations*. 21.15 *Flash d'informations*. 21.20 *Flash d'informations*. 21.25 *Flash d'informations*. 21.30 *Flash d'informations*. 21.35 *Flash d'informations*. 21.40 *Flash d'informations*. 21.45 *Flash d'informations*. 21.50 *Flash d'informations*. 21.55 *Flash d'informations*. 22.00 *Flash d'informations*. 22.05 *Flash d'informations*. 22.10 *Flash d'informations*. 22.15 *Flash d'informations*. 22.20 *Flash d'informations*. 22.25 *Flash d'informations*. 22.30 *Flash d'informations*. 22.35 *Flash d'informations*. 22.40 *Flash d'informations*. 22.45 *Flash d'informations*. 22.50 *Flash d'informations*. 22.55 *Flash d'informations*. 23.00 *Flash d'informations*. 23.05 *Flash d'informations*. 23.10 *Flash d'informations*. 23.15 *Flash d'informations*. 23.20 *Flash d'informations*. 23.25 *Flash d'informations*. 23.30 *Flash d'informations*. 23.35 *Flash d'informations*. 23.40 *Flash d'informations*. 23.45 *Flash d'informations*. 23.50 *Flash d'informations*. 23.55 *Flash d'informations*. 24.00 *Flash d'informations*. 24.05 *Flash d'informations*. 24.10 *Flash d'informations*. 24.15 *Flash d'informations*. 24.20 *Flash d'informations*. 24.25 *Flash d'informations*. 24.30 *Flash d'informations*. 24.35 *Flash d'informations*. 24.40 *Flash d'informations*. 24.45 *Flash d'informations*. 24.50 *Flash d'informations*. 24.55 *Flash d'informations*. 25.00 *Flash d'informations*. 25.05 *Flash d'informations*. 25.10 *Flash d'informations*. 25.15 *Flash d'informations*. 25.20 *Flash d'informations*. 25.25 *Flash d'informations*. 25.30 *Flash d'informations*. 25.35 *Flash d'informations*. 25.40 *Flash d'informations*. 25.45 *Flash d'informations*. 25.50 *Flash d'informations*. 25.55 *Flash d'informations*. 26.00 *Flash d'informations*. 26.05 *Flash d'informations*. 26.10 *Flash d'informations*. 26.15 *Flash d'informations*. 26.20 *Flash d'informations*. 26.25 *Flash d'informations*. 26.30 *Flash d'informations*. 26.35 *Flash d'informations*. 26.40 *Flash d'informations*. 26.45 *Flash d'informations*. 26.50 *Flash d'informations*. 26.55 *Flash d'informations*. 27.00 *Flash d'informations*. 27.05 *Flash d'informations*. 27.10 *Flash d'informations*. 27.15 *Flash d'informations*. 27.20 *Flash d'informations*. 27.25 *Flash d'informations*. 27.30 *Flash d'informations*. 27.35 *Flash d'informations*. 27.40 *Flash d'informations*. 27.45 *Flash d'informations*. 27.50 *Flash d'informations*. 27.55 *Flash d'informations*. 28.00 *Flash d'informations*. 28.05 *Flash d'informations*. 28.10 *Flash d'informations*. 28.15 *Flash d'informations*. 28.20 *Flash d'informations*. 28.25 *Flash d'informations*. 28.30 *Flash d'informations*. 28.35 *Flash d'informations*. 28.40 *Flash d'informations*. 28.45 *Flash d'informations*. 28.50 *Flash d'informations*. 28.55 *Flash d'informations*. 29.00 *Flash d'informations*. 29.05 *Flash d'informations*. 29.10 *Flash d'informations*. 29.15 *Flash d'informations*. 29.20 *Flash d'informations*. 29.25 *Flash d'informations*. 29.30 *Flash d'informations*. 29.35 *Flash d'informations*. 29.40 *Flash d'informations*. 29.45 *Flash d'informations*. 29.50 *Flash d'informations*. 29.55 *Flash d'informations*. 30.00 *Flash d'informations*. 30.05 *Flash d'informations*. 30.10 *Flash d'informations*. 30.15 *Flash d'informations*. 30.20 *Flash d'informations*. 30.25 *Flash d'informations*. 30.30 *Flash d'informations*. 30.35 *Flash d'informations*. 30.40 *Flash d'informations*. 30.45 *Flash d'informations*. 30.50 *Flash d'informations*. 30.55 *Flash d'informations*. 31.00 *Flash d'informations*. 31.05 *Flash d'informations*. 31.10 *Flash d'informations*. 31.15 *Flash d'informations*. 31.20 *Flash d'informations*. 31.25 *Flash d'informations*. 31.30 *Flash d'informations*. 31.35 *Flash d'informations*. 31.40 *Flash d'informations*. 31.45 *Flash d'informations*. 31.50 *Flash d'informations*. 31.55 *Flash d'informations*. 32.00 *Flash d'informations*. 32.05 *Flash d'informations*. 32.10 *Flash d'informations*. 32.15 *Flash d'informations*. 32.20 *Flash d'informations*. 32.25 *Flash d'informations*. 32.30 *Flash d'informations*. 32.35 *Flash d'informations*. 32.40 *Flash d'informations*. 32.45 *Flash d'informations*. 32.50 *Flash d'informations*. 32.55 *Flash d'informations*. 33.00 *Flash d'informations*. 33.05 *Flash d'informations*. 33.10 *Flash d'informations*. 33.15 *Flash d'informations*. 33.20 *Flash d'informations*. 33.25 *Flash d'informations*. 33.30 *Flash d'informations*. 33.35 *Flash d'informations*. 33.40 *Flash d'informations*. 33.45 *Flash d'informations*. 33.50 *Flash d'informations*. 33.55 *Flash d'informations*. 34.00 *Flash d'informations*. 34.05 *Flash d'informations*. 34.10 *Flash d'informations*. 34.15 *Flash d'informations*. 34.20 *Flash d'informations*. 34.25 *Flash d'informations*. 34.30 *Flash d'informations*. 34.35 *Flash d'informations*. 34.40 *Flash d'informations*. 34.45 *Flash d'informations*. 34.50 *Flash d'informations*. 34.55 *Flash d'informations*. 35.00 *Flash d'informations*. 35.05 *Flash d'informations*. 35.10 *Flash d'informations*. 35.15 *Flash d'informations*. 35.20 *Flash d'informations*. 35.25 *Flash d'informations*. 35.30 *Flash d'informations*. 35.35 *Flash d'informations*. 35.40 *Flash d'informations*. 35.45 *Flash d'informations*. 35.50 *Flash d'informations*. 35.55 *Flash d'informations*. 36.00 *Flash d'informations*. 36.05 *Flash d'informations*. 36.10 *Flash d'informations*. 36.15 *Flash d'informations*. 36.20 *Flash d'informations*. 36.25 *Flash d'informations*. 36.30 *Flash d'informations*. 36.35 *Flash d'informations*. 36.40 *Flash d'informations*. 36.45 *Flash d'informations*. 36.50 *Flash d'informations*. 36.55 *Flash d'informations*. 37.00 *Flash d'informations*. 37.05 *Flash d'informations*. 37.10 *Flash d'informations*. 37.15 *Flash d'informations*. 37.20 *Flash d'informations*. 37.25 *Flash d'informations*. 37.30 *Flash d'informations*. 37.35 *Flash d'informations*. 37.40 *Flash d'informations*. 37.45 *Flash d'informations*. 37.50 *Flash d'informations*. 37.55 *Flash d'informations*. 38.00 *Flash d'informations*. 38.05 *Flash d'informations*. 38.10 *Flash d'informations*. 38.15 *Flash d'informations*. 38.20 *Flash d'informations*. 38.25 *Flash d'informations*. 38.30 *Flash d'informations*. 38.35 *Flash d'informations*. 38.40 *Flash d'informations*. 38.45 *Flash d'informations*. 38.50 *Flash d'informations*. 38.55 *Flash d'informations*. 39.00 *Flash d'informations*. 39.05 *Flash d'informations*. 39.10 *Flash d'informations*. 39.15 *Flash d'informations*. 39.20 *Flash d'informations*. 39.25 *Flash d'informations*. 39.30 *Flash d'informations*. 39.35 *Flash d'informations*. 39.40 *Flash d'informations*. 39.45 *Flash d'informations*. 39.50 *Flash d'informations*. 39.55 *Flash d'informations*. 40.00 *Flash d'informations*. 40.05 *Flash d'informations*. 40.10 *Flash d'informations*. 40.15 *Flash d'informations*. 40.20 *Flash d'informations*. 40.25 *Flash d'informations*. 40.30 *Flash d'informations*. 40.35 *Flash d'informations*. 40.40 *Flash d'informations*. 40.45 *Flash d'informations*. 40.50 *Flash d'informations*. 40.55 *Flash d'informations*. 41.00 *Flash d'informations*. 41.05 *Flash d'informations*. 41.10 *Flash d'informations*. 41.15 *Flash d'informations*. 41.20 *Flash d'informations*. 41.25 *Flash d'informations*. 41.30 *Flash d'informations*. 41.35 *Flash d'informations*. 41.40 *Flash d'informations*. 41.45 *Flash d'informations*. 41.50 *Flash d'informations*. 41.55 *Flash d'informations*. 42.00 *Flash d'informations*. 42.05 *Flash d'informations*. 42.10 *Flash d'informations*. 42.15 *Flash d'informations*. 42.20 *Flash d'informations*. 42.25 *Flash d'informations*. 42.30 *Flash d'informations*. 42.35 *Flash d'informations*. 42.40 *Flash d'informations*. 42.45 *Flash d'informations*. 42.50 *Flash d'informations*. 42.55 *Flash d'informations*. 43.00 *Flash d'informations*. 43.05 *Flash d'informations*. 43.10 *Flash d'informations*. 43.15 *Flash d'informations*. 43.20 *Flash d'informations*. 43.25 *Flash d'informations*. 43.30 *Flash d'informations*. 43.35 *Flash d'informations*. 43.40 *Flash d'informations*. 43.45 *Flash d'informations*. 43.50 *Flash d'informations*. 43.55 *Flash d'informations*. 44.00 *Flash d'informations*. 44.05 *Flash d'informations*. 44.10 *Flash d'informations*. 44.15 *Flash d'informations*. 44.20 *Flash d'informations*. 44.25 *Flash d'informations*. 44.30 *Flash d'informations*. 44.35 *Flash d'informations*. 44.40 *Flash d'informations*. 44.45 *Flash d'informations*. 44.50 *Flash d'informations*. 44.55 *Flash d'informations*. 45.00 *Flash d'informations*. 45.05 *Flash d'informations*. 45.10 *Flash d'informations*. 45.15 *Flash d'informations*. 45.20 *Flash d'informations*. 45.25 *Flash d'informations*. 45.30 *Flash d'informations*. 45.35 *Flash d'informations*. 45.40 *Flash d'informations*. 45.45 *Flash d'informations*. 45.50 *Flash d'informations*. 45.55 *Flash d'informations*. 46.00 *Flash d'informations*. 46.05 *Flash d'informations*. 46.10 *Flash d'informations*. 46.15 *Flash d'informations*. 46.20 *Flash d'informations*. 46.25 *Flash d'informations*. 46.30 *Flash d'informations*. 46.35 *Flash d'informations*. 46.40 *Flash d'informations*. 46.45 *Flash d'informations*. 46.50 *Flash d'informations*. 46.55 *Flash d'informations*. 47.00 *Flash d'informations*. 47.05 *Flash d'informations*. 47.10 *Flash d'informations*. 47.15 *Flash d'informations*. 47.20 *Flash d'informations*. 47.25 *Flash d'informations*. 47.30 *Flash d'informations*. 47.35 *Flash d'informations*. 47.40 *Flash d'informations*. 47.45 *Flash d'informations*. 47.50 *Flash d'informations*. 47.55 *Flash d'informations*. 48.00 *Flash d'informations*. 48.05 *Flash d'informations*. 48.10 *Flash d'informations*. 48.15 *Flash d'informations*. 48.20 *Flash d'informations*. 48.25 *Flash d'informations*. 48.30 *Flash d'informations*. 48.35 *Flash d'informations*. 48.40 *Flash d'informations*. 48.45 *Flash d'informations*. 48.50 *Flash d'informations*. 48.55 *Flash d'informations*. 49.00 *Flash d'informations*. 49.05 *Flash d'informations*. 49.10 *Flash d'informations*. 49.15 *Flash d'informations*. 49.20 *Flash d'informations*. 49.25 *Flash d'informations*. 49.30 *Flash d'informations*. 49.35 *Flash d'informations*. 49.40 *Flash d'informations*. 49.45 *Flash d'informations*. 49.50 *Flash d'informations*. 49.55 *Flash d'informations*. 50.00 *Flash d'informations*. 50.05 *Flash d'informations*. 50.10 *Flash d'informations*. 50.15 *Flash d'informations*. 50.20 *Flash d'informations*. 50.25 *Flash d'informations*. 50.30 *Flash d'informations*. 50.35 *Flash d'informations*. 50.40 *Flash d'informations*. 50.45 *Flash d'informations*. 50.50 *Flash d'informations*. 50.55 *Flash d'informations*. 51.00 *Flash d'informations*. 51.05 *Flash d'informations*. 51.10 *Flash d'informations*. 51.15 *Flash d'informations*. 51.20 *Flash d'informations*. 51.25 *Flash d'informations*. 51.30 *Flash d'informations*. 51.35 *Flash d'informations*. 51.40 *Flash d'informations*. 51.45 *Flash d'informations*. 51.50 *Flash d'informations*. 51.55 *Flash d'informations*. 52.00 *Flash d'informations*. 52.05 *Flash d'informations*. 52.10 *Flash d'informations*. 52.15 *Flash d'informations*. 52.20 *Flash d'informations*. 52.25 *Flash d'informations*. 52.30 *Flash d'informations*. 52.35 *Flash d'informations*. 52.40 *Flash d'informations*. 52.45 *Flash d'informations*. 52.50 *Flash d'informations*. 52.55 *Flash d'informations*. 53.00 *Flash d'informations*. 53.05 *Flash d'informations*. 53.10 *Flash d'informations*. 53.15 *Flash d'informations*. 53.20 *Flash d'informations*. 53.25 *Flash d'informations*. 53.30 *Flash d'informations*. 53.35 *Flash d'informations*. 53.40 *Flash d'informations*. 53.45 *Flash d'informations*. 53.50 *Flash d'informations*. 53.55 *Flash d'informations*. 54.00 *Flash d'informations*. 54.05 *Flash d'informations*. 54.10 *Flash d'informations*. 54.15 *Flash d'informations*. 54.20 *Flash d'informations*. 54.25 *Flash d'informations*. 54.30 *Flash d'informations*. 54.35 *Flash d'informations*. 54.40 *Flash d'informations*. 54.45 *Flash d'informations*. 54.50 *Flash d'informations*. 54.55 *Flash d'informations*. 55.00 *Flash d'informations*. 55.05 *Flash d'informations*. 55.10 *Flash d'informations*. 55.15 *Flash d'informations*. 55.20 *Flash d'informations*. 55.25 *Flash d'informations*. 55.30 *Flash d'informations*. 55.35 *Flash d'informations*. 55.40 *Flash d'informations*. 55.45 *Flash d'informations*. 55.50 *Flash d'informations*. 55.55 *Flash d'informations*. 56.00 *Flash d'informations*. 56.05 *Flash d'informations*. 56.10 *Flash d'informations*. 56.15 *Flash d'informations*. 56.20 *Flash d'informations*. 56.25 *Flash d'informations*. 56.30 *Flash d'informations*. 56.35 *Flash d'informations*. 56.40 *Flash d'informations*. 56.45 *Flash d'informations*. 56.50 *Flash d'informations*. 56.55 *Flash d'informations*. 57.00 *Flash d'informations*. 57.05 *Flash d'informations*. 57.10 *Flash d'informations*. 57.15 *Flash d'informations*. 57.20 *Flash d'informations*. 57.25 *Flash d'informations*. 57.30 *Flash d'informations*. 57.35 *Flash d'informations*. 57.40 *Flash d'informations*. 57.45 *Flash d'informations*. 57.50 *Flash d'informations*. 57.55 *Flash d'informations*. 58.00 *Flash d'informations*. 58.05 *Flash d'informations*. 58.10 *Flash d'informations*. 58.15 *Flash d'informations*. 58.20 *Flash d'informations*. 58.25 *Flash d'informations*. 58.30 *Flash d'informations*. 58.35 *Flash d'informations*. 58.40 *Flash d'informations*. 58.45 *Flash d'informations*. 58.50 *Flash d'informations*. 58.55 *Flash d'informations*. 59.00 *Flash d'informations*. 59.05 *Flash d'informations*. 59.10 *Flash d'informations*. 59.15 *Flash d'informations*. 59.20 *Flash d'informations*. 59.25 *Flash d'informations*. 59.30 *Flash d'informations*. 59.35 *Flash d'informations*. 59.40 *Flash d'informations*. 59.45 *Flash d'informations*. 59.50 *Flash d'informations*. 59.55 *Flash d'informations*. 60.00 *Flash d'informations*. 60.05 *Flash d'informations*. 60.1

صكنا من الاحول

« Services »

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 4420
VERTICALEMENT
1. Les charmes qu'elle exhibe sont loin d'être gracieux. — 2. Agent de liaison à l'hôtel de ville. Porte souvent ombrage à ses visiteurs. — 3. Capitale du Ventadour. Fille lumineuse ou unité rayonnante. — 4. Fait supposer que l'épouse d'un monarque libéral aurait vécu pour des prunes. — 5. Boulette ou brioche. Nombre de jours entre un retour et un exil célèbres. — 6. Finale pour un requiem. Point rougissant ou bloc rouge. Copulative. — 7. Produit d'entretien ou aliment pour canard. — 8. Répondre à l'appel de la forêt. — 9. Lis. Mot sans queue ni tête.

HORIZONTALEMENT
1. Pour justifier son nom, ce ne peut être que de l'argent liquide. — 2. Telle une femme forte en « combinaison ». Sans biais. — 3. Sa posture est méprisante. — 4. Expose méthodiquement. — 5. Ne perd pas le nord. — 6. Tripe au ventre. Incantation avinée. — 7. Elément d'un vieux magot chinois. Note. — 8. Point de départ. Une belle en déshabillé lui fit porter des cornes. — 9. Brute. — 10. Attaché intime. Copulative. — 11. Pour un appétit d'oiseau.

Solution du problème n° 4419
Horizontalement
I. Proviseur. — II. Housse. Si. — III. Obstacles. — IV. Nitouche. — V. On. Née. — VI. G. Veston. — VII. R. On. Suc. — VIII. Bi. Fête. — IX. Pair. In. — X. Habituels. — XI. Erié. Ruse.
Verticalement
1. Phonographe. — 2. Robinet. Aar. — 3. Oust! Bibi. — 4. Veto. Voirie. — 5. Aunes. — 6. Succès. Four. — 7. Lho-tse. Eu. — 8. Usée. Outils. — 9. Ris. Encensé.

JOURNAL OFFICIEL
Sont publiés au Journal officiel du jeudi 12 février 1987 :
UN DÉCRET
N° 87-87 du 10 février 1987 modifiant le décret n° 75-874 du 24 septembre 1975 fixant les attributions des commandants supérieurs dans les départements et territoires d'outre-mer.
DES ARRÊTÉS
Du 6 février 1987 fixant la liste des académies dans lesquelles

peuvent être subies certaines épreuves de langue étrangères à la session de 1987 du baccalauréat de l'enseignement du second degré.
Du 16 janvier 1987 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.
Du 26 janvier 1987 portant création d'un certificat d'aptitude professionnelle maritime de marin de commerce.

Le Monde

sur minitel

IMMOBILIER

Pour trouver un logement
30 000 affaires Paris-Provence. Garantie FNAIM.

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 842260
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les exposants auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indication particulière, à l'écriteau de la vente.

LUNDI 16 FÉVRIER

S. 1. - Objets d'art et de bel ameublement principalement du 18^e siècle. Exempte-Orléans. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, MM. DILLÉ, Levy-Lacaze et MM. Beaudry, Raimbre, experts.
S. 2. - Tableaux, beaux bijoux, Art nouveau, meubles - M^{rs} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 4. - Tableaux, bibelots, meubles, objets d'art. Armes - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 6. - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dehaut et Sertin, experts.
S. 7. - Tableaux, bibelots, mobilier - M^{rs} OGER, DUMONT.
S. 13. - Objets d'art et d'ameublement - M^{rs} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
S. 14. - Antiquités de faïences et porcelaines, meubles de style - M^{rs} de CAGNY.

MARDI 17 FÉVRIER

S. 9. - Tableaux, objets d'art, meubles - M^{rs} BINOCHÉ, GODEAU.

MERCREDI 18 FÉVRIER

S. 1. - Bibelots, meubles - M^{rs} DEURBERGUE.
S. 4. - Vues d'opéra, tableaux, bibelots, mobilier - M^{rs} LIBERT, CASTOR.
S. 11. - Ling. dentelles, fourrures - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, M^{rs} Daniel.
S. 14. - Tableaux, objets d'art, meubles d'époque et de style - M^{rs} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY.

JEUDI 19 JANVIER

S. 9. - Fourrures - M^{rs} BOISGIRARD, M^{rs} de Heeckeren, expert.

VENDREDI 20 FÉVRIER

S. 1. - Tableaux, bibelots, mobilier - M^{rs} BOISGIRARD.
S. 4. - Estampes anciennes et modernes, tableaux et dessins modernes - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M^{rs} Caillaud, expert.
S. 6. - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromanger, Vénérique Fromanger, experts.
S. 7. - Collection d'armes anciennes, armes blanches, armes à feu - M^{rs} COUTURIER, de NICOLAY, M. Verner, expert.
S. 14. - Bons meubles, objets mobiliers - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 15. - Meub. - M^{rs} LENORMAND, DAYEN.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
DE CAGNY, 4, rue Drouot (75009), 42-46-00-07.
COUTURIER, de NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 45-53-85-44.
DEURBERGUE, 19, bd Montmartre (75002), 42-61-36-50.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-61-80-07.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.

Le Carnet du Monde

Naissances

- Brigitte LEMERCIER, Jean-Pierre SALTIEL et Jérôme sont heureux d'annoncer la naissance de
Mathilde.
Paris, le 31 janvier 1987.
7, rue de l'Albion, 75016 Paris.

Mariages

- On nous prie d'annoncer le mariage de
Anouk BÉRÈS et Michel FRIEL.
Paris, 30 janvier 1987.

- M. et M^{rs} Jacques MIRON-NEAU,
M. et M^{rs} PINA CONTRERAS ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants,
M^{rs} Françoise MIRONNEAU et M. Guillermo PINA CONTRERAS
qui a été célébré dans l'intimité.

4, chemin des Monts-de-Bregille, 25000 Besançon.
Hospice 151 Santo Domingo, (République Dominicaine), 20, rue Edgar-Quinet, 92120 Montrouge.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de
Louis CASTELLAN,
survécu le 10 février 1987, dans sa trente-deuxième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée, le 13 février, à 16 heures, en l'église Saint-Jean-Bosco, à Toulon.
De la part de ses enfants, sa famille et ses amis.

18, rue Henri-Barbousse, 75003 Paris.
- Le capitaine de vaisseau (H.) Gérard Cuvier,
son épouse,
M^{rs} Laurence Chevallier,
Le docteur Olivier Cuvier,
ses enfants,
Emmanuel et Nicolas,
ses petits-enfants,
Bertrand et Xavier Merveilleux du Vignaux,
ses frères,
Lily de Broecker,
sa sœur,
ont le plaisir de faire part du décès de
Jeanne Marie Marthe CAUVIN,
née Merveilleux du Vignaux,
survécue le 6 février 1987.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Notre-Dame-de-Grâce de Passy.

- M^{rs} Colette Gissot,
M. et M^{rs} Roger Haquart,
M. et M^{rs} Pierre Gissot,
M. et M^{rs} Edmond Schuller,
M. Jean-Paul Gissot,
M. et M^{rs} Bernard Gissot,
M^{rs} Odile Gissot,
M. et M^{rs} Jean-Pierre Perrin-Chattard,
ses enfants,
Emmanuel et Anne Haquart,
Sophie Haquart et Philippe Remand,
Pascale et Caroline Manner,
Arnaud Haquart,
François-Xavier et Anne-France Delion,
Hervé, Thierry et Pierre-Olivier Gissot,
Jean-Christophe et Françoise Schuller,
ont le plaisir de faire part du décès de
Monsieur TOBIAS SALOMON,
ingénieur en chef des carburants, professeur honoraire à l'Institut français du pétrole, chevalier des Palmes académiques,
survécue le 10 février 1987, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, à Jérusalem.

Jean-François et Florence Costantier, Gentier et Jérôme Gissot, Thibault, Clémentine et Camille Perrin-Chattard, Benjamin Delion, Isabelle et Sébastien Schuller, Martin, Pierre-Louis et Damien Costantier, ses petits-enfants,
M. Marcel Lemoigne,
M^{rs} Charles Remand,
Le colonel Léon Gissot,
Le colonel Lucien Gissot,
ses frères, sœur et beaux-frères, et leurs enfants, petits-enfants, et arrière-petits-enfants,
M^{rs} Anne Lejeune,
ont le plaisir de faire part du décès, survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année, à son domicile, à Paris, le 10 février 1987, de
M^{rs} Paul GISSOT,
né Jean Lemoigne, veuve de l'ingénieur général du génie maritime,
Paul Gissot.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 13 février, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Champs, Paris (6^e).
L'inhumation se fera dans la sépulture de famille, à Brétigny.
Cet avis tient lieu de faire-part.

25, rue du Montparnasse, 75006 Paris.
- M^{rs} Robert Laurence,
son épouse,
M^{rs} Hélène Laurence,
M. et M^{rs} Philippe Laurence,
M. Hubert Laurence,
ses enfants,
Bertrand, Frank et Josiane,
Aurore, Hélène, Fabrice, Delphine, ses petits-enfants,
Camille,
son arrière-petite-fille,
vous font part de la mort de
M. Robert LAURENCE,
survécue à Vernon, le 9 février 1987, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Conformément à sa volonté, les obsèques civiles ont eu lieu, le 11 février, au cimetière de Vernon, dans l'intimité familiale.

Les Fouillatines,
72, rue de la Marne, 27200 Vernon.

- M. Henri MAUDUIT,
ingénieur TPVP,
chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,
est décédé dans la paix du Seigneur, à l'âge de quatre-vingt-un ans, entouré de ses enfants, le 10 février 1987.
Il a rejoint sa chère épouse,
Andrée FERRARD.

De la part de
Jacques et Madeleine Mauduit, Benoît, Emmanuel, Anne et Angélique,
Auguste et Marie-Odile Née, Xavier et Quentin,
Thérèse Mauduit et Damien, François et Dany Mauduit, Claire et Jean-Baptiste, Daniel et Claude Mauduit, Laurent, Catherine, Nicolas et Julie, Éléonore et Elizabeth Grimaud, Caroline, Marie et Ariane, Dominique et Galina Mauduit, Yves et Nathalie,
Les obsèques auront lieu, le 13 février 1987, à 13 h 45, en l'église Saint-Germain de Vitry.
Ni fleurs ni couronnes.
Dans un Secours catholique.

43, rue Maxima, 94400 Vitry-sur-Seine.

- Il a pu se seigneur de rappeler à lui, le 7 février 1987, dans sa quatre-vingt-deuxième année,
M^{rs} veuve René PRIAM,
née Lemaire HERBÉ.

De la part de ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, Et toute la famille.
Paris, Graciele Niza Libreville.

- M^{rs} Françoise Reboul et ses enfants,
Les familles Reboul, Yatchenkoff, Jacquot, Jaron, Sirvent, ont le plaisir de faire part du décès de
M. Claude REBOUL,
ingénieur agronome, directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique, Paris,

survécue le 10 février 1987, à l'âge de cinquante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 13 février, à 14 heures, en la chapelle du Fandarium de Vitry-sur-Seine, 49-51, quai Jules-Guesde.
L'inhumation aura lieu au cimetière nord d'Engligny-Bains, rue Louis-Delaunay, dans la sépulture de famille.

102, rue Nollet, 75017 Paris.

Les personnels de la station de Paris et du département d'économie et de sociologie rurales de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Le bureau et les membres de la Société française d'économie rurale (SFER), ont la grande peine d'apprendre la disparition brutale de
Claude REBOUL,
leur collègue,
et tiennent à exprimer ici le témoignage de leur amitié et de leur estime.

Claude Reboul, ingénieur agronome, était entré en 1962 à l'INRA pour occuper d'organisme de conseil, après un séjour de cinq ans dans les organisations économiques liées au monde agricole. Ses travaux sur l'agronomie, les systèmes de culture et d'élevage, l'économie de l'exploitation, s'inscrivaient dans le cadre des recherches de la station de Paris. Il avait notamment été en charge de la mise au point de certains grands projets de la station de Paris, tels que le développement de la culture de la vigne, la mise au point de la culture de la vigne, la mise au point de la culture de la vigne.

- Scènes, Jérôme, Paris.

M. et M^{rs} Jean Salomon et leurs enfants,
M. et M^{rs} Léon Salomon, leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{rs} Max Salomon, leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Sulzer, Weill, Weill-Sulzer et Schlanger, ont le plaisir de faire part du décès de
Monsieur TOBIAS SALOMON,
ingénieur en chef des carburants, professeur honoraire à l'Institut français du pétrole, chevalier des Palmes académiques,
survécue le 10 février 1987, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, à Jérusalem.

6, square Lavoisier, 75330 Fontenay-le-Fleury.
Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- Le docteur Elisabeth Schwartz, sa femme,
M. et M^{rs} François Bernault et leurs enfants,
M. et M^{rs} Jean Schwartz et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants, Les familles Schwartz, Abegg, Fondville, parents, alliés et amis, ont le plaisir de faire part de la disparition brutale, le 7 février 1987, du
docteur Pierre SCHWARTZ,
ancien interne de l'hôpital départemental de la Seine, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
12, avenue Henri-Barbousse, 92700 Colombes.

- M^{rs} Joseph Souffez, Mario-François et Alexandre Ortiz-Roscanario et leur fils Valentin Ortiz-Souffez, Michèle Souffez et son fils Vincent Coulomb, Dominique Souffez, ont le grand regret de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,
Joseph SOUFFEZ,
survécue dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité, en l'église de Loches-la-Musinière, le 9 février 1987.

Mass Clobec, 56700 Hennebont.

- Philippe TOPALIAN, notre cher mari, père, fils, beau-fils, frère, parent et ami, nous a quittés, le 8 février 1987, dans sa trente-quatrième année, après une longue et cruelle maladie.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
De la part de
Halla Topalian et Sarah, Jacqueline et Guy Jabbel, Gérard Topalian et Sylvette Saurel-Jabbel, Roland Topalian, Dominique Jabbel, Philippe Jabbel, Ses parents et ses nombreux amis.

66, boulevard Malesherbes, 75008 Paris.
8, avenue Gourgand, 75017 Paris.

Communications diverses
- L'Académie des sciences d'Outre-Mer, au cours de sa séance du 6 février, a procédé à la réception officielle de Bernard Viny, inspecteur général de la FOM, par le gouverneur Louis Sammarco.

L'inspecteur Bernard Viny a évoqué la mémoire du gouvernement Jean-Cédille (1908-1964), ancien commissaire de la République en Cochinchine et au Tonkin, compagnon de la Libération, en présence de la maréchale Leclerc et du général Simon, chancelier de l'Ordre de la Libération.

M. Jean-Louis Roy, délégué général du Québec à Paris, a présenté ensuite une communication sur « Le Québec et la coopération », au cours de laquelle il a rappelé le rôle des missionnaires québécois depuis le dix-neuvième siècle jusqu'à nos jours et la part croissante du Québec dans l'ensemble de la coopération francophone.

- Cercle amical centre culturel Vladimir Medem, vendredi 13 février, à 20 h 30, conférence du professeur Emile Papernik : « Le vrai et le faux dans l'éthique de la reproduction ».

- A l'occasion de son trentième anniversaire, l'Union des travailleurs immigrés tunisiens (UITT) organise un gala sur le thème : « L'égalité des droits », le samedi 14 février, à 21 heures, dans la salle du 55, boulevard Belleville, 75011 Paris. Renseignements : 42-80-01-37.

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE DES SIGNES À PAYER			
TOUTS CHIFFRES CORRESPONDANT AUX BILLETTS ENTIERES				TOUTS CHIFFRES CORRESPONDANT AUX BILLETTS ENTIERES			
TERMINATIONS	CHIFFRES	CHIFFRES	CHIFFRES	TERMINATIONS	CHIFFRES	CHIFFRES	CHIFFRES
1	2	3	4	5	6	7	8
4 321	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
4 371	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
58 081	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788	2 788
2 788	2 788	2 788	2 788	2			

Le Monde ANNONCE

OFFRES D'EMPLOIS

Le Cabinet ETAP a proposé cette semaine aux lecteurs du MONDE les postes suivants :

JEUNE PROFESSIONNEL DU MARKETING Amiens réf. FR 368 AMR

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE EXTERNE ET INTERNE banlieue réf. DP 307 AMR

THOMSON-CSF RESPONSABLE DU PERSONNEL Bordeaux réf. NW 302 AMR

Importante société chimique CONTROLEUR DE GESTION Paris-La Défense réf. BN 365 AMR

Papeteries de Condut RESPONSABLE DES VENTES DIRECTES Paris réf. GV 301 AMR

Importante société chimique INGENIEUR ET ECONOMISTE Paris-La Défense réf. KZ 304 AMR

Comptabilité et contrôle de gestion X, ECP, MINES... ESSEC, ESCP, EXPERT-COMPTABLE Paris réf. KV 270 AMR
Paris réf. LM 271 AMR

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature au Cabinet ETAP, en précisant la référence.

Membre du Syndicat

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

DEMANDES D'EMPLOIS

Assoc. énergies renouvel. (spéc. chauffage au bois) RECH. ING. OU DUT GÉNIE THERMIQUE. Lieu de travail : Can. Env. cond. et c.v. ARBN, 42, av. S. Jean, 14300 Cast.

capitales propositions commerciales

PLACEMENTS
INTÉRÊTS 15 %. Garantis sur immeubles. Tél. 42-65-15-10.

BIOLOGIE
Ing. ch. empl. fr. hong. nat. fr. spéc. prod. et purification de l'insuline et l'interleukine, où poss. R.P. Madams 28, 100, av. de Verdun, 92130 Issy-les-Moulineaux, 46-48-22-61.

STENOGRAPHE
J.F. cherche emploi stable
Paris ou banlieue sud.
Tél. : 56-24-77-78.

appartements ventes

2^e arrdt

BOURSE
Imme. bourgeois, 3 p. 3 p. tout confort, 820 000 F. BMO MARCADET 42-62-01-82.

4^e arrdt
PL. DES VOISIES (près)
Ravissant duplex 88 m², 5^e et 6^e étages, asc., PLEIN SUD, standing. Tél. : 42-72-40-18.

7^e arrdt
RIVE GAUCHE
RUE DE SEINE
Duplex 60 m², 1 400 000 F.
RUE DE LA LÈVE
70 m², 1 800 000 F.
RUE MOUFFETARD
2/3 p. 80 m² + j. 2 100 000 F.
3 p. 80 m², 1 200 000 F.
Duplex 60 m², 800 000 F.
RUE VASCO-DE-CAIRIA
Studio, 3 p. duplex, terrasse, à partir de 550 000 F.

ALAIN BERN
42-67-85-30.

SAINT-FRANÇOIS-XAVIER
Dole 10, + chemin, 62 m², 7 étages, asc., clair, soleil, 1 150 000 F., 45-67-32-88.

10^e arrdt
GRANDS BOULEVARDES
Gr. stud. 11 ch 40 m² 777 000 F. 3 p. 3 ch 680 000 F. BMO MARCADET 42-62-01-82.

11^e arrdt
BO VOLTAIRE, pr. Nadine, bal
100 m², 2^e ét., 3 p., balc., 800 000 F. MICOT 43-44-43-67.

12^e arrdt
pr. DAUMESNIL, dernier ét.
3 p. balc., asc., 885 000 F. MICOT 43-44-43-67.

13^e arrdt
PLACE D'ITALIE
IMMEUBLE EN RENOVATION
APPT 3 p. à rénover. L. p. 42-65-11-87.

14^e arrdt
DENFERT. Récent, très beau 4 pièces 11 ch, 400 000 F. grand balc., 4/5 jardin, bois, 1 750 000 F. 43-22-61-35.

16^e arrdt
RIVE DROITE
AV. FOUIL, RUE CHALGRIN
3 pièces, 60 m², 800 000 F.
RUE SPONTINI
3 pièces, 70 m², 1 500 000 F.
3 pièces, 67 m², 1 400 000 F.
AV. RAFFAËL
100 m², 3 500 000 F.
RUE LEON-COIGNET
3 pièces, 75 m², 1 500 000 F.
RUE BERNIER
STUDIO ET 4 PIÈCES
à partir de 300 000 F.
R. DU GÉNÉRAL-CORDELLER
NEULLY
3 pièces, 45 m², 1 200 000 F.
NEULLY / SAINT-JAMES
STUDIO, 2 p. 64 DUPLEX
120, 220 m² + terr. arborée.

ALAIN BERN
42-67-85-30.

18^e arrdt
JULES-JOFFROY
Immeuble standing, studio
27 m² + terrasse 16 m²,
340 000 F. 3/4 pièces tout
confort sur jardin, 880 000 F.
LAMARK
2 pièces 11 ch, 300 000 F.
BMO MARCADET 42-62-01-82.

91 - Essonne
A vendre
A GRIGNY 91350
dans superbe résid. de 5 étages
APPT DE 5 PIÈCES
cuis., s.d., s.d., 3 ch., s. de balc.,
cave, parking, interph. 330 000 F. 89-08-07-38.
45-04-04-45 de 8 h 45 à 19 h.

Provinces
Vend TROUVILLE plein centre,
côte mer, luxueux appt
2 pièces, neuf, 6 couchages,
cuisine aménagée. Aucune
charge n. l. P. 380 000 F.
43-23-14-32 ou 31-88-19-23.

Minitel
30 000 offres
Paris-province
15 15 15
LEMONDE plus FRAM

appartements achats

SERGE KAYSER
conseil immobilier
68, rue de la République, 75008 Paris.
Tél. : (1) 42-23-50-50
RECHERCHE A PARIS
Appartements agréables
pour clientèle sélectionnée.
EXPERTISE GRATUITE.

RECHERCHE URGENT
Apprs toutes surfaces, même à rénover. Tél. : 42-62-01-82.

locations non meublées offres

Paris
3 PIÈCES CFT, 2 500 F
SUIV-MOQUET 42-62-01-82.

MICRO CADET, imm. rénové,
beau studio, refait neuf, 33 m²,
11 ch., clair, 3 020 F. ch.
compt. MICOT 43-44-43-67.

locations non meublées demandées

Paris
Pour dirigeants et personnel
GDE SOCIÉTÉ EUROPÉENNE
INFORMATIQUE rech. études
2, 3, 4, 5 p., villas, Paris, banl.,
45-04-04-45 de 8 h 45 à 19 h.

locations meublées demandées

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour en direction
beaux appts de standing
4 p. et plus, 45-26-18-85.

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Convention de sociétés et tous
services. T. 43-55-17-50.
Votre adresse commerciale ou
siège social.
bureaux, secrétariat, téléc.
CONSTITUTION STÉS
compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-63-60-50 +

DOMICIL DEPUIS 80 F/MOIS
AV. CHPS-LEVESQUE (ETOILE)
R. ST-HONORE (CONCORDE)
RUE CHATELAIN, PARIS-18
21 R. DE TOUL, PARIS-12
CONSTITUT. SARL 2 000 F HT
INTER DOM T. 43-60-68-60.

DOMICILIATIONS
Location BUREX et ATELIERS
Permanence téléph. (téléc. télé-
text, télécopie, photocopie,
secrétariat).

CONSTITUTION sociétés
commerciales, artisans
« CENTRE D'AFFAIRES
INITIATIVES 2000 »
Paris-1^{re}, rue Saint-Honoré,
T. 42-60-61-83.
Paris-18^e, 40-55-02-82.
55 Gonesse, 42-60-41-81.

immeubles
AULNAY-SOUS-BOIS
Face à la gare, immeuble
13 locataires, rapport
245 000 F/m, 47-05-35-82.

VDS VILLA TOUT CONFORT
banl. Nord, rénové, sous-sol
gde s. éd., salon, cuis., w.c.,
1^{er}, 2^e ch. + s. de balc., w.c.,
garage, 800 m², 45-54-50-78.

CHARENTE-MARITIME
PART. VEND A ROYAN
(3 km plages)
Belle maison, Envir. Cote 84,
avec chert, 3 chbres, 5 bns,
Ling. WC, Ckt. Gar. Dépend.
Terr. 1 600 m², partie boisée.
730.000 F. T. : 48-38-82-08.

BRETAGNE villas près de l'eau
Panoramas splendides
- Mer d'Iroise. Pnté gde
classée, 5 p.
- Estuaire Tréguier, en 2 loges,
5 et 3 p.
- Rdp. Perros G. 6 p. caracina,
HOUDIARD BP 910 LAVAL
Tél. : (16) 43-56-61-00.

MOQUETTES
A SAISON
MOQUETTE 100 %
PURE LAINE
PRIX POSÉE : 89 F/m².
Tél. : 46-58-81-12.

Stages
COMMUNIQUEUR = RÉUSSIR
21 mars/2-8 avril 19/22 h.
46-01-52-48, 45-02-43-81.

Antiquités
RESTAURATION D'OBJETS ET
DE MOBILIER A DOMICILE.
RENGEMENT DE 14 h à
18 h, au 43-69-73-85.
Noël Charbonnier, Paris-9.

Luminaires
RÉPARATION et remise
en état
de lustres à cristaux et bronzes.
Tél. : 45-55-03-08.

L'AGENDA

Le Bonheur.



Le Club.



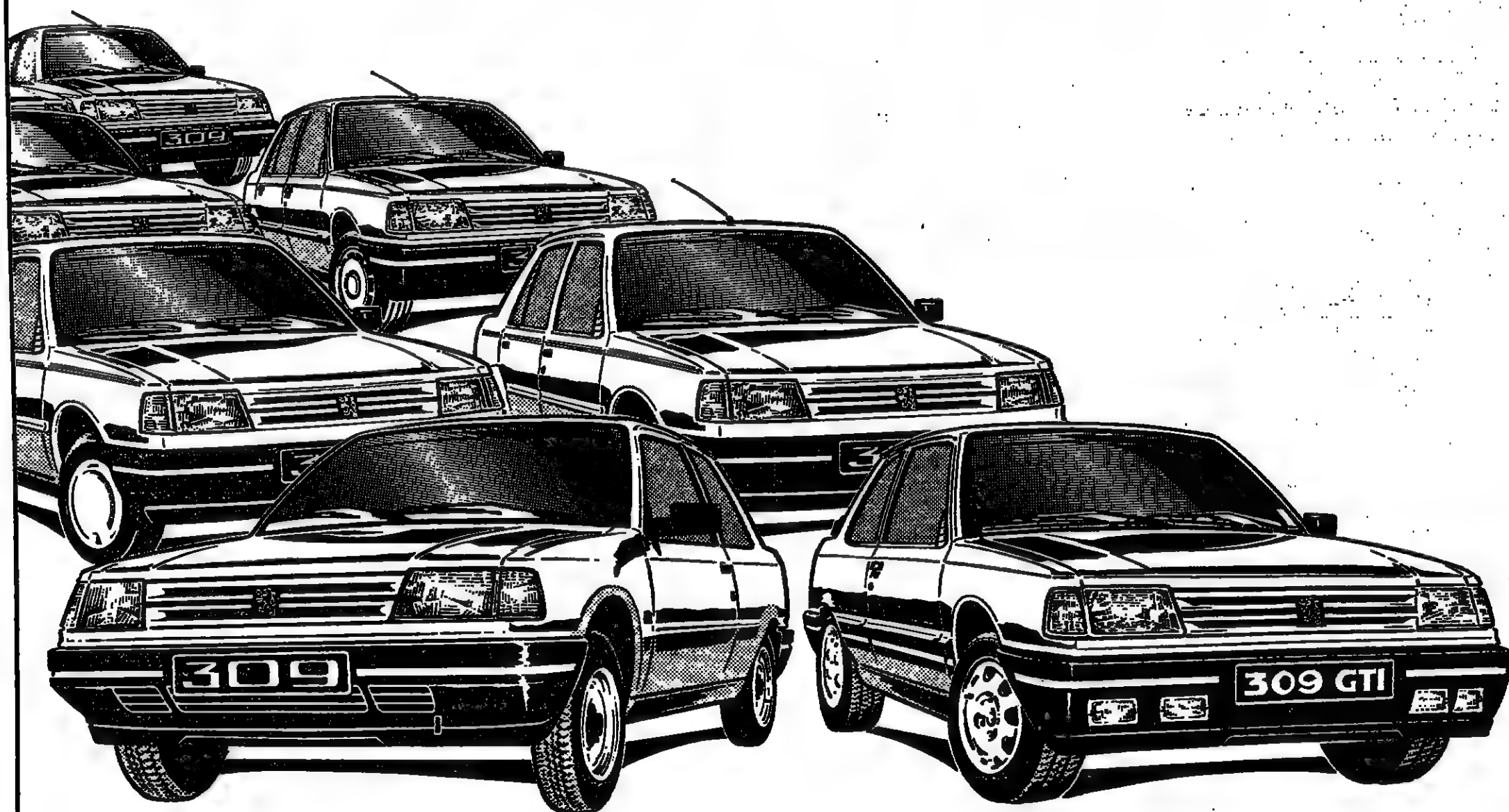
هكذا من الاجل

TACOTAL

هكذا من الاجل

3 PORTES, 5 PORTES, ESSENCE, DIESEL,
AUTOMATIQUE et GTI 130 ch.

TONIQUES LES 309!



Toniques les 309 : 17 modèles, 3 portes, 5 portes, essence, Diesel, Automatique et GTI 130 ch.
Toniques les puissances : De 5 à 9 CV, cylindrées de 1118 à 1905 cm³, puissances développées de 55 à 130 ch, boîte de vitesses à 4 ou 5 rapports

et automatique 4 rapports.
Toniques les prix : A partir de 55 200 F.
Venez vite découvrir la nouvelle gamme 309 chez tous les concessionnaires et agents Peugeot Talbot.



PEUGEOT 309



Un constructeur sort ses griffes

C'EST PAS DU CINEMA!

augmenté en moy
4,4 % en 1986

Inflation dérape à nouveau
en Argentine

La dévaluation de la monnaie argentine, qui a entraîné une augmentation de 4,4 % en 1986, a provoqué une inflation dérapante. Les prix ont augmenté de manière exponentielle, atteignant des niveaux records. Cette situation a entraîné une perte de confiance dans le peso et a conduit à une fuite des capitaux. Le gouvernement a tenté de contrôler l'inflation par des mesures strictes, mais celles-ci ont eu des effets limités. L'économie argentine continue de faire face à de graves difficultés financières et monétaires.

CHALLENGE
COTE DES ECOLES
DE COMMERCE

CONJONCTURE

Hors énergie

Les prix ont augmenté en moyenne de 4,4 % en 1986

Les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 2,7 % en France au cours de l'année 1986 (contre 2,1 % en glissement, c'est-à-dire de décembre 1985 à décembre 1986), indique l'INSEE. Ce bon résultat est dû essentiellement aux combustibles énergie, qui ont baissé de 12,7 % (dont - 29,9 % pour le fuel) et - 15 % pour l'essence. C'est ce qui a permis aux produits manufacturés, dans leur ensemble, de ne progresser en moyenne que de 0,8 %.

Hors énergie, l'augmentation en moyenne annuelle est de 4,4 % pour 1986. Dans les produits manufacturés, on constate quelques fortes hausses : 6,5 % pour l'habillement textile (dont 8,5 % pour la lingerie féminine et 5,8 % pour la chaussure) ; 3,3 % pour les petits appareils ménagers électriques ; 5,7 % pour les articles de ménage ; 4,6 % pour l'électricité et la quincaillerie ; 7,4 % pour l'automobile ; 6,7 % pour la papeterie, librairie, jouets ; 6,5 % pour les tabacs ; 5,8 % pour les livres scolaires.

Les services ont progressé de 4,7 %, la hausse s'élevant jusqu'à 10,7 % pour les théâtres et les concerts. Parmi celles qui se situent entre 5 % et 7 %, on note les services relatifs au logement ainsi que les loyers, les transports en commun urbains, les transports de marchandises, les repas dans les restaurants, les cafés et boissons chaudes, les frais de scolarité et les spectacles en général.

Pour l'alimentation, dont les prix ont augmenté de 3,5 %, les hausses les plus fortes concernent les produits à base de céréales (4,1 %), les produits de la pêche (12,6 %), les légumes secs (10 %), les sucres et les produits à base de sucre (6,5 %), les boissons (4,7 %) et les cafés en grains et moulus (5,8 %). On note en revanche quelques baisses, dont celle du thé (- 4,3 %), des conserves de fruits (- 1,7 %), des œufs (- 1 %) et surtout des huiles (entre - 16,8 % et - 21,9 %).

ÉTRANGER

L'inflation dérape à nouveau en Argentine

A quelques jours de la présentation du dossier argentin devant le conseil d'administration du Fonds monétaire international et avant la reprise, prévue d'ici la fin du mois, des négociations de Buenos Aires avec les banques privées créancières, le gouvernement Alfonsín est confronté à une inquiétante dégradation de l'économie.

BUENOS AIRES
de notre correspondant.

Le ministre argentin de l'économie, M. Juan Sourrouille, a dû mal à expliquer que le taux d'inflation du mois de janvier ait atteint 7,6 % au lieu des 3 % prévus par son « plan Austral » de redressement de l'économie. Le plus mauvais taux depuis août dernier.

Selon lui, les raisons en sont conjoncturelles : la remise en vigueur de la TVA, momentanément suspendue au début du plan Austral, la hausse mensuelle des prix des fruits, des légumes et du poisson, l'augmentation des services, traditionnelle au moment des vacances d'été de l'hémisphère sud.

Il y a ajouté une raison qui a fait bondir les syndicats : « Si les prix ont pu ainsi augmenter, a-t-il affirmé, c'est que la demande a augmenté. Le pouvoir d'achat a, en effet, fait un bond en décembre en raison des réajustements de salaires annuels et surtout du paiement du treizième mois ».

Pour le ministre, ces résultats ponctuels ne remettent donc pas en

cause la politique économique que le gouvernement est décidé à poursuivre.

Il n'en reste pas moins que l'année commence mal et que les chiffres du début février ne laissent pas prévoir d'amélioration. Ce dérapage ne va améliorer ni la situation sociale déjà tendue depuis plusieurs mois ni les relations avec le FMI et les banques créancières, que le secrétaire au Trésor argentin, M. Mario Brodersohn, rencontre justement ces jours-ci à New York.

Les premiers résultats positifs du plan Austral avaient placé l'Argentine en bonne position pour négocier l'ensemble des échéances sur une dette extérieure de 32 milliards de dollars : réduction de l'inflation, qui était passée de 1180 % en rythme annuel en juin 1985 à 81,9 % en décembre dernier, diminution du déficit budgétaire et augmentation de 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 1986.

Les résultats de janvier et février ont ébranlé l'édifice. L'Argentine aura bien du mal à tenir ses engagements à l'égard de ses créanciers, à qui elle avait promis que l'inflation ne dépasserait pas 40 % en 1987.

Le quotidien économique *Ambio Financiero* publiait, le lundi 9 février, un rapport confidentiel d'un groupe d'experts du comité de coordination représentant les banques engagées en Argentine. Selon ce document, l'inflation ne sera pas de 40 % mais de 82,5 %, et l'augmentation du PIB ne sera pas de 3 %, comme prévu, mais de 2,6 % seulement. Des prévisions qui semblent d'autant plus crédibles que ce même comité avait avancé, dès octobre 1985, des pronostics qui se sont vérifiés en 1986.

Quant à la tension sociale, elle ne risque pas de se relâcher après les décisions du gouvernement de fixer les hausses maximum de salaires au premier trimestre à 9 % pour le secteur public et à 13 % pour le secteur privé.

Cette renouveau qui ne compensera pas l'augmentation des prix est d'ores et déjà rejetée par la CGT (Confédération générale du travail, la centrale syndicale péroniste unique), qui avait organisé fin janvier une grève générale dans le cadre de son « plan de lutte et d'action ». Une autre grève est annoncée pour fin mars.

« Le peuple est fatigué de payer les erreurs de calcul nées de la fixation de normes qui cherchent seulement à faire plaisir au FMI », a déclaré le secrétaire général de la CGT, M. Saul Ubaldini, en soulignant que toutes ces mesures gouvernementales ne servaient qu'à « stabiliser le mètre dans un pays où le salaire minimum atteint à peine 150 australes par mois (750 F environ), ce qui ne paie pas le quart du prix du panier de la ménagère ».

CATHERINE DENVY.

SOCIAL

Un entretien avec M. Paul Marchelli, président de la CGC

« Nous sommes en train de perdre la bataille de la compétitivité »

« Comment appréciez-vous globalement la politique de gouvernement de M. Chirac, dix mois après son accession au pouvoir ?

— Les orientations du gouvernement sont bonnes dans la mesure où l'objectif est clair : le redressement économique par l'amélioration de la compétitivité de nos entreprises. Cette ambition nous convient, car, si elle est réalisée, nous commencerons à répondre sérieusement au défi posé par la progression du chômage. Nous sommes également d'accord avec la stratégie du gouvernement, qui peut se définir en un mot : libéralisme, non par idéologie mais parce que nous sommes pragmatiques. Les pays qui réussissent le mieux sont ceux qui ont mis leur économie en liberté. Ils jouent le jeu de la concurrence, avec tous ses risques, mais aussi avec un avantage considérable qui est d'obliger leurs entreprises à être les meilleures sur leurs marchés.

— Votre vision est donc globalement positive ?

— Non, les dix mois d'expérience du gouvernement de M. Chirac nous obligent à nous interroger sur ses maladroites ou ses erreurs de jugement, même si celles-ci s'expliquent par le temps extrêmement court imparti à ce gouvernement en raison des échéances politiques. Ainsi l'ensemble du dispositif de libération des prix a été trop dense, trop ramassé, trop brutal. Son impact risque d'être négatif car cette brutale libération peut provoquer une flambée inflationniste importante. Certes, ce phénomène s'atténuera avec le temps. Mais est-ce que nous pouvons nous permettre dans la conjoncture actuelle, d'accroître notre écart d'inflation avec nos grands concurrents, et notamment avec l'Allemagne ? A l'évidence, la réponse est non.

— L'hésitation du gouvernement à renforcer la capacité d'investissement des entreprises apparaît également comme une erreur. Nous restons persuadés que l'objectif initial de 3 % de croissance — malheureusement rectifié à la baisse pour 1987 — aurait pu être atteint si le gouvernement, même en prenant le risque d'accroître temporairement son déficit, avait allégé les charges des entreprises qui investissent.

— Je pense aussi que, lorsqu'on veut lancer une bataille économique, il faut mobiliser la nation tout entière et en priorité les catégories socioprofessionnelles capables d'entraîner la machine en avant. Je ne crois pas que la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ait relevé de ce souci.

— Les résultats ne rassurent-ils pas vos électeurs ?

— A première vue, les résultats ne sont pas mauvais dans l'instant : léger excédent du commerce extérieur en 1986, 2,1 % d'inflation (ce qui est peu par rapport aux années précédentes). Mais la manne pétrolière considérable dont nous avons bénéficié en 1986 a été totalement épongée par notre manque de compétitivité, notamment par l'écroulement de nos ventes de produits industriels, en particulier à l'intérieur de la CEE. En clair, cela signifie que nous sommes en train de perdre la bataille de la compétitivité.

— Sans retour sur le passé, il est permis de douter de notre capacité à atteindre, dans le moyen terme, l'objectif de redressement économique, c'est-à-dire un taux de croissance de 3 %. Il faut donc nous

attendre à une augmentation du chômage de l'ordre de cent cinquante mille unités en 1987, malgré les formidables et coûteux efforts réalisés par ce gouvernement et les gouvernements précédents pour l'insertion des jeunes sur le marché du travail. Dix mois de gouvernement avec dix mois de continuation de la rigueur économique qui pèse essentiellement sur les salariés, le résultat n'est pas enthousiasmant.

Une maladie endémique

— La crise économique étant toujours là, comment la CGC entend-elle contribuer au redressement économique ? Le personnel d'encadrement doit-il consentir de nouveaux « sacrifices » au nom de la compétitivité ?

— Nous n'avons pas affaire à une crise économique mais à une formidable mutation au cours de laquelle se définit un nouvel ordre économique mondial. Cette mutation durera vraisemblablement encore plusieurs décennies. Il ne s'agit pas de sortir d'une crise conjoncturelle mais de ne pas manquer cette formidable évolution du monde. Notre difficulté est de ne pas l'avoir comprise à temps. On a donc accumulé un retard considérable pour la recherche, la formation de base et l'investissement industriel. Dans ce contexte, refuser la rigueur serait accepter notre déchéance économique et l'entrée de notre société dans une ère de régression, notamment sociale.

— Le personnel d'encadrement ressent un sentiment d'injustice : il doit fournir toujours plus d'effort alors que son pouvoir d'achat se réduit. Pourtant, il est décidé à continuer à soutenir une politique de rigueur dès l'instant où il a la certitude que nos gouvernants font le nécessaire pour mobiliser toute la nation. A cet égard, on peut se demander si le contexte politique français permet à un gouvernement, quel qu'il soit, de réaliser cette mobilisation. A la lumière de ce que nous avons vécu depuis dix ans, notre réponse est non. Si des risques apparaissent de perdre la guerre économique, nous les devons à cette maladie endémique qu'est devenue la politique politicienne en France.

— Comment jugez-vous la volonté de M. Chirac de passer « au nouveau souffle au dialogue social » à la lumière de l'échec dans la fonction publique et de l'attitude du gouvernement à propos du texte de M. Séguin sur l'aménagement du temps de travail ?

— Nous avons accueilli avec satisfaction la volonté exprimée par le premier ministre d'ouvrir une concertation permanente avec les partenaires sociaux. Mais, quelques jours après, nous avons constaté l'échec des négociations dans la fonction publique. Nous ne jetons pas la pierre au gouvernement. Même si c'est difficile à dire pour un syndicaliste, nous pensons, en effet, que tout dérapage des salaires au-delà de 3 % en masse alimente une nouvelle flambée inflationniste. Comme les grèves à la SNCF, à EDF et à la RATP, cet échec est la conséquence logique de dix mois d'absence d'expression sociale de la part du gouvernement. Pour quelles raisons voulez-vous que les salariés soient convulsés de l'impressionnisme de faire un effort alors que leur gouvernement ne s'est pas

adressé à eux pendant les dix mois précédents ? Quant au projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, je ne désespère pas de voir M. Séguin prendre en compte les observations des partenaires sociaux avant de représenter son texte devant le Parlement.

« Qu'ils battent publiquement leur coulpe »

— L'absence de maîtrise des conflits par les organisations syndicales lors de la grève à la SNCF, et l'apparition de « coordinations » interpellent-elles la CGC dans sa démarche de construction d'un « nouveau syndicalisme » ?

— Ces événements confirment que nous avons vu juste lorsque, il y a quelques années, nous avons décidé de nous poser des questions fondamentales sur l'avenir du syndicalisme et d'ouvrir la voie au nouveau syndicalisme. Mais ceux qui aiment le vent récoltent le tempête. En effet, depuis deux ou trois ans, il est de bon ton dans certains milieux politiques et patronaux de gloser sur les difficultés du syndicalisme, voire sur l'inefficacité des organisations syndicales.

— Une partie du bon peuple de France, et même des salariés, se sont laissés convaincre par ces démons de l'opinion. On a donc vu apparaître des « coordinations ». Que ceux qui ont semé le grain récoltent la moisson. Or alors qu'ils battent publiquement leur coulpe et reconnaissent

sent leurs erreurs, l'espère que la leçon aura porté dans toute la dimension souhaitable et que nous allons enfin pouvoir parler de politique contractuelle sans entendre des soupçons de régression ou des hurlements de protestation.

— La situation politique, économique et sociale actuelle peut-elle favoriser de nouveaux rapprochements inter-syndicaux ?

— Il existe des convergences entre certaines organisations syndicales et nous, par exemple, avec la CFDT sur certains points précis. Mais les fossés se sont élargis avec les organisations qui ont voulu conserver un caractère archaïque à leur réflexion et à leur démarche, comme la CGT et le FO.

— Ce qui demeure vrai c'est qu'à la base il existe une volonté des organisations syndicales de se démarquer de la CGT, organisation asservie par un parti politique. La CGT a dénature l'essence même du mouvement syndical et a sans doute provoqué les attaques incessantes et multiples de ceux qui veulent détruire le syndicalisme parce qu'ils l'identifient à cette organisation. Toutefois, potentiellement, dans des entreprises déterminées il est normal que les salariés, quelles que soient leurs organisations syndicales, fassent front commun face à l'adversité et à la menace de perdre leur emploi.

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT.

APPEL D'OFFRES AVEC CONCOURS

OBJET DU CONCOURS :

Le projet « communication » de la région de Lorraine a pour objet la fourniture, l'installation, la mise en service de moyens d'acquisition (collecte/saisie) de transport, de traitement et d'archivage d'informations pour la voie, les données, le texte et l'image, à l'hôtel de région.

DÉLAI D'EXÉCUTION :

Le projet doit connaître un début d'exécution au plus tard le 1^{er} juin 1987. La réalisation du projet « communication » s'entend de la constitution d'une équipe à la tête de laquelle sera placée une entreprise dite « entreprise pilote » qui sera l'interlocuteur de la région et, sous son autorité, aura pour tâche l'exécution, la coordination, le suivi et le règlement des prestations.

Les candidatures seront présentées sous double enveloppe scellée.

L'enveloppe extérieure portera l'adresse suivante :

M. le Président du Conseil régional de Lorraine
1, place St-Clément - BP 1004
57036 Metz cedex 1

ET LA MENTION :

« Acte de candidature pour le projet communication ne peut ouvrir »

L'enveloppe intérieure contient la déclaration et les fiches de renseignements. Les candidatures devront être remises contre récépissé au siège de la région de Lorraine avant le 2 mars 1987 à 12 h ou envoyées par pli recommandé avec avis de réception postal avant la date et heure limite ci-dessus.

LES ÉQUIPES SERONT PRÉVENUES DE LEUR AGRÉMENT POUR LE PROJET, AU PLUS TARD LE 6 MARS 1987.

Renseignements : CF ART.251 du code des marchés
Critères qui seront utilisés lors de l'attribution du marché :

Article 300 du code des marchés publics
Date d'envoi de l'avis d'appel de candidatures à la publication chargée de l'insertion :

5 FÉVRIER 1987

Adresses où l'on peut demander des renseignements :

RÉGION DE LORRAINE
Monsieur Christian Ruck
Secrétaire général
1, place St-Clément - BP 1004
57036 Metz cedex 1
Tél. : 07-33-80-00

ICARE
Ingénieur international
Monsieur Pierre Gérard
36-44, rue de Westinghouse
75012 Paris
Tél. : (1) 43-44-30-80

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV DU CREDIT LYONNAIS INVESTIR C'EST D'ABORD BIEN CHOISIR

OBLILION

Société d'investissement à Capital Variable

Un choix d'obligations françaises et étrangères.

Exercice clos fin septembre 1986 :

• performance : + 18,6 %

dividende net réinvesti.

• revenu global par action : F 82,34 composé d'un dividende net de F 79,07 et d'un crédit d'impôt de F 3,27. Mise en paiement du dividende depuis le 30 décembre 1986.

Pour réinvestir sans frais votre dividende, date limite le 30 mars 1987 inclus.



CREDIT LYONNAIS

LE POUVOIR DE DIRE OUI

CHALLENGES
LE MAGAZINE DE VOTRE RÉUSSITE PROFESSIONNELLE
LA VRAI COTE DES ECOLES DE COMMERCE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الامم

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV DU CREDIT LYONNAIS
INVESTIR C'EST D'ABORD BIEN CHOISIR

SLIVINTER

Société d'investissement à Capital Variable

Un placement à vocation internationale.
Exercice clos fin septembre 1986:

• performance: + 28,9%

dividende net réinvesti.

• revenu global par action: F 13,88 composé
d'un dividende net de F 12,84 et d'un crédit
d'impôt de F 1,04. Mise en paiement du divi-
dende depuis le 22 décembre 1986.Pour réinvestir sans frais votre dividende, date
limite le 22 mars 1987 inclus.

CREDIT LYONNAIS

LE POUVOIR DE DIRE OUI

L'ARGENT
VITLes documents trimestriels
sont à votre disposition
au siège des
sociétés et guichets des banques
habilités à recevoir les
souscriptions et les rachats

	Orientations	Actif net en millions de F	Valeur liquidable en F	Coupon couru net en F	Dernier dividende global mis en paiement en F	Date de paiement	Performance sur 3 ans en % depuis création
FINORD PLACEMENT	Placement à court terme en obligations françaises	1382,00	82 092,88	4 931,31	6 908,06	28.03.86	+14,0% l'an
FINORD VALORISATION	Portefeuille d'obligations françaises privilégiant le plus-value	1192,80	12 758,15	206,89	3,48	25.04.86	+13,2% l'an
OBLIGATIONS CONVERTIBLES OPTIMA VALOR	Obligations convertibles françaises et étrangères Portefeuille de valeurs françaises permettant de bénéficier des avantages Money et CEA	881,20	408,89	3,31	18,38	28.12.86	+21,8% l'an
SELECTION CROISSANCE	Portefeuille diversifié de valeurs françaises et étrangères	3147,10	583,84	18,50	22,17	28.03.86	+27,8% l'an
AMERICA VALOR	Valeurs nord-américaines	874,50	508,49	12,38	18,17	20.08.86	+21,8% l'an
		235,80	609,84	47,88	38,88	28.03.86	+12,3% l'an

Votre portefeuille SICAV au 31 décembre

Crédit du Nord

SICAV DU CREDIT LYONNAIS
INVESTIR C'EST D'ABORD BIEN CHOISIR

SITUATION AU 31.12.1986		Performances en % depuis leur création	
	Valeur liquidative de l'action (en F)	depuis le début de l'année	sur 3 ans en % depuis la création *
<u>SICAV ACTIONS</u>			
SLIVAM	Un portefeuille équilibré de valeurs françaises et étrangères	405,32	+ 24,8 + 170,7
SLIVAFRANCE	Une sélection de valeurs françaises dynamiques	538,26	+ 40,2 + 230,9
SLIVINTER	Un placement à vocation internationale	367,99	+ 21,1 + 136,2
SICAV 5000	Sicav régie par les lois des 13.7.78 et 29.12.82	347,32	+ 37,5 + 243,0
<u>SICAV OBLIGATIONS OPTIQUE MOYEN ET LONG TERME</u>			
SLIVARENTE	Un choix de valeurs de rendement	213,10	+ 16,7 + 122,6
LIONPLUS	Un placement en obligations françaises cédant préférentiellement l'appréciation du capital	71 423,27	+ 12,6 + 45,2* (02.03.1984)
OBLILION	Un choix d'obligations françaises et étrangères	1 032,69	+ 13,4 + 27,3* (23.03.1984)
LION INSTITUTIONNELS	Un placement obligataire destiné aux investisseurs institutionnels et plus particulièrement aux mutuelles et caisses de retraite	24 625,17	+ 14,0 + 34,5* (27.09.1984)
<u>SICAV OBLIGATIONS OPTIQUE COURT TERME</u>			
GESTILION	Un capital protégé et bien rémunéré	59 302,42	+ 11,2 + 80,9* (25.05.1982)
LION-ASSOCIATIONS	Un placement pour les organismes non résidentiels sur les produits obligataires	11 844,56	+ 10,2 + 50,1* (22.04.1983)



CREDIT LYONNAIS

LE POUVOIR DE DIRE OUI

Economie

A TRAVERS LES ENTREPRISES

M. J.-L. Pétriat succède à Michel Baroin
à la tête de la FNAC

Nommé, le 6 février, PDG de la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF), M. Jean-Louis Pétriat a été élu président de la FNAC à l'unanimité par le conseil d'administration réuni le mercredi 11 février. Soulignant sa volonté de continuer la politique menée par Michel Baroin, il a indiqué qu'il lui succéderait également à la présidence des autres filiales de GMF : Banque centrale des coopératives et des mutuelles, Sauvegarde, Garages multiservices, GMF-Vie.

Le groupe britannique Lohro
accroît ses intérêts
en Afrique du Sud

Lohro, conglomérat britannique, a racheté au groupe minier canadien Falconbridge 49 % du capital de la société sud-africaine Western Platinum, troisième producteur de platine en Afrique du Sud. Lohro, qui détenait déjà plus de 50 % du capital de Western Platinum, contrôle désormais totalement la compagnie. Cette nouvelle a soulevé une vive émotion en Grande-Bretagne, où le gouvernement a prié les industriels de s'abstenir de tout nouvel investissement en Afrique du Sud, conformément aux sanctions décidées l'été dernier par la Communauté européenne. Lohro,

quinzième groupe industriel britannique, contrôle plus de huit cents sociétés dans quatre-vingts pays, dont les activités vont de la mine à l'automobile, au négoce international, à l'agro-alimentaire, etc.

Fin de la grève
à British Telecom

Les cent dix mille techniciens de British Telecom (BT) qui avaient cessé le travail le 26 janvier ont décidé, le mercredi 11 février, de mettre fin à leur mouvement. Cette grève, la première depuis la privatisation de BT, en 1984, avait été déclenchée pour soutenir des revendications salariales. Elle a entraîné de nombreuses perturbations dans le réseau téléphonique : en effet, les techniciens ne répondaient plus aux quelque 200 000 réclamations hebdomadaires émanant des usagers en dérangement. Les techniciens ont obtenu une augmentation salariale qui prévoit une hausse de 12,75 % sur deux ans.

General Motors
réduira ses coûts
de 10 milliards de dollars
d'ici à 1990

Dans une lettre spéciale aux actionnaires, M. Smith, le président de General Motors, annonce que le numéro un mondial de l'automobile réduira ses coûts de 10 milliards de dollars d'ici à 1990, dont 3 milliards dès 1987. Notamment grâce à des réductions d'investissements, à des suppressions d'emplois, à des fermetures d'usines, à des diminutions de frais généraux et à des désengagements de certaines activités... Le tout devrait permettre à GM de terminer l'année 1987 avec de meilleurs résultats. Pour la première fois, en effet, depuis 1924, GM a annoncé, pour 1988, des bénéfices (2,95 milliards de dollars) inférieurs à ceux prévus pour 1987. C'est particulièrement pour répondre aux critiques émises par divers investisseurs et financiers face à ces résultats que M. Smith a adressé cette lettre exceptionnelle aux actionnaires.

Cinq jours de fermeture
chez Moulinex
à la fin février

Les trois usines de Moulinex désinstallées en Basse-Normandie et dans les Vosges de Loire fermeront leurs portes pendant cinq jours au cours de la dernière semaine de février, afin de résorber une partie des stocks. Cette décision, qui n'aura pas d'incidence sur les salaires, car il s'agit de congés pris par anticipation, s'ajoute à des mesures de chômage partiel de dix-sept jours données sur trois mois pour 5 500 des 8 500 salariés de l'entreprise.

Selon les syndicats, les stocks représentent, en valeur, quelque 800 millions de francs, soit près de 20 % du chiffre d'affaires.

• **FONCTION PUBLIQUE :** les six fédérations syndicales s'adressent en commun au gouvernement. — Réunies pour la première fois depuis l'échec des négociations salariales, les six fédérations de fonctionnaires, récemment unies dans un front syndical (FEN, FO, CFTD, FGA, CFTC, CGC), ont décidé, le mardi 10 février, d'envoyer une lettre commune au ministre chargé de la fonction publique, M. Hervé de Charette. Le groupe des six demande au gouvernement de préciser ses intentions en matière salariale et veut le mettre en garde contre toute application restrictive du projet d'accord salarial pour 1987. Les fédérations devraient se retrouver le 23 février et, en fonction de l'attitude du gouvernement, pourraient arrêter les modalités d'actions communes.

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE
POUR REVOIR LES BASES
de parcours santé de
l'équilibre et de la réussite

Consacrer quelques heures par semaine à la mise à jour des connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations.

Littérature, art, histoire, sciences, politique, économie, religions, etc.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3799, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42-70-72-63.

Marchés financiers

PARIS, 11 février ↑

Irrégularité

Une séance pratiquement pour rien mercredi à la Bourse de Paris où les valeurs françaises terminaient sur une légère hausse, de + 0,03 %.

Le petit indice du matin, la cote avait déjà eu le même comportement.

Il n'y a pas de doute, le marché vit bel et bien à l'heure monétaire. Si le dollar baisse, la cote recule, car immédiatement se profile le spectre d'une hausse des taux d'intérêt avec toutes les conséquences que cela implique (tensions au sein du SME, etc.).

Si le « billet vert » semble se stabiliser, les investisseurs restent l'arme au pied, n'osant pas prendre une sérieuse initiative de peur que, le lendemain, une saute d'humeur de la monnaie américaine ne leur fasse regretter leur « hardiesse ».

C'est pourquoi, à la corbeille, on appelle de tous ses vœux une concertation des pays les plus industrialisés du monde sur cette question des monnaies.

Cette incertitude a entraîné mardi un net tassement des affaires. Pourtant, les étrangers font encore quelques achats à Paris — dans le secteur des pétroles.

Mercure, on était enfin fixé sur l'identité de l'acheteur qui a largement contribué à la hausse de La Redoute. En effet, la société du Printemps a annoncé qu'elle détenait près de 18 % du capital du groupe de ventes par correspondance à la suite d'achats en Bourse. La Redoute a gagné 2,8 % à 2 906 F, tandis que le Printemps cédait 1,4 % à 630 F.

Par ailleurs, il y avait pratiquement aucune hausse que de bourses. Le Comptoir des entrepreneurs a progressé de 5,5 %, Radio-technique de 3,2 % et Thomson-CSF de 3 %. Hausse de 3 % d'Alsthom et de 1,7 % de Bouygues.

Investissements — Les Bénédictines a cédé 3,9 %, TRT 3,5 % et Labinal 3 %. Saint-Louis a abandonné 2,7 % et Luchaire 2 %. Le MATIF était encore en baisse mercredi, l'or a baissé notamment à Paris où le lingot cédait 780 F à 78 780 F. Le rapaport a baissé de 4 F à 514 F.

CHANGES

Dollar : 6,0450 F =

Sur des marchés des changes extrêmement calmes, dans l'attente du résultat, hypothétique, des négociations en cours sur la stabilisation des parités, le dollar est resté pratiquement inchangé. A Paris, le deutchmark s'est maintenu aux environs de 3,33 F.

FRANCFORT 11 fév. 12 fév.
Dollar (en DM) ... 1,8199 1,8199

TOKYO 11 fév. 12 fév.
Dollar (en yen) ... 153 153,50

MARCHÉ MONÉTAIRE

(cette page)

Paris (12 fév.) ... 8 1/16 %

New-York (11 fév.) ... 6 %

NEW-YORK, 11 février ↑

Baisse enrayée

Après une chute de 45 points au cours des trois séances précédentes, l'indice Dow Jones a enregistré, mercredi, à Wall Street un gain de 13,92 points, les inquiétudes sur un resserrement des crédits par la Réserve fédérale ayant tendance à se dissiper. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé à 2 171,96, dans un marché où le volume des échanges a été de 172,35 millions de titres, contre 168,29 millions de titres lors de la séance précédente. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses : 993, contre 553. 414 titres ont été échangés.

Les analystes ont attribué cette demande défensive à une réaction technique à la suite de plusieurs séances de baisse. Toutefois, ils ont noté que les incertitudes relatives à l'évolution du dollar continuant de provoquer une certaine hésitation. Les firmes pétrolières ont été affectées par une chute des prix pétroliers qui sont retombés au-dessous de 18 dollars.

Par ailleurs, les valeurs les plus actives figuraient : Diamond Shamrock (7 542 000 titres), British Airways (2 743 millions), Consolidated Edison (2 060 millions) et Condata Network (1 622 millions).

VALEURS	Cours du 11 fév.	Cours du 10 fév.
Alcoa	41 3/4	43 3/8
A.T.T.	33 7/8	33 7/8
Bell	80 1/4	80 1/4
Chemical Bank	38 5/8	38 5/8
Du Pont de Nemours	98 7/8	98 1/4
Eastman Kodak	78 3/4	78 5/8
General Electric	75 1/2	75 1/2
IBM	123 1/2	123 1/2
Intel	62	61 3/8
Johnson & Johnson	88 5/8	88 5/8
Schlumberger	38 3/4	38 3/4
Texas	38 3/4	38 3/4
U.S. Steel	88 3/4	88 3/4
Union Carbide	38 1/8	38 1/8
U.S. Steel	88 3/4	88 3/4
Westinghouse	88 3/4	88 3/4
Woolworth	88 3/4	88 3/4

INDICES BOURSIS

PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)

10 fév. 11 fév.

Valeurs françaises ... 3532 3532

Valeurs étrangères ... 391 391

Cote des segments de change (base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général ... 4153 4148

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

10 fév. 11 fév.

Industrielles ... 2158,44 2171,96

LONDRES

(indice Financial Times)

10 fév. 11 fév.

Industrielles ... 1 493 1 500,9

Mines d'or ... 318,5 320,7

Fonds d'Etat ... 86 85,90

TOKYO

11 fév. 12 fév.

Nikkei ... 19 833,96 19 874,08

Indice général ... 1 733,75 1 743,44

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 11 février

Nombre de contrats : 16 567

COURS

Dernier ... 105,28 105,18 105,15

Précédent ... 105,40 105,35 105,45

ÉCHÉANCES

Mars 87 Juin 87 Sept. 87

105,28 105,18 105,15

105,40 105,35 105,45

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PROGRESSION DE 40 % DES RÉSULTATS DE SÉMA-MÉTRA. — La Sema-Métra, société de services et d'ingénierie en informatique, a enregistré, en 1986, un résultat net global de 40 millions de francs, dont 38 millions pour la part du groupe, en hausse de près de 40 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé provisoire du groupe a progressé de 24 %, à environ 1,4 milliard de francs. Pour 1987, le groupe Sema-Métra s'attend à une évolution de 15 % de son activité et de 25 % de ses bénéfices.

HAUSSE DE 23 % DU BÉNÉFICE DE CÉLÉSTIM. — Célestim et ses filiales Cofica et Cofibail, sociétés du groupe de la Compagnie bancaire, spécialisée dans le crédit et les services financiers aux particuliers, ont accru leurs résultats de 23 %. Le bénéfice net consolidé pour 1986, part des tiers exclus, est de 348,5 millions de francs, soit 92 F par action Célestim. De plus, il sera procédé à l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour quatre anciennes.

L'EUROPE DES
VILLES RÊVÉES

Amsterdam
Athènes
Berlin
Budapest
Copenhague
Dublin
Edimbourg
Florence
Genève
Lisbonne
Londres
Rome
Séville
Stockholm
Venise
Vienne

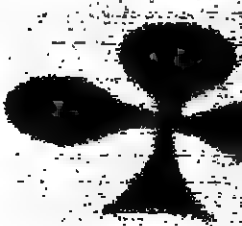
Vacances volées, week-ends intimes... 16 petits guides pour les villes les plus romantiques d'Europe. L'imaginaire d'un écrivain (Julien Green à Florence, Michel Del Castillo à Séville...) et la précision d'un guide pratique.

En librairie - 39 F.

ATHÈNES
SÉVILLE

autrement
EDITIONS

Le Bon



Economie

ADMINISTRATION

Trois nouvelles directions au ministère de l'Agriculture

Afin d'« alléger les structures de l'administration centrale » et de « mieux répondre aux priorités de la politique agricole et alimentaire », le gouvernement vient de procéder à la réforme des structures du ministère de l'Agriculture. Le nombre des directions de l'administration centrale est ramené de neuf à sept et trois nouvelles directions sont mises en place. Une direction générale de l'alimentation, placée sous l'autorité de M. André Chavaret, remplace les directions de la qualité et des industries agricoles et alimentaires. Une direction de l'espace rural et de la forêt, confiée à M. Pierre Coulibois. Enfin, une direction des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi sera assurée par M. Henri-Pierre Culand. Le décret réglementant cette réforme a été publié au Journal officiel du 11 février.

● M. André Chavaret, né en 1942 à Paris, énarque, est administrateur civil. Conseiller technique et chargé de mission dans plusieurs cabinets ministériels, aux côtés de M. Jacques Chirac, de 1972 à 1981, puis au ministère de l'Industrie, il était, depuis mai 1983, détaché à Charbonnages de France, comme conseiller auprès du directeur général.

● M. Pierre Coulibois, né en 1933 à Paris, ingénieur général du génie rural des eaux et forêts, a occupé des postes successifs en Charente-Maritime, à l'Agence financière de bassin Loire-Bretagne, au Bureau des recherches géologiques et minières, puis à la Société pour la mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin, dont il assumait la direction générale depuis 1975.

● M. Henri-Pierre Culand, né en 1938 à Paris, énarque, a consacré toute sa carrière aux affaires sociales, au ministère d'abord, puis comme conseiller technique aux cabinets de MM. Boulin et Poncelet, puis à la représentation permanente de la France à la CEE, puis au cabinet de M. Raymond Barre (premier ministre), en 1977-1978, avant de devenir directeur des affaires sociales au ministère de l'Agriculture en 1978, et inspecteur général de l'Agriculture en 1982.

AFFAIRES

L'industrie textile allemande en pleine expansion

La mode internationale

DUSSELDORF
de notre envoyée spéciale

Des stands pleins à craquer, des carnets de commandes qui se remplissent autour d'un verre de champagne, le Salon du prêt-à-porter, qui se tenait à Düsseldorf jusqu'au 11 février, a permis aux Allemands d'afficher le succès de leur industrie textile. La RFA est en passe de gagner son pari : après s'être hissée, grâce à la mécanisation, au premier rang des pays exportateurs de textile (1), elle a fait son entrée sur le marché étranger de l'habillement en créant un nouveau style : la mode internationale.

Le RFA récolte aujourd'hui les fruits d'un long effort de modernisation. Alors que la France était en proie aux soubresauts de groupes tels que Bousac et n'avait pas dépassé le stade du dégraisage, l'Allemagne fédérale se modernisait. Elle s'est tout d'abord restructurée : on comptait 400 000 salariés dans le prêt-à-porter en 1970, il y en a 175 000 aujourd'hui.

Elle a, en outre, fait un effort massif de mécanisation, consacré par son score sur le marché international. Puis elle s'est lancée dans le prêt-à-porter en dotant ses usines de robots et d'ordinateurs. Enfin, elle a mis au point les circuits de production les plus économiques.

Grâce à la conception assistée par ordinateur, les échantillons sont mis au point en RFA. Les patrons sont automatiquement dessinés sur des tables traçantes, puis les tissus coupés.

Quant au montage et au piquage qui nécessitent une main-d'œuvre importante compte tenu du temps de maintenance, ils sont souvent réalisés dans des usines « délocalisées » à l'étranger où les coûts salariaux sont plus bas. L'Allemagne a signé avec plusieurs pays, alors que la France hésitait à investir hors de ses frontières, notamment la Yougoslavie et les nations de l'Est, des accords restaurant « le trafic de perfectionnement passif » qui permet d'« exporter » des tissus préparés, de les faire couler puis d'« importer » ces produits finis... en faisant une économie d'environ 30 % environ.

Ces usines sont entièrement contrôlées par des cadres allemands qui veillent sur la qualité du travail. A titre d'exemple, le groupe Steilmann, leader allemand du prêt-à-porter, qui emploie sept mille personnes et réalise un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de DM, a délocalisé 30 % sa production. Le groupe Hucks a deux mille trois cents salariés en RFA et six mille dans le monde.

Une technologie de pointe

L'Allemagne s'est dotée d'autres atouts : elle joue la carte de la qualité, « notre meilleur client », ainsi que l'affirment d'innombrables affiches dans les ateliers de la société Heidemann à Bocholt. Elle fait preuve de flexibilité grâce à sa technologie de pointe et s'adapte immédiatement à la demande. Elle présente ainsi trois collections par saison alors que les Français n'en proposent qu'une. Elle s'enorgueillit de sa ponctualité toute germanique et développe sa politique de marketing. Les industriels allemands fournissent de nouvelles armes : « Nous ne sommes pas des créateurs, affirmait-il, mais nous savons réaliser et commercialiser. Aidés par des stylistes étrangers, nous avons mis au point une mode internationale de bonne qualité ».

« Le propriétaire d'un magasin cherche des productions qui le distinguent de son concurrent », déclare le PDG d'Escada. L'entreprise emploie des stylistes suédois, chinois, anglais.

Quant au groupe Steilmann, il a engagé le Français Jean-Claude de Luca afin de créer de nouvelles marques. Montant de l'investissement : 2 millions de deutschemarks.

Le succès de cette stratégie est indéniable. En 1986, le chiffre d'affaires du prêt-à-porter féminin a atteint 11,3 milliards de deutschemarks, soit une augmentation de 1,8 %. Les exportations ont crû de 10,9 %. Les meilleurs clients des Allemands sont les Européens (60 % des exportations, 11 % pour la France) les Japonais, les Canadiens. Certaines réussites sont fulgurantes :

Escada, créée en 1977, a réalisé un chiffre d'affaires de 4 millions de deutschemarks cette année-là.

L'entreprise affiche 300 millions de chiffre d'affaires en 1986. Mais la partie n'est pas gagnée. L'essai marqué, il faut le transformer. La hausse du deutschemark a rogné les résultats des exportations. Le groupe Steilmann, qui a vu son chiffre d'affaires augmenter de 14 % en 1985, a constaté une régression de 0,7 % en 1986. Les industriels allemands ne cachent pas qu'ils souhaitent « une réelle unité monétaire ». En outre malgré leurs augmentations, les exportations n'équilibrent pas les importations, et le marché américain reste réticent.

Aussi les Allemands sont-ils décidés à accentuer leur effort d'investissement en s'équipant avec le matériel le plus moderne.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Selon le GATT, la RFA occupe depuis 1973 le premier rang des pays exportateurs de textile avec 3,04 milliards de dollars à l'exportation. La RFA se place devant le Japon, la France, la Belgique-Luxembourg et l'Italie. En 1985 ses exportations ont atteint 6 milliards de dollars. En revanche la RFA occupe le cinquième rang des pays exportateurs d'habillement, avec 2,6 milliards de dollars en 1984 et 2,8 milliards de dollars en 1985. La France occupe le septième rang.

● Projet de privatisation de l'industrie sucrière mexicaine. — Le gouvernement mexicain envisage de privatiser 50 % de l'industrie sucrière nationalisée du pays et de réduire ainsi les subventions versées à ce secteur, a indiqué, le mercredi 11 février, le directeur de l'entreprise publique Azucar, M. Eduardo McGregor. Sur les soixante-quatre usines sucrières du Mexique produisant 3,6 millions de tonnes par an, douze sont privées, deux sont des coopératives et cinquante sont nationalisées. Ces dernières touchent quelque 80 millions de dollars de subventions par an. Leur privatisation aura lieu dans le courant de l'année, leur prix de vente étant estimé par certains à environ 25 millions de dollars.

Malaise financier à Londres

Des bouchons dans le tunnel sous la Manche

LONDRES
de notre correspondant

Le consortium franco-britannique chargé de construire le tunnel sous la Manche connaît actuellement des difficultés. Ces accords paraissent d'autant plus inquiétants qu'ils surviennent précédemment au moment où Eurotunnel s'emploie à vaincre un doute persistant en Grande-Bretagne au sujet de l'opération cruciale qui est prévue en juillet prochain, et dont dépend l'avenir du projet tout entier : réaliser quelque 7,5 milliards de francs en faisant cette fois appel aussi bien aux institutions financières qu'au public.

Une sorte de « crise de pouvoir » semble affecter la partie britannique du consortium. Dans la City, à travers la presse et à la Chambre des communes, on ne cesse depuis plusieurs jours de faire état de « retours » qui soulignent et mettent sérieusement en question la « crédibilité » d'Eurotunnel. Le problème a trait au remplacement de Lord Pennock, qui, depuis mars 1986, assurait, du côté britannique, la coprésidence d'Eurotunnel, avec M. André Bénard, côté français. Lord Pennock, soixante-sept ans, a confirmé, le 10 février, son intention de quitter son poste. Il vient de prendre des responsabilités à la banque d'affaires Morgan Grenfell, qui joue un rôle prépondérant au sein d'Eurotunnel, mais qui a été fortement ébranlée par le « scandale Guinness ».

Des rumeurs concordantes indiquent que Lord Pennock a fait, depuis des mois, l'objet de critiques de la part de ceux qui, au sein d'Eurotunnel ou à l'extérieur, auraient souhaité voir à sa place quelqu'un de plus dynamique.

Pour une réorganisation, jugée nécessaire, un homme paraissait tout désigné, Sir Nigel Brookes, cinquante-deux ans, patron du groupe Trafalgar House. Il avait dirigé l'un des projets concurrents d'Eurotunnel, avant le choix définitif de M. Mitterrand et de Mme Thatcher. Il bénéficie de l'estime de celle-ci et possède au Royaume-Uni une solide image de « battant » qui semble être maintenant indispensable à la direction politique

d'Eurotunnel. En octobre dernier, la Banque d'Angleterre lui avait demandé de se joindre au conseil d'administration du consortium, alors que celui-ci avait failli ne pas rassembler les fonds de la première tranche de financement, malaise qui augurait mal de la réussite de la prochaine phase.

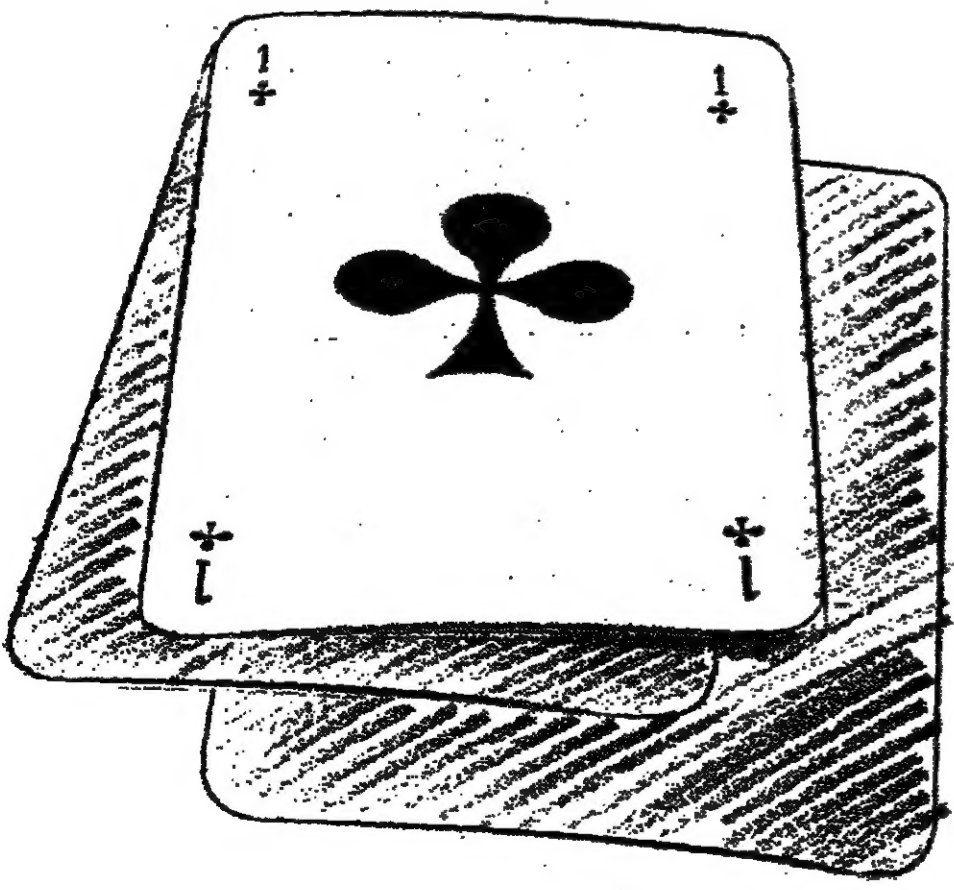
La Banque d'Angleterre, dont l'intervention pressante avait été décisive *in extremis*, espérait manifestement que Sir Nigel donnerait un second souffle à Eurotunnel et s'imposerait progressivement comme le successeur de Lord Pennock. Mais Trafalgar House y mettait une condition : obtenir pour ses filiales une part des contrats de construction. Cette requête paraît avoir été considérée jusqu'à présent comme inadmissible par les entreprises britanniques qui sont membres fondateurs d'Eurotunnel.

Devant ces objections, les dirigeants du consortium ont approché d'autres personnalités telles que Sir John Harvey-Jones, président du groupe d'industries chimiques ICI. Mais ce dernier s'apprête à prendre sa retraite et n'est apparemment pas tenu pour l'affaire. D'autres noms circulent. On évoque ainsi ceux de Sir Ian McGregor, ancien président des charbonnages, ou de Sir Michael Edwards, qui a dirigé British Leyland.

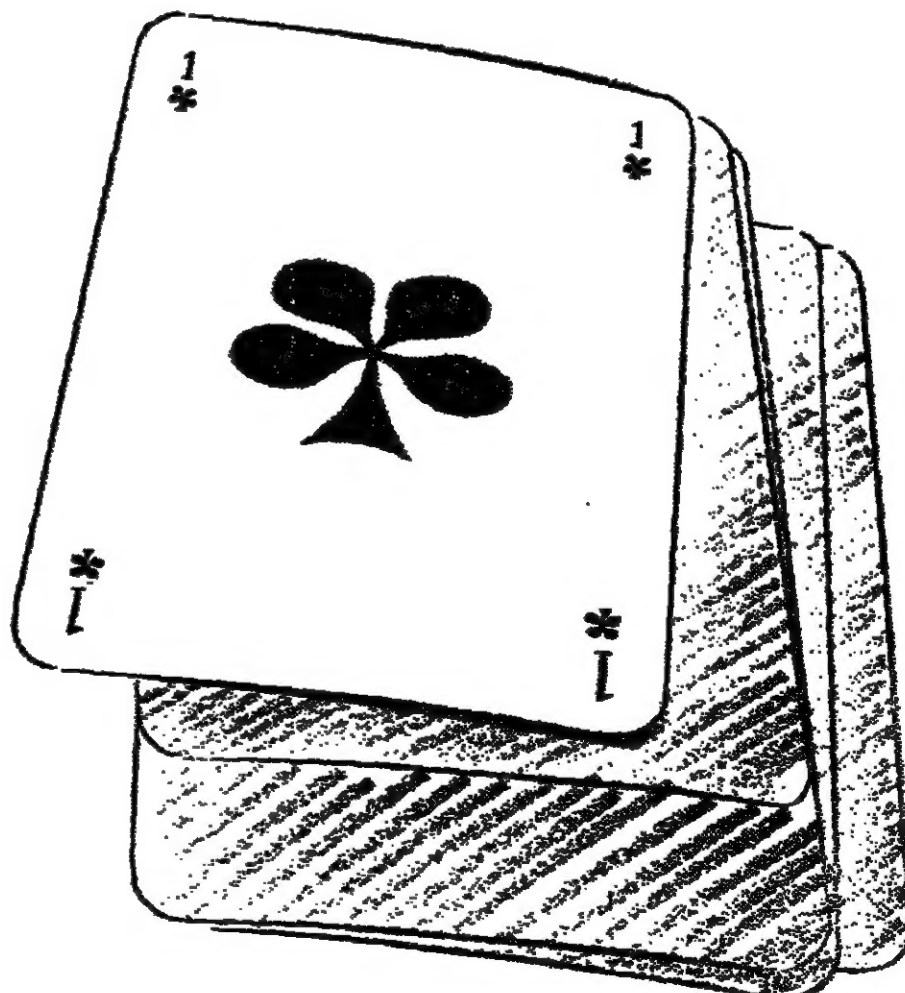
Exploité par les adversaires du projet — un lobby animé principalement par les compagnies de ferries et les ports de la Manche — ce nouveau malaise est particulièrement dommageable pour la réputation d'Eurotunnel, alors que le consortium vient de se lancer dans une coûteuse campagne de relations publiques destinée à améliorer l'« image » de l'entreprise auprès d'une opinion britannique assez indifférente. Cela afin de préparer le terrain de l'opération boursière de juillet. Dans ce but, Eurotunnel s'est acquis les services d'une nouvelle agence spécialisée et a investi 100 millions de francs. Les premières publicités sont apparues depuis une semaine dans les journaux britanniques sur le thème : « la voie rapide pour l'Europe ».

FRANCIS CORNU.

Le Bonheur.



Le Club.



هكذا من الامم

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La disette dans les camps palestiniens au Liban. 6 Le malaise au sein de l'armée philippine. 7 La mobilisation des lycéens en Espagne. — Les conséquences de l'état d'urgence en République sud-africaine.	8 M. Giscard d'Estaing à «L'heure de vérité». 9 Les débats au sein du PCF. DÉBATS 2 Liberté de conscience, liberté de survie.	10 35 000 instituteurs dans les rues de Paris. — La Cour de cassation annule dans sa quasi-totalité la procédure de l'affaire Papon. 11 Nouvelle revendication par Action directe de l'assassinat de Georges Besse.	22 La politique musicale de M. Léotard. — Arts : la révolution du japonisme. 23 Cabaret, de Jérôme Savary, au Théâtre Mogador. 24-25 Communication : la compétition autour des télévisions privées.	31 Un entretien avec M. Paul Marchelli, président de la CGC. 32 A travers les entreprises. 33 L'industrie textile allemande en pleine expansion. 32-35 Marchés financiers.	Radio-télévision 27 Annonces classées 29 Carnet 28 Météorologie 27 Mots croisés 28 Loterie, Loto 28 Spectacles 26	● ASALA, Action directe : nouvelles menaces. ● Instituteurs : et maintenant ? ● Spectacles : les nouveautés. Actualités, Immobilier, Météo, Bourse, Télémarket, Loisirs. 36.15 Tapez LEMONDE

Le report de la tarification des chèques

Un triple échec

La facturation des chèques annoncée dans la plupart des banques pour le 1^{er} avril prochain est donc à nouveau reportée. Pour la troisième fois en l'espace d'un an ! M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a demandé, mercredi 11 février, à M. Dominique Chailion, le président de l'Association française des banques, « d'inviter ses adhérents à reporter leurs décisions et à poursuivre la concertation sur la modernisation du système des paiements ». Une invitation à laquelle le Crédit lyonnais répondait favorablement le jour même — l'abandon du projet avait été décidé avant même l'arrivée du ministre, indique-t-on chez M. Jean-Maxime Levêque, le président de la banque. Les autres réseaux s'alignant progressivement sur ce motif, la Société générale a décidé de suspendre son projet, certaines banques du groupe CIC également. Difficile de résister à une recommandation de son actionnaire, l'Etat.

Ce report, s'il satisfait les 37,4 millions de titulaires de comptes-chèques, n'en est pas moins un triple échec : pour les banques, pour le ministre d'Etat, M. Balladur, mais aussi, et dans une moindre mesure, pour les organisations de consommateurs.

Echec d'abord pour les banques. La facturation des services ban-

caires est une condition de leur modernisation. C'est ce que soulignait notamment, chiffres à l'appui, le rapport de M. Olivier Pastre, « La gratuité d'un service se paie toujours quelque part », font remarquer, à juste titre, les banquiers, dans le coût du crédit, par exemple. La gratuité incite à des comportements « anti-économiques » : les Français tirent beaucoup plus de chèques (4,5 milliards par an) que leurs voisins étrangers. Ils signent un très grand nombre de petits chèques.

Mais les banquiers refusaient d'afficher clairement des contreparties importantes. Et, qui plus est, alors que la concurrence est devenue le credo de tous nos hommes politiques, les banques annonçaient ensemble et avec des modalités très proches leur projet de tarification, permettant ainsi à certains de parler d'entente.

Cet échec des banques va leur coûter cher, en terme d'image de marque mais également financier. Les lettres d'information — envoyées ou mises au pilon — leur auraient coûté plusieurs dizaines de millions de francs.

Mais cette affaire est aussi un échec pour M. Balladur. Comme ses services, le ministre d'Etat est favorable au principe de la tarification. Sous la pression conjuguée de

l'indice des prix et des hommes politiques, il s'est amené à intervenir directement dans ce dossier. Avec son « invitation » à l'intention des banques — encore nationalisées pour l'essentiel —, le libéralisme connaît un nouvel accroc. Il intervient quelques jours seulement après la mise en garde du ministre aux assureurs publics.

L'intervention du ministre d'Etat est aussi pour partie un échec pour les organisations de consommateurs. Désormais, les dix-neuf associations représentées au sein du comité des usagers des services bancaires n'ont pu obtenir gain de cause que par un recours à l'Etat. Dans les négociations de cet hiver, elles n'ont pas réussi à arracher de véritables contreparties aux banques. Leur campagne sur les « chèques barrés » n'a guère mobilisé.

La tarification des chèques est-elle pour autant définitivement abandonnée ? M. Balladur souhaite que des négociations sérieuses aient lieu et permettent de parvenir à un « résultat équilibré et accepté ».

Pour déboucher la situation, il dispose encore pour sa part d'une carte importante. S'il autorisait les banques à réaménager les dépôts à vue, les titulaires de compte seraient peut-être plus ouverts à une tarification des chèques.

ERIK IZRAELWICZ.

La privatisation de TF1

Le gouvernement pourrait aménager les conditions de la vente

Alors que la balle pour la reprise de la cinquième et de la sixième chaîne, est désormais dans le camp de la CNCL, c'est essentiellement au ministère des finances que se négocient actuellement les conditions d'achat de la « une ». Après le choc provoqué par l'annonce de la cession de TF1, le gouvernement semble en effet prêt à faire un geste. Pas question, comme l'a dit dimanche soir M. Jacques Chirac, de revenir sur le prix décidé ni sur la durée de l'autorisation (dix ans) qui aurait nécessité le vote d'un amendement à la loi Léotard au printemps prochain. En revanche, les services de M. Balladur envisagent l'établissement d'une convention aménageant les conditions d'un éventuel renouvellement de l'autorisation accordée au mois de mars aux repreneurs de TF1.

Une convention dont les termes sont discutés avec les candidats et qui pourrait comporter différentes clauses. En premier lieu la garantie par les repreneurs d'une indemnisation grâce à un système de reprise des actifs par leurs assureurs. Parallèlement, les actionnaires de la chaîne auraient la certitude, en cas de non-reconduction de leur autorisation, d'être prévenus au moins un an à l'avance afin de pouvoir organiser la transition et prendre leurs dispositions.

Enfin, compte tenu de la courte durée de l'autorisation par rapport à l'importance des investissements demandés, des règles particulières d'amortissement pourraient être mises en place. Les candidats s'efforcent, bien sûr, de faire monter les enchères, notamment Hachette qui a toujours pas confirmé le maintien de sa candidature.

A Moscou

La police interpelle plusieurs manifestants

Moscou (AFP). — L'épouse et le fils du dissident juif soviétique emprisonné, Iossif Begun, et une demi-douzaine de « refusniks » ont été interpellés, le jeudi 12 février, par des hommes en civil alors qu'ils tentaient de manifester rue Arbat, dans le centre de Moscou.

Près de quarante « refusniks » ont voulu se rassembler à 10 heures rue Arbat, comme chaque matin, depuis lundi, pour réclamer la libération de Iossif Begun et le droit d'émigrer en Israël.

Un nombre important de militants et de policiers du KGB en civil se trouvaient, jeudi matin, devant le 31 de la rue Arbat où avait lieu le rassemblement les jours précédents. Les manifestants ont été pris à partie, dès leur arrivée, par les « passants ». Des bouclards se sont produits, les équipes de télévision occidentales ont été empêchées de filmer, un policier en civil a arraché son carnet de notes à un correspondant de l'AEP et un journaliste ouest-allemand a été retenu trois-quarts d'heure par la police.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Un avertissement du PC aux « réformistes » qu'inspire l'exemple soviétique

Prague. — M. Vasil Bilak, secrétaire du comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie, a adressé une sévère mise en garde aux « réformistes » qui voudraient profiter de la réforme en cours en Union soviétique pour réhabiliter la politique du « printemps de Prague » de la fin des années 60.

Dans un discours prononcé devant la commission idéologique du PCT et publié, mercredi 11 février, à la « une » du *Rude Pravo*, M. Bilak fait valoir que la réforme de l'économie et de la société soviétique « vise au renforcement et au développement du socialisme, au renouvellement du rôle dirigeant du parti, du marxisme-léninisme et du pouvoir populaire ».

Alors que, selon lui, la politique mise en œuvre « par la droite » en 1968 en Tchécoslovaquie visait à « détruire les fondements du socialisme, ramener le pays en arrière, affaiblir la communauté socialiste tout entière et nuire au prestige de l'URSS et du socialisme ».

Sur le vif

Lapins

Curieux, non ? On va passer un week-end à Londres, j'en viens, on arrive à l'hôtel à laquelle on est parti, on a l'impression de ne pas avoir bougé et pourtant, à peine débarqué, on se frotte les yeux : mais où on est, là ? On se croirait sur une autre planète. A cause d'un truc tout bête : les affiches, les réclames. A Paris, c'est des images. De nana. A poil. C'est de la fesse, c'est du nu, c'est du sexe.

A Londres, c'est des mots écrits en caractères très gros, énormes. Ils s'étalent absolument partout. Et même, tenez-vous bien, tamponnés par les bureaux de poste, sur les cartes de la Saint-Valentin que s'envoient demain les amoureux. Des mots tarifiants, lancinants, à propos du sexe justement : SIDA ! Ne mourez pas idiot ! Utilisez un préservatif !

Moi, ça m'a fait drôle, je vais vous dire. Et quand j'ai entendu ce matin à la radio qu'en Europe le nombre des victimes du SIDA allait doubler tous les neuf mois, ça m'a fait mal. Ou'est-ce qu'on attend, nous, ici, pour la démentir cette campagne d'information ? Faut se grouiller. C'est une question de vie ou de mort. Faut parler clair. Faut taper fort.

Au lieu de ça, vous savez comment on va inciter ces millions de jeunes qui n'ont aucune idée de ce que c'est, une capote, à en acheter ? En leur montrant, à la télé, deux petits lapins sautillant dans l'éternel sous-bois percé d'un rayon de soleil super artistique, super-romantique, où gambadent habituellement chevreux au vent, des petites pépées déodorisées, parfumées, « shapées » de frais. Je l'ai vu, ce spot : à la fin, ils vont s'engouffrer dans un terrier, les petits lapins, et, sur l'écran, ça sera marqué : « Durelex, quand on a tout oublié ».

Ca veut dire quoi ? Vous pouvez m'expliquer ? Moi, j'ai cru que c'était une pub pour une cartouche, ou une glicérolle. J'en ai parlé l'autre jour à l'attachée de presse du ministre de la Santé. Je lui ai dit : c'est grotesque. Alors elle : c'est latin. La France, c'est pas la Grande-Bretagne, figurez-vous.

Ah, ça c'est bien vrai, ma bonne dame. On est purique, nous autres, on déteste tout ce qui se prête ou de loin peut rappeler la chose du machin. Il y a qu'à regarder nos murs, nos kiosques, nos autobus, nos couloirs de métro. C'est évident.

CLAUDE SARRAUTE.

Sécurité routière

Doublément des sanctions pour les conducteurs en état d'ébriété

Le comité interministériel de la sécurité routière réuni autour du premier ministre, le mercredi 11 février, a adopté le projet de loi de garde des scores visant à doubler les amendes et les peines d'emprisonnement frappant les conducteurs en état d'ébriété, a annoncé M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

Actuellement, le délit de conduite sous l'empire de l'alcool est puni par le tribunal correctionnel d'un emprisonnement d'un mois à un an et (ou) d'une amende de 500 F à 15 000 F. Cette loi sera renforcée contre l'alcool au volant devant rapporter 150 millions de francs, dont les deux tiers serviront à la répression des « points noirs » routiers, le reste finançant la modernisation du fichier national des permis de conduire, qui pourrait être informatisé.

D'autre part, M. Méhaignerie a décidé d'étendre progressivement à l'ensemble du territoire l'expérience menée dans vingt-deux départements en matière de conduite accompagnée par des jeunes. Après quinze leçons avec un moniteur d'auto-école, le jeune est autorisé à conduire une voiture si un adulte l'accompagne. Les jeunes conducteurs ainsi formés sont sept fois moins dangereux que les autres.

Le gouvernement va lancer un printemps campagne de sensibilisation aux excès de vitesse, qui sera suivie d'un renforcement de la répression. A ce sujet, le comité interministériel a décidé de simplifier, d'accélérer et d'harmoniser les décisions préfectorales de suspension du permis de conduire en cas d'infraction grave.

Enfin, le comité lance une consultation de l'ensemble des professionnels sur la création d'un contrôle technique périodique des véhicules légers, avec obligation de réparation en cas de déconvenue de non-conformité. Une autre consultation sera lancée à propos de l'institution d'un permis de conduire à points, où le titulaire se verrait retirer des points chaque fois qu'il commettrait une infraction.

[Comme l'a dit à M. Méhaignerie un représentant d'une association de victimes de la route, le comité interministériel semble avoir accompli d'importantes. Et avoir été sensible à quelques considérations électoralistes. L'opinion publique est choquée par le nombre de morts sur la route, qui est une des causes de quatre mille morts par an. Ce double des peines qui sont déjà sévères... lorsqu'elles sont vraiment appliquées. En revanche, la vitesse excessive qui a augmenté, en 1986, de 4,9 % le nombre des tués de la route se sera pas autrement traitée que par une campagne de mobilisation et une répression qui risquent d'être aussi éphémères que pour le port obligatoire de la ceinture de sécurité instituée en novembre 1986. Mais la répression n'est pas populaire. Des éthylo-mètres et éthylo-test qui n'ont pas d'arriver dans les gendarmeries, des contraires techniques obligatoires et un permis de conduire à points ne peuvent à l'heure de la sécurité routière se progresser guère. — A.F.]

● Suspension du permis de conduire pour René Arnoux. — La commission de retrait du permis de conduire de Comen-sur-Loire (Nièvre) a décidé le 11 février de suspendre pour trois mois le permis de conduire de René Arnoux. Le 4 janvier dernier le pilote de l'écurie Ligier avait été contrôlé à 242 kilomètres à l'heure sur la RN 7 par des motards de la CRS 52.

La récente pollution du Rhin a coûté plus de 32 millions de francs

Le comité d'experts formé par le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon, au lendemain de l'accident Sandoz de Bâle, le 1^{er} novembre, a mis les bouchées doubles pour accomplir sa tâche. Il a présenté, le 11 février, un rapport détaillé de cent trente pages qui fait le point complet de la pollution du Rhin, son étendue, son coût, et les moyens d'y remédier. « C'est la première fois en France que l'administration associe à ses travaux des porteurs d'avis divers et indépendants d'une pollution », a constaté librement M. Carignon. Et M. Brice Lalonde, le coordonnateur du comité, s'est félicité que les associations et les scientifiques, avec la coo-

opération des élus locaux, aient pu ainsi travailler en toute liberté avec les services de l'administration.

Le rapport détaille les chiffres déjà produits, le 19 décembre, à la réunion des ministres de l'environnement à Rotterdam. Coût immédiat de la pollution du Rhin, avec dépenses déjà engagées : 32 426 000 francs. Coût de la restauration du Rhin dans son état ancien : 111 372 000 francs. Coût des dommages à moyen terme et du suivi sur cinq ans : 113 743 000 francs.

M. Carignon a précisé que le rapport du comité d'experts avait été transmis aux autorités helvétiques par voie diplomatique. Il a bon espoir que Sandoz rembourse, au cours de ce premier semestre, les 32,4 millions de francs dépensés effectivement.

Report au 4 mars du dépôt de la déclaration des revenus en 1986

La limite prévue pour le dépôt de la déclaration des revenus de 1986 est reportée du 28 février au 4 mars minuit, le cachet de la poste faisant foi, a annoncé le jeudi 12 février le ministre de l'économie et des finances.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 12 février

Hausse : + 0,56 %

La Bourse de Paris est à la hausse ce jeudi 12 février au matin, l'indicateur de tendance étant de + 0,56 %.

Parmi les principales hausses, notamment la Redoute (+ 2,6 %), Printemps (+ 2,5 %), Louis Vuitton (+ 2,4 %), Source Perrier (+ 2,4 %), Pechebrom (+ 2,2 %). Parmi les baisses, relevons Moteurs Leroy-Somer (- 2,6 %), Europe (- 1,8 %), Synthélabo (- 1,1 %), Moulinex (- 0,4 %), Seb (- 0,3 %).

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	535	538	537
Agencis Herve	2025	2030	2025
Al Lipide L.	895	895	897
Banque (Cil)	1058	1063	1058
Banque (Cil)	2345	2345	2345
Banque (Cil)	1245	1252	1252
B.S.N.	4645	4680	4635
Carrefour	3473	3473	3475
Chargem S.A.	1881	1881	1885
Ch. de France	61	65	66
Elf (G&L)	1410	1410	1410
ELF-Aquitaine	357 50	357	357
Elf-Aquitaine	3405	3405	3405
Elf-Aquitaine	1406	1418	1415
Elf-Aquitaine	2586	2582	2590
Elf-Aquitaine	1850	1876	1880
Elf-Aquitaine	2218	2225	2225
Elf-Aquitaine	1023	1055	1050
Elf-Aquitaine	3856	3860	3850
Elf-Aquitaine	1001	1007	1010
Elf-Aquitaine	1228	1241	1228
Elf-Aquitaine	751	751	800
Elf-Aquitaine	748	750	757
Elf-Aquitaine	3300	3300	3300
Elf-Aquitaine	1470	1480	1480
Elf-Aquitaine	478	474	474
Elf-Aquitaine	2130	2130	2130
Elf-Aquitaine	518	518	518

● Le cyclone Clotilde menace la Réunion. — Le cyclone tropical Clotilde devait arriver sur l'île de la Réunion, le jeudi 12 février dans l'après-midi. Le préfet devait placer l'île en phase d'alerte n° 3 du plan ORSEC à 14 heures (heure locale, soit 11 heures de Paris), la phase d'alerte n° 2 était entrée en vigueur à 5 heures (heure locale).

Depuis le 10 février, l'île était sous la menace d'une dépression tropicale, baptisée Clotilde. Celle-ci s'est renforcée dans la nuit du 11 au 12 février et, devenue cyclone, se dirige droit vers la Réunion.

Après la manifestation des instituteurs

Entrevue entre la FEN et M. Monory

Le ministre de l'éducation nationale devait recevoir une délégation de la FEN, le jeudi 12 février, en fin d'après-midi, au lendemain de la manifestation nationale des instituteurs contre les décrets sur les « maîtres directeurs », qui a suscité une mobilisation massive de la profession (lire page 10). Cette rencontre, à laquelle devait participer notamment M. Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du SNI-PEGC, prévue pour le 4 février, avait été reportée à la demande de la FEN en raison des manifestations d'instituteurs.

La mise au point d'un calendrier et de l'ordre du jour d'une concertation sur l'ensemble des questions éducatives devait être discutée. Mais l'affaire des « maîtres directeurs » devait être au centre de l'entrevue, la force du mouvement des instituteurs pesant désormais en faveur des syndicats. Mercredi, M. Barbarant affirmait que le retrait des décrets était « un préalable de fait » à toute discussion sur la rénovation à l'école. Une négociation sur les circulaires d'application

pourrait permettre de trouver l'issue au conflit, mais il n'est pas sûr qu'elle satisfasse une base désormais mobilisée sur le mot d'ordre de « retrait » et décidée à poursuivre l'action après les vacances.

Le SNI, qui devrait arrêter un nouveau plan de bataille pendant les vacances, est lui-même talonné par ses deux tendances minoritaires, l'Ecole émancipée (proche de l'extrême gauche) très active avec le SGEN-CFDT dans la « coordination », et l'Unité et l'Action (animée par les communistes), qui propose déjà des grèves tournantes par académies dès la première quinzaine de mars et souhaite établir des convergences avec les enseignants du second degré.

De son côté, le SNUDI-FO milite pour une « grève franche ». Quant à la « coordination », elle estime que « seule la grève générale de tous les instituteurs permettra de gagner contre Monory et Chirac » et appelle les syndicats à l'inscrire dans cette perspective dès la rentrée de mars.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, réuni le mercredi 11 février, a procédé aux nominations suivantes :

Département de la Haute-Saône : M. François Lefebvre, sous-préfet hors cadre, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Haute-Saône, en remplacement de M. Guy Merheim, placé hors cadre.

[Né le 8 mars 1929 à Paris, M. François Lefebvre, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, entre, en juin 1954, au ministère des Travaux publics, des transports et du tourisme et y occupe différentes fonctions jusqu'en juin 1963, intégré en mai 1963 au corps préfectoral. Affecté en 1968 au ministère de l'Intérieur, il est placé en service détaché, chargé de mission au Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité, avant d'entrer au cabinet du ministre chargé des réformes administratives en janvier 1971 et d'y être

rappelé en juin 1973. Membre de la commission chargée de suivre l'application des mesures de déconcentration, en mars 1975, il entre à la direction générale des collectivités locales du ministère de l'Intérieur, au mois de juin. Secrétaire général des Hauts-de-Seine en mai 1979, il était sous-préfet hors cadre depuis le 17 juillet 1984.]

M. Maurice Siegel, préfet hors cadre, est mis à la disposition du conseil général du département de la Seine-Saint-Denis, et placé en service détaché.

[Né le 29 janvier 1923 à Paris, M. Maurice Siegel, ancien élève de l'ENSA (promotion Albert Thomas), a effectué toute sa carrière au ministère de l'économie et des finances, à la direction de la dette publique qui a pris l'appellation de service des pensions en 1972. Administrateur civil en août 1955, chef de bureau en octobre 1961, il est nommé sous-directeur du ministère en août 1973. Préfet de la Meuse en janvier 1982, il est placé hors cadre le 11 juin 1986. M. Siegel est membre du PCF.]

LA REVUE DU

MINITEL

LE MINITEL SUR ECOUTES

Ce mois-ci une grande enquête sur les délinquants du Minitel

11 FEVRIER

Cours relevé
à 17 h 36

11 FEVRIER

هكذا من الاصل

هكذا من الامل

36 Le Monde • Vendredi 13 février 1987

Le Club, la plus belle idée depuis l'invention du bonheur.

Certains disent qu'il suffit de pas grand chose pour être heureux.
Au Club, nous voulons que vous ayez Tout pour être heureux.

Club Med



Rapprochement

des forces

de la

politique

internationale

et de la

coopération

économique

et sociale

entre les

peuples

et les

gouvernements

pour

atteindre

les

objectifs

de la

politique

internationale

et de la

coopération

économique

et sociale

entre les

peuples

et les

gouvernements

pour

atteindre

les